

هكذا من الأصل

débats

Aux marges de l'insécurité

Introduire dans les hôpitaux les techniques des entreprises performantes

par le professeur DIDIER MELLIERE (*)

L'INDISPENSABLE limitation des dépenses hospitalières n'a pas épargné en CHU les soins vitaux. Dans beaucoup de services, les infirmières, insuffisamment nombreuses, ont souvent l'impression d'assurer à peine l'essentiel. Aux heures de grande activité, elles travaillent comme des automates, frôlant l'insécurité. Et la nuit, c'est le désert. Lorsqu'on leur demande de consacrer du temps à l'écoute des malades, au réconfort ou à la présence auprès des mourants, elles se demandent simplement sur quelle planète cela est possible. Les équipements connaissent la même pénurie : on répare lentement, on remplace peu, on achète du nouveau exceptionnellement.

Un peu partout, des infirmières et des médecins sont découragés. Découragés et culpabilisés. Demander du personnel ou du matériel, n'est-ce pas augmenter le coût de la santé, alourdir les charges sociales qui pèsent sur l'industrie, aggraver le déficit national ? Comment peut-on se plaindre quand on achète des scanners ? Seulement, voilà... à quelques mètres des équipements les plus modernes, des malades sont en insécurité.

Le budget global annuel attribué à chaque hôpital tient peu compte de la demande de soins. Aux hôpitaux de réduire cette demande pour ne pas dépasser leur dotation. Tant pis si les malades sont aussi nombreux, si la durée de travail annuelle diminue, si le matériel vieillit. Cette attribution se fait à la baisse en partant du budget de l'année précédente. Tant mieux si l'hôpital dépensait trop précédemment. La répartition du budget entre les services obéit à la même loi. Pas question de le répartir en fonction du coût réel des soins : ce serait favoriser les médecins dépressés. Pas question de redistribuer les personnels en fonction de la charge de travail : l'important est de freiner l'activité pour diminuer les coûts.

Tous les indicateurs sont utilisés à sens unique. On ne s'efforce de répondre à toutes les demandes de soins ou d'obtenir les meilleurs

résultats, on lui reproche de coûter cher. On lui fasse des économies au prix d'efforts supplémentaires, elles ne lui permettront pas d'améliorer son équipement : ce sont des lignes budgétaires différentes. Qu'il réduise la durée de séjour en travaillant plus vite : on lui supprimera des postes d'infirmière.

L'implication des médecins dans la gestion financière est limitée à l'obligation de faire des économies dans leur service. Peu importe si, en même temps, la direction de l'hôpital effectue des dépenses qu'ils jugent inutiles : ils n'ont pas à en discuter, les directions médicales n'existent que dans les centres anticancéreux, les hôpitaux de l'armée et... les CHU étrangers.

Les résultats d'une idéologie

Des résultats médicaux inférieurs à ce qu'ils devraient être ne sont pas en soi un bon enseignement ni à la gestion de progrès techniques. A l'absence de crédits pour la recherche clinique et la participation aux colloques internationaux, ajoutez le fait qu'en 1987 les enseignants obtiendront encore moins les équipes étrangères lorsque leur revenu aura

été amputé par la suppression des malades privés. Tant pis si notre niveau scientifique périclète, si le prestige de la médecine française s'affaiblit, si le matériel médical est fabriqué à l'étranger.

Tel est le résultat d'une idéologie qui a préféré limiter aveuglément les budgets plutôt que de les adapter aux besoins.

Pour-il en être autrement dans des entreprises aussi vastes ? On comprend que certains hommes politiques aient la tentation d'abandonner les CHU à leur médiocrité. Ce serait sacrifier les chances des malades les plus complexes, la formation des médecins, y compris du secteur libéral, la recherche médicale et l'image de marque du pays.

L'alternative est de renforcer l'efficacité du service public en y introduisant les techniques des entreprises performantes : attribution des budgets en fonction de la demande de soins et des résultats médicaux, adjonction d'une direction médicale au côté de la direction administrative, utilisation d'audits externes chargés de vérifier la répartition et l'utilisation des dotations, développement de cercles de réflexion sur les résultats et les coûts, attraction de médecins de haut niveau en conservant la clientèle libérale à l'hôpital, appel à des ressources ou en pesant pas sur l'assurance-maladie telles que legs, subventions philanthropiques et fondations.

(*) Chef de service de chirurgie vasculaire et endocrinienne du CHU Henri Mondor (Créteil).

DÉPENSES DE SANTÉ

La commission des comptes nationaux de la santé vient d'achever ses travaux et a mis vendredi dernier 21 mars son rapport à la disposition du gouvernement.

La progression des dépenses de soins constitue un problème majeur pour tous les pays occidentaux et, en France, pour tous les partis politiques. Les professeurs Didier Melliére et Bernard Launois, tous deux chirurgiens, évoquent sa gravité et les solutions possibles pour une maîtrise du budget de la santé.

Tout reste à faire

L'uniformité du système français de santé est un frein au progrès

LES comptes du régime général de la Sécurité sociale, présentés le 20 décembre 1985, ont été accueillis avec un grand scepticisme (1). Dans le déficit réel qui s'annonce, les dépenses de l'assurance-maladie ont leur part. Les moyens d'action sont désormais limités et il serait déraisonnable d'augmenter les cotisations sociales.

Les dépenses fédérales de santé des Etats-Unis, qui représentent 100 milliards de dollars, sont un des facteurs du déficit budgétaire américain qui est de l'ordre de 200 milliards de dollars. Il entraîne un accroissement rapide de la dette publique, qu'il faut financer par l'emprunt avec pour conséquence l'élévation des taux d'intérêt.

Le poids des charges sociales diminue la compétitivité industrielle, sur le marché intérieur et à l'exportation. Ainsi, dans l'industrie automobile française, les charges sociales incluses dans le prix d'une berline de 30000 F atteignent 10300 F, plus du double de Chrysler (6000 dollars). Si l'industrie traditionnelle américaine a peur de disparaître face au Japon, l'industrie française peut partager cette inquiétude. L'absence de recherche en France dans un secteur aussi critique était ainsi commentée par l'économiste Alan Eichengreen : « Le système de santé français est très centralisé... Et l'uniformité est un frein au progrès : on ne peut tester de nouvelles idées, prendre des risques... »

Le gouvernement ou le marché ?

Aux Etats-Unis, nous avons appris beaucoup de la recherche :

A - Le gouvernement a à sa disposition trois armes :

1) Le budget global, c'est-à-dire un paiement prospectif par centre hospitalier avec une dotation globale annuelle. Ses inconvénients sont nombreux : il bloque la situation hospitalière en l'état et les bons gestionnaires sont pénalisés ; il pousse au conservatisme.

2) Les réseaux de soins coordonnés sont la correspondance française des Health Maintenance Organization (HMO).

(*) Clinique chirurgicale du CHU de Rennes.

par le professeur BERNARD LAUNOIS (*)

2) Le projet de médicalisation des systèmes d'information a en fait pour but d'améliorer le budget global à partir des coûts par pathologie et par centres de responsabilité.

3) Le paiement prospectif par cas (Prospective Price Setting, PPS). Au paiement rétrospectif des journées hospitalières est substitué le paiement prospectif par cas, suivant la classification des « Diagnosis Related Groups » (DRG) fondée sur un certain nombre d'éléments : le diagnostic, le traitement utilisé et l'âge. L'avantage majeur de ce système, utilisé aux Etats-Unis, a été l'immédiate réduction de la durée de séjour qui est passée de 9,3 jours à 7,5 jours.

B - La loi du marché. - En fait, dans un système dit libéral, la loi du marché n'existe pas à partir du moment où il n'y a aucun effet de contrainte, du fait du remboursement soit par la Sécurité sociale, soit par des assurances privées.

Sur le marché de l'automobile, il existe toujours une contrainte correspondant au prix que désire mettre un acheteur dans le choix de sa voiture. En matière de santé, il existe au contraire une spirale inflationniste et chacun peut choisir sa Rolls-Royce puisqu'il ne tient jamais compte du rapport prestations-prix. Si l'on choisit la loi du marché, il faut donc en réinventer les règles.

1) Les contrats entre entreprises, assurances et médecins : les médecins « sous contrat » avec les assurances et les entreprises ont un tarif préférentiel pour leurs clients. Mais pour qu'un tel système existe en France, il faudrait ou bien modifier la Sécurité sociale ou accentuer le système mutualiste pour qu'une compétition s'instaure.

2) Les réseaux de soins coordonnés sont la correspondance française des Health Maintenance Organization (HMO).

(*) Clinique chirurgicale du CHU de Rennes.

créés aux Etats-Unis dans les années 70. Ils intègrent prévention, hospitalisation et soins à domicile, pour un paiement forfaitaire d'avance, et sont placés en situation concurrentielle dans un quasi-marché. La liberté de prescription existe, mais les médecins en partageant les risques financiers.

La Rand Corporation a étudié les résultats aux Etats-Unis. Les dépenses de santé ont été réduites de 28 % par rapport aux soins gratuits ou à un ticket modérateur de 25 %. Les admissions hospitalières et la durée de séjour ont été réduites de 40 %.

A n'y a pas d'effet de sélection. A. Enliven estime que dix ans sont encore nécessaires pour que les HMO atteignent leur plein développement. Mais certaines HMO sont à but lucratif. Leurs actions placées à la Bourse de New-York sont considérées comme un très bon placement. Il va sans dire qu'un meilleur rapport prestations-prix ne doit pas se faire au détriment de la qualité des soins. Le coût d'une qualité médiocre des soins est prohibitif.

Le choix d'un arbitre pour l'une de ces diverses solutions est un faux dilemme. L'intervention des pouvoirs publics est nécessaire non pour mener une action juridique (statut, département) sans effet économique, voire même avec un effet économique négatif, mais pour lancer des incitations économiques positives afin d'adapter notre système de santé sans sacrifier la qualité de la formation. En ce domaine tout reste à faire.

(1) Le Monde du 21 décembre 1985.

Le cas de M. Waldheim

(...) M^{me} Sarraute commente *Le Monde* du 12 mars la polémique autour du candidat conservateur à l'élection présidentielle autrichienne, l'ancien secrétaire général de l'ONU, M. Kurt Waldheim. Des adversaires malveillants ont accusé ce dernier d'avoir participé à des massacres en Yougoslavie, en tant que membre de la Wehrmacht, ce qui, d'après M^{me} Sarraute, aurait valu à M. Waldheim « une forte remontée dans les sondages, et ce qui prouverait la mentalité nazie de l'Autriche, jadis annexée par Hitler ».

Et bien non, les choses ne sont pas si simples. (...) M. Waldheim est issu d'une famille notoirement antinazie, ce qui avait valu de nombreuses difficultés à son père. Il est au-dessus de tout soupçon de crime nazi, et de cela s'était vu le cas, croyez-vous que, lors de l'élection de M. Waldheim à la tête de l'ONU, des pays comme l'URSS ou la You-

goslavie, plus particulièrement concernées, n'auraient pas déposé leur veto ou fait connaître leur opposition ? Je vous signale que M. Simon Wiesenthal, bien connu aussi des Français comme chasseur de nazis, a reconnu l'innocence de M. Waldheim par rapport à ces accusations ridicules.

Si les Autrichiens, d'après les sondages, ont réagi à ces diffamations par une vague de sympathie pour le candidat conservateur, c'est une reconnaissance de ces faits et non pas par mentalité nazie.

MARTIN FLODERER (Paris).

Les éloges de M. Plissonnier

Dans les deux ou trois dernières années, nous avons souvent entendu Georges Marchais et ses amis du bureau politique se démarquer de l'Union soviétique sur le plan de la démocratie et des droits de

l'homme. Ces propos avaient été accueillis avec beaucoup de scepticisme par les uns, comme une espérance pour les autres.

Or voici que, dans *Le Monde* du 5 mars, je lis un petit entrefilet au bas de la page 8, relatant en quelques lignes l'intervention de Gaston Plissonnier, secrétaire du comité central et membre du bureau politique du PCF, à la tribune du XXIV^e congrès du PCUS. On y apprend qu'il y a fait l'éloge de la « protection de la personnalité engendrée par le système soviétique », ajoutant que le système occidental étouffe l'individualisation. Il dit aussi : « Le PCUS révèle la nature démocratique du socialisme ».

Beaucoup de lecteurs ont sûrement, comme moi, regretté que l'intervention de Gaston Plissonnier n'ait pas trouvé une plus grande place dans vos colonnes.

HENRI FRENAY, ancien ministre.

L'ESPRIT VIENNOIS
UNE HISTOIRE INTELLECTUELLE ET SOCIALE 1848-1938
William M. Johnston
Collection "Perspectives critiques"
dirigée par Roland Tardieu 672 pages - 200 F

« OUESSANT, L'ILE SENTINELLE », de Françoise Péron

LES îles françaises de l'Atlantique et de la Manche entrent bien dans l'actualité : Ré impose de longues heures d'attente aux visiteurs impatients, Belle-Ile et Yeu rejettent tour à tour les bœurs vacanciers qu'on leur assigne. Bref, refuse d'être reliée au continent par hélicoptère, Ouessant - « la crocoïde de terre de France la plus familière aux hommes des phares et balises » - est en passe de perdre sa qualification d'île sentinelle au profit d'un phare géant qui, planté à 40 miles au large (quelque 75 kilomètres) sur un fond de moins 232 mètres, sera déjà quasiment hors de la masse continentale européenne.

Le problème de ces îles bordées est bien, au total, celui de leur rattachement, matériel ou figuré, à un continent de plus en plus conquérant sous le signe d'une économie mondialisée et d'une société remuante acquiescente à l'habitat de loisir. Ainsi d'Ouessant, qui fut et resta la plus lointaine et la plus isolée d'entre elles et qui a accumulé un tel poids de particularité qu'il rend difficile la réajustement nécessaire. Vient donc singulièrement à point le très remarquable ouvrage consacré à l'« ultime Thulé » par Françoise Péron, pour permettre de défendre en bonne connaissance de cause l'âme d'une île sollicitée de s'aligner sans restrictions. Je dis tout

de suite que ce travail d'ethno-sociologie, alimenté de géographie et d'histoire, ne sont ni son folklorisme ni son thésard, qu'il passionne et éclaire à la fois, ce qui n'est pas, dans le genre, le cas de toutes les lectures.

Il rassure aussi quelques peu : l'éloignement même de cet îlot rupestre fait qu'il connaît avec retard quelques menaces dont les autres sont déjà écoulées ; la résidence secondaire est encore loin d'avoir, à Ouessant, tout conquis, et les difficultés municipales qui lui sont d'ordinaire dues ne sont point très aiguës. Mais les agressions n'ont pas manqué dans le passé, et il est bon de les connaître pour mieux mesurer celles qui s'annoncent aujourd'hui. L'île s'est parfois, depuis un siècle, rapprochée trop vite du continent (c'est le titre de la troisième partie de l'ouvrage), à moins que ce ne soit le contraire.

Dieu nous garde de reprocher leur présence à nos bords en voie de réinsertion ni aux résidents secondaires, non plus qu'aux touristes ! Mais, sans prudence, toutes ces excellentes nouveautés continentales de notre temps pourraient bien apporter ici, par une irruption inconsidérée, quelque grabuge.

MAURICE LE LANNOU.

* Editions de la Cité (Brest-Paris), 1985, 109 illustrations, 446 pages, 250 F.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauriol (1969-1982), André Larroque (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 570 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wout.

Rédacteur en chef : Daniel Vernet.

Correspondant en chef : Claude Sales.

ABONNEMENTS

BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	354 F	672 F	954 F	1 200 F
TOUTS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	687 F	1 337 F	1 952 F	2 530 F
ÉTRANGER (par messagerie)				
1 - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	399 F	762 F	1 089 F	1 380 F
2 - SUISSE TUNISIE	504 F	972 F	1 404 F	1 900 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs, nos abonnés sont invités à formuler leur demande (une somme au moins avant leur départ) à l'adresse de la bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Impression : de « Monde » de la maison PARIS-SP

Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dr. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,00 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 20 fr. ; Canada, 1,75 \$; Côte d'Ivoire, 216 F CFA ; Danemark, 7,80 kr. ; Espagne, 120 pes. ; États-Unis, 120 c. ; Grèce, 120 dr. ; Inde, 1 700 L. ; Israël, 0,350 \$; Liban, 20 L. ; Norvège, 3 kr. ; Pays-Bas, 2,2 \$; Portugal, 110 esc. ; Roumanie, 28 L. ; Royaume-Uni, 1,20 £ ; Suisse, 1,20 S. ; USA (New York), 1,20 \$; Yougoslavie, 110 mt.

étranger

PROCHE-ORIENT

LE SORT DES OTAGES AU LIBAN

- L'affaire n'est pas « dans l'impasse », selon Cheikh Fadlallah
- Paris poursuivra sa politique vis-à-vis de l'Irak, déclare M. Toubon

« Le cas des otages français n'est pas dans l'impasse : il y a plus d'une porte ouverte », estime Cheikh Houssein Fadlallah, le « guide spirituel » du Hezbollah, la formation des extrémistes chiites libanais. Dans une interview publiée le dimanche 23 mars, par l'hebdomadaire arabe *Al-Mustaqbal* (paraissant à Paris), Cheikh Fadlallah assure qu'il continuera à faire tout ce qui est en son pouvoir pour obtenir la libération des otages. Le cheikh dément une fois de plus être lié d'une manière quelconque aux événements, qui ont été revendiqués par le mystérieux Djihad islamique, un groupe que certains estiment être « le bras armé » du Hezbollah.

Cheikh Fadlallah considère que le gouvernement français a « mal évolué » la situation depuis le début de l'affaire. « Il y a eu enlèvement et contre-enlèvement », dit-il, expliquant : « Il y a des prisonniers à Paris et il n'y a pas de moyen d'obtenir leur libération ». La France, poursuit le cheikh, aurait dû circonvenir cette affaire dans le cadre qui est le sien, celui d'un échange d'otages et libérer ceux qui sont emprisonnés en France, comme elle avait libéré auparavant tel ou tel Palestinien. Le 20 février dernier, la France a élargi deux Palestiniens, Assad Kayed et Husni Hatem, qui avaient assassiné le 3 août 1978 à Paris, le représentant de l'OLP en France, Ezzeddine Kalak, et son adjoint. Quant aux « otages emprisonnés en France », évoqués par Cheikh Fadlallah, ce sont les cinq membres du commando qui, tenté, en juillet 1980, à Paris, d'assassiner l'ancien premier ministre irakien Choukri Bakhtiar, manquant un

policier. Leur libération est revendiquée par le Djihad islamique, qui réclame, également, que la France cesse d'appuyer l'effort de guerre irakien contre l'Iran.

La stratégie de la France, indique en substance Cheikh Fadlallah, a été d'essayer de faire pression sur les ravisseurs par l'intermédiaire de différents États — la Syrie et l'Iran — au lieu d'entamer des pourparlers directs.

Mais de cela, il n'est toujours pas question de la part de Paris, de moins à en croire M. Jacques Toubon, le secrétaire général du RPR, qui a notamment affirmé, dimanche, au club de la presse d'Europe 1 : « La France doit d'abord s'adresser aux États, et non pas aux organisations, aux groupes, aux individus ». « Il ne faut pas céder au chantage », a-t-il poursuivi, ajoutant : « Nous n'avons aucune raison de changer d'attitude dans notre politique traditionnelle vis-à-vis de l'Irak (...) mais nous sommes tous à fuir l'idée d'avoir des relations normales avec l'Iran pour peu que ce pays agisse dans le cadre des règles fondamentales du droit international ». M. Toubon a encore indiqué que la question des otages était de la « compétence du gouvernement ».

A Bagdad, le président de l'Assemblée nationale, M. Saadoun Hammadi, s'est déclaré convaincu que la nouvelle équipe au pouvoir à Paris serait soucieuse de renforcer la coopération franco-irakienne. Cependant, les deux opposants irakiens que la France a expulsés à Bagdad sont apparus ce week-end à la télévision irakienne pour expliquer qu'ils « regrettaient » d'avoir mené des activités contre le régime. Les deux hommes ont été « graciés » par le président Saddam Hussein, mais n'ont pas indiqué s'ils comptaient regagner prochainement Paris. Le retour en France de ces deux opposants est, semble-t-il, une des revendications des auteurs de l'enlèvement, le 8 mars dernier à Beyrouth, des quatre membres d'une équipe d'Antenne 2. — (AFP, Reuters.)

LE HEZBOLLAH : LE MICROBE JUIF EST PARTOUT EN FRANCE

Le résultat des élections en France a été « plus favorable aux juifs qu'aux Français », qu'ils soient de gauche ou de droite. Telle est l'opinion du Hezbollah (le « parti de Dieu », pro-iranien), parti des extrémistes chiites libanais, dont le journal, *Al-Achad*, commentait ainsi, dans sa dernière édition, le scrutin de dimanche dernier.

« Ces élections ont mis en relief la puissance du Parti socialiste, soutenu par le vote mais surtout par l'influence juive en France, qui dépasse la simple présence israélienne. Les juifs ont en effet tissé en France des réseaux qui leur ont permis de mettre la main sur les principaux centres de décision, et de s'infiltrer notamment dans les services de renseignement. (...) Pour améliorer leur image de marque, tous les chefs politiques français se sont affublés de calottes et sont allés poser au Mur des lamentations. La microbe juif est partout. Dans la plume des écrivains, sous la peau des changeurs, dans le réseau des filles de joie, le marché noir et les pompes funèbres. Ainsi, Jean Daniel a transformé son journal (le *Nouvel Observateur*) en espionnage politique. (...) »

« En tout cas, le nouveau gouvernement français devra faire face à de nombreux problèmes dans le domaine de la politique étrangère, et notamment s'occuper de la crise des otages français, qui est due à la poursuite d'une politique hostile de la France envers les musulmans. » — (AFP.)

AFRIQUE

LA VISITE DU PREMIER MINISTRE ALGÉRIEN EN LIBYE

Le traité maroco-libyen résistera-t-il au rapprochement entre Alger et Tripoli ?

Le premier ministre tunisien, M. Mohamed Mzali, s'est entretenu avec le président algérien, M. Chadli Bendjedid, au cours d'une visite officielle à Alger, samedi 22 et dimanche 23 mars, alors que le premier ministre algérien, M. Abdel Hamid Brahimi, séjournera en Libye du 21 au 23 mars. La volonté commune d'arriver à édifier le « grand Maghreb » ressort des entretiens publiés au terme de ces visites.

De notre correspondant

Alger. — L'Algérie est un pays très écouté et très visité. Sans être à proprement parler une plaque tournante de la diplomatie internationale, elle est un point de passage obligé, notamment dans le concert maghrébin, où chacun des pays de la région clame de plus en plus fort la nécessité d'édifier le grand Maghreb arabe. Mais cet objectif apparaît comme un vœu pieux, tant il est contrecarré par les intérêts souvent divergents des États et empoisonné par le conflit du Sahara occidental. La tenue même d'un sommet maghrébin semble aujourd'hui impossible, et les relations bilatérales ou trilatérales sont le seul recours pour maintenir le dialogue.

La Tunisie et l'Algérie ont signé, le 19 mars 1983, un traité de fraternité et de concorde, auquel la Mauritanie a adhéré à la fin de la même année. Cet accord d'une durée de vingt ans, à caractère politique, stipule qu'il « demeure ouvert à l'adhésion des autres États du grand Maghreb arabe en acceptant les dispositions ». Mais il comporte aussi des clauses d'assistance, y compris dans le domaine militaire, ce que le président Chadli n'a pas manqué d'évoquer quand il a, cet été, apporté le soutien inconditionnel de l'Algérie à la Tunisie, en froid avec la Libye, qui venait d'expulser quelque 30 000 ressortissants tunisiens.

De leur côté, le Maroc et la Libye ont signé le 13 août 1984, à Oujda, un traité d'union arabo-africaine. Cet accord entre le régime monarchique de Rabat et la révolution libyenne a fonctionné de façon satisfaisante pendant un peu plus d'un an. Le Maroc y a trouvé son compte, qui a obtenu de Tripoli l'arrêt de son assistance militaire au Front Polisario. Le colonel Kadhafi, en revanche, a mesuré, après les attentats de Vienne et de Rome et les menaces de représailles et d'embargo des États-Unis, les limites de son alliance avec Rabat. Il attendait alors des gages de solidarité et de soutien et n'a obtenu de Rabat — comme des autres pays arabes — que l'adhésion à de vagues résolutions de la Ligue arabe.

Tchad

IMPORTANT REMANIEMENT MINISTÉRIEL A N'DJAMENA

Les « ralliés » entrent au gouvernement

Le président tchadien, M. Hissène Habré, a procédé, le dimanche 23 mars, à un remaniement de son gouvernement, caractérisé par l'arrivée d'anciens opposants qui se sont récemment ralliés au régime de N'Djamena. La principale personnalité à entrer au gouvernement est le général Djibril Nguéssé Djogo, originaire du sud du Tchad, ancien chef d'état-major du GUNT de M. Goukouni Oueddei et président du Front démocratique du Tchad (FDT), qui devient ministre de la justice. Ce remaniement intervient après la signature, à Libreville, d'accords de paix entre le gouvernement de M. Habré et le CAC-CDR, fraction dissidente du Conseil démocratique révolutionnaire (CDR), principale formation politico-militaire du GUNT, et le FDT. Deux autres personnalités de cette dernière formation (composée essentiellement de « sudistes ») entrent au gouvernement : MM. Hissène Grinky (culture, jeunesse et sports) et Ngarnay Mbellemadani (finances et informatique).

La conjoncture aidant, et à force d'insistance, il a rencontré le président algérien le 28 janvier dernier à Ouagadougou, dans le Sud-Est algérien (le *Monde* du 29 janvier). L'enjeu était d'importance pour Tripoli : la Libye pouvait, à cette occasion, espérer desserrer la tenaille égypto-algérienne dans laquelle elle était prise après son différend avec la Tunisie et retrouver un peu de crédit sur la scène internationale en se rapprochant de l'Algérie. Les relations entre les deux pays, profondément altérées depuis la signature du traité d'Oujda, commencent depuis l'arrivée d'Amenas une embellie, illustrée par les aller et retour qui se succèdent entre les deux capitales.

Le 10 février, le commandant Abdessalam Jalloud, « numéro deux » libyen, arrive à Alger pour un séjour officiel, au terme duquel il annonce la création d'un groupe de travail mixte chargé du suivi des relations bilatérales. Il est suivi dans la capitale algérienne, le 6 mars, par une délégation militaire conduite par le colonel Fredj Souleiman Ahayeb, chef d'état-major de l'armée de terre. Et le 13 mars c'est au tour de M. Abdelrazak Bouharras, membre du secrétariat permanent du comité central du FLN, chargé des relations extérieures, de se rendre à Tripoli, précédant de dix jours le premier ministre algérien, M. Abdel Hamid Brahimi.

Des résultats importants

Le chef du gouvernement algérien a été reçu dimanche 23 mars par le colonel Kadhafi. Il était accompagné par une forte délégation ministérielle (1) à dominante économique. Les résultats des entretiens sont élogieux. Bien que les deux pays ne soient liés par aucun traité, ils sont convenus, rapporte l'envoyé spécial de l'agence officielle Algérie Presse Service (APS), de développer et de multiplier les échanges commerciaux « jusqu'à en dépasser le volume au cours de l'année 1986 ».

L'Algérie et la Libye ont également décidé de créer des sociétés mixtes de géophysique, de recherche et de prospection dans le domaine des hydrocarbures, de forage de puits et de construction. Parmi d'autres projets industriels figure la construction d'usines automobiles en Algérie, alors que des unités de production d'aluminium devraient être construites en Libye.

Autre point important : au moment où l'Algérie a besoin de trouver des débouchés pour son gaz, la décision a été prise, selon l'APS, d'approvisionner le marché libyen en gaz naturel destiné aussi bien à la consommation industrielle que ménagère. Il est également prévu de

connecter les réseaux d'électricité des deux pays, et d'étendre la coopération au domaine agricole, principalement dans les régions sahariennes, par l'exploitation des nappes d'eau souterraines.

Contrairement au traité de fraternité et de concorde et au traité d'Oujda, qui traitaient des relations politiques pour s'élargir ensuite au secteur économique, les relations algéro-libyennes paraissent volontairement de l'économie. Les relations politiques devraient suivre, et leur solidité sera d'autant mieux garantie que les liens économiques seront importants. C'est du moins le sentiment qui prévaut à Alger, où la direction du pays, toujours prudente, car elle connaît le caractère fantasque du colonel Kadhafi, vient de s'engager sur une voie qui pourrait, à terme, déboucher sur une union avec la Libye.

De quelle nature ? S'agira-t-il d'une union bilatérale ou la Libye adhèrera-t-elle au traité de fraternité et de concorde ? Rien ne permet de le dire encore. Mais la volonté en est nettement exprimée dans un communiqué publié à Tripoli et diffusé dimanche soir par l'APS, indiquant que, « dans le cadre des rencontres visant à l'union entre l'Algérie et la Libye, les deux premiers ministres ont coprésidé, le

23 mars, une réunion à laquelle ont pris part les membres du Comité populaire général de la Jamahiriya libyenne et les membres du gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire ». Le communiqué précise qu'au cours de son intervention à l'ouverture de la réunion le commandant Jalloud a rappelé « les objectifs que les directions politiques des deux pays cherchent à réaliser, en l'occurrence l'union, en prélude à l'unité du Maghreb arabe et à celle de la nation arabe ».

De grandes manœuvres sont engagées et, a priori, aucun des pays de la région n'en est écarté. Le colonel Kadhafi avait informé le roi Hassan II de sa rencontre d'Amenas ; il a dû le prévenir de ce qui allait se passer à Tripoli. Le président Chadli avait personnellement dit au ministre tunisien des affaires étrangères, M. Beji Caid Essebsi, à la fin de l'année dernière, qu'il rencontrerait le chef de l'État libyen, et il a reçu samedi M. Mohamed Mzali, le premier ministre tunisien, en visite officielle de vingt-quatre heures à Alger, alors même que les entretiens algéro-libyens battaient leur plein à Tripoli. Un communiqué commun a été diffusé samedi, indiquant que les délégations ont eu un dialogue politique approfondi sur « les perspectives de la construction du grand Maghreb arabe, sur la base des principes inscrits dans le traité de fraternité et de concorde liant l'Algérie, la Tunisie et la Mauritanie ».

Le traité d'Oujda semble loin. Il avait contribué à détériorer les relations entre Alger et Tripoli. Il se pourrait qu'il soit la première victime du rapprochement voulu par le président Chadli et le colonel Kadhafi.

FREDERIC FRITSCHER.

NOUVELLES MANŒUVRES AMÉRICAINES AU LARGE DES CÔTES LIBYENNES

Washington (AFP, Reuters). — Les États-Unis ont repris dimanche 23 mars, leurs manœuvres « ad hoc » au large des côtes libyennes. Ces exercices, qui ont lieu quarante-huit heures après la fin de précédentes manœuvres de la 6^e flotte dans le même secteur, doivent durer jusqu'au 1^{er} avril.

Dans une interview à la chaîne de télévision NBC, M. Weinberger, le secrétaire américain à la défense, n'a pas exclu que des appareils participant à ces exercices franchissent à cette occasion la ligne marquant l'entrée dans le golfe de Syrie revendiqué par le colonel Kadhafi comme faisant partie des eaux territoriales libyennes. Il a précisé que cette ligne avait été franchie sept fois lors des dix-huit manœuvres entreprises dans la région par les États-Unis depuis 1981. La Libye avait menacé en janvier de riposter à toute tentative de pénétration américaine.

Autre point important : au moment où l'Algérie a besoin de trouver des débouchés pour son gaz, la décision a été prise, selon l'APS, d'approvisionner le marché libyen en gaz naturel destiné aussi bien à la consommation industrielle que ménagère. Il est également prévu de



BREVIAIRE DE LA COHABITATION

Maurice Duverger
« Petit livre où sont clairement expliquées les règles que la cohabitation politique impose à ses adversaires comme à ses partisans ».
Diffusion de l'auteur, 1986 - 160 pages, 65 F.

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Le Monde est présent
AU SALON DU LIVRE
du 20 au 26 mars
STAND A 32

مكتبة من الأصل

ASIE

Philippines

Le gouvernement de M^{re} Aquino a annoncé, le samedi 22 mars, qu'il avait récupéré 30 millions de dollars faisant partie de la fortune de M. Marcos que l'ancien dictateur détenait sous forme d'actions dans le monopole philippin des télécommunications. Par ailleurs, les autorités seraient en possession d'enregistrements vidéo du meurtre de Benigno Aquino.

De notre envoyé spécial

Lagranja. - La révolution ? Nous n'avons pas le temps de l'attendre. L'espoir, c'est des patrons plus humains, des soldats qui ne pointent plus leurs fusils contre nous, qui ne fassent pas de descentes dans nos maisons en pleine nuit. Un bout de terre pour nous nourrir. C'est tout. Un corps de chat écorché, une tête de gavroche avec des cheveux en bataille, mais un sourire éclatant et dans le regard la force de la vie. Marilyn a trente-deux ans. Vêtue de guenilles, elle porte à la main une machette et de temps à autre essuie son visage couvert de sueur avec le bras de son t-shirt déchiré.

Marilyn travaille à la canne à sucre six heures par jour pour 6 pesos (environ 1 franc). Elle est

Le sucre amer de Négros

secrétaire du petit syndicat de l'hacienda Camile, non loin de Lagranja, à 50 kilomètres au sud de Bacolod. Son syndicat fait partie de la Fédération nationale des travailleurs du sucre (NSFW) créé en 1971 avec l'appui de l'église. Par là, il est syndiqué, et donc « dangereux ». Marilyn et les autres habitants de son village n'ont plus de travail. Le propriétaire, M. Felipe Laxon, les a renvoyés quand ils ont demandé du riz après qu'un des leurs soit mort de faim. Ils les a fait arrêter lorsqu'ils ont vu des engrais pour se nourrir. Depuis deux ans, Négros vit au seuil de la famine. Felipe Laxon est pourtant l'un des planteurs qui a soutenu la campagne de Cory Aquino. Marilyn sourit : « Vous savez personne ne s'est jamais occupé de nos problèmes. Même nos maisons ne sont pas à nous. Un jour M. Laxon m'a dit : « Ce n'est pas la peine de réparer la maison : elle n'est pas à toi. » Il veut nous chasser, mais nous ne partirons jamais. » Marilyn et ses compagnons ont boycotté les élections (suivant le mot d'ordre de la gauche).

La chute des cours du sucre, la réduction de la production (de 2,5 millions de tonnes à 1,3 million) se sont traduites par une réduction drastique des heures de travail : par rotation, les ouvriers du sucre ne travaillent plus que trois jours par

semaine pendant les six mois de l'année (octobre-mars) où l'on récolte. Fin mars commence pour eux ces longs mois de quête de la survie. Sans travail, sans économies, Marilyn et ses compagnons vont ramasser les cailloux et le sable de la rivière. Il faut le travail de trois hommes pour amasser 1 mètre cube de cailloux : ils se partagent 20 pesos (soit à peine 1 dollar). « Quand il n'y a rien à manger, on se nourrit de racines », dit Marilyn.

Son mari part le matin à 4 h 30 pour marcher 5 kilomètres et rejoindre les filles d'ouvriers qui attendent à la porte des haciendas que les contremaîtres viennent désigner ceux qui pourront travailler. Il gagne 20 pesos pour douze heures de travail, pour sarcler 3 tonnes de cannes ou en charger 4 tonnes sur les camions. « C'est peu quand on a trois enfants et que le kilo de riz vaut déjà 6,5 pesos », commente Andrés Roquero, qui tient la misérable coopérative du village. « Quand on fait deux repas par jour (patates douces et bananes), c'est bien », dit Marilyn. Souvent, elle n'envoie pas ses enfants à l'école car ils n'ont pas mangé.

A Bacolod, capitale de Négros occidental, au service social de l'évêché, on nous montre des statistiques : 66,8 % des enfants de moins de sept ans sont sous-alimentés et 8 % souffrent de malnutrition grave. Sept sur dix des personnes hospitalisées meurent de maladies liées à la malnutrition. Au cours de l'année dernière, en moyenne, une centaine d'enfants sont morts chaque jour rien qu'à Bacolod (trois cent mille habitants). Il y a un médecin pour soixante-huit mille habitants. La politique des « grands barons » du sucre ces dernières années a consisté à chasser les ouvriers du périmètre des haciendas pour ne plus avoir à fournir de prestations sociales. « Si ce n'est par trop grave, on se soigne avec les herbes traditionnelles », dit Marilyn.

est d'enrayer cette tendance à la soumission. « Ces gens n'ont jamais eu le sentiment d'avoir le choix, de pouvoir décider », explique un missionnaire irlandais. « Ils se raccrochent à l'espoir chrétien que les derniers seront les premiers ou royaume des cieux. Nous voulons leur apprendre à prendre conscience de leurs droits. C'est un peuple qui oublie vite : c'est la seule manière de vivre ici. Ils ne savent pas habiter. Ils ignorent l'idée de lutte de classes. »

Ne plus avoir peur

Les gens doivent surtout apprendre à ne plus avoir peur. Avec le développement de l'insurrection communiste, les « barons » du sucre ont renforcé leurs armées privées, composées de mercenaires à qui on offre des salaires importants (plus de mille pesos) et de membres des forces paramilitaires, sorte de milice.

Il y a trois grandes armées privées à Négros, au total mille cinq cents hommes : celle de Benedito, le « roi du sucre », qui contrôle les monopoles de cette industrie et celle d'Eduardo Cojuangco autre « baron » du régime Marcos, possédant 5 000 hectares de plantations de poix de coco et de canne à sucre. Lui aussi a quitté les Philippines au moment de la chute de Marcos. L'une de ses immenses demeures, au sud de Bacolod, est entourée sur des kilomètres de murs de béton surmontés de grilles électrifiées. Avec ses miradors, on dirait une prison. La troisième armée est celle du gouverneur de Négros del Norte, respectable, dit-on, docteur massare d'Escalante : 21 personnes abattues par les soldats en septembre 1985, lors d'un rassemblement de paysans.

Ces milices privées, théoriquement chargées de garder les plantations, sont responsables de la plupart des exactions commises contre la population. La semaine dernière, les miliciens ont tué un jeune garçon à Castallana, un village de montagne. « Je venais de lui donner sa confirmation », nous dit Mgr Fortich, évêque de Bacolod. « Ils disent : on l'emporte ton fils. Ils partent. Des coups de feu et on retrouve le cadavre abattu dans le dos », raconte un prêtre. « On n'a pas été libéré de la peur même après la chute de Marcos », conclut-il.

Mgr Fortich ne cache pas qu'il sera très difficile pour les autorités de désarmer les milices privées. Elles ont reçu des équipements supplémentaires au moment des élections, et les fiefs des « barons » du sucre sont des camps retranchés disposant de véritables arsenaux. Le gouvernement cherche à persuader ou à pousser les miliciens de déposer les armes, de peur qu'ils ne se retournent contre lui et deviennent des bandes de brigands.

Négros, le « volcan social », la région où l'oppression est encore la plus visible, une île dont l'économie a été en grande partie ruinée par un système de monopole qui a paralysé l'initiative privée et permis aux « barons » du régime de s'enrichir (une enquête a montré que l'instauration du monopole du sucre s'est traduit depuis 1974 par un manque à gagner de 750 millions de dollars pour les petits planteurs), sera dans les mois qui viennent un test de la volonté réformatrice du gouvernement Aquino.

Une réforme agraire s'impose dans une région où 7 % des propriétaires contrôlent la majorité des terres, où entre l'opulence de la minorité et la misère de la masse il n'y a rien. Depuis août 1984, et après une crise alimentaire, la fédération des travailleurs du sucre a obtenu que les planteurs prêtent une partie de leurs terres en friche aux ouvriers pour se nourrir. « Il n'y aura pas de paix à Négros sans justice sociale », répète Mgr Fortich. La liste de la forêt de cannes Marilyn agit son fémur pour dire à son mari. Elle est de ceux qui refusent de capituler. Elle se bat, l'espoir chevillé à son maigre corps.

PHILIPPE PONS.

Des herbes pour les soins

La situation la pire est celle des ouvriers venus des îles voisines. On les appelle les *sacadas*. Ils vivent dans des barques et sont encore plus mal payés que les locaux. Ceux que nous rencontrons sur l'hacienda Esperanza, appartenant au « roi du sucre » Roberto Benedito (qui a pris la fuite juste avant la chute de Marcos), nous disent qu'ils gagnent 4,5 pesos pour charger de 4 tonnes à 5 tonnes de cannes. Plifés en deux, ils ramassent des brins de cannes, les chargent sur l'épaule et les montent sur le camion. Ainsi de suite jusqu'à ce que le tonnage soit atteint.

Qu'est-ce que ces « forçats du sucre » attendent du nouveau gouvernement ? La question paraît presque déplacée lorsqu'on croise les regards désespérés de ces hommes qui vivent leur misère comme un destin : « un peu justice », dit laconiquement un habitant de l'hacienda Demao-Romano, une plantation de moyenne importance laissée à l'abandon par son propriétaire. La maison patronale est délabrée, tracteurs et camions exposent leurs entrailles au soleil : la crise a eu raison de l'exploitation. Seuls les ouvriers sont restés. Où pouvaient-ils aller ? Une grappe d'enfants sales et dépenaillés regardent par la porte de la frêle maison de bambous. Leur mère dit qu'ils ne mangent guère plus d'une fois par jour. « On a encore de la chance d'être près de la rivière. » « L'eau est propre ? » « Non, mais on n'a pas le choix. »

L'euphorie qui prévaut à Manille n'est pas de mise à Négros. On y a certes fêté la chute de Marcos, mais depuis rien n'a changé : embuscades, meurtres, disparitions font partie du lot quotidien. Les soixante prisonniers politiques qui auraient dû être libérés sont toujours détenus par l'armée. L'espoir se fraye difficilement un chemin. Le fatalisme de la majorité, habituée depuis des générations à quémander sa survie, a repris le dessus. Pour les responsables des communautés chrétiennes de base l'un des premiers objectifs

Pakistan

L'ÉVASION DE TRENTE-QUATRE DÉTENUÉS « Jeunes ! Rejoignez le gang X »

De notre correspondant

New-Delhi. - Ils étaient entre cinquante et cent. Certains étaient masqués, d'autres déguisés en soldats. Tous étaient armés de kalachnikovs et de grenades, danrées pléthoriques dans ce far-west poussiéreux que n'a jamais cessé d'être le Sind pakistanais. Vers minuit, le samedi 22 mars, ils se sont approchés à pas de loup des grilles électrifiées de la prison de Sukkur, l'un des plus vastes établissements pénitentiaires du pays, à 400 kilomètres du nord de Karachi.

L'un d'entre eux a cassé le grillage et ils se sont engouffrés dans la cour. Ils ont repéré le quartier des condamnés à mort, neutralisé un garde sur son mirador et ont ouvert les portes des cellules. C'est alors seulement que l'alerte fut donnée. Il y eut des explosions, des coups de feu, deux morts (un gendarme et un prisonnier) et plusieurs blessés. Mais il était trop tard : quand les autorités firent l'appel peu après, il manquait trente-quatre détenus, tous condamnés à mort pour meurtres, enlèvements et brigandage. L'évasion-western la plus spectaculaire de l'histoire pénitentiaire pakistanaise avait réussi. Une vaste chasse à l'homme a été lancée dans le désert et les vallées de la province la plus désertique, la plus féodale et moyenâgeuse du Pakistan.

Le Sind, cette « vallée malheureuse » dont parlent déjà les voyageurs grecs et arabes, et, de tout temps, été infesté de coupe-jarrets et de bandits de grands chemins. Rien de plus simple, en effet, dans ce paysage de far-west que de placer des guetteurs enturbannés sur des pitons rocheux afin de repérer le voyageur et de lui tendre une embuscade. La circulation nocturne, même à plusieurs véhicules, sur les pistes du Sind a toujours été déconseillée. L'armée elle-même ne s'y

déplace qu'en convoi. Huit années de loi martiale, imposée par le général Zia ul-Haïq, n'ont rien arrangé. Au contraire, Bastion de la famille Bhutto - l'ancien premier ministre exécuté par le régime du président Zia - le Sind est devenu le pays de toutes les oppositions, de toutes les insurrections. « La répression indisciplinée, les brutalités, les tortures infligées par la police et l'armée aux Sindhis sous couvert de la lutte antiterroriste ont fait beaucoup pour le recrutement des brigades », nous disait, il y a quelques mois, M. G.M. Sayed, vieux héros séparatiste sindhi (1). Il affirmait que dans le seul district de Dadu, au sud de Sukkur, il existait déjà vingt-sept bandes d'hommes recensées.

Quand ils ne se battent pas entre eux, les « dacoits », comme on nomme les brigands dans cette partie du monde, se préoccupent de leur image « romantique ». S'identifient ouvertement aux nationalistes sindhis, qu'ils aident parfois, à leur arrive de distribuer une partie de leur butin aux paysans les plus démunis, s'assurant ainsi de solides sympathies. De temps en temps apparessent sur les murs de certaines localités poussiéreuses des affiches ainsi rédigées : « Jeunes ! Rejoignez le gang X. Vous recevrez une kalachnikov neuve. Salaire mensuel assuré de 2 000 roupies (environ 1 000 francs). Si vous êtes tués, votre famille recevra 50 000 roupies ! »

Bref, il y a gros à parier que les trente-quatre fugitifs de Sukkur sont déjà loin et que les autorités ne devront pas compter sur la collaboration sindhi pour les retrouver...

PATRICE CLAUDE.

(1) Agé de quatre-vingt-deux ans, G.M. Sayed en a passé vingt-deux en prison et demeure assigné à résidence dans sa ville de Sann. Il soutient la lutte pour le Sind indépendant qui mène un nombre croissant de jeunes autochtones.

AMÉRIQUES

Equateur

LES SUITES DE L'AFFAIRE VARGAS

Le président Febres fait face à un malaise au sein de l'armée

Le calme est revenu en Equateur, une semaine après la fin sans gloire de la folle équipée de l'ancien commandant en chef de l'armée de l'air, le général Frank Vargas. Le gouvernement a levé l'état d'urgence, rétabli les libertés constitutionnelles et rouvert les écoles et les universités. Mis aux arrêts, le général rebelle sera déferé devant une cour martiale pour « subversion armée et insubordination ». Un jury de cinq généraux à la retraite devra enquêter sur les accusations de corruption échangées entre militaires de haut rang.

Le président Febres Cordero a nommé, jeudi 20 mars, un nouveau ministre de la Défense, le général de division à la retraite Medardo Salazar Naves. Il remplace le général Pinero, dont la démission était l'une des exigences du général Vargas. Enfin, le Parlement a été convoqué en session extraordinaire pour examiner les conséquences de la crise.

Au-delà de son côté vengeur folklorique, le coup de tête de l'ancien chef de l'aviation a fait éclater au grand jour un malaise latent, qui connaît depuis plusieurs mois déjà, non seulement parmi les militaires, mais également dans les milieux politiques exaspérés par les méthodes arbitraires du chef de l'Etat. Cet acte d'insubordination ne saurait être non plus totalement isolé du climat d'exaspération des tensions politiques et sociales.

L'avènement du général Vargas aura également fait apparaître la fragilité des institutions démocratiques équatoriennes toujours à la merci d'un incident, huit ans après le retour des militaires dans leurs casernes. Déjà en proie à des rivalités personnelles et à des querelles intestines, les forces armées sont sorties encore plus divisées de l'épreuve. Sans doute frustré d'avoir été laissé à l'écart lors de récentes promotions intérieures dans la hiérarchie militaire, le général Vargas avait, en un élan, exprimé tout haut ce que d'autres de ses pairs murmuraient tout bas. A tort ou à raison, son attitude a été rapprochée de l'engagement politique.

Etats-Unis

Union Carbide offre 350 millions de dollars pour dédommager les victimes de Bhopal

Des progrès ont été récemment accomplis dans les longues et difficiles négociations pour le dédommagement des victimes de la catastrophe de Bhopal, en Inde, qui causa la mort d'environ deux mille personnes et en intoxiqua plus de deux cent mille le 2 décembre 1984. La société américaine Union Carbide, en effet, a confirmé une information parue, le dimanche 23 mars, dans le *New York Times* et indiquant que la compagnie avait accepté, en principe, de verser une somme de 350 millions de dollars pour l'indemnisation des familles des victimes de l'accident.

Il n'est pas certain, toutefois, que cette offre, en principe par rapport à de précédentes propositions d'Union Carbide, mette un point final à cette affaire. Le gouvernement indien, qui n'est pas partie à cet accord et qui réclame une somme plus importante (1 milliard de dollars) devrait, en effet, le contester. L'avocat représentant aux Etats-Unis les autorités de New-Delhi, M. Bruce Flaxen, a déclaré, dimanche, que le gouvernement indien refusait toute solution d'apaisement pas « un juste et total dédommagement à chacune des victimes ». Et outre, New-Delhi estime, a précisé M. Flaxen, qu'aucun accord « ne peut être conclu sans sa participation ».

Le règlement proposé par Union Carbide a été négocié avec certains des avocats des victimes. Il consiste dans la constitution d'un capital de 350 millions de dollars payable en plusieurs années. Compte tenu des intérêts que rapporterait cette somme, le versement total d'indemnités aux victimes et à leurs familles devrait s'élever, selon la firme, à 500 millions ou 600 millions de dollars. Ces dommages-intérêts seraient versés à l'ensemble des habitants de Bhopal qui ont souffert des inhalations d'isocyanate de méthyle, le gaz qui s'était accidentellement échappé des installations d'Union Carbide.

Ce projet ne pourrait, de toute façon, entrer en vigueur avant d'être approuvé par le juge du tribunal de première instance de New-York, M. John Keenan, qui a six mois pour se prononcer. Par ailleurs, le Bureau international du travail (BIT) a fait savoir que, à la lumière de la catastrophe de Bhopal, il a commencé l'élaboration d'un code de directives pratiques destinées à faire respecter « les spécifications relatives à la sécurité, à la santé et aux conditions de travail pour les transferts de technologie dans les pays en voie de développement ». - (AFP, Reuter.)

MAINTENANT POUR LE PRIX D'UNE CALCULATRICE PAYEZ-VOUS UN HEWLETT-PACKARD

CEPES

Le Monde PUBLICITE FINANCIERE

Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330

CHEZ VOTRE DISTRIBUTEUR AGREE HP. PERFORMANCES A L'APPUI.

SCIENCE-PO

classe préparatoire

CEPES

57, rue Charles-Lafitte, 92200 Neuilly, 47.22.04.94

enseignement supérieur privé

PROFITEZ-EN POUR LE PRIX D'UNE CALCULATRICE PAYEZ-VOUS UN SAVANT

CEPES

Le Monde PUBLICITE FINANCIERE

Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330

CHEZ VOTRE DISTRIBUTEUR AGREE HP. PERFORMANCES A L'APPUI.

PROFITEZ-EN POUR LE PRIX D'UNE CALCULATRICE PAYEZ-VOUS UN SAVANT

CEPES

Le Monde PUBLICITE FINANCIERE

Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330

CHEZ VOTRE DISTRIBUTEUR AGREE HP. PERFORMANCES A L'APPUI.

AMÉRIQUES

Brésil

Les succès d'un marchand de canons

(Suite de la première page.)

Le succès brésilien est tel qu'il commence à faire de l'ombre aux plus grands. Passe encore quand les blindés « made in Brazil » sillonnent les déserts de l'Irak et de la Libye. Mais quand des avions du même pays équipent la Royal Air Force, il y a de quoi s'inquiéter ! Succès paradoxal d'ailleurs. Le Brésil n'a pas la tradition militaire des maîtres du marché, qui ont été présents sur les principaux champs de bataille du siècle. Sa dernière guerre, contre le Paraguay, remonte à plus de cent ans. S'il a participé à la seconde guerre mondiale, c'est sous la forme - vaine - d'un corps expéditionnaire qui a combattu en 1944 et 1945 en Italie avec les troupes des États-Unis.

Sa nouvelle vocation tient surtout à la logique de son développement industriel et à son souci d'autonomie, manifeste dans le domaine des armes comme ailleurs. Quand il ne fabrique pas lui-même ses matériels, il s'efforce d'en diversifier l'origine.

Un prototype testé en Arabie saoudite

À la fin des années 70, alors qu'il était encore lié aux États-Unis par un accord de coopération militaire, il a commencé à se doter d'une aviation de combat en achetant à Dassault une quinzaine de Mirage-III. Aujourd'hui, les armes qu'il vend aux pays arabes servent à compenser sa dépendance pétrolière et à éponger une partie du déficit accumulé avec eux.

Les négociations avec l'Arabie saoudite ont commencé il y a un an et demi. Elles montrent bien avec quel dynamisme commercial les Brésiliens font pièce à leurs concurrents étrangers. C'est pratiquement pour satisfaire la

demande arabe, en effet, que la firme privée Engesa a ajouté à son catalogue déjà abondant de blindés la fabrication de son premier char de combat, l'Osorio, engin chomillé d'une trentaine de tonnes, dont les caractéristiques correspondent aux exigences des premiers acheteurs potentiels, l'Irak et l'Arabie saoudite. Un prototype a été envoyé dans le dernier pays, où il a été testé dans le désert, en pleine canicule. Les essais ont été concluants. Le contrat avec le gouvernement de Ryad serait établi pour trois ans. Une centaine d'Osorio seulement seraient livrés la première année (le char commencera à sortir d'usine en enurs du premier semestre) : la capacité d'Engesa, selon les spécialistes, est en effet limitée actuellement à trois cents Osorio par an. L'accord prévoit l'installation, en Arabie saoudite, d'un atelier complet, pour fabriquer des pièces de rechange, à l'exemple de ce qui s'est fait en Irak, où une cinquantaine de techniciens de la firme assurent en permanence un « service après-vente ».

Depuis les premières ventes à l'Irak, en 1973, Engesa a exporté plus de cinq mille blindés légers, dont il a baptisé les différents modèles du nom de serpents venimeux à la fois « rapides » et « mortels ». Ses Cascavel et ses Uruti opèrent dans la guerre de l'Irak contre l'Iran. On en trouve en Thaïlande, à Chypre, au Zimbabwe. C'est un Cascavel qui, en novembre dernier, a défoncé les portes du palais de justice de Bogota, quand il était occupé par la guérilla.

Un tel succès est expliqué avec des arguments qui valent pour la plupart des armements brésiliens : modicité des prix, qualité et rusticité des matériels, qui permettent leur utilisation dans des pays où les infrastructures sont

précaires et les moyens humains limités. Engesa fabrique elle-même les aciers spéciaux qui cuirassent ses blindés, mais elle achète beaucoup de pièces sur le marché de l'automobile. Ses modèles sont suffisamment simples pour que différents types de canons puissent s'y adapter.

Les progrès les plus étonnants

C'est sans doute dans l'aéronautique militaire que le Brésil a fait les progrès les plus étonnants. Il est vrai qu'il dispose, dans ce domaine, d'une tradition déjà ancienne, puisque son organisme de recherches, le Centre technique aéronautique, à São-José-dos-Campos, a été créé dans les années 40. La société Embraer, montée par l'État, n'a d'abord acheté des licences à l'étranger pour fabriquer ses premiers appareils. Mais c'est avec un modèle de conception entièrement brésilienne, le Tucano, que la firme a fait sa percée, ces dernières années, dans de nombreuses armées étrangères.

Le Tucano est un avion d'entraînement et d'appui tactique léger. Il est l'équivalent de l'Epsilon français, fabriqué par l'Aérospatiale : sa formule - avion avec turbopropulseur - est d'une utilisation souple et surtout économique. Depuis deux ans, il a fait ses preuves : non seulement il a été vendu à des clients traditionnels du Brésil que sont les pays arabes et latino-américains, mais il a séduit aussi la Royal Air Force, qui a pris commande de cent trente exemplaires. Le système mis au point avec la Grande-Bretagne ressemble fort à celui que le Brésil impose, quand il est acheteur, à ses partenaires étrangers. Les cent trente Tucano seront assemblés en effet sous licence en Irlande du Nord par une firme de Belfast, la Sports Brothers, qui achètera une grande partie des équipements au Royaume-Uni.

Autre place forte en vue : les États-Unis. Embraer ayant découvert que la firme américaine Fairchild ne remplissait pas son contrat avec l'armée de l'air de ce pays pour lui fournir des avions-écoles, elle a proposé en décembre dernier de le remplacer. Le marché, cette fois, est de taille : il ne s'agit pas de ni plus ni moins que cinq cents appareils. Le Tucano a des chances sérieuses de l'emporter.

L'autre pièce de résistance d'Embraer, c'est l'AMX, un avion d'appui tactique, c'est-à-dire servant à l'attaque des troupes au sol. Il n'est pas entièrement brésilien comme le Tucano, mais le fruit d'une association avec les firmes italiennes Agusta et Aeritalia, qui assurent les deux tiers de la fabrication - surtout le fuselage - l'autre tiers étant à la charge d'Embraer, qui fait les ailes et une partie du train d'atterrissage.

L'appareil en est encore au stade du prototype, mais il ne fait pas trembler la concurrence, car il s'agit d'un avion subsonique, alors que, par exemple, son équivalent français, le Jaguar, dépasse la vitesse du son. Italiens et Brésiliens entendent néanmoins le vendre à l'étranger et

ont déjà monté à cet effet, dans les deux pays, une société de commercialisation.

La nécessité d'exporter est, pour les Brésiliens, si impérative qu'ils en font une exigence dans leurs associations avec l'étranger. L'entreprise qui construira avec eux un avion supersonique d'interception - pour remplacer les Mirage vieux déjà d'une quinzaine d'années - sera choisie en fonction de sa capacité à vendre l'appareil, et aussi de sa volonté d'en transférer la technologie.

Il est vrai que l'armée de l'air brésilienne a une capacité d'absorption limitée. Sa flotte de combat actuelle (qui comprend, avec les Mirage, une trentaine de F-5) est dix fois moins importante que celle de la France. Malgré ses dimensions et la longueur de ses frontières, le Brésil est loin d'être un pays surarmé.

C'est au Brésil, également, que se trouve la seule fabrique d'hélicoptères d'Amérique latine. L'Aérospatiale s'est associée avec l'État du Minas-Gerais - où se trouve la fabrique - pour fonder Helibras, qui a produit depuis 1980 environ six-vingt-dix Esquilo, non brésiliens de l'Écuireuil : un appareil à capacité et rayon d'action limités, mais qui, dans sa version armée, a été exporté au Paraguay, et dont une quarantaine d'exemplaires doivent équiper l'armée de l'air brésilienne.

Des qualités reconnues par la concurrence

La gamme des armements « made in Brazil » est si vaste qu'elle va des navires de guerre aux roquettes et aux missiles. Avibras, qui est avec Embraer et Engesa l'un des trois « grands » de l'armement brésilien, a mis au point un lanceur multiple de roquettes, l'Astros-II - sorte d'orgues de Staline - très améliorées, - qui a été vendu à l'Irak et à la Libye et devrait l'être à l'Arabie saoudite, dans le grand contrat en passe d'être signé.

Outre des missiles fabriqués sous licence (le Cobra allemand et le Roland franco-allemand), les Brésiliens s'efforcent de produire des engins qui n'appartiennent qu'à eux, quitte à s'inspirer d'autrui. Ils ont mis au point un missile air-air, le Piranha, à tête infrarouge, destiné à l'AMX italo-brésilien, qui ressemble beaucoup, dit-on, au Sidewinder américain. Ils ont également en projet un missile anti-navires, le Barracuda, qui serait l'équivalent de l'Exocet et servirait à la marine de guerre.

Bref, ils sont présents partout, ou presque. Les qualités de leurs matériels, les concurrents les reconnaissent. Ils y ajoutent un avantage politique : « Il est plus innocent d'acheter des armes au Brésil que, par exemple, à Israël ou aux États-Unis. »

En outre, le pays n'a aucune restriction à l'exportation : « Il peut vendre des armes à tout le monde, sauf à l'Afrique du Sud. C'est seulement parce qu'il approvisionne l'Irak que l'Iran lui est interdit. »

CHARLES VANHECKE.

MERCREDI

CHRISTOPHE LAMBERT

HIGHLANDER



HIGHLANDER

THORN EMI SCREEN ENTERTAINMENT Présente
UNE PRODUCTION DAVIS/PANZER UN FILM DE RUSSELL MULLCAHYHIGHLANDER
CHRISTOPHE LAMBERT • ROXANNE HART
CLANCY BROWN et SEAN CONNERYChansons et musique supplémentaire GLENN • Musique originale MICHAEL KAMEN
Conseiller Musical DEREK POWER pour U.S.S. • Directeur de la photographie GERRY FISHER BSC
Découpage ALLAN CAMERON • Montage PETER HONESS • Producteur Exécutif E.C. MONEILL
Une histoire de GREGORY WIDEN • Scénario de GREGORY WIDEN et PETER SELLWOOD LARRY FERGUSON
Produit par PETER S. DAVIS et WILLIAM N. PANZER • Mise en scène de RUSSELL MULLCAHY
THORN EMI • SCREEN ENTERTAINMENT distributrice par THORN EMI Screen Entertainment Limited
Basé sur l'histoire de James MacGregor par Robert B. Parker

A44

PROFITEZ-EN
POUR LE PRIX D'UNE CALCULATRICE
PAYEZ-VOUS UN CERVEAUORDINATEURS DE POCHE 41CX ET 41CV.
HEWLETT
PACKARD
CHEZ VOTRE
DISTRIBUTEUR AGRÉÉ HP.
PERFORMANCES A L'APPELTRANSTOURS
LE SAVOIR-FAIREVOYAGES MARITIMES
en ligne régulière, compagnie MorfotMEDITERRANEE - MER-NOIRE
à bord du Bieloussia - 15 Jours
Départs les samedis 21 juin -
5, 19 juillet - 2, 16, 30 août
Marseille - Barcelone - Malte
Istanbul - Yalta - Odessa
Athènes - Naples - Gênes - Marseille
A partir de 9 950 F*Demandez la brochure "Croisières TRANSTOURS"
dans toutes les agences de voyages ou à
TRANSTOURS 49 avenue de l'Opéra 75002 PARIS
* prix par personne en cabine à 4PROFITEZ-EN,
POUR LE PRIX D'UNE CALCULATRICE
PAYEZ-VOUS UN BANQUIER.CALCULATEUR DE POCHE FINANCIER 12C.
HEWLETT
PACKARD
CHEZ VOTRE
DISTRIBUTEUR AGRÉÉ HP.
PERFORMANCES A L'APPEL

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

MERCREDI

CHRISTOPHE LAMBERT

HIGHLANDER



HIGHLANDER

THORN EMI SCREEN ENTERTAINMENT Présente
UNE PRODUCTION DAVIS/PANZER UN FILM DE RUSSELL MULLCAHY

HIGHLANDER
CHRISTOPHE LAMBERT • ROXANNE HART
CLANCY BROWN et SEAN CONNERY

Chansons et musique supplémentaire QUINN • Musique originale MICHAEL KAMEN
Conseiller Musical DEBIEK POWERS pour U.S.S. • Directeur de la photographie GERRY FISHER BSC
Décorateur ALLAN CAMERON • Montage PETER HONESS • Producteur Exécutif E.C. MONELL
Une histoire de GREGORY WIDEN • Scénario de GREGORY WIDEN et PETER BELLWOOD/LARRY FERGUSON
Produit par PETER S. DAVIS et WILLIAM M. PANZER • Mise en scène de RUSSELL MULLCAHY
THORN EMI • SCREEN ENTERTAINMENT distribue par THORN EMI Screen Entertainment Limited
Bande Originale sur Disque et Cassette

THORN EMI

AAA

EUROPE

Italie

EMPOISONNÉ AU CYANURE

Michele Sindona est mort

Michele Sindona, celui qu'on avait surnommé le « banquier de Dieu », à cause de ses relations avec le Vatican, est mort le samedi 22 mars à l'hôpital de Voghera, deux jours après avoir absorbé, dans sa cellule, un café contenant une dose fatale de cyanure.

La justice italienne parviendra-t-elle jamais à élucider les circonstances de cette mort ? Les commentateurs italiens paraissent assez sceptiques et rappellent que la lumière n'a jamais été faite sur la mort, tout aussi mystérieuse, de Roberto Calvi, associé de Sindona et impliqué comme lui dans le scandale de la banque Ambrosiano, retrouvé pendu sous un pont de Londres un jour de 1982.

Le « banquier de Dieu » s'est-il suicidé, après avoir perdu tout espoir de bénéficier de l'influence de ses amis ? Deux jours avant, le 18 mars, il avait été condamné à la prison à vie pour avoir commandité, en 1979, le meurtre de l'avocat Giorgio Ambrosoli, chargé de liquider son établissement en faillite.

Michele Sindona, qui menait de parer, en savait-il vraiment trop sur la loge P2, mêlée pendant plus de dix ans à la plupart des scandales italiens, ou sur la mafia sicilienne et ses connexions aux Etats-Unis ?

Qu'il s'agisse d'un assassinat ou d'un suicide, il reste à élucider comment une dose de cyanure a pu pénétrer dans la cellule de Sindona. Toutes les prisons italiennes ne sont certes pas réputées pour leur étanchéité, mais celle de Voghera, en Toscane, est considérée comme l'une des mieux gardées. La préparation des repas de Sindona était, en particulier, soigneusement surveillée et ces repas transportés dans des boîtes métalliques verrouillées.

Le ministre de la justice, M. Martinazzoli, a proposé vendredi sa démission qui, semble-t-il, a été refusée. Il s'est rendu dimanche à Voghera où il devait rencontrer le directeur des prisons italiennes, M. Amata.

BIBLIOGRAPHIE

Le rescapé du « parapluie bulgare »

Rien ne vaut un homme du sérail pour en révéler tous les rouages. Vladimir Kostov a quarante-deux ans, quand, en 1977, il exerce en France sa profession de correspondant de la radio et de la télévision bulgares. Il est aussi officier de renseignements de la DS, la sécurité bulgare. Il fait une carrière sans à-coups ni surprise. Sélectionné à la fin des années 50, il appartient à la Nomenklatura de son pays, qu'il aime en ardent patriote.

Pourtant, il va abandonner tous ces honneurs et toutes ses certitudes, en demandant, le 27 juin 1977, l'asile politique à la France : il ne peut plus supporter que son pays ne soit qu'un vassal manipulé par l'Union soviétique.

L'ambassadeur bulgare a toujours comme de dire : « Attendez de voir ce que nous conseilleront les camarades soviétiques », et de rétoriquer du moins problème à son collègue soviétique. L'activité de renseignement et d'espionnage est, elle aussi, menée selon des instructions soviétiques.

En racontant sa vie, Kostov montre comment un enfant, un adolescent, un adulte, sont constamment manipulés, surveillés, sélectionnés selon leurs talents, et peu à peu menés à manipuler, à intoxiquer et à espionner les autres.

A.-M. B.
* Le Parapluie bulgare, par Vladimir Kostov, Stock, 1986, 236 pages, 85 F.

A TRAVERS LE MONDE

CORÉE DU SUD

L'opposition rêve d'un « printemps philippin »

Séoul. — Plusieurs milliers de personnes ont défilé, le dimanche 23 mars, dans les rues de Pusan, la deuxième ville de Corée du Sud, en réclamant la démission du président Chun Doo Hwan ; un bref affrontement a eu lieu avec la police.

Les manifestants, qui scandaient « A bas la dictature militaire ! » et « Amendez la Constitution ! », étaient conduits par l'un des deux grands opposants au régime, M. Kim Young Sam, et par les dirigeants du Parti démocratique de la nouvelle Corée (NKPD). L'autre grand opposant, M. Kim Dae Jong, avait, une fois de plus, été empêché par la police de participer à la manifestation. Cependant, dans un texte diffusé sur place, il a appelé à faire de la Corée du Sud de « nouvelles Philippines », en renversant le régime du président Chun. « Le printemps qui s'est levé sur les Philippines gagne la Corée du Sud (...) ; saisissez cette occasion inespérée pour renverser la dictature et instaurer la démocratie. » M. Kim accuse également le gouvernement d'exagérer le danger communiste de la Corée du Nord dans le but de justifier son maintien au pouvoir. — Reuters.

POLOGNE

Plusieurs grévistes de la faim arrêtent leur mouvement

Varsovie. — Deux militants du mouvement Solidarité, Edmund Krasowski et Andrzej Gorski, emprisonnés à Varsovie, ont mis fin, le dimanche 23 mars à la grève de la faim qu'ils observaient depuis six mois. Les deux hommes, qui étaient nourris de force, ont ainsi répondu à l'appel de l'Eglise catholique. Deux de leurs camarades réclamant également le statut de prisonniers politiques ont toutefois annoncé qu'ils poursuivraient leur action. D'autre part, neuf militants du mouvement pacifiste Liberté et Paix ont également arrêté une grève de la faim qu'ils avaient commencée il y a une semaine pour réclamer la libération de six objecteurs de conscience condamnés pour avoir renvoyé leur livret militaire à l'administration de l'armée. — (AFP).

PARAGUAY

Manifestation anti-Stroessner à Asuncion

Asuncion. — Quatre cents personnes ont manifesté samedi 22 mars en plein centre d'Asuncion, la capitale du Paraguay, pour réclamer « la fin de la dictature » du général Alfredo Stroessner et le rétablissement de la « démocratie », à la sortie d'une messe célébrée à la cathédrale. Les manifestants, qui se sont rassemblés à la sortie de la messe célébrée par l'archevêque, Mgr Ismael Rolon, se

DIPLOMATIE

NOUVEAU SECRÉTAIRE D'ÉTAT CHARGÉ DES DROITS DE L'HOMME

M. Malhuret exprime son « profond respect » pour le travail accompli dans ce domaine par M. Mitterrand

Le nouveau secrétaire d'Etat chargé des droits de l'homme, M. Claude Malhuret, ancien directeur général de Médiasat sans frontières, a pris possession de son poste, au micro de Radio-Montecarlo, le samedi 22 mars, en déclarant : « Action à l'extérieur et sensibilisation à l'intérieur. » Il a, par ailleurs, estimé souhaitable de raisonner désormais « en termes européens, et non plus seulement en termes français ».

Il y a, a-t-il indiqué, deux conceptions des droits de l'homme : la philosophie libérale, qui met l'accent sur la défense de l'individu face à l'Etat, et la doctrine socialiste, « héritée du marxisme », qui insiste davantage sur les droits économiques et sociaux. Mais, a-t-il ajouté, la défense des droits de l'homme est l'un des rares lieux de rencontre entre la droite et la gauche. M. Malhuret a ainsi déclaré avoir un « profond respect » pour le travail accompli dans ce domaine par M. Mitterrand.

Madrid accorde le statut diplomatique à la représentation de l'OLP

De notre correspondant

Madrid. — Le gouvernement espagnol a décidé d'accorder le statut diplomatique à la représentation de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) à Madrid. Le ministre des affaires étrangères, M. Francisco Fernandez Ordonez, l'a annoncé, samedi 22 mars, au retour d'un voyage de deux jours à Tunis, où il s'est longuement entretenu avec le secrétaire général de la Ligue arabe, M. Chéikh Khlil.

Cette mesure, d'ailleurs attendue, fait figure de contrepartie à l'établissement de relations diplomatiques, le 17 janvier dernier, entre Madrid et Jérusalem. Mais elle s'inscrit aussi dans la politique traditionnelle menée par les gouvernements espagnols, qui, toutes tentatives confondues, se sont toujours montrés très sensibles aux thèses arabes, et plus particulièrement palestiniennes, dans le conflit du Proche-Orient. Ainsi, M. Adolfo Suarez avait été, en 1979, le premier chef de gouvernement d'Espagne occidentale à recevoir le chef de l'OLP, M. Yasser Arafat, en visite officielle.

En dehors des protestations verbales d'usage dans ces circonstances, l'échange d'ambassadeurs entre l'Espagne et Israël n'a d'ailleurs provoqué jusqu'ici aucune mesure de rétorsion de la part des pays arabes. Régissant en termes très modérés, le chef de la représentation de l'OLP à Madrid, M. Fouad Yassin, avait même, alors, offert sa « collaboration » au gouvernement espagnol pour éviter que cette mesure ne provoque des « actions terroristes » de groupes arabes extrémistes, qui ne sont déjà manifestés à plusieurs reprises au sud des Pyrénées. L'OLP a en effet conscience que l'Espagne constitue l'un de ses principaux avocats au sein du monde occidental. M. Fernandez Ordonez a d'ailleurs souligné à Tunis que son pays se ferait l'avocat de la cause palestinienne au sein de la CEE, à l'issue de la réunion de la CEE, le 1^{er} janvier dernier. Il a déclaré que « l'Espagne réaffirme le droit à l'autodétermination du peuple palestinien, y compris la création d'un Etat indépendant si telle est sa volonté ».

THERRY MALINAK.

sont dirigés vers le siège du quotidien ABC, fermé par le gouvernement il y a deux ans pour « subversion » et dont ils ont réclamé la réouverture. Dans son homélie, l'archevêque s'en était pris à « ceux qui n'ont pas le peuple », allusion transparente aux autorités et à leur attitude envers les libérés. « La vérité nous rendra libres », avait-il également déclaré. Les protestataires ont défilé, sans que la police intervienne, sous les applaudissements des commerçants et employés du centre-ville. — (AFP.)

RÉPUBLIQUE D'IRLANDE

Une terroriste présumée deux fois arrêtée et libérée

Dublin (AFP). — Une militante de l'IRA soupçonnée d'avoir participé à plusieurs actes terroristes, dont trois meurtres, a échappé, le samedi 22 mars, aux policiers britanniques venus demander son extradition à Dublin, à l'issue d'une journée rocambolesque. Evelyn Glenholmes, vingt-sept ans, originaire d'Irlande du Nord, a été libérée une première fois samedi matin, après que le tribunal ait jugé « irrécusable » techniquement les mandats d'extradition britanniques. Les policiers irlandais se sont toutefois immédiatement lancés à sa poursuite dans les rues de Dublin, à la demande de leurs collègues britanniques et ont arrêté la jeune femme dans un supermarché. Le tribunal a cependant refusé de prolonger la garde à vue en attendant l'arrivée de nouveaux mandats d'arrêt, et Evelyn Glenholmes, libérée une seconde fois, a disparu en compagnie de ses amis. Le ministre irlandais de la justice a ordonné une enquête sur ces péripéties.

Soudan

La moitié des régions du Sud exclue des élections

Plus de la moitié des circonscriptions électorales du sud du Soudan, siège de la rébellion armée que dirige M. John Garang, seront exclues des élections d'avril prochain (le scrutin doit se dérouler du 1^{er} avril au 12 avril), ont annoncé, dimanche 23 mars, les autorités de Khartoum. Le ministre de l'information, M. Mohamed des sciences-huit circonscriptions du Sud, avait été pris de fait du fait du nombre d'incidents dans ces régions. En vérité, la décision des autorités intervient après l'échec de conversations, en Ethiopie, entre pourparlers, M. Garang avait clairement annoncé que son organisation (Mouvement de libération du peuple soudanais) ne participerait pas le dimanche des élections dans le Sud, estimant que le scrutin aurait été prétexté d'une levée de l'état d'urgence, de la réunion d'une conférence constituante et de l'abolition de la charia (légalisation islamique).

D'autre part, on indiquait, dimanche, dans les milieux diplomatiques à Khartoum, que la Libye avait prêté à l'armée soudanaise deux bombardiers Tupolev-22, qui ont récemment été utilisés contre les rebelles du sud du Soudan. — (AFP, Reuters).

ESPRIT de NEW YORK

Festival New York à Paris du 2 au 12 avril 1986

Arts / Films / Mode / Photos

12 jours de fête à Paris pour célébrer le centenaire de la Statue de la Liberté et vous donner un avant-goût de la vie New Yorkaise—Broadway, Greenwich Village, les gratte-ciel, les gens, la vie nocturne.

The Big Apple, c'est New York. Venez tous la croquer à Paris. Puis allez célébrer la Grande Dame Liberté à New York pendant son année de triomphe.

Galleries Lafayette: 2-12 avril

Exposition de mode New Yorkaise, boutique Bloomingdale's, Estée Lauder, Ralph Lauren, Norma Kamali, Victoria's Secret, et photos rétrospectives, "Images of Liberty," avec la permission de la Statue of Liberty—Ellis Island Foundation.

Festival du Film: 2-8 avril

Les Plus Grands Films Made in New York: 28 films de grande renommée, du début du cinéma jusqu'à nos jours. Au Reflet-Médicis, 3, rue Champollion, Paris 5^e, M^o St. Michel. Pl. 10F: versés en totalité aux cinémathèques pour la préservation des films.

Exposition d'Art: 2-12 avril

"SAVOY" de l'artiste New Yorkais Richard Yarde, du Studio Museum de Harlem. Oeuvre représentative de la "Harlem Renaissance," tirée de l'épopée

de ses grands artistes du Swing pendant les années 1920. A la Galerie Tension, 33, faubourg St. Antoine (dans la cour), Paris 12^e, M^o Bastille.

Au cours du festival, des voyages Paris/New York pour deux personnes seront offerts par la Pan American et The New York Hilton aux Galeries Lafayette, au Reflet-Médicis, et à la Galerie Tension.

THE PORT AUTHORITY
OF NEW YORK & NEW JERSEY

PAN AM

GALERIES LAFAYETTE
HAUSSMANN

THE NEW YORK HILTON
AT ROCKEFELLER CENTER



هكذا من الأصل

كذا من الأصل

politique

LE NOUVEAU GOUVERNEMENT ET SA MAJORITÉ

M. Chirac demandera un « vote de confiance » à l'Assemblée nationale

M. Jacques Chirac a indiqué à l'Elysée, le samedi 22 mars, au cours de la première réunion du conseil des ministres du nouveau gouvernement, qu'il engagera la responsabilité de celui-ci sur une déclaration de politique générale, conformément à l'article 49, alinéa 1 de la Constitution, au début de la session parlementaire. M. Chirac avait procédé de même lors de son premier passage à l'hôtel Matignon, au printemps 1974.

La session parlementaire s'ouvrira, le 2 avril au Palais-Bourbon, avec, à l'ordre du jour, après le traditionnel discours du doyen, l'élection du président de l'Assemblée nationale. M. Jacques Toubon a confirmé dimanche au « Club de la presse » d'Europe 1 que le RPR, groupe le plus important de la majorité, revendique ce poste et que son candidat est M. Jacques Chaban-Delmas. Pour le secrétaire général du RPR, cette position est de nature à « conforter la stratégie d'union de la majorité ».

Les responsables de l'UDF qui se sont exprimés dimanche ont soutenu, eux, la candidature de M. Valéry Giscard d'Estaing. M. François Léotard, secrétaire général du Parti républicain, ministre de la culture et de la communication, s'est exprimé en ce sens à « Sept sur sept », sur TF 1. M. Jacques Barrot, secrétaire général du CDS, a déclaré, au « Grand Jury RTL-Le Monde », ne sans « préjuger des délibérations du groupe UDF » de l'Assemblée nationale, il estime justifiée la candidature de l'ancien chef de l'Etat à la présidence de cette assemblée.

Pour M. Toubon, le choix du titulaire de cette fonction doit s'inscrire dans une négociation d'ensemble entre les groupes RPR et UDF

sur l'attribution des postes de responsabilité à l'Assemblée nationale. Il a indiqué que M. Pierre Messmer, qui doit être élu président du groupe RPR, prendra contact, à ce sujet, avec M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF. Après la réunion du conseil politique du CDS, samedi, M. Pierre Méhaignerie, président de ce mouvement et ministre, avait, lui aussi, exprimé le souhait que le choix du titulaire du « perchoir » ne donne pas lieu à un « conflit » entre les deux groupes.

Le premier véritable conseil des ministres « de travail » se réunira le mercredi 26 mars à l'Elysée. Son ordre du jour sera préparé par l'actuel secrétaire général du gouvernement, M. Jacques Fournier, qui doit être remplacé par M. Renaud Denoix de Saint-Marc, maître des requêtes au Conseil d'Etat, proche de M. Chirac.

Les membres du gouvernement, réunis par le premier ministre à l'hôtel Matignon, samedi matin, avant de se rendre à l'Elysée, ont été invités à préparer, chacun dans son secteur, un bilan de la situation qu'il a trouvée à son arrivée. Sans attendre, M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur, a commencé à préparer le projet de réforme électorale. M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi, a prévu, pour sa part, d'établir un « tableau de bord » de son secteur, avec une ventilation précise des sans-emploi selon qu'ils sont chômeurs, en formation ou bénéficiaires d'un TUC.

M. Séguin a précisé, samedi soir, dans sa ville d'Epinal (Vosges), qu'il est aussi ministre de la santé. Ce poste, en effet, ne figurait pas dans la liste du gouvernement rendue publique

le 20 mars. Le ministre a ajouté qu'il s'occuperait également « des droits de la femme, de l'immigration, de la famille et des relations de travail ».

Le gouvernement devrait toutefois être complété dans les prochains jours avec la nomination de deux ou trois ministres supplémentaires. Un ministre délégué auprès de M. Séguin, spécialement chargé de la santé, serait confié à M. Michèle Barzach, docteur en médecine, délégué national du RPR aux relations sociales. Le commerce et l'artisanat devraient recevoir, lui aussi, un titulaire, qui pourrait être choisi à l'UDF.

M. Chirac, qui a reçu dimanche notamment M. André Bergeron, secrétaire général de FO, a commencé à former son cabinet, dont le directeur est M. Maurice Ulrich, jusqu'alors directeur général de l'information et de la communication à l'hôtel de Ville. M. Ulrich assurera, ainsi, une « cellule diplomatique » chargée des relations avec le ministère des affaires étrangères. Une « cellule sociale » sera confiée à M. Raymond Soubès, ancien collaborateur de MM. Chirac et Barre, pour ces questions, à l'hôtel Matignon. M. Roger Romani, sénateur de Paris, tout en conservant ses fonctions de questeur du Conseil de Paris, sera chargé des relations avec le Parlement. M. Denis Baudouin, représentant à l'Assemblée européenne, ancien directeur général de l'information auprès du maire de Paris, assurera une « cellule communication ». Enfin, M. Toubon, qui garde le poste de secrétaire général du RPR, occupera, auprès du premier ministre, une fonction plus politique que les autres collaborateurs de M. Chirac.

P. J. et A. P.

Première « réunion de ministres » à Matignon et premier conseil à l'Elysée

Les membres du gouvernement sont arrivés à 9 h 30 le samedi 22 mars à l'hôtel Matignon, où M. Jacques Chirac les avait convoqués pour une « réunion de ministres », selon la formule employée par le service de presse du premier ministre. Au cours de cette réunion dans la salle du conseil, M. Chirac a parlé pendant une quarantaine de minutes pour inviter notamment les membres du gouvernement à faire preuve d'économies dans la formation de leur cabinet. Cette demande, rituelle sous le septennat de M. Valéry Giscard d'Estaing, a été assortie de précisions nouvelles : les ministres et secrétaires d'Etat constituant un même secteur pourraient constituer un cabinet partiellement commun, et les collaborateurs des ministres seront recrutés en partie dans le secteur privé, et non plus dans la seule haute fonction publique.

La réunion à Matignon a été l'occasion aussi d'évoquer les problèmes de répartition de compétences entre les ministres, ministres délégués et secrétaires d'Etat, tous présents à l'exception de M. Lucette Michaux-Cherry, secrétaire d'Etat chargée de la francophonie, retenue en Guadeloupe par l'élection du président du conseil régional. Ont été soulevés, notamment, le problème du commerce et de l'artisanat, secteur non attribué dans le gouvernement, et celui de la santé, dont M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi, devait en être le titulaire. Une demi-douzaine de questions de cet ordre ont été, au total, posées à la réunion de Matignon.

Le premier ministre a invité les membres du gouvernement à évaluer l'utilité des divers organismes administratifs placés sous leur autorité, cela aussi dans un esprit d'économie, devant indiquer M. Maurice Ulrich, directeur du cabinet du premier ministre. Le chef du gouvernement a souligné, d'autre part, selon M. Ulrich, — que les fonction-

naires compétents doivent rester en place. M. Chirac a quitté l'hôtel Matignon à 10 h 20 pour se rendre à l'Elysée. Les membres du gouvernement sont restés presque tous, pendant ce temps, rue de Varenne en attendant l'heure de se rendre à leur tour au palais présidentiel.

Pas de poignée de main

A 10 h 30, M. Chirac arrive à l'Elysée pour s'entretenir avec M. Mitterrand avant l'ouverture du conseil. Il est rejoint dans le cabinet du chef de l'Etat par le ministre des affaires étrangères, M. Jean-Bernard Raimond et par celui de la défense, M. André Giraud. Les ministres et secrétaires d'Etat arrivent pendant ce temps-là. Les membres du gouvernement se réunissent dans le salon Murat, où se tiennent tous les conseils des ministres. Des cartons sur la longue table ovale leur indiquent leur place. A 11 heures, le président de la République et le premier ministre pénètrent dans la salle et prennent place face à face, selon l'habitude. M. Mitterrand n'a pas serré la main des ministres et secrétaires d'Etat qui ne lui sont pas présentés individuellement.

A la droite du chef de l'Etat se trouvent MM. Edouard Balladur, ministre d'Etat, puis MM. Raimond, Monory, Aurillac, Noir, Carignon, de Villiers, M. Alliot-Marie et M. Longuet. A sa gauche, M. André Giraud, puis MM. Méhaignerie, Madelin, de Charette, Pandraud, Malhuret, Bosson, Zeller et Santini.

De l'autre côté de la table, à la droite de M. Chirac, ont pris place MM. Alain Chandon, Pécqueur, Séguin, Rossinat, Cabanis, Devaquet, Bariani, M. Catala et M. Fontès.

A la gauche du premier ministre se trouvent M. François Léotard, puis MM. Pons, Guillaume, Jappé, Donflagnies, Bergelin, Flosse, Arthuis et Guellec.

Comme cela se passait sous les deux gouvernements précédents, à une table à part ont pris place MM. Jean-Louis Bianco, secrétaire général de l'Elysée, Jacques Fournier, secrétaire général du gouvernement, et Jacques Attali, conseiller spécial du président de la République.

M. Mitterrand prend la parole le premier pour souhaiter la bienvenue à ses nouveaux hôtes du rendez-vous hebdomadaire. Il rappelle quels sont ses pouvoirs en vertu de la Constitution, indique également quelles sont les compétences du gouvernement, et la part qui revient au Parlement. Il souligne que les institutions impliquent la continuité du travail gouvernemental, mais que le conseil des ministres ne pourra plus être un lieu d'élaboration de la politique du gouvernement. Ce sera le lieu d'aboutissement des processus de décision.

M. Chirac parle ensuite pour rappeler que « le temps de la campagne électorale est terminé » et pour inviter les membres du gouvernement à « travailler dans la discipline ». Après avoir rappelé les « objectifs prioritaires du gouvernement » sous la lutte contre le chômage et la sécurité, le premier ministre — qui, constitutionnellement, y a été autorisé par le président de la République — indique que, dès la rentrée parlementaire, il fera devant les députés une déclaration de politique générale sur laquelle il engagera la responsabilité de son gouvernement.

Une atmosphère guidée

Le conseil des ministres est terminé — un autre se réunira le mercredi 26 mars ; il a duré à peine vingt-cinq minutes dans une atmosphère guidée, chaque participant se tenant sur la réserve et gardant le silence pendant le passage, par vagues successives, des photographes et des caméramans, à l'ouverture de la réunion.

Les membres du gouvernement, M. Chirac en tête, sortent dans la cour du palais de l'Elysée, passent devant les journalistes massés derrière une corde tendue par des gardes et des policiers, montent dans leurs voitures en essayant de reconnaître leurs chauffeurs et rentrent chez eux.

Pour la plupart d'entre eux, les cérémonies de passage des pouvoirs avec leurs prédécesseurs n'ont en effet pas encore eu lieu. L'avant-veille cependant, M. Chirac avait été reçu à l'hôtel Matignon par M. Fabius. Aucune télévision n'a pu filmer à l'intérieur des ministères ces rituels traditionnels. Les caméramans n'ont pu fixer que l'image des séparations sur les porches des ministères. Des « conseils » avaient été donnés par l'équipe gouverne-

mentale sortante pour éviter que les passagers de pouvoirs ne donnent lieu à des images trop appuyées.

De retour à l'hôtel Matignon, M. Jacques Chirac rédigeait un bref communiqué, valant compte rendu, que lisaient alors aux journalistes M. Ulrich.

Celui-ci a précisé que le compte rendu du conseil des ministres sera assuré, désormais, chaque semaine par l'hôtel Matignon, et non par l'Elysée, comme cela avait été le cas au début de la législature précédente. Il ne sera pas assuré par un ministre porte-parole du gouvernement, l'équipe ministérielle de M. Chirac ne comportant plus de titulaire de cette fonction.

Le premier ministre a reçu ensuite, pour préparer la réunion de lundi, à Bruxelles, sur les prix agricoles, MM. Edouard Balladur, Jean-Bernard Raimond et François Guillaume, ministres de l'économie, des affaires étrangères et de l'agriculture, puis il a continué à travailler à l'hôtel Matignon.

Comment les tout nouveaux ministres ont-ils vécu leur premier conseil ? Elysée : L'un trouve que cela a été « glacial », un autre « tout à fait placé », un troisième « guidé ». Plusieurs estiment que M. Mitterrand a été « correct » et « même court » et ils relèvent le caractère « très protocolaire » et « digne » de cette prise de contact. L'un d'eux juge que « la solennité dans la simplicité était convenable ». Il précise : « Un excès de convivialité aurait été détonant » et « aussi » après la campagne électorale, cela nous aurait fait passer pour des « comédiens ». Un autre, confiant, considère : « Il vaut mieux que cela ait été un peu froid ; cela permet une amélioration ». M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, s'est borné à observer qu'il ne s'était passé « rien de déterminant pour l'histoire de France ».

P. J. et A. P.

Les femmes en colère

L'absence de femmes parmi les ministres (le nouveau gouvernement ne compte que trois femmes secrétaires d'Etat) et la suppression d'un ministère spécifique provoquant des réactions au sein des associations féminines et d'autres organisations comme la Ligue des droits de l'homme, qui s'élève au peu de responsabilité confiées à une femme dans le gouvernement, aggrave par la disparition du ministère des droits de la femme.

Mme Monique Pelletier, présidente de Dialogues, rappelle qu'elle a activement participé à la campagne de l'opposition et elle regrette que M. Chirac n'ait pas créé un ministère de la condition féminine et de la famille.

Mme Monique d'Erceville, présidente de Femmes responsables, a démissionné du comité directeur et du bureau national

du CNIP « à cause du manque d'ouverture de ce parti, notamment vis-à-vis de l'action des femmes dans la politique ».

L'Union féminine chrétienne et sociale demande au premier ministre de créer rapidement un « ministère pour toutes les femmes... afin de continuer l'action entreprise depuis de nombreuses années ».

La Ligue du droit de la femme déplore, sans en être vraiment étonnée, le peu de place fait aux femmes dans le gouvernement. Une réaction partagée par le Planning familial. Jeunes Femmes, le Mouvement des femmes, Haïta aux femmes battues.

Enfin, SOS femmes Alternatives déclare : « Les lendeurs qu'on nous annonçait ont, pour les femmes, le goût rétro d'un avant-hier, et demande s'il est passé le ministère des droits des femmes ? »

MERCREDI
CHRISTOPHE LAMBERT

HIGHLANDER



HIGHLANDER

THORN EMI SCREEN ENTERTAINMENT Présente

UNE PRODUCTION DAVIS/PANZER UN FILM DE RUSSELL MULCAHY

HIGHLANDER

CHRISTOPHE LAMBERT • ROXANNE HART

CLANCY BROWN et SEAN CONNERY

Chansons et musique supplémentaire QUEEN • Musique originale MICHAEL KAMEY
Conseiller Musical DEREK POWER pour U.S.S. • Directeur de la photographie GERRY FISHER BSC
Découpeur ALLAN CAMERON • Montage PETER HONESS • Producteur Exécutif E.D. MUNDLE
Une histoire de GREGORY WIDEN • Scénario de GREGORY WIDEN et PETER BELLWOOD/JERRY FERGUSON
Produit par PETER S. DAVIS et WILLIAM N. PANZER • Mise en scène de RUSSELL MULCAHY
THORN EMI • SCREEN ENTERTAINMENT distribuée par THORN EMI Screen Entertainment France
Bande Originale du Film à l'écoute sur disques et cassettes



PRODOTTORE

444



**CHUTE DE CHEVEUX
PAS DE MIRACLE**

Lors d'un entretien gratuit, Dominique LAVIGNE effectuera, avec vous, d'un travail les raisons et de vous apporter des solutions.

INSTITUT TECHNIQUE CAPILLAIRE, 231, rue Saint-Honoré, 75001 PARIS
Tél. 42 60 69 62 - Sur rendez-vous de lundi au vendredi de 10 h 30 à 19 h 30

LE CONSEIL POLITIQUE DU CDS

Un pied dedans, un pied dehors et pas d'état d'âme

Comme rien n'est jamais simple, ces explications ont été assorties de savantes déclarations manifestant une certaine prudence pour l'avenir et une volonté d'affirmer malgré tout le souci d'« indépendance » et d'« autonomie » du CDS, sur le front de l'Assemblée nationale — où M. Jacques Barrot, secrétaire national a « choisi » de rester — comme dans l'action militante.

M. Jacques Barrot s'est même promis, au cours du « Grand Jury RTL-Le Monde », dont il était dimanche l'invité, de dénoncer notamment toute tentative d'« hégémonie » du RPR au gouvernement et d'exercer un contrôle

« vigilant » sur une « expérience » qui ne peut être qu'un « arrangement provisoire ».

Les centristes qui ne se veulent pas « naïfs » et savent qu'ils seront associés pleinement à un échec de ce gouvernement mais beaucoup plus modérément à son succès, ont tenu ainsi à réaffirmer leur attachement aux « valeurs défendues par M. Barrot » en insistant sur le fait que leur choix d'aujourd'hui ne préjugeait en rien leur choix de demain, pour l'élection présidentielle.

Un pied dedans, un pied dehors, le CDS n'aurait donc pas d'états d'âme.

C. F.-M.

Conservatisme épais

M. Stasi a tenu à rappeler brièvement le déroulement de l'élection du président de la région Champagne-Ardenne pour souligner que les socialistes d'aujourd'hui ne sont pas les mêmes que ceux d'il y a quelques années. Il a souligné qu'il n'était pas certain que M. Mitterrand ait été le seul à ne pas le vouloir...

M. Jacques Barrot a, pour sa part, regretté que l'opposition RPR-UDF ait, pendant la campagne, développé deux analyses différentes sur la cohabitation. « Ce strabisme », a-t-il estimé, « a peut-être été en partie la cause de notre succès relatif ». Les résultats des élections d'ont pas permis à son parti de refuser de participer au gouvernement, estimant que le CDS a été contraint « par devoir » d'y entrer. « C'est dans la logique de l'intelligence d'une situation et des devoirs qui nous incombent. Nous devons assumer sans réserve et sans délai la gestion gouvernementale, mais (ce soulève), a-t-il précisé, ne préjuge pas d'autres engagements qui ne sont pas d'actualité ».

Le député de la Haute-Loire a souligné que le CDS, au gouvernement, fasse preuve de « vigilance », comme il a su en montrer dans l'opposition, notamment quand il s'est agi d'élaborer la plate-forme de gouvernement. « Si nous n'étions pas intervenus », a-t-il souligné, nous aurions eu de graves problèmes car les chahuts d'un certain « ultra-libéralisme » auraient fait bien des dégâts... »

Le député de la Marne a mis en garde l'opposition, qui devrait éviter de tomber dans un « ultra-libéralisme primitif », ou un « conservatisme épais ». Il a expliqué que le PS, en étant en train de devenir « un grand parti social-démocrate », lançait « un défi » au CDS : « Il faut en mesurer l'importance ».

Mais, a-t-il précisé après avoir réaffirmé « la fidélité » de son parti « aux valeurs défendues par M. Raymond Barre, quelles que soient les trois ou quatre félineries apparues pendant la campagne », le président du CDS a notamment fait allusion aux déclarations de l'ancien premier ministre, dans les « Valées sur le « socialisme microcosmiste » et à son déjeuner avec M^{me} Marie-France Garaud, « nous conserverons notre indépendance d'esprit par d'autres échéances ».

Le président du CDS a souhaité une « meilleure identification » de son parti « dans l'action militante » et une « plus grande autonomie » pour les responsables du CDS s'étaient demandé s'ils allaient pas, après l'exclusion difficile du gouvernement (que M. Mitterrand a récusé pour le ministère des affaires étrangères), refuser de participer au gouvernement. « Mais, a-t-il affirmé, M. Lecanuet nous a conseillé d'y aller dans l'intérêt du pays ».

Après avoir, la parole avait été donnée aux militants ainsi qu'à M. Bernard Stasi, premier vice-président, et Jacques Barrot, secrétaire général.

M^{me} Pierrette Loiseau (Seine-et-Marne) est notamment intervenue pour dire qu'elle ne comprenait pas pour l'instant « l'essai » de faire appel à M. Raymond Barrot pendant la campagne législative et qu'aujourd'hui on essaie de le « mar-

Hier anticohabitationnistes et décidés, à quelques exceptions près, à ne pas participer au gouvernement, les centristes, qui se sont retrouvés samedi 22 mars en conseil politique avec leurs six ministres et secrétaires d'Etat, auraient pu avoir quelques états d'âme... Pas le moins du monde. Ils ont réservé un accueil triomphal à leurs ministres — se plaisant même à rêver à la création d'un ministère du commerce et de l'artisanat attribué à un centriste — avant même que leurs responsables expliquent la « logique » de leur attitude, dictée par les résultats du scrutin et influencée par les demandes pressantes du RPR.

Devant le conseil politique de son parti, réuni le samedi 22 mars aux Lilas (Seine-Saint-Denis), M. Pierre Méhaignerie s'est tout d'abord félicité de « la montée en puissance » du CDS, qui, après la nomination de six de ses membres au gouvernement, compte désormais quarante-six députés. Il a confié que les applaudissements qui avaient salué en fin de matinée l'arrivée au conseil politique de ces six ministres et secrétaires d'Etat centristes avaient « levé les quelques appréhensions » qu'il avait pu nourrir quant aux « interrogations » des militants sur cette acceptation de participer à un gouvernement de cohabitation.

Il a expliqué les raisons qui ont guidé ce choix : « l'événement de la majorité nouvelle », qui « oblige à servir les rangs » ; ce « sentiment » que les Français souhaitent, même malgré tout, l'expérience de la cohabitation ; la demande du RPR que le CDS, « au niveau de ses dirigeants », participe au gouvernement.

« La pire des solutions », a-t-il souligné, aurait été des positions ambiguës comme le soutien sans participation. Dans les conditions de la victoire, nous devions répondre sans complexes « oui » à la participation aux responsabilités gouvernementales. « Nous soutiendrons sans faille la politique du gouvernement tout en faisant en sorte que les préoccupations sociales soient bien prises en compte, notamment dans les ministères tenus par des membres du CDS ».

A L'UDF

Vers de nouvelles lignes de partage

Avant même d'envoyer toutes les conséquences de leur choix de participer à un gouvernement de cohabitation, les responsables des composantes de l'UDF se réunissent à des titres divers des ministères qu'ils ont obtenus. La fierté de participer au pouvoir l'emporte sur toute autre considération.

Au PR, M. François Léotard se félicite d'avoir obtenu pour son parti « tous les postes d'avenir » du gouvernement. A défaut d'avoir décroché le ministère de la Défense qui lui aurait très bien servi, il se dit très heureux d'avoir la culture et la communication, — ce qu'il souhaitait, dit-il aujourd'hui — et d'avoir pu faire admettre l'idée de la création d'un secrétariat d'Etat aux droits de l'homme.

Le Parti radical, au terme d'un forcing nocturne, a réussi à décrocher un deuxième portefeuille, en plus de celui attribué à son président, jusqu'au PSD qui n'a pas été oublié.

Le CDS, il est vrai le plus anticohabitationniste, se montre le plus prudent. Il a choisi, lui, à l'inverse du PR et du Parti radical, de ne pas se lancer tout entier dans cette aventure gouvernementale. M. Jacques Barrot, secrétaire général, garde en main les destinées du parti, avec à ses côtés un premier vice-président, M. Bernard Stasi, qui, dans ses premières déclarations, a su exprimer déjà quelques réserves. Les centristes au gouvernement, comme dans la majorité, se veulent des garde-fous face à toute dérive ultra-libérale de l'opposition.

Le CDS pourrait cependant connaître à l'avenir quelques trépidations dans sa volonté de maintenir au dehors avec MM. Barrot et Stasi une ligne « barriste », et avec MM. Méhaignerie et Moscovici au gouvernement une ligne plus ou moins favorable à la cohabitation. Le centre n'a-t-il pas éclaté en 1969 quand la question de la participation au gouvernement s'est posée au Centre démocrate, qui a choisi avec MM. Jacques Duhamel et Joseph Fontanet le « oui »... ce qui devait entraîner la création du CDP — et avec MM. Jean Lecanuet et Pierre Abelin le « non » ?

Pour d'autres raisons, une ligne de partage pourrait se créer au PR, où la « bande à Léotard », avec MM. Alain Madelin, Gérard Lomgout et Jacques Doufflaques au gouvernement, l'a emporté mais a, en même temps, dépeint les rangs du parti. Bien que M. Léotard ait manifesté l'intention de se maintenir à la tête du PR, il ne pourra pas plus que ces acolytes être aussi présent que par le passé. Ce qui pourrait laisser une marge de manœuvre aux barristes — aujourd'hui discrets, ils comptent bien continuer à s'organiser administrativement — et aux « barons » du giscardisme qui, tel M. Michel d'Ornano, ont été oubliés dans la répartition des portefeuilles. Ces derniers pourraient manifester quelque agacement si le percuteur de l'Assemblée nationale, convoité par M. Giscard d'Estaing, revenait aussi au RPR avec l'Élection de M. Jacques Chaban-Delmas.

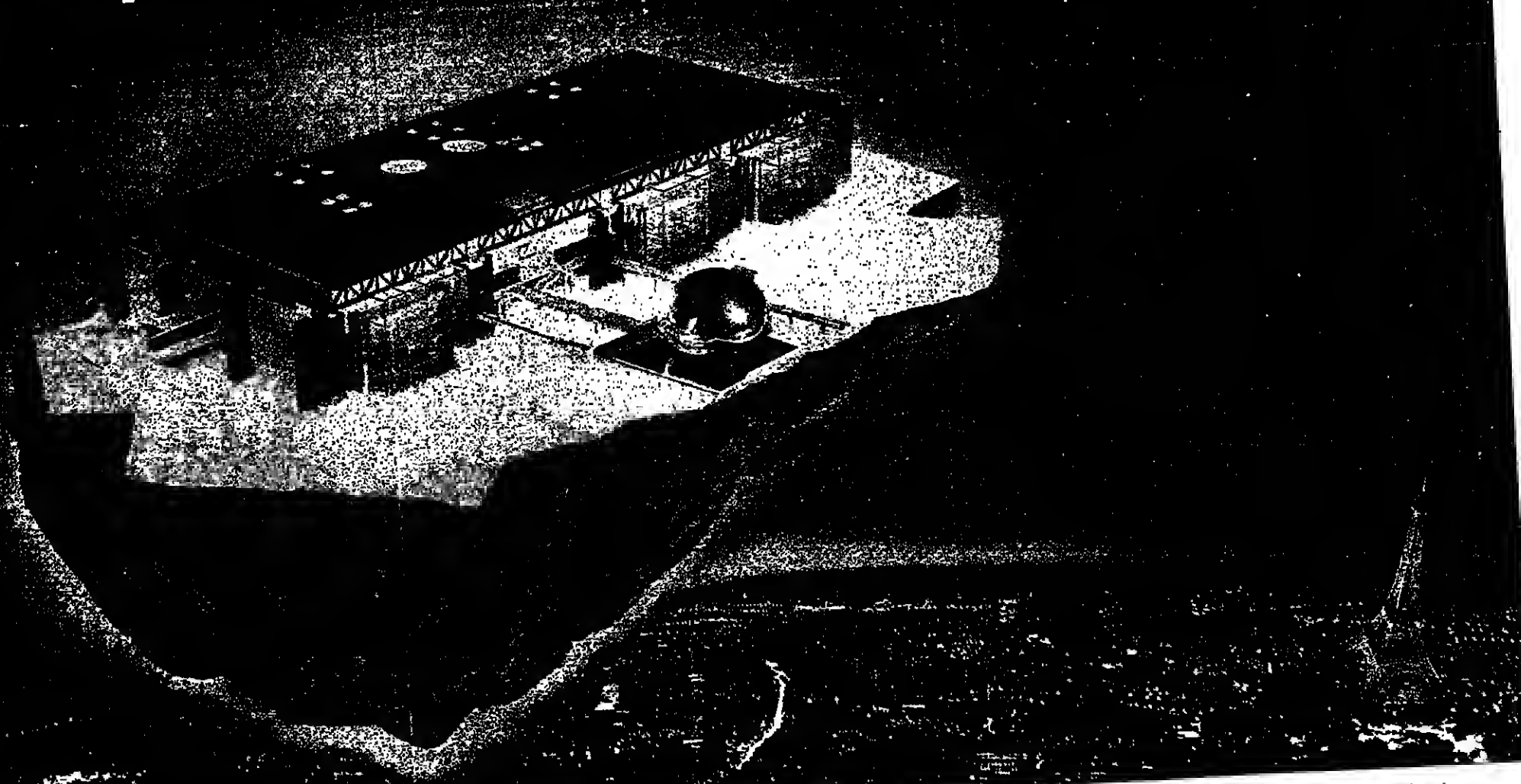
Il est vrai aussi que les plus raisonnables des barristes qui veulent trouver des explications rassurantes à l'échec de M. Barre à Lyon, reconnaissent que le « persiflage » ne saurait devenir leur « signe de ralliement ».

Cette question du partage des rôles entre le parti et ses représentants au pouvoir se pose même au modeste Parti radical, qui a décidé lors de son dernier congrès qu'une fonction ministérielle est incompatible avec la direction du parti. M. Rossat, qui entraîna le parti dans le sillage de M. Barre, devra donc céder la place. « Nous ne sommes pas à trois mois près, dit-il aujourd'hui. Nous nous entendons suffisamment bien pour pouvoir attendre le prochain congrès du parti à l'automne ».

Attendez, c'est le mot qui revient le plus souvent dans la bouche des responsables de l'UDF qui se sont engagés dans une « expérience » de cohabitation dont ils veulent pouvoir tirer les bénéfices. Il s'agit pour eux de promouvoir une jeune génération, et de « ménager leurs arrières » en gardant une certaine liberté de parole et une certaine autonomie par rapport au RPR.

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

Propulsez vous dans l'avenir.



54.32.1, c'est par là que vous êtes à bord de la Cité des Sciences et de l'Industrie, comportant Espace... Programme du jour : voyage de la terre à l'univers, balade sous les milliers d'étoiles du planétarium ; puis direction la Géode et son écran géant. Mais tenez-vous prêts ! La Cité va allumer ses réacteurs toute l'année. Dès maintenant : la Médiathèque.

l'Inventarium pour les enfants, l'Espace et la Mer, l'Or, l'Industrie, le monde sonore. Sur le Pont-Serre ou à la Ferme-Aquacole, percez les secrets de la nature. Au début de l'été, décoller pour l'aventure de la vie. En octobre, mettez le cap sur la glorieuse technologie : de la préhistoire aux robots, le génie de l'homme expose sur 5000 m². Et toute l'année, des temps forts : le secteur Langages

et Communication, les expositions temporaires. Oui, la Cité va s'équiper, s'animer : centre de conférence, espace-entreprise, maison des régions, boutiques. Ses 20 hectares accueillant tous les curieux du monde.

ceux qui aiment l'entreprise et veulent réussir demain. La Cité est lancée. L'aventure ne fait que commencer. Ouverture de 10h à 22h. Fermé le lundi. Informations et renseignements : 01 55 77 77. Métro porte de la Villette. Horaires : 30 15 91 77, uspez Sev ou Sev

■ cité des Sciences et de l'Industrie



هكذا من الأصل

POLITIQUE

La droite détient les centres de décision

(Suite de la première page.)

Le président du RPR doit bien sûr cette situation privilégiée au rapport des forces entre les droites d'une part (voire le bloc des droites, puisque, dans les régions, l'alliance s'est faite avec l'extrême droite, au mépris des grandes pétitions de principe d'avant le scrutin), et les gauches d'autre part. Cet écart de dix points (55 % - 45 %) suffit à dissuader le président d'utiliser à des fins de reconquête les deux seules armes de... dissuasion dont il dispose (dissolution, démission).

Ainsi l'analyse Chirac-Balladur a-t-elle pris force de loi : on gagne, on gouverne. Du coup, M. Chirac vit moins dans la crainte d'une présidentielle rapprochée et de M. Barre. Ce dernier s'est trouvé pris à contre-courant d'une opinion favorable à la cohabitation, et à contre-pied d'une élection qui a été tout fondement à l'hypothèse d'un départ rapide du président.

Qui plus est, le paradoxe des résultats sert le premier ministre : la majorité est trop faible, numériquement, pour que les barrières puissent se permettre de bouger. Le feraient-ils qu'ils provoqueraient aussitôt la fin de cette nouvelle expérience Chirac. Personne, dans l'opposition, ne peut aujourd'hui prendre ce risque politique. L'engagement, par M. Chirac, de la responsabilité du gouvernement dès l'ouverture de la session parlementaire n'a pas d'autre but que de souligner cette cohésion obligée.

Valia dame M. Chirac bien armé. Fort de bonnes perspectives économiques (le pétrole et l'héritage Bérégovoy), il s'est entouré d'un gouvernement et, à l'hôtel Matignon, d'un état-major en forme de machine à préparer l'élection présidentielle. Contrôlant, via M. Balladur, l'ensemble du secteur économique, et via

M. Pasqua, l'ensemble du secteur politique, il ne lui reste plus qu'à foncer. Non sans avoir, au préalable, fait franchir au pays un pas de plus dans le « système des dénouilles » : l'ampleur des nominations qu'il prépare ne laisse aucun doute à ce sujet. Son choix est celui de la rapidité : M. Chirac révoque aussi vite que de Gaulle en 1958. La visite de M. Balladur à M. Pinay - et le choix des ordonnances - n'a pas d'autre signification.

La partie - présidentielle - n'est cependant pas jonée. M. Chirac mange son pain blanc. Mais demain, les deux ailes de sa majorité peuvent sortir du fossé où il les a précipitées. L'aile giscardienne, d'abord. Certes, M. Chirac a intelligemment troqué son alliance avec M. Giscard d'Estaing pour une autre, plus prometteuse, avec M. Léotard (lequel a pu placer les siens au gouvernement). Mais gare aux colères de l'ancien président. La « rancune » pourrait bien un jour ressortir de la « rivière ». L'aile barriste, ensuite : comment imaginer que M. Barre puisse abdiquer sans réagir ? D'autant que les projections présidentielles continuent de lui être plus favorables qu'à M. Chirac.

Un ancien président dont il s'est refait un ennemi ; un « présidentiable » qui, s'il est silencieux, est loin d'être hors jeu ; une extrême droite qui ne lui passera rien ; un président, enfin, qui devrait connaître un net regain de popularité : les obstacles - à terme - ne manquent pas pour M. Chirac. Mais l'essentiel sera bien sûr de savoir ce qu'il fera de son succès : il y a, dans la plateforme RPR-UDF, qu'il entend appliquer, bien des mesures susceptibles de heurter l'opinion. L'idéologie, cette fois, n'est plus du côté de la gabelle.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

A l'image de l'illustre aigle bi-céphale des Habsbourg, la France s'est dotée de nouvelles amovibles : un coq à deux têtes sur fond de gaucules (1) et de croix de Lorraine. Devant ce monstre héréditaire, la presse étrangère chausse ses bésicles. Viable ou déjà condamné à se déphaler et à périr avant l'élection présidentielle ?

Dans l'ensemble, le départ pris par MM. Mitterrand et Chirac a fait bonne impression. « La cohabitation est bien partie », proclame le *Soir* de Bruxelles, puisque le premier ministre a déclaré qu'il avait toute latitude pour appliquer sa politique. « Nul n'est prophète en son pays », a-t-il dit. Même l'*International Herald Tribune* avec ses redoutables éditorialistes américains à qui on ne le fait pas, titre : « Bon début en France ». Et cela, au non-précédent du réalisme sans illusions : « Le président et le premier ministre sont tous deux des pragmatiques et des politiciens habiles. La cohabitation a bien l'air de fonctionner dans la mesure où les deux hommes le souhaitent. D'ailleurs, ils ont mis un temps étonnant à se répartir les pouvoirs constitutionnels. Bref ? A Mexico, où c'est bien connu - l'administration court comme le vent, on trouve au contraire que les négociations ont été très rapides. Les valeurs françaises relèvent - selon Tass, qui, comme d'habitude, attribue à autrui sa propre opinion - que de longues négociations entre M. Chirac et le président ont précédé la nomination du premier ministre. Le fait qu'il lui ait fallu mener des tractations intenses de près de deux jours avec les représentants des partis de droite avant de donner son accord définitif démontre les difficultés de la prétendue cohabitation. »

« Le général approuverait ! » Pour l'*Economist* : « Il est brusquement devenu chic de cohabiter en France. Que s'engage la bataille de la coexistence pacifique ? - lance l'hebdomadaire britannique après avoir présenté la panoplie des deux duellistes en la forme d'un duel. Les élections ont placé la France devant un problème qui la hante depuis vingt-huit ans ». Le quotidien

DANS LA PRESSE INTERNATIONALE

Le coq à deux têtes

italien conservateur il *Giornale* use lui aussi du terme « coexistence pacifique » et estime que MM. Chirac et Mitterrand ont « conclu un pacte de non-agression et semblent, pour le moment du moins, décidés à jouer à fond la carte de la cohabitation ». Pourtant, à en croire *Die Welt* : « Les deux hommes se connaissent à peine, ne se rencontrent qu'épisodiquement à des cérémonies officielles et voient que la Constitution les a coulés l'un à l'autre comme des frères siamois ! »

Informés jumeaux à la merci l'un de l'autre ! Pour le *Corriere della Sera*, de Milan : « Il est clair que si M. Chirac a la possibilité de gouverner la France, il le doit à la bonne volonté de M. Mitterrand. »

et du reflux des majorités parlementaires, M. Mitterrand fait exactement ce qu'il faut, aux yeux du général, était le « job » du président. »

Et si le coq gaulois transformait son tête-à-tête en bec-à-bec ? « Chirac et Mitterrand n'y ont aucun intérêt, constate *Newsweek*, quand on songe aux luttes idéologiques passées en France, il y a quelques années à voir les deux hommes trouver plus d'intérêt à s'entendre qu'à en découdre. »

Edouard le sage

L'*Observer*, propose à ses lecteurs un combat de gladiateurs : « Si les deux hommes étaient romains, Chirac tiendrait le glaive et Mitterrand le filet. » Car le

d'Estaing ? La « respectable *Neue Zürcher Zeitung*, peut-être choquée par l'affront fait aux anciens, titre : « Pas de personnalité surprenante ! » Les nouveaux ministres apprécieront. Le *Journal de Genève* rend hommage à un « savant dosage ». La *Libre Belgique* s'extasie devant un « gouvernement subtilement dosé où toutes les sensibilités de la nouvelle majorité sont représentées... ». Le *Financial Times*, venu de l'extérieur, d'abord au ministre de l'économie, et voit en lui « une éminence grise qui se place devant les projecteurs ». Pour le quotidien britannique aux pages couleur saumon, M. Edouard Balladur, « personnage paillard à la tête froide, est tout le contraire de l'excitable et impulsif M. Chirac. Ce dernier, comme un homme prudent à l'esprit ouvert, modéré dans son libéralisme économique et ayant l'expérience des questions sociales. »

La première réunion du cabinet Chirac a été, selon le *Soir* de Bruxelles - pas très dénuée, ce que la *Frankfurter Allgemeine* traduit par « protokollich korrekt ». Il est vrai que « des débats à l'ombre de la tour Eiffel » - c'est le titre du commentaire de la *Süddeutsche Zeitung*, ce lundi, ne sont pas de nature à dégrader le climat. L'hebdomadaire italien *L'Espresso* se demande pourquoi M. Mitterrand est devenu « l'ennemi d'Allah » et constate que la politique proche-orientale de Paris, « discutable peut-être, mais légitime », ne peut pas changer par voie de chantage.

L'économie, allant mieux, préoccupe moins nos confrères étrangers. Tous, ou presque, font des arabesques sur le thème que résume fort bien l'*International Herald Tribune* : « Avant l'élection présidentielle, M. Chirac devra démontrer que la propriété est due à son action propre et non pas à l'héritage reçu. » Mais surtout, « que le premier ministre n'interrompe pas une convalescence délicate ». Conseil déobscure à l'heure où beaucoup de journaux, avec le *Wall Street Journal*, tiennent les « signes de ce qui pourrait être la première division du camp conservateur », à propos de la présidence de l'Assemblée nationale.

Que M. Chirac se console, son manager fait encore tourner les têtes. Voici comment la *Neue Zürcher Zeitung*, d'habitude si compassée, décrit son entrée en fonctions : « Le nouveau gouvernement de la France, au commandement favori de son chef : « à cheval », a piqué un galop napoléonien. Vivement Austérité, mais gare à Waterloo ! »

P.-J. FRANCESCHINI.

(1) En héraldique, le mot « gaucules » désigne la couleur rouge.



Dessin de Bas paru dans la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* du 24 mars.

Dans leur journal, l'*Unita*, les communistes italiens semblent pour leur part incommodés par « une odeur de roses fanées et de IV^e République renaissant de ses cendres ». A les en croire « l'accouchement de ce gouvernement de droite a été difficile et peut-être même douloureux. »

Pourtant, la mère et l'enfant se portent bien selon le *Times*, qui n'a aucun doute sur le nom du grand père : « Le général approuverait », proclame le quotidien britannique dans le titre de son éditorial : « On ne peut pas soutenir que la Constitution de de Gaulle est impraticable. En préservant sa politique du flux

rétaire de la Nièvre est « fuyant et habile », tandis que le mirmillon de la Corrèze, avec son « sourire de dogue » est un « battant ». Tel que le quotidien grand public allemand *Bild* le présente, le maire de Paris donne un frisson aux plus braves : « Grand comme de Gaulle et glacé comme Alain Delon ». Face à lui, un adversaire redoutable : « Depuis dimanche, le respect, presque superstitieux que ses capotés inspirent à ses compatriotes est devenu incommensurable. Il est le vainqueur du scrutin », constate *Die Zeit*. Mais l'hebdomadaire de l'Allemagne s'écrit ironique, à propos de l'intervention télévisée du président, sur « le goût des Français pour les poses théâtrales... l'ombre qui projette Louis XIV jusqu'en cet an de grâce 1986 ». Reste que « le chef de l'Etat, incarnation hier d'une autorité presque absolue, n'est pas un moindre pouvoir mais un contre-pouvoir », comme l'écrit *Repubblica*, ajoutant, avec un gros bon sens : « Le rodage ne sera pas facile. »

Et cette équipe sans Chaban-Delmas, ni Lecaumont, ni Giscard

M. Toubon : la coopération, non la confrontation

Devant le « Club de la presse » d'Europe 1, dimanche soir 23 mars, M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR qui était interrogé sur la présidence de l'Assemblée nationale, a déclaré : « Ce serait une erreur d'entamer cette législature par un affrontement, fût-il amical, avec un caractère de primauté (entre RPR et UDF). Il est de tradition que le président de l'Assemblée nationale apparaisse au plus grand groupe de la majorité. C'est-à-dire, aujourd'hui au RPR. Le RPR considère que Jacques Chaban-Delmas doit être son candidat, parce que son expérience est un élément important pour conforter la stratégie d'union de la majorité. » Le député de Paris a souhaité que le dialogue formations de la nouvelle majorité, un « accord » intervienne « pour l'ensemble des postes à l'Assemblée nationale », et

il a estimé que M. Giscard d'Estaing « doit continuer à jouer un rôle moteur dans la cohésion de la majorité ».

Après avoir considéré que la demande de la confiance par M. Chirac constitue « une chance pour la majorité de démontrer aux yeux du pays (...) qu'elle ne sera pas si facilement destructible ou divisible », M. Toubon a contesté « droit de veto » à la présence de M. Lecaumont au gouvernement. « Mais, a-t-il ajouté, dans certains nombre de domaines, il est normal que nous fassions fonctionner nos institutions dans l'équilibre et la coopération et non dans la confrontation. » D'autre part, M. Toubon a désapprouvé les accords réalisés avec le Front national pour l'élection de présidents de conseils régionaux.

DEUXIÈME TOUR DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES OUTRE-MER

Wallis-et-Futuna : M. Brial (RPR) réélu

Inscrits : 7 835 ; votants : 6 314 ; exprimés : 6 302.
M. Benjamin Brial, RPR, d.s., 2 798 voix, RÉÉLU.
MM. Mikael Hostau, div. d., 2 175 ; Pasilia Tai, div. g., 1 329 voix.

Au premier tour, les résultats avaient été les suivants : Inscrits : 7 832 ; votants : 6 324 ; exprimés : 6 312. MM. Brial, 2 570 (40,71 %) ; Hostau, 1 842 (29,18 %) ; Tai,

1 669 (26,44 %) ; Joseph Maisneche, div. g., 231 (3,65 %).

[Dans le territoire de Wallis-et-Futuna, où les élections législatives avaient lieu, comme par le passé, au scrutin majoritaire à deux tours, car il n'y avait qu'un seul siège à pourvoir, le député sortant RPR, M. Benjamin Brial, a obtenu 228 voix de plus qu'au premier tour, alors qu'il n'y a eu que dix votants de plus. Il devance, à l'issue de cette « triangulaire », son principal adversaire, M. Hostau, de 623 voix.]

Saint-Pierre-et-Miquelon : M. Albert Pen (opp. PS) réélu

Inscrits : 4 097 ; votants : 3 365 ; exprimés : 3 250.

M. Albert Pen, apparenté PS, d.s., maire de Saint-Pierre, 1 697 voix, RÉÉLU. M. Gérard Grignon, div. g., 1 553 voix.

Au premier tour, les résultats avaient été les suivants : Inscrits : 4 097 ; votants : 3 229 ; exprimés : 3 140 voix.

MM. Pen, 1 528 voix (48,66 %) ; Grignon, 619 (19,71 %) ; Victor reux, RPR, 612 (19,49 %) ; Jean-Jacques Blanco-Carloti, UDF, 219 (6,97 %) ; Serge Derible, MRG, 162 (5,15 %).

[Dans la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon, où comme à Mayotte et à Wallis-et-Futuna le scrutin comportait deux tours, le député apparenté socialiste sortant, M. Albert Pen, maire de Saint-Pierre, qui sollicitait le renouvellement de son mandat après avoir proposé un moment la candidature d'un ancien secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, M. Paul Dijoud, l'emporte avec moins de facilité que d'habitude. Il ne devance son adversaire que de 126 voix, alors qu'il y a eu 136 votants de plus. Il réalise ainsi un score moins net que celui qu'il avait obtenu au second tour de juin 1981, à l'issue duquel il avait été réélu avec 1 759 voix, soit 608 voix d'avance sur le candidat de l'UDF, M. Blanco-Carloti, qui en avait recueilli 1 151.]

Le n° 46 est paru :

- la revue de la presse
- la revue des revues
- la revue des livres
- des points de vue :
 - l'UGTT à 40 ans
 - Alger : la nouvelle Charte nationale
 - Droits de l'homme : la Ligue algérienne
- des chroniques culturelles :
 - L'écrivain Mohamed Dib
 - Le peintre Mohamed Khadda
 - Le cinéma : "Omar Gatlato"
 - "Caméras plurielles"
 - La rubrique philatélique
- une étude de Paul Balta : Depuis 12 mois... en Libye
- une étude de Charles Caporale (haut-fonctionnaire européen) : Le Maghreb et l'Europe des 12

9 numéros par an (dont un double)
Abonnement un an : 260 F pour 1985-86
Envoi de ce numéro sur demande à adresser avec un chèque de 30 F, à :

Grand Maghreb, C.I.G.M.A.
L.P., B.P. 45
38402 ST-MARTIN-D'HERES

LE MONDE
diplomatique
MARS 1986
AU-DELA DES URNES
par Claude Julien
En vente chez tous les marchands de journaux

GILLES PERRAULT
présente le dossier de la participation des Allemands à la résistance en France.

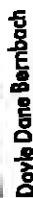
GILLES PERRAULT
PRÉSENTE
Taupes rouges contre

95 F

En vente en librairie

Un livre passionnant pour rendre justice à ces combattants de l'ombre qui furent de vrais héros.

MESSIDOR/Document



Hier, aujourd'hui,
demain.



Boutique des Parfums Caron
34, Avenue Montaigne à Paris

هكذا من الأصل

POLITIQUE

LA RÉUNION DU COMITÉ DIRECTEUR DU PS

Comment reconquérir le pouvoir ?

Le comité directeur du PS, réuni le samedi 22 mars à Paris, a affirmé que les socialistes se situent dans une opposition sans concession au gouvernement de M. Jacques Chirac qui, selon eux, ne peut être considéré comme le gouvernement de M. François Mitterrand.

Les socialistes ont également souligné la nécessité d'ouvrir davantage le PS afin d'aller vers les 40 % du corps électoral et d'affranchir ainsi du problème du PCF. L'ancien ministre de l'économie et des finances, M. Pierre Bérégovoy et Laurent Fabius, l'ancien premier ministre (qui était présent mais n'a pas pris la parole), réintègrent le bureau exécutif du PS comme titulaires. Un troisième ancien ministre, M. Pierre Joxe, deviendra membre de droit du bureau exécutif quand il sera, comme c'est probable, élu président du groupe parlementaire socialiste à l'Assemblée nationale. M. Jean Le Garrec devient membre suppléant.

« Je n'ai pas une virgule d'changer dans le discours du premier secrétaire ». Cette boutade, lancée dans les couloirs du comité directeur par un ancien obo-cardien (dont le « mini-courant » a eu, dans le passé, des mots très durs à l'égard de M. Jospin), est révélateur du climat qui règne au PS depuis le 16 mars. Battus, mais avec panache, les socialistes semblent aborder leur période d'opposition sans cette aura d'amenagement qui marquait habituellement les lendemains de défaite, et plus unis, peut-être, que jamais.

Les débats pour l'avenir - qui affleurent dans les discours, - les différences d'appréciations sur le « cas » Rocard, sont loin de contrebalancer l'existence - aujourd'hui - de très fortes plaques d'accord. Tout cela donne un ton nouveau aux travaux du « parlement » du PS : une sérénité certaine, une volonté d'avancer, et même une évidente décontraction, notamment de la part des ministres libérés de l'obligation de réserve qui pèsent sur les socialistes, plus que d'autres amoureux du verbe.

Cette ambiance est celle des veilles de combats qu'on est impatient de livrer. Grognaient repêchés, les socialistes donnent l'impression d'aligner leurs armes au sifflet, coiffés dans l'efficacité des hommes du rang, dans le talent de leurs généraux, dans le génie de leur empereur.

Première règle, admise par tous, du combat contre la nouvelle majorité : ne pas retomber dans les errements d'une « culture d'opposition ». Le nouveau député rocardien, Gérard Fuchs, est le plus clair : « Ce n'est, dit-il, qu'en faisant ressortir, dans les décisions [que la droite] va être amenée à prendre, celles qui seront socialement injustes ou économiquement injustifiées - et celles-là seulement que nos critiques pourront être comprises et donc approuvées au-delà des rangs de ceux qui nous sont acquis qu'il arrive ou presque ». Corollaire de cette règle, là encore unanimement admise : c'est par le sérieux de leurs propositions que les socialistes s'imposeront comme le « parti de l'alternance ».

Deuxième règle : être des opposants responsables, certes, mais fermes et efficaces. Mener une opposition « claire, active, sans aucune concession », comme le dit M. Jospin. Ici et là, on commence à proposer des plans de bataille. Pour M. Bertrand Delanoë, il faut montrer au monde du travail qu'il est « dans le même bateau » que la gauche, tandis que M. Georges Sarre pense que l'application des mesures de la droite peut servir d'« électrochoc » salutaire pour aider à « maturer la crise du syndicalisme » et lui remettre les yeux en face des trous. Quant aux projets de loi d'habilitation sur les ordonnances, M. Sarre, comme d'autres, juge que le débat parlementaire peut être le point de départ d'une « campagne politique très offensive ».

MIEUX S'EXPRIMER
MIEUX COMMUNIQUER

Un programme nouveau : Réflexion et techniques d'expression, pour surmonter l'obstacle de la communication et acquérir en quelques mois des techniques de réflexion constructive, l'aptitude à l'expression écrite et orale. Un enseignement à distance personnalisé pour développer les ressources individuelles (organisation de la pensée, lecture rapide, mémoire, écriture), l'audace et la confiance en soi, dans toutes les situations de la vie.

Doc. gratuite à l'IFEP-Dépt TECHNIQUES D'EXPRESSION, Service ME 1037, 35, rue Collange, 92303 Paris-Levallois. Tél. : (1) 42-70-73-63 (étab. privé).

Le Monde

PUBLICITÉ

TOURISME-GASTRONOMIE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4344

Reste que les ordonnances sur la politique économique et sociale, dont les socialistes s'approprient à dire plus que pendre, seront signées par M. François Mitterrand. Les socialistes veulent sortir du piège de la cohabitation, bico marquo - M. Jospin l'a dit, M. Mauroy invite ses amis à le « claironner » - que le gouvernement et sa politique ne sont pas ceux du président de la République. C'est la troisième règle de l'opposition sous le régime de la cohabitation. Faut-il préciser que l'absence de photo de famille du gouvernement, l'atmosphère glaciale et la brièveté du premier conseil des ministres, sont autant de symboles que les socialistes tenteront de mettre à profit pour faire passer un message qui déroute probablement une partie de l'opinion de gauche ?

Les ordonnances sur le retour au scrutin majoritaire posent un autre type de problème. Même si personne ne l'a dit à la tribune, la détermination, a semblé convaincre les socialistes, qui donnaient l'impression, dans les couloirs du comité directeur, de se préparer à ce retour. A la tribune, M. Sarre soulignait déjà qu'il « faudra être à l'offensive (...) pour s'opposer de toutes nos forces à un découpage [des circonscriptions] sans garantie sérieuse ». M. Sarre rappelle qu'au demeurant « le prochain scrutin sera probablement majoritaire, qu'il soit présidentiel ou référendaire ».

Le déclin du PCF

Tous les socialistes, et notamment certains des anciens défenseurs du scrutin majoritaire, ne partagent pas l'avis de M. Mauroy, qui juge que le maintien de ce scrutin aurait renvoyé au Palais-Bourbon, moitié moins de députés socialistes. Mais la perspective d'un retour à ce mode de scrutin rend encore plus urgente la réponse aux questions suivantes : comment recouvrer le rapport droite-gauche ? Comment porter le PS à 40 % des suffrages ?

Là encore, un tel objectif recueille l'unanimité, tout comme certaines constatations d'évidence. Mais les termes des futurs débats sont déjà schématisés. Les posés. A la suite de M. Jean Poperen, numéro deux du PS, les socia-

MM. FABIUS ET BÉRÉGOVOY
AU BUREAU EXÉCUTIF

Seuls MM. Pierre Bérégovoy et Laurent Fabius, parmi les anciens ministres, réintègrent le bureau exécutif du PS. M. Pierre Joxe attendra d'être élu président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale. M. Jean Le Garrec devient suppléant du bureau exécutif. Les autres anciens membres du gouvernement étaient déjà, pour la plupart, membres du comité directeur, ou bien, en tant que députés, devaient être invités permanents de cette instance, sorte de « parlement » du PS. M. Lionel Jospin, premier secrétaire, souhaite que les anciens ministres non membres du comité directeur et non députés soient également invités du comité directeur jusqu'au prochain congrès.

Le retour au bureau exécutif de MM. Fabius et Bérégovoy devait se faire au détriment de M. Christiane Morin (titulaire) et de M. Jean-Marc Ayrault (suppléant), nouveau député de Loire-Atlantique, proches de M. Jean Poperen, numéro deux du PS. Mais, à la suite des vives protestations de M. Poperen, il a été décidé que M. Ayrault resterait suppléant. M. Morin demeure au bureau exécutif, mais devient suppléante, ainsi que M. Véronique Neiertz (membre du courant A. prêche de M. Joxe). Outre M. Le Garrec (mauriériste), deux nouveaux suppléants font leur entrée au bureau exécutif : M. Jean-Pierre Baldry (rocardien) et M. Michel Coffinane (CERES), député du Val-d'Oise.

listes ont tous constaté une évolution dans l'électorat du Front national.

Tant qu'il s'agitait des élections européennes ou des cantonales, ils pouvaient toujours espérer, pour plus tard, un retour au bercail de la droite. Après les législatives, ils se rendent à l'évidence : M. Le Pen a plus facilement fidélisé sa clientèle des « déclassés » de la crise - que M. Mauroy n'a pu le faire en quelques semaines. Les socialistes - que se disent-ils « bourgeois » - qui rejoignent en partie sa famille d'origine.

Une telle déperdition est porteuse de périls pour la gauche. Si les socialistes l'imputent en bonne partie au PCF, elle interpelle aussi le PS, pris en flagrant délit de qualité d'écoute insuffisante à l'égard des laissés-pour-compte de la « France qui gagne ». M. Fuchs a souligné la nécessité de « retrouver un langage qui marque notre intérêt pour la vie quotidienne des gens ». « Sans doute », s'il soulève, devons-nous à l'avenir nous situer à la fois à un niveau plus émotionnel (...) et plus concret.

Une telle préoccupation rejoint un autre impératif : prendre en charge les électeurs - anciens, abstentionnistes ou hésitants, comme l'a dit M. Jean-Pierre Chevènement - du PCF. M. Mauroy paraît aujourd'hui bien seul à croire encore en un sursaut du PCF, qui lui redonnerait sa place dans la gauche. Les autres socialistes commencent à tirer les conséquences du déclin « presque irrémédiable » du PCF, selon la formule de M. Jospin.

M. Quilès - qui tire un trait sur la stratégie d'alliance avec le PC - appelle les socialistes à compter sur les « propres forces ». M. Jospin annonce des « contacts » tout à fait pris, afin de confirmer et, maintenant, après les élections, la volonté d'élargissement manifestée par l'ouverture des listes du PS. M. Sarre, quoiqu'il en soit, imagine déjà une constellation de forces constituant un « système d'alliances » autour du PS. « N'essayons pas, lance-t-il, de faire entrer tout le monde au PS. PCF, pendant que certains entrent par la porte, d'autres sortent par la fenêtre ».

C'est, effectivement, toute la difficulté d'un renforcement du PS. Comment tenir un langage qui parle aux anciens communistes, tout en tenant, aussi, l'autre bout de la chaîne ? Tout le monde est d'accord pour vouloir au parti plus ouvert, plus attractif pour les sympathisants, afin de faire passer le ratio adhérents-électeurs de 1,7 % à 8 % ou 10 %, comme l'ont, par exemple, souhaité MM. Quilès et Rocard.

Pour certains socialistes - dont M. Chevènement - les clubs sont une manière de structurer, autour du PS, une nébuleuse de sympathisants, intégrés à la vie du parti. Pour M. Mauroy, au contraire, il faut mettre en terme d'« anarchie » des clubs. Quant à M. Jospin, il se borne aujourd'hui à demander aux uns et

aux autres que leur « chez soi » ne leur fasse pas oublier qu'ils ont un « chez nous », au siège de leur parti.

M. Jospin souhaite qu'« une convention nationale, au mois de juin, débattre des « mutations » de la société, et sans doute aussi de celles du parti. An d'être d'une phrase, le premier secrétaire du PS a rappelé que, s'ils s'y prennent garde, la crise sociologique qui frappe le PC pourrait bien à son tour toucher les socialistes.

L'air du temps

Si tout le monde n'a pas abattu ses cartes, les lignes de partage apparaissent déjà. M. Mauroy, veut, comme M. Chevènement, un parti qui s'ancre dans la tradition historique française et n'oublie pas qu'il est, avant tout, le parti du monde du travail. M. Quilès veut « abandonner un vocabulaire dépassé, dépasser des concepts peu adaptés à la réalité d'aujourd'hui », concepts au rang desquels il compte l'autogestion. Comme il l'avait fait dans son livre *La Politique n'est pas ce que vous croyez* (1), M. Quilès demande aussi que l'on dégage des « consensus partiels » avec l'ancienne opposition. Pour lui, les valeurs qui, aujourd'hui, « donnent un sens au mot socialisme » sont : « la défense des droits de l'homme, l'élargissement des espaces de liberté, la promotion de l'égalité des chances, la promotion de la tolérance (...) la volonté d'agir au profit du plus grand nombre ».

M. Quilès paraît être désormais le plus « révisionniste » des socialistes, au point que l'occulte obo-cardienne Marie-Noëlle Lénormand s'est étonnée qu'il ait découvert « les charmes de la révolution culturelle nécessaire » et l'a mis en garde en lançant : « Oui, l'espèce n'a pas besoin de mensonge, mais les idées politiques sont plus que le pragmatisme et les valeurs ». C'est le monde, ou au moins le PS, à l'envers !

Parti social-démocrate, voire démocrate tout court, ou Parti toujours socialiste ?

La question est bien dans l'air du temps, autant que celle de l'élection présidentielle de 1988 : « ou avant », comme dirait M. Jospin. M. Rocard, candidat à la candidature, n'a pas, pour le moment, intérêt à sortir du bois plus qu'il ne l'a déjà fait. Il renvoie donc un souhait de M. Jospin qui a solennellement averti ses amis qu'il présentera « de tout son poids » pour empêcher l'ouverture précoce de la campagne présidentielle à l'intérieur du PS, mais M. Rocard, à en croire son entourage, se réserve la possibilité d'intervenir, lui aussi solennellement, au cas où, par exemple, la cohabitation capoterait.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

(1) Ed. Robert Laffont, 1985 (Lire le Monde du 3 décembre 1985).

M. Chevènement :
un « grand parti républicain »

M. Jean-Pierre Chevènement souligne, pour commencer, que la victoire de 1981 a été remportée « sur la base d'une immense débâcle idéologique ». Les idées libérales, qui sont les idées de la droite, sont demeurées majoritaires en France, explique M. Chevènement. Et il serait bien téméraire d'affirmer que nous avons toujours su rester à l'écart de leur influence. Trop des nôtres ont mêlé leurs voix au concert de l'anti-étatisme (...). Les idées dominantes sont restées celles de la classe dominante. Nous n'avons pas compris ce que Gramsci appelait « l'hégémonie » dans l'ordre de la culture.

Dans l'opposition, les socialistes ne doivent pas « revenir en arrière avec des réflexes d'ennemis opposés, en reprenant systématiquement d'instinct le catalogue des revendications catégorielles ». Ils doivent prendre en compte la volonté majoritaire et non la farandole des revendications minoritaires. Pour M. Chevènement, « la culture de gouvernement ne signifie en aucune manière le ralliement aux idées libérales. Au contraire même, elle consiste à poser le primat de l'intérêt public sur le libre jeu des intérêts privés ».

Pour être « le parti de l'alternance », le PS doit, selon M. Chevènement, « entrer dans la zone des 40 % », ce qui implique « une réflexion approfondie sur la manière [de prendre en compte] les aspirations des couches sociales qui font la richesse [du] pays, et d'abord des couches salariées ». Cela suppose, de la part du PS, « un projet, un programme, des formes d'organisation adaptées ».

Le PS devrait ainsi « développer ou aider des associations autour du parti (...), multiplier les clubs de réflexion (...) et surtout renforcer [son] implantation sur les lieux de travail ». Pour lui, quelle que soit l'attitude du PCF, le PS « doit rester fidèle à l'idée du rassemblement des forces populaires ». Il doit donc parler aux électeurs communistes « un langage qu'ils puissent comprendre », ce qui est « la seule manière d'obliger la direction du parti communiste à revenir sur sa ligne anti-socialiste ». Le Parti communiste, ajoute M. Chevènement, n'a plus le choix qu'entre le parti de la démocratie et la certitude de sa marginalisation définitive.

L'ancien ministre note ensuite que le PS doit se préparer à des échecs « prévus dans deux ans mais [qui] peuvent être rapprochés ». Pour ce faire, il doit se doter d'un « projet mobilisateur », qui est, pour M. Chevènement, celui d'une « République moderne », axée sur le triptyque indépendance nationale, croissance (ce qui suppose une « planification moderne »), démocratie.

Quant au PS, qui a « vocation à rassembler toute la gauche », il ne doit pas céder à la tentation d'être « un parti démocrate à l'américaine », ce qui « serait la fin du Parti socialiste et par conséquent du socialisme en France ».

M. Chevènement conclut en réaffirmant que le PS doit devenir « le grand parti républicain de la fin du vingtième siècle, comme l'a été le Parti radical aux débuts de la III^e République », mais « n'en doit pas moins rester socialiste, c'est-à-dire dépositaire d'une réflexion à long terme et par conséquent d'un projet historique ».

M. Jospin :
dans l'opposition, « sans concession »

M. Lionel Jospin souligne l'ampleur de la victoire « indiscutable » de l'ensemble de la droite, bien que la coalition RPR-UDF n'ait pas réussi à « écraser politiquement » les socialistes. À la « disqualification », à la « désintégration pour une longue période », il insiste sur la « consolidation » de l'extrême droite, qu'il ne sera « pas facile de réduire ». Cela dément, selon lui, les thèses selon lesquelles « la France trait vers une approche consensuelle des problèmes » et l'idée que « les divergences entre la gauche et la droite seraient moins fortes ». M. Jospin analyse ensuite la « triple crise » du PCF, sociologique, idéologique et politique, qui, à son avis, l'interdit à sa direction d'avoir beaucoup d'illusions sur [sa] capacité de redressement ». Ce « déclin », lui paraît « presque irrémédiable ».

La nouvelle situation politique « sera difficile à vivre », dit-il : « Le gouvernement va gouverner ; il ne sera pas empêché de le faire et il va gouverner à droite (...). Les premières mesures annoncées sont d'une orientation très réactionnaire. Ce premier ministre et ce gouvernement ne sont en aucun cas le premier ministre et le gouvernement de François Mitterrand (...). Il est très important d'écarter toute confusion politique ».

L'opposition des socialistes doit donc, selon lui, « être claire, active, sans aucune concession ». Son expression doit être, « d'après son fond mais mesurée, en tous cas adaptée, dans la forme ». M. Jospin estime qu'il serait contraire « d'avoir abordé le pouvoir avec une culture d'opposition et d'aborder l'opposition avec une culture de gouvernement ». M. Jospin met en garde ses amis contre toute « débauche factice ».

Il avertit aussi des dangers d'une campagne interne précipitée sur la candidature présidentielle, que cette élection ait lieu « en 1988 ou avant ». Cela affecterait, selon lui, l'autorité du président de la République, « désagrégerait le rapport de forces qui est en train de s'établir » et obligerait à se déterminer trop tôt sur sa propre attitude face à l'éventualité d'une telle candidature. Cela pourrait aussi compromettre l'unité du PS.

M. Jospin invite ses amis à préparer leur projet pour 1988, à « construire un grand parti de masse » et les incite à réfléchir sur ces deux thèmes. Il leur demande également de se préparer aux campagnes politiques à venir (alliance de la droite et de l'extrême droite, débats sociaux, mode de scrutin) et à d'éventuelles « batailles politiques autour du président de la République ».

M. Mauroy :
social-démocratie

En dépit de l'« allégresse » qui a saisi les socialistes au lendemain du 16 mars, M. Mauroy remarque que la « reconquête » de l'électorat n'est que « partielle ». Pour lui, le score du MRG demande « une loyale explication et une clarification » avec les radicaux de gauche, car les socialistes ne peuvent, « à chaque scrutin, renouer les mêmes péripéties ». Le maire de Lille note encore que « le rapport droite-gauche enregistré (...) est l'un des plus médiocres de l'histoire de la 5^e République ». M. Mauroy remarque, à ce propos, que sans l'introduction de la proportionnelle, le nouveau groupe socialiste à l'Assemblée nationale compterait « motif moins de membres ».

M. Mauroy juge que le PS ne doit pas se « consoler » d'un résultat dit au ocoveau recul du PC, car « seules les additions ont un sens ». L'ancien premier ministre, en outre, constate que « les seules régions que [le PS] a su conserver sont celles où les résultats des communistes sont moins médiocres ».

Pour l'avenir, M. Mauroy juge que les socialistes ne sont pas les seuls à devoir « rassembler l'électorat populaire ». « Le Parti communiste, déclare-t-il, a un rôle à tenir (...) Son déclin est incontestable, [mais] je n'ai jamais affirmé qu'il était définitif, et je ne le dis pas encore (...). Toutefois (...) si le Parti communiste continue sa ligne actuelle, son déclin sera irréversible et sa marginalisation certaine (...). Lui aussi, a des voix à regagner pour que la gauche l'emporte à nouveau demain (...). Un Parti communiste ayant opéré son redressement favori ».

riserai désavantage la gauche que la situation actuelle de refus, qui retarde l'aboutissement de la victoire de la gauche.

Quant au Front national, M. Mauroy note : « Ce n'est pas seulement l'extrême droite traditionnelle, c'est aussi le parti de la misère, celui des laissés-pour-compte de la modernisation. C'est le parti d'une certaine manière, des déclassés ».

La gauche doit donc, simultanément, poursuivre le « combat implacable » contre le FN et, « par la proposition, répondre aux angoisses qui expriment une partie de son électorat ».

Quant à la préparation de la reconquête, M. Mauroy juge que le PS, pour passer de 30 à 40 % de l'électorat, doit faire un « saut qualitatif ». « Nous aussi, lance-t-il, nous devons vivre d'une autre manière pour nous doter de l'instrument que nous n'avons pas encore pour nos succès futurs ». Le maire de Lille exprime sa préférence pour la social-démocratie « à la suédoise, sachant bénéficier du soutien communiste et n'hésitant pas à poser (...) les problèmes de structure », qu'il préfère appeler « Parti socialiste » et qui devra « rassembler, entre autres, l'immense bloc des salariés face aux conservateurs ». Cela suppose « un parti plus ouvert, moins crispé sur lui-même et ses équilibres internes, un parti lieu de réflexion et de cohérence d'un mouvement social englobant le monde des associations et le monde syndical, (...) un parti mettant fin à l'anarchie des clubs ».

M. Rocard :
score instable

M. Michel Rocard souligne que le score obtenu le 16 mars est « instable », car il se situe au-dessus de l'insertion culturelle, sociologique et électorale traditionnelle du PS, mais au-dessous de ce qu'il faudrait obtenir pour que le PS soit à lui seul la force d'alternance.

L'ancien ministre remarque notamment que le centisme « a venté mou de la République », a voté contre les socialistes, mais aura du mal à se reconnaître, culturellement, dans le gouvernement formé par M. Chirac. Pour lui, les contraintes seraient sensibles à une attitude ferme et nette du PS. « Nous n'avons pas, lance-t-il, le droit de laisser la droite durablement au pouvoir ».

M. Rocard évoque la préparation de l'échéance présidentielle pour s'affirmer « en total accord » avec ce qu'a dit M. Jospin, qui estime que la campagne interne au PS ne doit pas s'ouvrir prématurément.

Pour l'ancien ministre, la cohabitation peut être durable. Avant que ne s'ouvre la campagne présidentielle, c'est collectivement, en tant que parti, que les socialistes doivent préparer le terrain politique. Ce qui suppose, selon lui, une courtoisie démocratique, et une qualité des propositions socialistes. M. Rocard appelle encore les socialistes à ne

pas se livrer, à propos du parti, à une « controverse nominative » et à continuer à revendiquer le mot socialisme. Pour l'ancien ministre, le problème essentiel est le décalage entre le nombre d'électeurs et le nombre d'adhérents, puisque 1,7 % seulement des électeurs socialistes adhèrent au parti. Il importe donc, selon lui, de rénover la structure du PS, de développer sa vitalité démocratique, de trouver des alliés et de consolider les sympathisants, de valoriser la culture de gouvernement.

L'ancien ministre appelle enfin les socialistes à se distinguer par l'ampleur de leurs propositions en matière de échange (notamment pour répondre aux mesures de déreglement de la droite dans ce domaine) et dans le champ international ; sur ce dernier point, M. Rocard distingue quatre axes : le rôle de la France par rapport à la négociation soviéto-américaine sur la sécurité en Europe ; la ratification éventuelle par la France du traité de non-prolifération nucléaire ; les négociations internationales douanières qui s'ouvrent dans le cadre du GATT à l'automne ; le bon usage de la « rente pétrolière », qui, au niveau international, pourrait être utilisée pour négocier la dette des pays du tiers-monde.

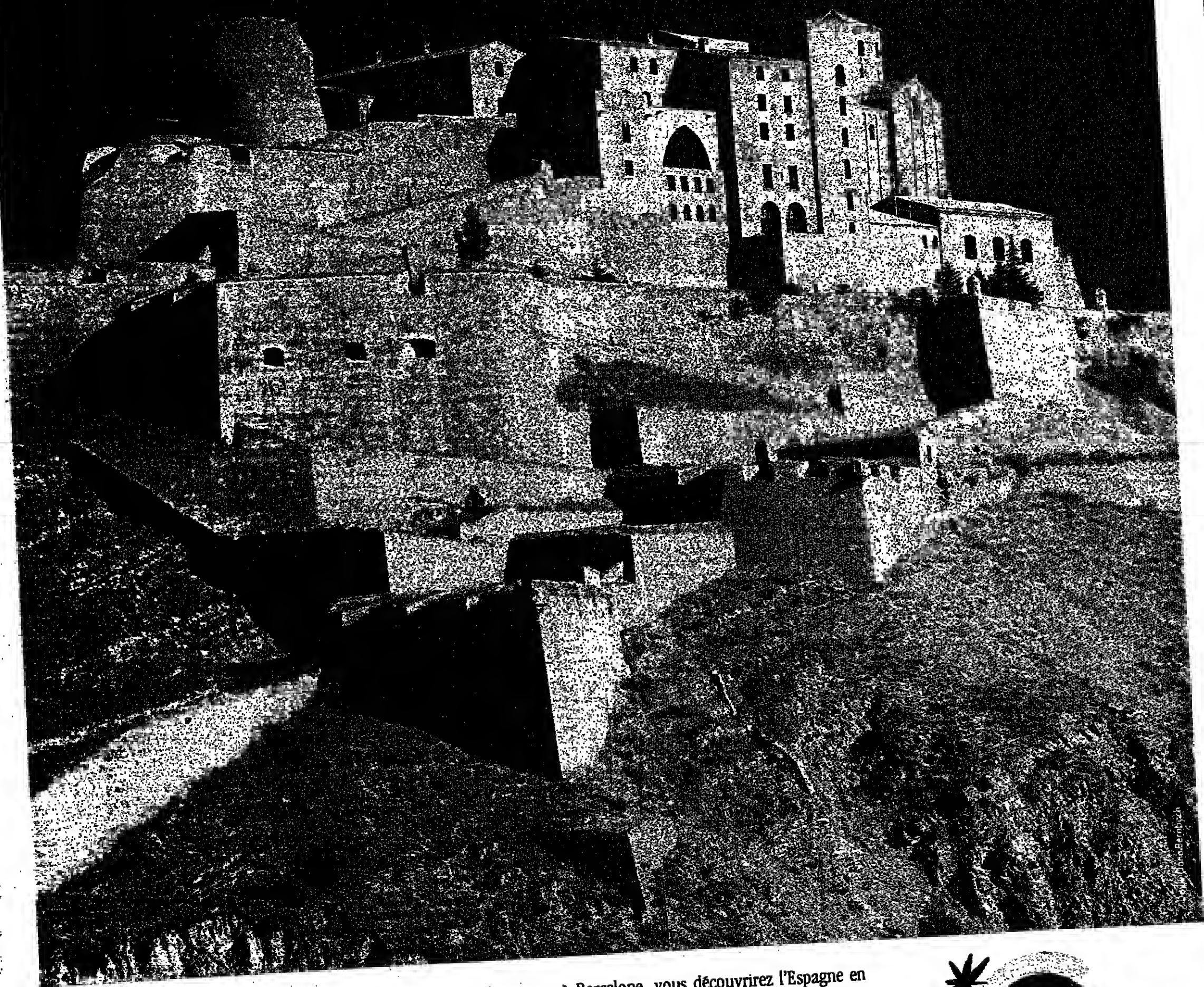
هكذا من الأصل

Direction
des «réMalliarakis
dans l'arm

Un hôtel détruit à l'explosif par un commando se réclamant du ex-FLNC

MARC AMBROISE-RENDU

Sans nous vanter, nos hôtels se défendent.



Si vous aimez la vie de château, allez à l'hôtel, en Espagne. Ou plus exactement, dans l'un des innombrables Paradors dont le Secrétariat Général au Tourisme a pourvu l'ensemble du territoire.

Avant de devenir un hôtel, le Parador était un château, un ancien palais ou un couvent désaffecté. Ces demeures ont donc été restaurées, puis transformées, pour répondre aux exigences hôtelières actuelles. Le luxe et le confort des Paradors sont en effet exceptionnels.

C'est ainsi qu'aujourd'hui, de Burgos à Cadix, de

Salamanque à Barcelone, vous découvrirez l'Espagne en visitant son histoire. De la demeure d'un Grand d'Espagne au palais d'un Conquistador, vous connaîtrez des lieux magiques, des endroits au charme et à l'environnement inoubliables. Toutes ces choses qui font qu'un jour ou l'autre, nous vous entendrons dire : on savait vivre en ce temps-là !

Pour obtenir des renseignements complémentaires, adressez-vous à l'Office National Espagnol du Tourisme : 43 ter Avenue Pierre 1^{er} de Serbie 75381 Paris Cedex 08.



L'Espagne. Tout sous le soleil.

هكذا من الأصل

JUSTICE

AU CONSEIL D'ÉTAT

La nomination de douze présidents de tribunal administratif est annulée

Le Conseil d'Etat a, par une décision en date du 21 mars 1986, annulé douze nominations dans le grade de président de tribunal administratif qui étaient intervenues sur la base de tableaux d'avancement illégaux.

Une illégalité est à l'origine des annulations en cascade prononcées par le Conseil d'Etat. Certains conseillers hors classe des tribunaux administratifs ayant vocation à être inscrits en 1981 sur le tableau d'avancement au grade de président de tribunal administratif avaient été écartés de la liste soumise à l'avis de la commission administrative paritaire en vue de l'inscription à ce tableau.

L'autorité administrative leur avait opposé une règle sans fondement juridique, excluant du bénéfice de l'avancement les agents en position de détachement. Or, en vertu du statut général des fonctionnaires, un fonctionnaire en détachement hors de son corps d'origine continue à bénéficier de ses droits à l'avancement.

L'annulation du tableau d'avancement pour 1981 et, par ricochet, de celui pour 1982, établi au vu du tableau de 1981, a entraîné l'annulation de quatre décrets du président de la République, des 13 mars 1981, 4 août 1981, 26 novembre 1981 et

3 février 1982, prononçant douze nominations dans le grade de président de tribunal administratif. Les personnes dont la nomination a ainsi été annulée, qui occupent en fait des fonctions de vice-président de tribunal administratif, sont : MM. Jacquelin-Pentillon et Viargues (Grenoble), Jean et Bonifait (Marseille), Reinach (Versailles), Portes (Châlons-sur-Marne), Desalvres (Paris), Meyerboffer (Montpellier), Le Belloc (Bordeaux), Marilla (Clermont-Ferrand), Maillet (Nice) et Davin.

Malgré leur nombre, les annulations prononcées par le Conseil d'Etat ne devraient entraîner que des perturbations limitées dans le fonctionnement des tribunaux administratifs. En effet, certains des présidents dont la nomination a été annulée ont accédé, dans l'intervalle, au grade de président hors classe de tribunal administratif, et leur nomination dans ce grade, faite d'avoir été atteinte en temps utile, est devenue définitive.

D'autre part, le jugement du Conseil d'Etat ne fait, en tout état de cause, pas obstacle à ce que, le cas échéant, l'administration reprenne les mêmes décisions de nomination en suivant, cette fois, une procédure régulière.

BIBLIOGRAPHIE

« Justices »

de J.-C. Magendie et J.-J. Gomez

Misère de la justice, déshonneur des magistrats, mise en cause de l'institution judiciaire. Comme beaucoup de leurs collègues, Jean-Claude Magendie et Jean-Jacques Gomez se sentent découragés. Mais ils ne veulent pas souffrir en silence. Pour autant le livre qu'ils viennent de publier n'est pas un pamphlet. Nourri de réflexions historiques, il se veut raisonnable même s'il est sans complaisance. Ceux qui connaissent mal l'institution judiciaire y liront un exposé clair et charpenté sur les questions les plus brûlantes : l'indépendance de la magistrature, le rôle de la presse, la délinquance et la justice sociale en particulier. Ceux déjà familiers avec cette institution y retrouveront certaines thèses de l'Union syndicale des magistrats (modérée), dont

Jean-Jacques Gomez est le président depuis 1982.

Au total, un bilan d'amoureux déçus et de censeurs vigilants, bilan teinté d'optimisme quant au « futur de la justice ». Dès lors que l'Etat relâche son emprise, le droit cesse d'être un instrument de tutelle pour devenir « le moyen privilégié de l'autorégulation sociale », pronostiquait Jean-Claude Magendie et Jean-Jacques Gomez, non sans s'inquiéter des « pesanteurs historiques, sociologiques et politiques » qui risquent de faire obstacle à cette heureuse évolution.

R.L.G.

* Jean-Claude Magendie et Jean-Jacques Gomez, *Justices*, Editions Atlas, 144 pages, 78 F.

ENVIRONNEMENT

L'ÉRUPTION DU PITON DE LA FOURNAISE

Nouvelles fissures et coulées de lave

L'éruption du piton de la Fournaise, le volcan actif de la Réunion, a connu, au cours de la journée du 23 mars, une phase nouvelle. Vers 8 heures heure locale (5 heures à Paris) des fissures se sont ouvertes sur la route nationale n° 2 près de la pointe de la Table. Elles ont progressé sur quelque 800 mètres de long pour atteindre le rivage vers 18 heures. Jusqu'à 17 heures, seule la vapeur d'eau en sortait. Mais vers 17 heures des laves visqueuses sans

gaz se sont mises à sortir en trois points de ces fissures.

Dans la nuit du 23 au 24, de 21 heures à 22 heures, une très forte crise sismique s'est produite, comme toutes celles qui l'ont précédée au cours de l'éruption actuelle, dans l'Enclos, c'est-à-dire dans la zone sommitale du piton de la Fournaise. Elle a été suivie d'un fort tremor (des secousses continues) sur le bord sud de l'Enclos, vers le Nez-Coupé du Tremblot.

MÉDECINE

Les dépenses médicales en 1985 : 7 130 francs par français

Les Français ont dépensé pour leur santé en 1985 394,05 milliards de francs, soit 7 130 F par personne.

L'augmentation du coût de cette « consommation médicale finale », par rapport à 1984, est de 10,9 % en valeur constante, inférieure d'un demi-point par rapport à celle de l'année précédente, mais encore très supérieure au taux d'inflation. Ce ralentissement du taux d'accroissement des dépenses de santé est dû essentiellement à un fléchissement sensible du rythme de progression des coûts de l'hospitalisation publique.

On note en revanche une nette accélération des dépenses de soins ambulatoires (consultations médicales ou d'auxiliaires) et de biens médicaux (pharmacie, etc.).

Les soins hospitaliers représentent 49,5 % des dépenses, les soins ambulatoires 30 % et les biens médicaux 20,5 %.

La part qu'occupe la consommation médicale finale dans le produit intérieur brut continue à croître, pour atteindre en 1985 8,6 % (et 13,3 % de la consommation totale des ménages). Cette évolution, signalée la commission des comptes de la Santé qui vient de remettre son rapport annuel au gouvernement, est révélatrice du développement des systèmes de soins de plus en plus ouverts aux avancées techniques et de l'apparition de nouveaux besoins

liés aux politiques sanitaires et sociales (prévention notamment) et au vieillissement de la population.

Dr. E. L.

DÉFENSE

Accord entre Dassault et le Pérou sur une réduction du nombre de Mirage commandés

Lima. - Le Pérou est parvenu avec la firme française Marcel Dassault à un accord sur la réduction du nombre d'avions de combat Mirage 2000 qu'il doit acheter. C'est ce qu'a annoncé, samedi 22 mars, à Lima, M. Hector Delgado, chef de la délégation péruvienne venue au début de mars à Paris pour négocier cette réduction.

L'accord « total et définitif » conclu avec Dassault « après de longues et difficiles conversations » doit encore être ratifié par le nouveau gouvernement français, ce qui devrait intervenir dans les dix prochains jours. Aux termes du nouvel accord, le gouvernement du président Alan Garcia achètera douze Mirage 2000 au lieu de vingt-six, avec une option sur deux autres appareils.

A son arrivée au pouvoir, le 28 juillet dernier, le président Garcia avait annoncé qu'il chercherait à

En s'installant rue de Valenciennes, M. François Léotard récupère les attributions détenues pendant cinq ans par M. Georges Fillioud : volée culture et communication à nouveau rassemblées, comme avant 1981. Et ce n'est pas seulement une restauration symbolique de l'ordre ancien, qui ferait fi des évolutions considérables du secteur des médias.

Outre qu'un ministère unique donne plus de poids politique au secrétaire général du PR, il permet d'apporter dans divers domaines - en particulier la production audiovisuelle - davantage de cohérence. C'était un souhait aussi bien des professionnels des industries culturelles que de l'ancien ministre de la culture, M. Jack Lang. M. Léotard lui-même rappelle, déclarant qu'il prenait la tête du « ministère de l'avenir ».

En fait, l'ensemble du secteur de la communication échappait à l'équipe de M. Léotard. Son secrétaire d'Etat, M. Philippe de Villiers, a mené bataille sur son terrain des Pays de la Loire avec la radio régionale Alouette-FM, un projet de télévision et une école de la communication. C'est autant qu'un protocole, un idéologue, un combattant du libéralisme.

L'autre tandem est celui qui vont former aux PTT MM. Alain Madelin et Gérard Longuet, deux autres dirigeants du PR. Vieux complices depuis leurs années d'université et leur bouillonnant engagement dans les rangs d'Occident, les voici en charge des infrastructures et des réseaux de la communication qu'organise la puissante direction générale des télécommunications et Télédiffusion de France.

M. Madelin est depuis plusieurs années le spécialiste de l'UDF pour la communication et a porté haut et fort la bonne parole de l'ultra-libéralisme. Même s'il est considéré, parfois même au sein de sa propre formation, comme le plus dégoûté, il n'en a pas moins participé largement, avec M. Xavier Gouyou-Beauchamps, à la rédaction de la plate-forme commune. Le quatuor Léotard-de Villiers-Madelin-Longuet apparaît comme une équipe « musclée », pas comme des gestionnaires tranquilles. S'il est un secteur où la droite veut s'imposer sur le plan idéologique, c'est bien celui de la culture et des médias. La privatisation de l'audiovisuel et la déregulation des télécommunications sont à l'ordre du jour.

Trois urgences

Mais les dossiers de la communication sont désormais trop importants économiquement et politiquement pour qu'ils soient gérés au seul niveau des ministères concernés. Face à ce quatuor ultra-libéral, les premiers ministres jettent, à l'encontre, les modérateurs, et l'édifice Madignon constituera le second pôle de décision. M. Jacques Chirac, quelques semaines avant les élections, a clairement laissé entendre que rien ne se ferait dans la précipitation. Et M. Léotard a déclaré lui-même, dimanche soir 23 mars, à 7 sur 7, qu'il fallait « écouter » et ne pas « brutalement », que l'application du programme devait se faire « progressivement », en « respectant l'évolution du temps et les capacités du marché ». Les ultra-libéraux vont devoir composer. Ils commencent déjà à le faire.

Cette attitude permettra à l'équipe du ministre, dont l'entourage reconnaît avec franchise qu'il ne connaît pas les dossiers, de se mettre à l'ouvrage. On passe rapide-

Les dossiers chauds du gouvernement

Les ultra-libéraux devront composer

ment du discours électoral à la prise en main des affaires. Et rien n'est simple.

Comme il n'est pas prévu de légiférer par ordonnances sur l'audiovisuel, la loi du 29 juillet 1982 va continuer à s'appliquer. Donc, les chaînes de radiotélévision du secteur public restent sous tutelle de la Haute Autorité, qui a nommé leurs présidents. Ceux-ci ont, au minimum, quelques mois de répit et sont seuls juges des rapports qu'ils doivent entretenir avec le nouveau pouvoir. Celui-ci, par exemple, ne peut plus leur imposer le retour des « placards » de l'après-mai 1981.

M. Léotard a tenu d'emblée à préciser qu'il n'y aura pas de chasse aux sorcières et qu'il ne sera pas « le ministre de l'information ».

On peut d'ores et déjà prévoir trois phases de l'action gouvernementale : les urgences, la concertation, l'application du programme.

Il y a trois urgences. D'abord, la cinquième chaîne de télévision. La nouvelle majorité n'a jamais changé de cap : la concession à MM. Sey-

doux, Berlusconi et Riboud doit être au moins réexaminée, sinon cassée. L'hypothèse la plus favorable au gouvernement est que le Conseil d'Etat fasse le travail de l'audiovisuel, pour lequel n'est encore envisagé aucun amendement. Il faudra l'établir à l'instar de M. Léotard, la plate-forme commune RPR-UDF prévoit que « la loi du 23 octobre 1984 sur la presse écrite sera immédiatement abrogée ». Cela n'empêchera pas les procédures judiciaires en cours, notamment à l'encontre de M. Robert Hazan, mais aura une valeur symbolique après les durs combats menés sur ce thème par l'association.

La deuxième urgence est liée à cette affaire : le satellite de télévision directe TDF 1. M. Silvio Berlusconi et ses amis européens ont obtenu des conditions privilégiées et un quasi-monopole d'exploitation (trois canaux sur quatre), au détriment principalement de la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion. Le nouveau gouvernement aura à cœur de revenir sur des attributions qu'il avait violemment critiquées et d'instaurer « des règles de

procédure qui permettent la transparence et la concurrence », selon l'expression de M. Madelin.

Troisième urgence : la loi sur la presse. Contrairement à l'audiovisuel, pour lequel n'est encore envisagé aucun amendement, il faudra l'établir à l'instar de M. Léotard, la plate-forme commune RPR-UDF prévoit que « la loi du 23 octobre 1984 sur la presse écrite sera immédiatement abrogée ». Cela n'empêchera pas les procédures judiciaires en cours, notamment à l'encontre de M. Robert Hazan, mais aura une valeur symbolique après les durs combats menés sur ce thème par l'association.

Concertation

Dans la même temps que le gouvernement va traiter ces dossiers chauds, il va ouvrir une phase de concertation. M. Chirac l'a promise peu de temps avant les élections, en recevant les dirigeants de la presse écrite venue lui signifier leurs inquiétudes devant une déregulation tendant à l'audiovisuel. Il y aura donc - et l'entourage de M. Léotard le confirme - des « tables rondes » avec les professionnels du cinéma, de la presse et de la communication.

Ce n'est qu'après cette remise à plat (qui aura permis en même temps une expertise financière du secteur, en particulier des entreprises publiques) que l'application de la plate-forme sera envisagée. Serait alors mise en œuvre une nouvelle loi-cadre, comme celle de 1982, mais inspirée de principes différents.

La plate-forme donne une orientation générale : substituer au rôle dominant de l'Etat celui du marché et de la concurrence. Mais son application sera sans doute plus simple que ne le souhaitent certains. Deux exemples. La plate-forme prévoit que les stations décentralisées de Radio France seront privatisées : de nombreux hommes politiques de la nouvelle majorité, interrogés pendant la campagne, ont souhaité le contraire, et M. Chirac lui-même, le 3 mars (sur les antennes de Radio-France Kinoparc) a déclaré qu'il « avait une certaine espèce d'objection à ce qu'il y ait des radios privées en concurrence avec les radios publiques. Deuxième exemple : l'opposition voulait, au départ, que les chaînes du service public qui seraient conservées soient à nouveau directement sous le contrôle du pouvoir et non d'une Haute Autorité réaménagée ; il n'en est plus question aujourd'hui.

Les résultats du 16 mars ne permettent pas au gouvernement de détruire l'œuvre accomplie par les socialistes, qui est dans l'ensemble appréciée par l'opinion. M. Léotard a montré qu'il avait compris cette exigence.

La cure d'opposition a permis à la droite de passer, en théorie, du bouclage étatique à une conception antistatiste des médias audiovisuels. Entre-temps, le paysage s'est transformé sans elle et des progrès irréversibles ont été accomplis. Après la fébrilité de l'année 1985, il n'est peut-être pas inutile que le nouveau pouvoir se donne quelque temps de réflexion pour ajuster ses vues à la réalité.

YVES AGNÈS.

M. Léotard et les pièges du libéralisme

Comme il semble loin le temps où M. Raymond Barre, alors premier ministre, qualifiait les radios libres de « puissants fermes d'anarchie », le temps où son ministre de la culture et de la communication affirmait que le magnétoscope n'avait aucun avenir en France. En cinq ans d'opposition, l'UDF a donc trouvé son chemin de Damas et compris qu'on ne gouverne pas la culture à rebours du mouvement des technologies. Il suffit pour s'en convaincre d'écouter, dimanche 23 mars, M. François Léotard à 7 sur 7 marquer dans un même élan « les cathédrales de Chartres et le vidéoclip », et faire de la culture et de la communication « le ministère de la jeunesse et de l'avenir, la quatrième priorité du gouvernement », rendant un hommage indirect mais évident à son prédécesseur, M. Jack Lang.

On peut être sûr que, à son nouveau poste, M. Léotard ne restera pas inactif. Le secrétaire général du Parti républicain a trop le souci de son image politique pour ne pas tenter d'égaliser la cote de popularité de M. Lang. On peut espérer qu'il s'efforcera d'effacer la mauvaise réputation de la droite dans ce domaine. M. Léotard n'est pas déjà, sur l'antenne de TF 1, banni tout surprise d'une écarté l'idée d'une chasse aux sorcières, renvoyé aux oubliettes l'image du « ministère de l'information », jugé trop « ringarde » ?

Reste à savoir si le nouveau ministre pourra conjuguer si aisément volontarisme et idéologie ultra-libérale. En étudiant de près ses dossiers, M. Léotard ne va pas tarder à s'apercevoir que, du prix du livre à

l'industrie des programmes, en passant par la santé du cinéma français, le développement de la culture ne fait pas toujours bon ménage avec les lois du marché et que ce sont les professionnels eux-mêmes qui demandent réglementations, aides de l'Etat et protectionnisme aux frontières. Aux PTT et à l'Industrie, son ami M. Alain Madelin va sans doute rencontrer des problèmes similaires. En confiant ces dossiers « sensibles » à ses partenaires les plus libéraux, M. Jacques Chirac leur a peut-être fait un cadeau empoisonné.

JEAN-FRANÇOIS LACAM.

M. Léotard l'avenir et le passé

Communication, Industrie, Droits de l'Homme, fonction publique, l'UDF tient à tous les postes d'avenir du gouvernement : M. François Léotard l'a affirmé, sur TF 1.

Son ministère occupe la quatrième place dans la hiérarchie gouvernementale. M. Léotard s'en est félicité : « C'est la première fois que la culture occupe un niveau aussi haut ». Le nouveau ministre a précisé qu'il avait demandé lui-même ce « secteur capital ».

En réalité, ce n'est pas la « première fois » que la culture occupe un rang aussi élevé. André Malraux, ministre d'Etat chargé des affaires culturelles, avait occupé le premier rang de la hiérarchie gouvernementale dans les divers cabinets Pompidou puis Couve de Murville entre le 15 avril 1962 et le 20 juin 1969.

M. K.

TDF BROUILLANT LA DIFFUSION SUR SATELLITE

M. Silvio Berlusconi ne reçoit plus la « 5 »

De notre envoyée spéciale

Milan. - Samedi 22 mars après-midi, M. Berlusconi rentre dans sa villa d'Arcore, non loin de Milan. Il allume la télévision, passe ses chaînes en revue. « Canale 5 », « Italia 1 », « Rete 4 », en Italie. Mais de « 5 » française, point. A la place du décor de présentatrices et des sourires de Mito Buonfigliano, le présentateur vedette, une mosaïque posée à la moulins.

La veille, pareille mésaventure était arrivée à M. Valerio Lazarov, directeur de Videotime, la société de production de M. Berlusconi, qui voulait fièrement prouver à un journaliste français, de passage à Milan, que du Palazzo del Cigni, siège de « Canale 5 », on contrôlait aussi la dernière télé française de l'Empire Berlusconi.

Dans les deux cas, la surprise est totale. Un problème de réception ? L'état-major de la télévision commerciale italienne « pirate », en effet, la cinquième chaîne française grâce à une grande parabole qui capte directement le signal que diffuse le satellite de télécommunications « Télécom 1 » en direction des récepteurs de TDF.

Coup de téléphone aux techniciens italiens. Rien dans les paraboles. Pas le moindre orage dans le ciel - pour une fois bleu - de Milan. La vérité : la France crypte le si-

gnal. Un problème de concurrence entre le satellite de télécommunications Télécom et le futur TDF 1 conçu comme le seul satellite de diffusion directe devant être reçu par les particuliers (le Monde du 31 mars). Télédiffusion de France ne veut pas que se crée un marché des antennes pour les satellites de télécommunication qui diffuseront déjà une quinzaine de chaînes en Europe, alors qu'il s'apprête à lancer celui des paraboles (plus petites, moins coûteuses) pour la réception de TDF 1.

M. Berlusconi ne devrait-il pas partager les craintes de Télédiffusion de France ? La « 5 » doit être en effet « embarquée » sur TDF 1. TDF le protègerait-il de lui-même ? « Non », répond M. Berlusconi. La réception actuelle est trop marginale. Le désaccord est carrément philosophique. « Je pense que c'est un malentendu, la richesse de la télévision, c'est de se faire voir ».

Les dirigeants de France 5 ont donc demandé à TDF de rediffuser leur chaîne en clair. Non que le cryptage affecte les recettes publicitaires, assure M. Berlusconi, vu le nombre encore restreint des « pirates ». Mais, finalement, parce que... « c'est très peu commode pour moi », conclut le patron de la première télévision commerciale italienne.

DOMINIQUE BAROUCQ.

Le Monde
PUBLICITE LITTÉRAIRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4356

Philippe Clément
Pdt du Comité de Soutien
Chagnaud et Fils.
Philippe André
Fruidam Orangina.
Raphaël Aris
Solstanché.
Bernard Arnault
Christian Dior.
Bernard Attali
GAN.
Paul Andrain
Comité Colbert
Christian Dior.
Michel Baroin
Garantie Mutuelle
des Fonctionnaires.
Raymond Beaudet
Roux-Combaluzier Schindler.
Gilberte Beaux
Générale Occidentale.
Jean-Louis Boffa
Saint-Gobain.
Pierre Bellon
Sodexo.
Jean Bergeron
Comité Colbert.
Davis S. Bigelow
Poclain.
Alain Boucheron
Boucheron.
Philippe Bonriez
Groupe Cora Revillon.
Patrice Bourrut-lacouture
France Construction.
Francis Bouygues
Bouygues.
Robert Brouard
Sté Polyrey.
Georges De Buffévent
SPIE Batignolles.
René Augereau
SCREG.
Jean Calmon
Apple Computer France.
Jacques Calvet
Peugeot S.A.
Michel Caste
Loterie Nationale
Loto National
Yvette Chassagne
UAP.
André Chaufour
Dumez.
Jacques Chaumet
Comité Colbert - Chaumet.
Alain Chevalier
Moët Hennessy.
Alexandre Couvrelaire
Eurair International.
Jean-Claude Decaux
JC Decaux.
Bernard Deconinck
Sommer Allibert.
Edouard Decoster
Legrand S.A.
Jean Deslauriers
Crédit Lyonnais.
Jean-Jacques Delort
Au Printemps.
Jacques Dermagne
C.N.C.
Jean-Louis Descours
Chaussures André.
André Doucet
S.T. Dupont
Jean Dromer
Association Française
des Banques.
Paul Dubrue
et Gérard Pelisson
Accor.
François Dumas
Jacques Vabre.
Jean-Louis Dumas-Hermès
Comité Colbert - Hermès.
Jacques Dupuyduby
S.C.A.C.
Robert Duranthon
Martini & Rossi.
Pierre Eelsen
Air Inter.
Philippe Essig
S.N.C.F.
Jean-Martin Folz
Jeumont Schneider.
François Fournier
Nozal S.A.
Claude Fousier
Parisienne de Boissons
Gazettes.
Jacques Friedmann
Caisse d'Épargne de Paris.
Cie Parisienne
de Chauffage Urbain.
Pierre Gauthier
Brasserie Mollard
Hôtel Anglo-Américain.
Jean-Louis Giral
Fédération Nationale
des Travaux Publics.
Jean-Jacques Guerlain
Comité Colbert - Guerlain.
Jacques Guggenheim
Locatel.
Antoine Guichard
Casino.
Pierre Guillem
La Mondiale.
Raymond Guimoneau
Campanon Bernard.
Jean-Yves Haberer
Banque Paribas.
Jean-Claude Jammes
Sté Auxiliaire d'Entreprises.
André Jarroson
GTM Entrepren.
Christian Kerkhans
Les Charpentiers de Paris.
Robert Labarre
SAGEM.
Bernard Lacoste
Chemise Lacoste.
Jean-Luc Lagardère
Matra.
Jacques Lallement
Fédération Française
des Sociétés d'Assurances.

René Lapautre
U.T.A.
Bernard Lathière
Aéroports de Paris.
Maurice Laure
Nouvelles Galeries
Réunies.
Olivier Lecerf
Lafarge-Coppée.
Patrick Lefebvre
Estée Lauder S.A.
Loïc Le Floch Frigent
Rhône-Poulenc S.A.
Jacques Lemoultier
IBM France.
Louis Lesne
Fougerolle.
Georges de Leusse
Primitères S.A.
Robert Lion
Caisse des Dépôts
et Consignations.
Marceau Long
Air France.
René Loubert
Usinor.
Jean Maincon
Akzo Coatings S.A.
Claude Mandel
S.P.R.
Henri Martre
Aérospatiale.
Michel Maurer
Cogedim.
Jacques Mayoux
Société Générale.
Georges Meyer
Galeries Lafayette.
Thierry Meyer
S.A. Philips.
Serge Michel
S.G.E.
Philippe Midy
Poulain Industries S.A.
François Missoffe
Fédération Nationale
des Syndicats des Sociétés
de Commerce Extérieur.
Jérôme Monod
Lyonnais des eaux.
Victor Moritz
Trecan.
Bertrand Mure
Comité Colbert
Moët & Chandon.
François-Xavier Ortol
Total.
Osmann Aidi
Royal Monceau Hôtel S.A.
Roger Pagazani
LMT Radio Professionnelle.
Jean Panhard
Automobile Club de France.
Georges Peberon
Cie Générale d'Electricité.
Michel Pecqueur
ELF Aquitaine.
Christian Pellerin
SARL.
Jean Peyrelevalde
Cie Financière de Suez.
Didier Pineau - Valencienne
Schneider S.A.
Patrick Pollet
La Redoute.
Antoine Riboud
B.S.N.
Patrick Ricard
Pernod Ricard.
Robert Ricci
Comité Colbert-Nina Ricci.
Georges Roques
Kodak Pathe.
Philippe Rousselle
Segeco.
Jean-Pierre Rozan
Sté Commercial
de Métaux et Minerais.
Rolf Ruegg
Avis -
Location de Voitures.
Yves Sabouret
Hachette S.A.
Edouard Sakiz
Roussel Uclaf.
Herbert Schmitz
Procter & Gamble France.
Gérard Seul
Euromarché.
Didier Simond
C.C.I.L. Val d'Oise-Yvelines.
Jean-Louis Solal
Société de Centres
Commerciaux.
Jacques Stern
C.I.I. Honeywell Bull.
Jean-Michel Stetten
Boutet S.A.
René Thomas
BNP.
Gilbert Trapanard
Banque Petrofigaz.
Gilbert Trigano
Club Méditerranée.
Michel Vailland
Schlumberger Limited.
Pierre-Marie Valentin
Technip.
Berno - Claude Vallières
Avions Marcel Dassault.
Antoine Veil
Wagons Lits.
Jean-Marc Vernes
Beghin Say.
Philippe Veron
Nestlé France.
Jean-Louis Vilgrain
Grands Moulins de Paris.
Bernard de Villemejeane
Imetal.
Jacques Vincent
Exor.
Jacques Wirz
Europcar International.
François Zannotti
S.C.O.A.
Charles Zviak
L'Oréal.

L'ESSENTIEL, C'EST DE PARTICIPER. L'IMPORTANT, C'EST DE GAGNER.

PARIS 1992



L'essentiel c'est de participer. Cette phrase le Baron Pierre de Coubertin l'a prononcée à Paris en 1892. L'important c'est de gagner. C'est la volonté qui anime l'Association pour la Candidature de Paris aux Jeux Olympiques de 1992 présidée par Jacques Chirac. Organiser les Jeux Olympiques à Paris représente une chance pour la France. Une chance que veut saisir le Comité de Soutien. Autour de Philippe Clément, Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris: Marcel Bleustein-Blanchet - Publicis, Francis Bouygues, Bouygues, Michel Caste - Loto, Alain Chevalier Moët Hennessy, Jean-Claude Decaux Affichages Decaux, Bernard Deconinck - Sommer Allibert, Guy Dejouany - Cie Générale des Eaux, Paul Dubrue et Gérard Pelisson - Accor, Jean-Yves Haberer - Paribas, Jean-Luc Lagardère Matra, René Lapautre - U.T.A., Jérôme Monod Lyonnais des Eaux, Jacques Stern - Bull, Gilbert Trigano - Club Méditerranée, soutiennent cette candidature. Ils ont déjà été rejoints par 140 autres entreprises. Ils savent tous que l'important c'est de gagner, mais que chaque victoire a son prix. Pour que Paris puisse montrer au monde sa volonté de gagner, Paris a besoin de vous. Pour gagner, il est donc essentiel que vous participiez. Maintenant. Pour soutenir le Paris Olympique: Comité de Soutien à la Candidature de Paris 27 avenue de Friedland, 75008 Paris. APPEL GRATUIT 05 001992.

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

culture

CINÉMA

LE PRIX DU FILM D'HUMOUR A CHAMROUSSE

Encore un Monty Python

Le Festival de Chamrousse est né avec de la chance. Son premier palmarès, en 1976, devait récompenser *Nous nous sommes tant aimés*, d'Étienne Sella, et *l'Acrobate*, de Jean-Daniel Pollet. D'emblée, le Festival international du film d'humour marquait ainsi ses distances avec la rigolade. Les jurys successifs allaient d'ailleurs continuer dans cette voie et primer, entre autres, *Brancaccio* de Monticelli, *le Jeu de la pomme*, de Vera Chytilova, *les Folles Années du twist*, de Mahmoud Zemmouri, voire *le Rôti de Satan*, de Fassbinder. Mais sortirent aussi du chapeau, ces dernières années, de grands succès commerciaux comme *Les dieux sont tombés*

sur la tête et *Y a-t-il enfin un pilote dans l'avion*? Si bien que, les films les plus drôles n'étant pas toujours les meilleurs, on peut se demander si, à Chamrousse, la priorité va au rire ou au cinéma.

Le palmarès 86 enregistre l'annexion du film comique anglo-saxon par la télévision. Jeune réalisateur venu du petit écran, Christopher Morahan raconte à l'économie (d'acteurs et surtout d'audaces formelles) la course hilarante d'un proviseur de collège contre le temps - d'où le titre : *Clockwise* - et la poisse. Malgré une très jolie scène de téléphone récalcitrant, un argument aussi mince n'aurait pas

emporté la décision si John Cless, transfuge des Monty Python, n'incarnait, toute humiliation bue, jusqu'au délire masochiste, ce flâneur pervers qu'on dit brisé. Ce grand prix aurait dû aller non au film mais à l'acteur.

Fable très morale sur la récupération des surdoués par la CIA, sorte de *War games* format télé joué par des jeunes gens tous débutants, tous épatants, *Real Genius* d'une jeune cinéaste américaine inconnue (Martha Coolidge) a prouvé que les goûts du public vont inconditionnellement à tous les avatars du cinéma-spectacle. Plus que *Finders Keepers* de Richard Lester, enfilade fébrile de gag souvent très proches de la vulgarité, le prix spécial du jury (présidé cette année par le producteur Raymond Dancow) aurait légitimement pu récompenser le Géorgien Eldar Chingelidze (frère du réalisateur de *Piromani*) et ses *Montagnes bleues* pour la sincérité des visages, le surréalisme du décor, la subtilité des cadrages.

A l'issue de ce onzième Festival, le producteur Jean-Claude Patrice a renoncé à ses fonctions de délégué général et a laissé à son président et complice, Jean-Claude Croppart, le soin d'apaiser les « tiraillements » du comité organisateur et d'assainir une situation financière précaire. Avec un budget de 500 000 F (cinq fois moins qu'Avoriaz, 10 000 F de moins que l'année dernière), une salle unique et inusitée, une infrastructure hôtelière insuffisante, une implantation à cheval sur deux communes, Chamrousse n'aurait pas eu lieu cette année sans le sauvetage in extremis du Conseil général. Mais, station familiale moyennement fréquentée, Chamrousse a-t-elle le besoin et les moyens d'un festival aux dents longues?

ANNE REY.

LE PALMARÈS

Grand prix et prix de la critique : *Clockwise*, de Christopher Morahan.
Prix du public : *Real Genius*, de Martha Coolidge.
Prix spécial : *Finders Keepers*, de Richard Lester.
Courts métrages primés : *l'Objectif*, de Jean-Pierre Roussin; *Boi de jour*, d'Henri Gruzman; *l'Épave*, de Serge Meynard; *Camel Blues*, de Philippe Deris.

« Touki-Bouki » de Djibril Diop Mambety

Film-surprise, film-choc, qui nous parvient au moment où le cinéma africain semble plongé dans la plus profonde léthargie. Touki-Bouki, de Djibril Diop Mambety, Sénégal, a dû subir treize ans de purgatoire avant de réussir à percer nos écrans. Il trouve enfin son public, un public nombreux, surpris de rencontrer une œuvre si impertinente, si tonique.

Dakar hier et aujourd'hui, Dakar de toujours, Dakar de la colonisation toujours présente dans les esprits. Un jeune berger conduit son troupeau de zébus, à califourchon sur l'un d'eux. Saut dans le temps. Les ennemis sont ornés à l'abattoir, Mory l'ancien berger rejoint la ville, enfourche sa motocyclette où des cornes de zébu ornent symboliquement le guidon. Il a une petite amie, Anta, garçon menquée. Le rêve pour les deux amoureux : carrément franchir l'océan, gagner la France et Paris, que ne cesse d'exalter une rengaine de Joséphine Baker, ultime symbole d'une aliénation partout présente. Chacun magouille, s'accroche à ses petits privilèges. Mack Sennett est au rendez-vous avec un cousin de Mory soudain promu fils et qui dirige la circulation comme s'il dansait le mambo. La politique guetta, avec un parti officiel tout prêt à vous tabasser sans rima ni raison.

Il fait beau, la mer respire, il y a des moments d'harmonie, de passion physique, de beauté pure. Mais il faut bien se débrouiller pour partir, trouver l'argent. Alors, tous les moyens sont bons, à commencer par l'escroquerie infligée à un pédéraste noir rondouillard. Au passage, de brèves Blancs de coopérants calculent au plus juste les avantages qu'ils retirent de leur travail dans l'ancienne colonie. Anta s'embarquera seule; Mory erre comme une âme en peine.

Tout ce qui, entre d'autres mains, ressemblerait à un persim, à une leçon de choses, n'est chez Djibril Diop Mambety qu'esquisse, effusion rapide. Tout le monde en prend un peu pour son grade. Mambety, qui n'avait guère plus de vingt-sept ans quand il nous racontait cette histoire insensée, attend toujours une carte blanche pour poursuivre sa mission de désintoxication.

LOUIS MARCORELLES.

ROCK

VINGT-CINQUIÈME ANNIVERSAIRE DES ROLLING STONES

« Dirty Work », avec plaisir

Le fond de la pochette est bien roi. Autour d'un canapé vert, Charlie somnole à même le sol, Bill (ête appuyée sur le poing) attend que ça passe. Ron, mal fagoté, mangé en partie par le cadre, en équilibre sur le dossier. Par terre, adossé au mur,

les chasseurs panthères de Keith, le pantalon jaune canari de Mick, le satin mequereau; s'ils ne sont plus ce qu'ils ont été, ils n'en sont pas l'opposé, plutôt la contrepartie iconoclaste, l'ironie sublimée. Pères de famille peut-être, mais toujours

Back to the roots 66, la verdure retrouvée, la verde réanimée, c'est un disque de rock basique, fait d'un blues, taillé d'une pièce dans la matière, peinte du blues et du rythme blues. Presque anachronique tant il est élémentaire. A l'exception du reggae (*Too Rude*, frot d'écho et plus vrai que nature) et du slow (*Sleep Tonight*) qui terminent chaque face, et, peut-être, du 45 tours (la reprise de *Harlem Shuffle*), le reste des morceaux a la même configuration à l'emportepièce, chaotique et très peu arrangée. Batterie marteau-piqueur, trappe éthérique, tempos saccadés pour mélodies expéditives et thèmes honnêtes.

Jagger n'a jamais autant mangé ses mots (qu'il ne mâche pas, par ailleurs) sur des textes définitivement gaulois et pleins de morgue aristocratique. Tombent de ces dames comme aux meilleurs jours, il éructe à l'envi, la bouche en cœur et la moue sur la lippe, en voit canaille et gaularde, retrouvant les aspérités perdues sur l'album solo, *She's the Boss*. Les duettistes Richards/Wood passent duellistes, le disque est fardé de guitares, les solos chevauchés saccadés aux riffs plaqués sec, tranchants sur *Flight*, en dérapage sur *Hold Back*, au bluesy sur *Had It With You*.

Les Stones ont, semble-t-il, accouché dans le plaisir. Par extraordinaire - même si les invités sont nombreux : Tom Waits, Jimmy Page, Bobby Womack, Jimmy Cliff, etc. - ils n'avaient pas donné l'impression d'un groupe aussi soudé depuis longtemps. Dépositaires à leur tour d'une conscience rock, de l'insouciance qui la balance, ils honorent le choc. L'album est dédié à Ian Stewart, le sixième Stone de l'ombre, décédé en début d'année : « Merci, Stu, pour vingt-cinq ans de boogie-woogie. » Belle épitaphe.

ALAIN WAIS.

* Dirty Work (CBS, 86321) : sortie mondiale le 24 mars.



Mick Jagger dans ses œuvres (Photo CLAUDE GASSIAN)

Mick étend négligemment une jambe sur le canapé que Keith occupe à lui seul, regard droit sur l'objectif. Chacun dans son rôle, en somme.

mauvais garçons. Businessmen sévères, mais toujours dévoués de l'honnête homme.

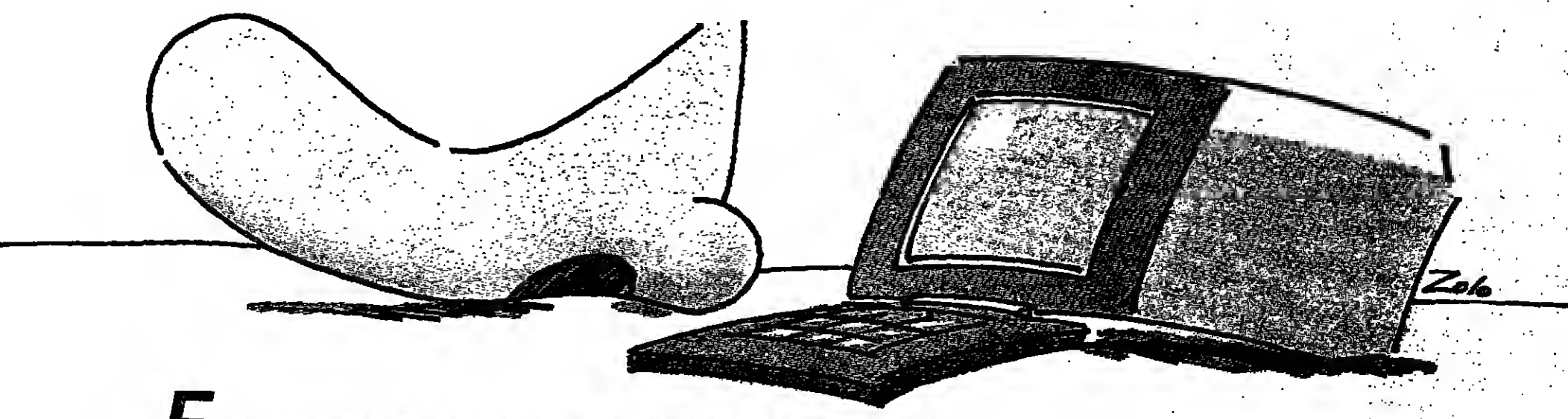
A Londres, le mois dernier, ils recevaient en direct de Los Angeles un Grammy Award pour vingt-cinq ans de rock'n'roll. Un quart de siècle de bons et loyaux services rendus à une cause perdue depuis longtemps pour les rebelles. Soyons justes, personne n'attend plus des Rolling Stones autre chose qu'un disque des Rolling Stones. Simplement - et sans illusion - qu'il soit meilleur que le précédent et, autant que faire se peut, moins pire que le suivant.

Basique

Enregistré, comme ils en ont pris l'habitude, aux studios de Boulogne-Billancourt, celui-ci est d'une santé dont on ne les croyait plus capables.

2 PLACES POUR CYRANO? AVEC MINITEL, FAITES UN PIED DE NEZ AUX FILES D'ATTENTE.

NOUVEAU



Fini les files d'attente, les déplacements inutiles... Désormais, grâce à Spectamatic, vos places de théâtre, concert, ballet, music-hall, plus de 1000 spectacles par saison, sont chez vous, à portée de Minitel.

Avec Spectamatic, vous pouvez : • Obtenir une information complète sur tous les spectacles et concerts de la saison parisienne. • Choisir votre catégorie de place sur le plan de salle et la réserver à la date et à l'heure de votre choix. • Régler en composant simplement le numéro de votre carte bancaire.

Et, suivant les cas, vos billets vous seront expédiés à domicile ou délivrés au contrôle juste avant la représentation.

Alors, pour sortir, ne sortez plus... Jouez la réservation en direct sur Minitel!

36 15 91 77
Code: MATIC

SPECTAMATIC SUR MINITEL : RESERVEZ VOS PLACES SANS VOUS DEPLACER.

THÉÂTRE

« UN CHAPEAU DE PAILLE D'ITALIE », à la Comédie-Française

Vaudeville-cauchemar

Bruno Bayen s'empare de la pièce d'Eugène Labiche et imagine une noce cauchemardesque, menée à train d'enfer par un jeune pensionnaire, Philippe Fretun, aux côtés de Michel Aumont et de Denise Gence. Première ce lundi.

13 h 30, un jour de la semaine passée au Français. Sur la scène, les techniciens mettent la dernière main à l'installation des décors du premier acte de la pièce d'Eugène Labiche, *Un chapeau de paille d'Italie*. Dans la fosse d'orchestre, les musiciens s'accrochent à leur chef, Michel Aumont, met de l'ordre dans ses partitions.

Dans la salle, une multitude de photographes, pourrit de pellicules une ode d'appareils photo. Bruno Bayen, metteur en scène invité par Jean-Pierre Vincent, administrateur de la Comédie-Française, donne ses instructions et s'en va s'installer au balcon pour

assister au «filage» de la pièce, c'est-à-dire à la répétition de la totalité du spectacle, scène après scène, acte après acte.

Un chapeau de paille d'Italie en compte cinq, mêlés de «couplets». Cette pièce a été écrite en 1851, année incertaine où Napoléon III perçait déjà sous Charles Louis Bonaparte. Au théâtre, le vaudeville triomphe, sans gloire. La comédie attend encore de s'enrichir d'une œuvre qui sera écrite un peu plus tard, la *Dame aux camélias*.

Eugène Labiche livre, au mois d'août, sa nouvelle comédie écrite avec son confrère Marc-Michel, sans y croire. Son bête, le directeur du Théâtre du Palais-Royal, estime que le texte est stupide. Labiche assiste le moins possible aux répétitions de son spectacle. Il obtiendra pourtant avec ce *Chapeau* son premier grand succès.

Peut-être moins pour ce qui est immédiatement lisible dans la pièce,

une histoire rococo, mais pour son essence, ressortit au rêve. L'histoire d'abord : le cheval d'un jeune bourgeois parisien dévore, le jour de ses noces, le chapeau de paille d'une épouse volage, retardant d'autant les noces du jeune fiancé, qui se doit de remplacer l'objet détérioré avant toute cérémonie.

Le rêve ensuite, ou plutôt le mauvais rêve, le cauchemar, si l'on en croit René Clair, qui a adapté la pièce pour le cinéma. Rêve d'amour, celui de Fadinard, interprété par Philippe Fretun, jeune comédien devenu pensionnaire de la Comédie-Française pour l'occasion, qui a de cesse que vienne la nuit pour retrouver sa belle : cauchemar aussi puisque, pour un contretemps imbécile, on le rejoindra chez une ancienne maîtresse, Clara (Catherine Samie), une baronne excentrique (Denise Gence), un mari trompé (Roland Amstutz)... poursuivi par son beau-père (Michel Aumont) à la tête d'une noce impitoyable.

C'est cette essence, ce rêve agité, qui a essentiellement convaincu Bruno Bayen de monter ce spectacle. Il n'est pourtant pas un «rêve labichien» et n'avait jusqu'à présent travaillé que sur des textes contemporains. Au Français, il aurait dû continuer sur cette voie si les discussions engagées avec Marguerite Duras avaient abouti. Ce ne fut pas le cas.

Ainsi, il a choisi *Un chapeau de paille d'Italie*, dont il a, cela est manifeste, fait une ancienne maîtresse de la répétition, voulu faire ressortir la grâce, ce qu'il appelle «la vraie poésie, cristalline, qui ne repose presque sur rien et qui touche pourtant à l'essentiel de la comédie».

Il est aidé pour cela par les vastes et blancs décors de Michel Millemcamp, que les téléspectateurs d'Antenne 2 connaissent bien puisqu'il a réalisé ceux d'*Apostrophes*, de *l'Heure de vérité*, de la soirée *Electrolux*. Hants et fesses, ils ajoutent encore à la dimension onirique de la mise en scène et font mieux apparaître les couleurs des beaux costumes créés par Rosalie Varda, à l'appel du parti pris surréaliste de Bruno Bayen.

Et puis il y a l'orchestre, la musique, les couplets de Labiche qui s'en viennent poutiser, souligner l'action. Tous, à l'exception de deux, ont été respectés. Deux autres ont été écrits par le compositeur Jean-Marie Sénia pour permettre de longs et difficiles changements de décor. Citant les airs en vogue tout au long du dix-neuvième siècle, empruntés à Mozart, Orléans, Boettcher et beaucoup d'autres, la partition est riche, ajoute tantôt au rêve, tantôt au cauchemar et crée un univers original qui fait un pont entre l'époque de la création de la pièce, les années trente et l'expressionnisme, et aujourd'hui... Belle performance!

Les comédiens ont dû beaucoup travailler pour suivre ce parti. Seul à seul avec le compositeur, ils ont, so piano, exercé leur voix. Jean-Marie Sénia a composé une musique qui tient compte de leur tessiture tout en leur indiquant une manière de chanter qui pourra surprendre. Pas de concession au vaudeville, son propos est ailleurs. Tous ne semblent pas avoir encore la même aisance. Difficile de jouer la comédie, respecter la mise en scène et suivre la baguette du chef d'orchestre.

C'est le tribut à payer pour offrir au public d'aujourd'hui un spectacle qui devrait le surprendre, le convaincre. Cette farandole, écrite sans conviction au milieu du siècle dernier, a trouvé, dans les mains d'une équipe très jeune - Bruno Bayen, Michel Millemcamp, Rosalie Varda, Jean-Marie Sénia et Philippe Fretun - tout un monde de quarante ans, une joie, une force surprenantes. Et puisqu'elle est servie par les grands comédiens que sont Michel Aumont, Guy Michel, Catherine Samie et Denise Gence, qui fait ici ses adieux à la Comédie-Française, on peut déjà lui promettre de fort beaux jours.

OLIVIER SCHMITT.

★ *Un chapeau de paille d'Italie*. Eugène Labiche et Marc-Michel. Comédie-Française, à partir du 24 mars (en alternance jusqu'au mois de juin). Location: (1) 40-15-00-15.

MUSIQUE

JESSYE NORMAN ET ERICH LEINSDORF

« Est-ce donc cela, la mort ? »

Curieuse alliance au dernier concert de l'Orchestre national, samedi : Jessye Norman, opulente déesse noire, fendant l'air majestueusement, soulevée par les vagues d'enthousiasme d'une foule conquise d'avance, suivie à distance par Erich Leinsdorf, petit, sec, pétillant derrière ses lunettes, autoritaire, le gabarit et la silhouette d'Igor Stravinsky à la fin de sa vie.

L'ancien chef du Boston Symphony se fait obéir au doigt et à l'œil, et l'Orchestre de Paris filait comme une machine bien réglée dans une *Hiérarchie Symphonique* de Beethoven, brillante et impeccable quoique sans grande saveur, et surtout les *Métamorphoses* sur des thèmes de Weber, de Hindemith, formidable concerto pour orchestre, débordant d'un sain optimisme, où les cuivres en particulier se couvrent de gloire. Impossible de résister à ces mouvements de bras d'une précision quasi géométrique, en dépit d'un maniérisme des mains assez contourné parfois.

Cet éclat orchestral où Leinsdorf se complait visiblement, il allait le mettre au service de l'immensité vocale de Jessye Norman; dans la scène finale du *Capriccio*, de

Stravinsky, ce fut admirable, avec la grande dimension comique de cet adieu de Strauss à la vie, si calme, profond, abandonné aux limites de l'univers. La voix au sommet de sa courbe, planant en longues orbes, avec mille expressions microscopiques dans ce timbre de diamant jusqu'à l'azur profond de la nuit dans le grave. « Est-ce donc cela, la mort ? » Le beau visage, si jeune tout à coup, la tête un peu renversée, les yeux levés, le corps statufié, comme un hymne au sommeil sur cette dernière page crépusculaire qui s'en finit pas de s'éteindre, bandes de nuages à l'horizon où le soleil disparaît.

JACQUES LONCHAMPT.

★ Programme redonné ce lundi 24 mars, salle Pleyel, et qui sera transmis ultérieurement à la télévision.

LA 4^e SYMPHONIE DE MAHLER, par Vaclav Neumann

Au bord du paradis

On attendait beaucoup de la 4^e Symphonie de Mahler, jouée par l'Orchestre national, sous la direction de Vaclav Neumann, qui en a gravé une admirable version (1), avec la Philharmonique tchèque, il y a six ans. Ce chef prestigieux aux gestes simples, plein d'allant, fait penser à un maître d'école qui entraîne ses élèves sur le chemin de la connaissance et de la beauté avec un enthousiasme irrésistible.

Pourtant, il semblait au début que nos musiciens aient quelque mal à le suivre : un certain manque d'homogénéité, des sonorités lourdes dans ce premier mouvement si lumineux, d'une gaieté sans ombre, rare chez Mahler, dont Neumann fait si bien ressortir le côté dur et rustique.

retrouvait le poli, les transparences mystérieuses de la Philharmonique tchèque.

Sur le bèvement des pizzicati, tombant comme une balle de passe-caille réveuse, se déployait la double série de variations alternées qui mène, comme dans la 9^e Symphonie de Beethoven, jusqu'à l'éclatante irruption de la lumière. Et l'on se livrait sans arrière-pensée à l'étonnante vision de la «vie céleste», fouettée par les grottes du mouvement initial, exquiment chantée par Kristina Laki, qui détaillait ce texte avec beaucoup de grâce, d'une voix d'enfant brode d'harmoniques sombres, et nous laissait au bord du paradis.

J. L.

(1) Supraphon, 204 001; l'intégrale des symphonies de Mahler, par Neumann, vient de paraître chez le même éditeur en quatorze disques (1110 4001/15).

CONCERTS

INDOCHINE, au Zénith

Rengaines et frimousses adolescentes

Dernière Téléphone, Indochine est, par les ventes, le second groupe de rock en France : leur troisième album («3») a dépassé les 250 000 exemplaires, le 45 tours *Troisième Sexe*, classé en cinquième position du Top 50, atteint les 400 000 exemplaires. Depuis la mi-janvier, leur tournée dans les régions fait un tabac. A Paris, il a fallu ajouter trois concerts à celui prévu au Zénith - en a même songé à louer le palais de Bercy ! Enfin, les quatre Parisiens ont débordé Téléphone pour la tournée «meilleur groupe français» dans le référentiel annuel de *Nez*.

Besoins de la création

Incontestablement, il existe un phénomène Indochine. Le plus curieux - et c'est la première fois - c'est qu'il sert des frontières de l'Hexagone : le groupe commence à vendre en Scandinavie, en Espagne, en Canada. Les Japonais, dit-on, font mine de s'y intéresser. Les raisons ? L'habillement, surtout et avant tout. Ils ont un style cohérent avec ce qu'ils font : bien-mis façon jeunes gens modernes, belles frimousses, la séduction est au premier degré. Textes (néo-exotiques) et musiques (reggae au ras des paquerettes) sont sur le même palier. Le public est, pour l'essentiel, adolescent.

Tout a commencé en 1982 avec une chanson *L'Aventurier*, gimmick

entêtant, mélodie séduisante, fraîcheur de ton, un texte qui prônait l'aventure avec Bob Morane (héros adolescent par excellence) en vedette. Le groupe annonçait la couleur, c'était bien joué. L'emmi, c'est que, depuis, Indochine se contente de décliner à l'infini le même morceau. Jusqu'au chanteur qui se tient fermement à ses agaçantes manières d'accentuation et à ses tics de langage. Les limites sont négligeables si on sait en tirer une identité, mais ce groupe qui se veut apôtre de l'aventure est le moins aventureux qui soit.

Reste un produit de marketing bien ciblé. Plutôt gentils garçons, sûrement sincères, de bonne volonté (ça s'écrit rien), on avance qu'ils apprennent sur le fait. Le moins qu'on puisse dire, c'est après trois albums, qu'ils n'apprennent pas vite. Alors, on peut être content de ce qui leur arrive (ça fait au moins un groupe qui vit bien en France), mais, le succès aidant, ces besoins de la création sont en train de faire école, avec des clones (Partenaires particuliers, Vienna) qui suivent déjà leurs traces.

A. W.


★ Au Zénith du 24 au 27 mars, à 20 heures. Le concert du 27 mars sera retransmis en direct par satellite dans les salles de cinéma d'une centaine de villes françaises qui n'ont pas été visitées par la tournée.

★ Disques chez RCA-Ariola.

M.C.93 BOBIGNY

15 AVRIL - 18 MAI 1986

TCHEKY KARYO MYRIEM ROUSSEL BENOIT REGENT



OTHELLO

MISE EN SCENE HANS PETER CLOOS

LOCATION OUVERTE: 48.31.11.45 - 3 FNAC

Style marin en tricot

Le style marin ressort dans les tricotés de la vie quotidienne, revient à rayures, et porté avec des bijoux de marin russe, la calligraphie cynique apportant une note d'audace.

Les ensembles de Karl Lagerfeld sont savants et pleins d'humour : de la redingote de dandy profilée et ceinturée, sous le mollet aux jolies blouses blanches déborderes aux jupes de velours noir, idéales pour soirs de fête.

Le luxe de Claude Montana incite au rêve : liques de vision gris bleue, tunique et pantalons en

agneau ou daim plié de Millau, beige rose, vestes en A de zibeline dorée. Echarpes de fourrure qui serpentent autour du bras et du cou à partir d'une manche. Les redingotes ceinturées à la cheville sur des pantalons-bottes alternent avec les vestes «baby doll» sur des jupes étreintes.

Beaucoup de sept-huitièmes, dans les rendez-vous de voyage d'Emmanuelle Khanh, dont une jolie série de tailleurs ajustées de Gailles gris. Ses ensembles dépareillés jouent les tons sombres.



éclaircies de notes perles, saumon ou citron.

Chez Dorothée Bis, les nouveaux pantalons larges le disputent aux bermudes en jersey de laine et en tricot uni ou à côtes. Les robes marquent le corps, la fluidité épaississant ou crépuscule en crêpe viscose et dentelles noires.

Les perçages d'Angelo Tarlazzi très réussies, sont adaptées à la vie quotidienne, habillent juste avec un brin d'humour, façon cosette, en tricot gris. Merveilleuse Direction en jersey de laine noire, en mousseline créponnée.

Enrico Caveri, c'est l'homme-orchestre de la mode italienne. On s'arrache ses jeans, ses tenues de ski et ses modèles pour enfants. On en fera autant pour ses maillots, ses corsages et ses robes pailletées à la main sur tricot particulièrement séduisants.

Tout est structuré chez Jin Abe, même les robes drapées bicolorées s'enroulant autour du corps sous de grandes capes de laine ou du taffetas changeant, ces dernières mettant en valeur de nom-

breuses robes pailletées en tons fluo.

Maryl Larvin se plonge avec bonheur dans les archives de Jeanne Larvin, d'où de beaux bijoux du décorateur Rateau et des châtelaines arts déco sur de jolis ensembles moulants en couleurs vives soulignées de noir.

Carrut recourait les vestes de ses tailleurs près du corps et croisés, sur jupes droites dans des laines et soies aux dessins intriqués. L'ivoire apporte une note précieuse aux grandes bouffantes à manches arrondies, et les rayures tertiaires en tons sours renouellent le genre.

Le grand art de Sonia Rykiel, c'est la façon dont elle marie l'uni et les rayures dans ses tricotés, appuyés d'un nœud papillon à l'encolure sous de gros manteaux à panneaux bicolorés appuyés à la taille. Les oppositions de couleurs gentiment et affinent les bras. Les robes fuchsia western à volants sont absolument... parisiennes.

NATHALIE MONTSERVAN.

Issey Myake, trompe-l'œil

Chez Issey Myake, l'œil s'ébahit, s'égare à la recherche d'un signe de reconnaissance. Mais tout est trompe-l'œil. Les drapés, partant d'on ne sait où, aboutissent nulle part, s'enroulent, glissent, se glissent dans les plis qui s'envolent en écharpes, en étoles, et se placent en biais, écrasant les bustes avant de décoller et se gonflent autour des hanches avant de s'écouler en trains qui se soulèvent, dévoilant des collants qui imitent les mailles filées, les déchirures.

Tout est illusion. Issey Myake sculpte des formes souples en incessantes métamorphoses. Les couleurs paraissent variables, non par le jeu des reflets mais par celui des juxtapositions : art subtil de disposer côte à côte les teintes qui se fondent, se répon-

dent - brique et moutarde, vert et noir, mauve et violet... Les grands carreaux, les fines rayures jouent à cache-cache, les vestes pied-de-poule se portent sur des jupes ballon à carreaux madras, et les hauts stricts sur des jupes courtes découpées en lamelles. Les jupes-culottes sont larges et s'arrêtent aux chevilles, les robes longues se relèvent, blousent, s'accrochant à une jarretière restant une jambe qui godaillie.

Issey Myake, virtuose reconnu d'étonnantes assemblages égrégés, continue d'étonner en composant un passage de tunique qui font chatoyer les nuances de jaune, du paille au safran, calme procession de bonzes.

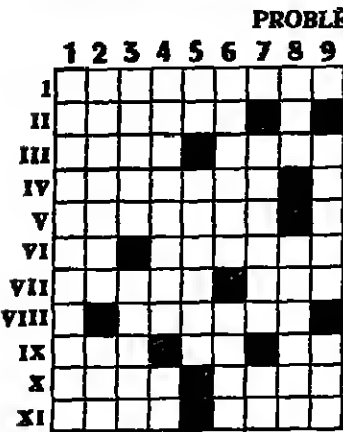
COLETTE GODARD.

MODE

مركزنا من الأصل

INFORMATIONS « SERVICES » LE CARNET DU Monde

MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT
I. Se compose parfois de cordes et de bois. - II. Guide de navigation. - III. Ve donc bien. Restaurant à étoile. - IV. Certains y laissent toujours des plumes. - V. Travail qui consiste à réunir des morceaux. - VI. Entendu. N's donc pas de fièvre. - VII. Peut-être se reposez durant l'exercice. Possessif. - VIII. Pièce dure. - IX. Abréviation universitaire. Bien roulé. Note. - X. Bordure de bois. Sert à unir. - XI. Peut se trouver à bonne enseigne. Divague.

VERTICALEMENT
I. Une manière de bien regarder ou de mal voir. - 2. N'est pas pour la liberté de mouvements. Vieille bête.

PROBLÈME N° 4189
- 3. Un homme qui a le goût des études. Travaille par tous les temps. - 4. Qui repousse donc. Préposition. - 5. Maitre d'œuvre. Une femme divine. - 6. Répète le bon grain. Sa marche est soutenue par de nombreux membres. - 7. Ravi mais pas joyeux. Symbole. - 8. Court. Manière de chanter. - 9. Peut-être petits et nous satisfont grandement. N's rico à déclarer au contrôle des bagages.

Solution du problème n° 4188
Horizontalement
I. Remplissage. Art. - II. Apéritif. Oscar. - III. Dage. Efrat. - IV. Inéligible. Lien. - V. Ogr. looit. Lots. - VI. Lee. Grange. On. - VII. SS. Oreiso. Vél. - VIII. Go. Eau. Inter. - IX. Ur. Lues. Serré. - X. Empléttes. Iria. - XI. Ensemble. Pen. - XII. Tse. Alpes. - XIII. Protection. - XIV. Tape. Tonne. Ru. - XV. Eté. Demi-mesures.

Verticalement
1. Radiologie. Apte. - 2. Epouge. Orme. Rat. - 3. Mégères. PM. Ope. - 4. Prêle. Seltette. - 5. Li. Tuce. - 6. It. Girouettes. - 7. Séminariste. - 8. Su. Buns. Cati. - 9. Aréligieuse. Tom. - 10. Fêtes. Aisé. - 11. EOR. Oisillons. - 12. Sillonner. Pneu. - 13. Action. Tripes. - 14. R. Et. Versés. Ré. - 15. Transféré. Jus.

GUY BROUTY.

EN BREF

EXPOSITION

ORCHIDOPHILIE. - Un château (celui de Béhoust dans les Yvelines) servira de cadre, les 30 et 31 mars, à l'exposition d'orchidées organisée par le Rotary Club de Montfort-l'Amaury. Les orchidées, qui ne comptent pas moins de trente mille espèces différentes répandues dans le monde entier, peuvent certainement être considérées comme l'une des familles de fleurs les plus belles, les plus vastes et les plus cosmopolites. Les amateurs d'art découvriront une lithographie originale sur le thème de l'orchidée spécialement créée par le peintre Ceruzan. Il sera possible d'acquiescer des plantes ou la lithographie à l'issue de la visite.

* Château de Béhoust (entre Garches et Orgeres, Yvelines), dimanche 30 et lundi 31 mars, de 10 h à 19 h. Entrée : 20 F. Gratuit pour les enfants de moins de quinze ans.

SÉMINAIRE

L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL : RAPPORT DE FORCE OU DÉTENTE ? - L'Institut d'études politiques de Paris organise, à partir du 7 avril, douze conférences le lundi de 18 h 30 à 20 h 30. Le thème : « L'Environnement international, état actuel et perspectives d'évolution ». Au cours de ces séances seront examinées les relations Est-Ouest (confrontation ou détente ?), la France en Europe, les problèmes allemands d'Europe à deux, les tiers-mondes dans la crise économique et monétaire internationale, la politique commerciale des Etats-Unis à l'égard du tiers-monde, le modèle soviétique dans le tiers-monde, les nouveaux rapports de force en Asie du Sud et du Sud-Est, les conflits du monde arabe, la Chine et le Japon sur la scène internationale, etc.

* Renseignements et inscriptions : Institut d'études politiques de Paris, 215, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris. Tél. : 42-60-39-66. Inscription à titre individuel : 400 francs, collectif (entreprise ou organisme) : 600 francs.

SOLIDARITÉ

CHIFFONNIERS D'UN ÉTÉ. - Les jeunes de dix-huit ans et plus qui souhaitent, durant une partie de leurs vacances (entre juin et septembre), aider les plus démunis, peuvent découvrir le travail de chiffonniers dans les camps internationaux de travail « Emmaüs jeunesse », qui auront lieu à Saintes et sa région (Charente-Maritime). Ce travail de récupération est bénévole. Les bénéfices vont au soutien des projets sociaux des communautés Emmaüs en France et à l'étranger. Des camps sont proposés dans d'autres pays européens : Allemagne, Danemark, Finlande, Hollande et Italie.

* Renseignements et inscriptions : Emmaüs jeunesse, 52, rue Fauba-de-la-Barrière, 17100 Saintes.

BENNETON

Graveur-Héraldiste
Papier à lettre - Cartes de visite - Faire-part de mariage
Chevallères gravées
75, bd Malesherbes - Paris 8 - tél. : (1) 43.57.57.39

LOTTO N° 12

TIRAGE DU SAMEDI 22 MARS 1986
2 19 26 33 34 46 49
NUMÉRO COMPLEMENTAIRE
PROCHAINS TIRAGES : MERCREDI 26 MARS 1986 ET SAMEDI 29 MARS 1986
VALIDATION : JUSQU'AU MARDI APRES-MIDI POUR LES 2 TIRAGES DE LA SEMAINE

NOMBRE DE GRILLES GAGNANTES	RAPPORT PAR GRILLE GAGNANTE (POUR 1 F)
6 BONS N°	6 1 338 485,00 F
5 BONS N° + complémentaire	38 98 625,00 F
5 BONS N°	1 574 7 480,00 F
4 BONS N°	88 142 130,00 F
3 BONS N°	1 683 631 10,00 F

SUPER BONUS DE MARS 125 287
3 BONS NUMÉROS + COMPLEMENTAIRE : 10 F X 10 = 100,00 F

Naissances

- Le docteur Pierre SEIGNOT et son épouse Danielle, Jérôme et Alexis.

ont la joie d'annoncer la naissance de
Hadrien,
à Dakar, le 21 mars 1986.

Dakar, BP 3005 Sénégal.

Décès

- Dorine Berdoy-Stegitz, Mireille Bertrand, Béatrice Bertrand, Manuel Berdoy, Manon Stegitz, Professeur Edmond Bertrand, Jean-Paul Bertrand, Marie-Eve Rossi-Armand, Michel et Sophie Labarra, ses filles, ses petits-enfants, son frère et ses neveux.

ont la tristesse de faire part du décès, survenu à Cannes le 16 mars 1986, de

Raoul BERTRAND,
diplomate,
officier de la Légion d'honneur.

Inhumé en mer selon son désir.
6, rue Eugène-Labiche,
75116 Paris.

- On nous prie d'annoncer le décès de

M. Marcel BONTEMPS,
professeur agrégé honoraire,
survenu le 19 mars 1986.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité, à Perthes (Seine-et-Marne).

- Paris. Mâcon.

M. Maurice Bonnet, son épouse, M. et M^{me} Gérard Bonnet et leurs enfants, Isabelle, Philippe et Jean, M^{me} Germaine Michaud et son fils, Gaston. Ainsi que toute la famille.

ont la grande tristesse de faire part du décès de

M. Maurice BONNET,
président du directoire
Banque de la société financière européenne (BSFE),
survenu le 21 mars 1986 à Paris, dans sa soixante-troisième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 25 mars, à 9 heures, en l'église Saint-Jean-Baptiste de Neuilly-sur-Seine, 158, avenue Charles-de-Gaulle, où l'on se réunira.

Une inhumation aura lieu le même jour, à 15 h 30, en la cathédrale Saint-Vincent de Mâcon (Saône-et-Loire), suivie de l'inhumation au cimetière de Saint-Brice de Mâcon.

Cot avis tient lieu de faire-part.

- Les membres du Conseil de surveillance, Les membres du directoire et l'ensemble du personnel de la BSFE, Banque de la société financière européenne.

ont la douleur de faire part de la disparition de

M. Maurice P. BONNET,
président du directoire,
20, rue de la Paix,
75002 Paris.

- Jean, Pierre et Isabelle Colin, M^{me} Berthe Dewny, La famille Colin, La famille Hebb, Et leurs amis.

ont la douleur de faire part du décès de

Monique CELNIK,
survenue le 15 mars 1986 des suites d'un cancer.

Ils remercient toute l'équipe médicale de l'hôpital Paul-Brousse, à Villejuif, pour son dévouement et sa gentillesse.

L'inhumation aura lieu au cimetière des Joncherolles, à Villeneuve (Seine-Saint-Denis), le mardi 25 mars, à 13 h 30.

- M. et M^{me} G. Courrier-Mariaville, M. et M^{me} F. Combespot et leur fille, M. et M^{me} G. Fozana et leurs enfants.

ont la douleur de faire part du décès de leur père, grand-père et arrière-grand-père.

M. Robert COURRIER,
professeur honoraire au Collège de France, secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences, membre de l'Académie de médecine, grand officier de la Légion d'honneur, survenu à Paris, le 14 mars 1986.

Les obsèques religieuses ont eu lieu dans la stricte intimité familiale.

M^{me} G. Mariaville-Courrier, 2, rue Alfred-de-Musset, 92360 Meudon-la-Forêt.

- M^{me} Paulette Demoulo, son épouse, Jean-Paul, Madeleine, Michel, Alexandre, Soazig, ses enfants et petits-enfants.

font part du décès de

Jean DEMOULE,
de la Société des professeurs de français et de langues anciennes, survenu le 20 mars 1986 à Vanves.

L'inhumation aura lieu, le jeudi 27 mars, à 11 heures, au cimetière des Joncherolles à Villeneuve.

8, rue Gabriel-d'Estournès.

- M. et M^{me} Bernard Pottier, Thierry, Chantal et Anne-Sophie.

ont la douleur de faire part du décès de

M. Armand GABUTEAU,
survenu le 20 mars 1986 à Paris, à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

Les obsèques auront lieu dans la plus stricte intimité, le vendredi 28 mars, à Paris.

Cot avis tient lieu de faire-part.

79, quai André-Citroën, 75015 Paris.

- M. Philippe de la Guéronnière et ses enfants, M. et M^{me} Claude Savary et leurs enfants, M. Auguste Duchêne.

ont la grande tristesse de faire part du décès de

M. Philippe de la GUÉRONNIÈRE,
né Théodore Duchêne,
survenu le 18 mars 1986.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité familiale.

19, allée de la Meute, 78110 Le Vésinet.

- Stéphane Hezel, Anne, Antoine, Michel, Nathalie, Philippe et Simon.

ont la vive tristesse de faire part du décès de

Vida HESSEL,
née Mikhaïle-Gentsevitch,
survenue le 19 mars 1986, en son domicile, dans sa soixante-neuvième année.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité familiale au cimetière de Milon-la-Chapelle.

7, rue Berthollet, 75005 Paris. (Le Monde daté 23-24 mars.)

- Jean Libmann, Eliahu et Philippe Gonthier-Libmann, leurs enfants et petite-fille, Yvonne et Léon Libmann et leurs enfants, Monique et Jacques Libmann et leurs filles, Michèle et François Libmann, Double et Eliahu Libmann et leur fille.

Marie-Louise Levy-Hamburger, Denise et Robert Brunschweig-Hamburger, Et toute la famille.

ont le chagrin de faire part du décès de

Madeline LIBMANN,
née Hamburger,
survenue le 19 mars 1986, dans sa soixante-dix-neuvième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

Cot avis tient lieu de faire-part.

31, boulevard Lefebvre, 75015 Paris.

- M^{me} Pierre Minet, son épouse, M. Jean-Pierre Minet, juge au Tribunal de commerce de Paris, et son fils.

M. Bertrand Van de Castelle, et M^{me} née Martel, et leurs enfants, M. Hervé Le Bar, et M^{me} née Martel, et leurs enfants.

ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre MATTEL,
ancien préfet, leur classe honoraire, officier de la Légion d'honneur (à titre militaire), croix de guerre 1939-1945 avec Palmes, croix de combattant volontaire, croix de combattant volontaire de la Résistance, chevalier des Palmes académiques, survenu le 20 mars 1986, à l'âge de soixante-trois ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 25 mars 1986, à 10 heures, par Mgr Jean-Claude Thomas, évêque de la Corse, en l'église Saint-Pierre de Chailot, 35, avenue Marceau, 75016 Paris, suivie d'une cérémonie célébrée en la cathédrale d'Ajaccio, le mercredi 26 mars, à 10 heures.

Cartes à M^{me} Pierre Mattel, 16, rue de Belzunce, 75010 Paris.

- M^{me} Jacques Metehen, son épouse, M. et M^{me} Claude Maillet-Travinski, M. et M^{me} Paxon, ses enfants, M. et M^{me} Pierre Niogo-Maller, M. et M^{me} Félix Van Laethem-Maller, ses petits-enfants, Pierre, Pascal, Sandrine, Frédérique, Paul-Abdell, ses arrière-petits-enfants, M^{me} Alice Vander-Straten, sa sœur, M^{me} Marcel et Pierre Metehen, ses frères, Et toute la famille.

ont la douleur de faire part du décès de

M. Jacques METEHEH,
compositeur, directeur de la SACEM, compositeur, orchestrateur, chef d'orchestre, survenu le 21 mars 1986, à Paris-17, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

Friest pour lui.

L'inhumation aura lieu le mardi 25 mars, à 8 h 30, au nouveau cimetière de Nanterre-sur-Seine (Hauts-de-Seine), dans le cimetière de famille.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

11, place de la Porte-de-Champerret, 75017 Paris.

- M. et M^{me} Alain Plessis, M. et M^{me} Michel Massalot, ses enfants, Anne, Jean-Philippe, Vincent, Christine, Stéphane, ses petits-enfants, Et tous ses amis.

ont la grande douleur de faire part du décès de

M^{me} veuve Jacques PLESSIS,
née Denise FERA,

en son domicile, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

Les obsèques religieuses ont eu lieu dans l'intimité.

Cot avis tient lieu de faire-part.

42, rue Notre-Dame-des-Champs, 75006 Paris.

- Son épouse et sa famille.

font part du décès de

Jean SCHLISINGER,
avocat au barreau de Paris, survenu subitement le 20 mars 1986.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

Anniversaires

- Le 18 mars 1986 rappellera aux amis fidèles de

Léon CELLIER

le dixième anniversaire de sa mort.

- Rya a cinq ans, le 25 mars.

Jean-François COURTILLET,
ingénieur ESPCI,

était enlevé à l'affection de sa famille.

Que ceux qui ont apprécié sa grande bonté lui dédient une pensée en ce triste anniversaire.

- Pour le troisième anniversaire du rappel à Dieu de

M^{me} Edouard DELLA-SUDDA,
née Geneviève Billon,

le dimanche 6 avril, en l'église Saint-Louis des Invalides, la messe de 11 heures sera célébrée pour le repos de son âme.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

Cot avis tient lieu de faire-part.

31, boulevard Lefebvre, 75015 Paris.

Notre abonné, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », nous prie de joindre à leur envoi de six mois des dernières bandes pour justifier de cette qualité.



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

POSSIBILITÉS DANS L'INDUSTRIE TECHNIQUE AUTOMOBILE

SIGNAL Automotive Products, une Division d'Allied-Signal, est actuellement à la recherche de spécialistes techniques pour notre nouvelle usine européenne qui doit être située en France. En tant que leader reconnu dans le monde entier pour la production de catalyseurs automobiles, nous attendons avec plaisir la réponse de ceux qui partagent nos aspirations de perfection technique et d'un meilleur environnement pour tous. Les trois possibilités stimulantes et intéressantes sont les suivantes :

DIRECTEURS TECHNIQUES

Un poste sera le lien entre les services d'ingénierie des fabricants automobiles français et les groupes européens et américains. L'autre sera le lien entre les services d'ingénierie des fabricants automobiles allemands et les groupes européens et américains. Ces deux postes joueront également un rôle prépondérant pour maintenir et améliorer notre réputation technique auprès des clients européens.

La préférence sera donnée à ceux qui possèdent un diplôme d'ingénierie ou de chimie et une expérience dans le secteur automobile. Un diplôme supérieur associé d'une bonne expérience de la catalyse hétérogène sera très apprécié.

DIRECTEUR DE LABORATOIRE AUTOMOBILE

Le candidat retenu sera responsable du fonctionnement quotidien d'un laboratoire automobile complet comportant des dynamomètres montés aux chaudières et un équipement d'analyse des gaz d'échappement. Il devra également s'occuper du développement et de la mise en place des procédés et animations de vieillissement des catalyseurs ordinaires et spécialisés. Il devra parler couramment le français et l'anglais et posséder une expérience suffisante dans l'industrie ainsi qu'un diplôme d'ingénieur.

Si vous désirez appliquer votre expérience professionnelle à l'un de ces postes, nous vous invitons à nous répondre rapidement (en anglais) afin de fixer une entrevue en avril. Veuillez joindre vos références de travail et votre curriculum vitae.

Ecrire à :
Mr Dave Crawford
Employee Relations Mgr.
SIGNAL Automotive Products
P.O. Box 580970
Tulsa, Oklahoma
74158-0970
U.S.A.

Signal Automotive Products
One of The Signal Companies, Inc.

Très important Editeur français recherche son

Directeur(trice) du scolaire et parascolaire

Le titulaire définit avec le Directeur de l'Édition la politique éditoriale dans ces domaines en s'appuyant sur une grande connaissance des besoins et des marchés. Il assure la mise en œuvre de cette politique par une étude précise des projets d'édition et l'établissement des budgets correspondants. Il organise, suit et contrôle la réalisation des ouvrages et anime l'équipe de ses collaborateurs. Il participe à la politique de promotion des ouvrages de son secteur et à l'analyse des résultats.

Les candidats doivent avoir acquis une expérience d'au moins cinq ans dans une position similaire. Une bonne connaissance du monde de l'enseignement, si possible acquise par une expérience préalable d'enseignant, est nécessaire. Anglais utile mais non indispensable. Larges perspectives d'avenir pour ce poste à pourvoir à Paris.

Confidentialité totale garantie. Envoyer lettre manuscrite, CV et prétentions sous référence 2077 à

SOURCES

144 rue de Rivoli - 75001 Paris qui transmettra confidentiellement.

Vous avez une bonne formation de gestion, vous avez dirigé du personnel, nous vous offrons un poste de **DIRECTEUR** d'un centre de soins avec hébergement et restauration. Rémunération et C.V. avant le 30 mars. Ecrire à : Tournemire P.O. 31, 31, rue des Américains, 31000 Toulouse.

Ecole privée mais hors contrat bachelier sans frais recherche **DIRECTEUR D'INTERNAT** Entre avec C.V. à l'adresse : B.P. 17, 94320 THAIS.

DIRECTEUR(Trice)

d'un CENTRE PERMANENT D'ACCUEIL dans les Vosges capacité 120 lits groupes et individuels enfants, jeunes, adultes EXPERIENCE ESIGEE

Envoyer candidatures avec C.V. sous n° 7.127 LE MONDE PUBLICITE 5, rue de Montebello, Paris-7.

Filiale d'un grand groupe industriel français, nous sommes nous-mêmes leader dans notre secteur. Notre métier est d'étudier, de mettre en œuvre, d'exploiter et de gérer des Equipements Publics. Nous souhaitons intégrer un

directeur général adjoint

PARIS - 400.000 F

Vos fonctions essentielles durant la phase d'intégration seront liées à l'Exploitation. Par rapport à la gestion quotidienne très décentralisée sur tout le territoire (quelques filiales étrangères) vous serez "au second degré" l'animateur, l'informateur, le coordinateur, le chef d'orchestre, d'un ensemble de contrats (concessions, fermages, régie...) à négocier, à gérer, à reconduire, à modifier. Après un diplôme G.E. (type X, HEC) vous avez exercé des responsabilités dans le domaine des services publics proposés par des collectivités territoriales : transport urbain, eaux, assainissement, collecte d'ordures ménagères, circulation, stationnement, péage autoroutier, etc. Votre souci majeur est de bien connaître la gestion déléguée de ces services. Votre travail sera d'optimiser l'exploitation en conciliant les impératifs des décideurs et vos propres contraintes de rentabilité. Si vous correspondez à ce profil, prenez contact avec notre Conseil, il vous garantira la confidentialité de votre démarche. Adressez votre dossier (lettre man., C.V. détaillé, sal., tél. pers.) sous référence 80 A :



Hervé Le Baut Consultants
11, rue La Boétie - 75008 PARIS - Tél. : 42 65 38 39

Le Monde

L'UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde

Rejoignez une équipe qui gagne !

Nous existons depuis 5 ans et déjà nous fournissons un groupe (6 filiales dans le monde, 150 MF de CA et 120 personnes). Nous importons et fabriquons des logiciels et matériels informatiques que nous installons tout en France qu'à l'étranger. Nos objectifs sont ambitieux et pour nous aider à les atteindre, nous renforçons notre structure administrative et financière en recrutant un

Directeur Administratif et Financier à fort potentiel

qui, basé à Paris, et assisté d'une équipe jeune, aura la responsabilité de l'ensemble de la comptabilité, de la fiscalité, de la finance et du contrôle de gestion. A terme, la consolidation et le suivi des filiales étrangères lui seront confiés.

Ce poste sera pourvu par un candidat diplômé ESC + DECS, justifiant d'une expérience professionnelle réussie d'au moins 5 ans en cabinet d'audit ou à un poste similaire au sein d'une entreprise en forte expansion. Le dynamisme, le sens des contacts et de réelles qualités de Manager sont indispensables, ainsi que la pratique courante de l'anglais.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature, lettre manuscrite, (CV et prétentions) sous réf. CQ501 à ERNST & WHINNEY Conseil, 150 Bd Haussmann, 75008 PARIS, qui étudiera votre dossier avec soin et discrétion avant de vous répondre.



Ernst & Whinney Conseil

BANQUE PARISIENNE RECHERCHE

Chef comptable HF

STATUT CADRE AFB

Missions : Entouré d'une équipe de 20 personnes, il aura la responsabilité, sous l'autorité du Directeur Financier :
- d'établir et valider les documents comptables ainsi que les rapports réglementaires,
- de proposer tous aménagements du système et de l'organisation comptable,
- d'informer la Direction des modifications légales et réglementaires et d'en évaluer les conséquences sur l'activité de l'entreprise.

Profil :
- Formation supérieure comptable (DECS minimum).
- Expérience de plusieurs années dans une fonction similaire, si possible dans une banque de taille moyenne.
- Connaissance de l'informatique indispensable.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. photo et prêt. en précisant sur l'enveloppe les sociétés avec lesquelles vous ne souhaitez pas entrer en contact, s/réf. 4055/LM, à

9, bd des Italiens
75002 PARIS
qui transmettra



L'EUROPENNE DE BANQUE

recherche pour son Département de l'Exploitation Financière un(e)

JEUNE CADRE FINANCIER CLASSE V-VI

chargée des relations avec les investisseurs institutionnels français et étrangers.

- Formation supérieure (Ecole Commerciale, IEP, etc.).
- Anglais courant indispensable. Deuxième langue étrangère appréciée.
- Il (elle) devra accroître et entretenir l'activité traditionnelle de la banque avec cette clientèle.

Ce poste nécessitera la connaissance des marchés financiers et nouveaux instruments monétaires (billets de trésorerie...) et des nouvelles techniques financières (Mati).

Une expérience professionnelle dans le même secteur serait appréciée.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, s/réf. CF/LM, à la Direction des Relations Humaines - EUROPEENNE DE BANQUE - 21, rue La Fayette - 75009 PARIS.



L'Européenne de Banque

Contrôleur de gestion

NOUS sommes un organisme d'assurances de premier plan. Nous voulons intégrer dans notre équipe, UN HOMME DE CHALLENGE afin de participer à la création et au développement d'un système de contrôle de gestion performant, en milieu très informatisé. Au sein d'une petite équipe DYNAMIQUE, il devra faire preuve d'une grande maturité, sur les plans technique et relationnel.

Très autonome, il prendra rapidement en charge d'importantes responsabilités. VOUS êtes un candidat de valeur ? Nous désirons vous rencontrer.

Votre profil ?

La trentaine dynamique, vous êtes titulaire d'un diplôme de l'enseignement supérieur, type école de gestion ou universitaire.

Vous avez su valoriser cet acquis théorique, au cours d'une première expérience réussie, de 2 à 4 ans résoudant dans le même type de poste.

La rémunération sera fonction de la valeur du candidat.

Adresser lettre manuscrite, C.V. + photo sous référence 9934 à :

Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

VOTRE DESIR : ETRE DANS UN SECTEUR EN MOUVEMENT

Notre métier : la communication audiovisuelle par diffusion de films d'information éducative et culturelle. Nous sommes une société à dimension humaine et en pleine expansion et cherchons un Cadre rattaché à la Direction Générale.

DIRECTEUR DES RELATIONS CLIENTELE HF

Vos missions :
- diriger et assurer une équipe de 5 personnes,
- gérer le portefeuille existant et le développer,
- mettre en œuvre la politique commerciale en accord avec les objectifs de l'entreprise.

Vous avez une formation universitaire et une expérience professionnelle de direction commerciale, vous connaissez les métiers de la Communication et mieux de l'Audiovisuel. Vous aimez "vendre du service" aux grandes entreprises et administrations.

Envoyer dossier de candidature, photo et rémunération actuelle sous réf. C3 à

MICHEL CHAZAL
CONSEIL D'ENTREPRISE
15, rue Vieille du Temple
75004 Paris

HOPITAL PRIVE PARISIEN recherche son

DIRECTEUR

Répondant directement de son activité au conseil d'administration et à son Président, il administre et gère cet établissement médical de 130 lits, anime un personnel administratif et hospitalier de 130 personnes, mène les actions de développement et de relations publiques indispensables.

Ce poste conviendrait à un gestionnaire rigoureux, de quarante ans minimum, très attentif à la qualité de l'accueil et des relations humaines, ayant déjà exercé des tâches de direction dans une activité similaire, éventuellement dans l'hôtellerie ou le tourisme.

Rémunération de l'ordre de 220 000 F +

Merci d'écrire avec C.V. détaillé à

Denis JOUSSET

plein emploi
10, rue du Mail - 75002 PARIS
Conseils en ressources humaines

مكذبا من الأصل



DIRECTIONS

Nationales et Internationales

Directeur du marketing

Une société renommée qui fabrique et commercialise des produits industriels (CA 1 milliard) recherche son Directeur du Marketing.

Rattaché à la Direction Générale, il sera chargé :

- d'affectuer une analyse approfondie des ventes, marges, réseaux de distribution,
- d'étudier les marchés (France et exportation),
- de collaborer à l'élaboration de la politique commerciale et à la définition de nouveaux produits,
- de participer activement au lancement de ceux-ci.

Ce poste conviendrait à un candidat diplômé d'une école de commerce ou ingénieur, ayant environ 5 ans d'expérience en marketing de produits industriels, rigoureux, créatif et ouvert au dialogue.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. WD 407 AM

Discretion absolue

Membre de Syntec

4, rue Massenet 75116 Paris.



X, ECP, Mines, HEC

Futur directeur financier

Nous sommes une société industrielle de 2.000 personnes, CA supérieur à 1 milliard de F., en bonne santé économique et financière. Nous faisons partie d'un très grand groupe européen avec lequel nous intervenons dans le monde entier.

Notre Directeur Financier, qui occupe également des fonctions de Direction Générale, va être appelé à des fonctions plus importantes. Il recherche son successeur, qui devra être opérationnel dans les trois ans.

Ce poste de premier plan conviendrait à un candidat, impérativement diplômé d'une grande école, qui aura une première expérience professionnelle d'environ 8 ans, acquise en milieu industriel et lui ayant donné de bonnes connaissances dans ou moins un des secteurs de la Direction Financière (contrôle de gestion, audit, études d'investissements...).

Son enveloppe personnelle lui permettra de s'affirmer progressivement tant à l'intérieur de la société que vis-à-vis du groupe et des partenaires extérieurs : banques, pouvoirs publics...

Anglais courant impératif.

Poste : banlieue ouest Paris.

Ecrire sous réf. KD 414 CM

Discretion absolue

Membre de Syntec

4, rue Massenet 75116 Paris.



Directeur technique

gérer un parc de 10.000 véhicules industriels

Groupe français, leader dans la location longue durée de véhicules industriels recherche son Directeur Technique.

Membre actif du Comité de Direction, il sera chargé :

- de la gestion technique et économique du parc,
- de la gestion du personnel d'entretien (recrutement, formation...),
- de superviser les achats hors véhicules ainsi que le service infrastructures.

Ce poste clé conviendrait à un ingénieur grande école ou niveau équivalent, ayant 10 à 15 ans de vie professionnelle et une très solide expérience de la maintenance de parcs importants de matériels (poids lourds ou TP).

Ses solides connaissances techniques, son sens aigu de la gestion, ses capacités d'intervention sur le terrain et ses qualités de contact en feront l'interlocuteur avisé de la Direction Générale et des directions opérationnelles et fonctionnelles de la société.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. JC 413 CM

Discretion absolue

Membre de Syntec

4, rue Massenet 75116 Paris.



groupe
école supérieure
de commerce de Lyon

DIVISION FORMATION PERMANENTE

recherche son

directeur

des programmes

chargé de :

- l'étude de la concurrence et de l'analyse des produits,
- la coordination des programmes inter-entreprises et des actions "sur mesure" en liaison avec les départements pédagogiques,
- la qualité de la logistique et de l'organisation des programmes.

Le candidat idéal a un diplôme d'enseignement supérieur, une expérience en formation continue et une pratique du marketing (en particulier des services aux entreprises).

Envoyer C.V. détaillé et prétentions à L. COTTIN, Groupe ESC Lyon, B.P. 174 - 69132 ECULLY CEDEX.

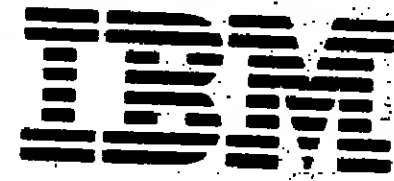


emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)



recherche pour ses AGENCES COMMERCIALES

de TUNISIE, du CAMEROUN, du GABON et du SENEGAL

des candidats ayant la nationalité de ces pays pour occuper des postes

D'INGENIEURS COMMERCIAUX ET TECHNICO-COMMERCIAUX.

• Ces postes de haut niveau sont proposés à de jeunes diplômé(e)s de cycles longs scientifiques ou de grandes écoles.

• Après une formation de base, la Compagnie leur confiera la responsabilité du développement d'une part importante de ses affaires locales.

• Les candidats devront pouvoir prétendre à une activité de premier plan, alliant, dans un rôle de Conseil auprès des administrations et des entreprises, une excellente technicité à des qualités de contact à haut niveau.

Ils enverront lettre et curriculum vitae à l'une des adresses ci-après, selon leur résidence actuelle.

Agences IBM :

- CAMEROUN, BP 792 DOUALA
- GABON, BP 1079 LIBREVILLE
- SENEGAL, BP 878 DAKAR
- TUNISIE, BP 66 TUNIS

ou à Madame G. WINTER - Compagnie IBM FRANCE, Division des Opérations Extérieures, 68/76, quai de la Rapée 75592 PARIS Cedex 12.

Directeur d'usine prêt à vivre l'aventure africaine !

L'aventure vous attend au Nigeria dans notre usine de montage de véhicules. L'accroissement de la production y va de pair avec celui de la qualité.

Pour diriger cette usine, vous avez une formation d'ingénieur, 5 ans d'expérience et parlez couramment l'anglais. Vous saurez avec votre famille vous adapter à la vie au Nigeria.

Notre groupe international (10 000 personnes dans 40 pays) vous apporte un soutien logistique important. La rémunération et les avantages liés à l'expatriation rendent ce poste très attrayant financièrement.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, CV et photo, sous réf. 5645 à Média-System, 2 rue de la Tour-des-Dames, 75009 Paris, qui transmettra.



emplois régionaux

emplois régionaux



un arbre de communication.

Ses fruits essentiels sont le transfert des technologies de pointe vers les professionnels et les entreprises de l'habillement.

UN RESPONSABLE RÉGIONAL TOULOUSE

A trente cinq ans, vous avez une solide culture technique et une expérience de production ou de conseil orientée vers des produits liés à la mode. Responsable et animateur d'une équipe de consultants, vous aurez pour mission de développer notre présence dans les entreprises au travers d'actions de conseil d'expertise. Vous bénéficierez, pour cela, d'une large autonomie et de la collaboration permanente des services techniques du siège.

Réf. FC7/M

Merci d'adresser votre candidature (lettre, C.V. et prétentions) à notre conseil en précisant la référence et l'affectation choisie : taton complète vous sera remise.

MEMBRE DE SYNTec

TROIS INGENIEURS CONSULTANTS PARIS - NANCY - LILLE

Vous avez à votre actif un minimum de cinq ans d'expérience en production ou bureau des méthodes. Votre rôle est d'assurer la conduite de projets d'assistance technique, de formation et de conseil en organisation au sein des PMI adhérentes. Réf. FC8/M

INFRAPLAN

Centre d'action culturelle recherche ADMINISTRATEUR, réf. nancienne, 33-49-29-34.

Cabinet Beau de Lormé Conseils en Brevets d'invention recherche pour son agence de LYON

INGENIEUR DIPLOME

Ayant expérience électronique et/ou électrotechnique Anglais indispensable Allemand souhaité Perspectives d'avenir Adresser lettre manuscrite et C.V. détaillé, 95, rue de la Guillotière, 68007 LYON.

ESC ou équivalent

SERVICES GRAND PUBLIC ROITOU CHARENTE

Groupement de professionnels cherche un ou une jeune cadre chargé (e) du

MARKETING ET DEVELOPPEMENT COMMERCIAL

Conseiller et négociateur auprès des collectivités locales, ce cadre organise et développe les prestations en liaison avec les responsables locaux. Ce poste requiert une capacité d'initiative et d'innovation, de la disponibilité et un sens aigu des contacts. De réelles perspectives de carrière sont offertes en cas de réussite.

AXONE

Lille - Paris - Nantes - Strasbourg - Lyon - Marseille

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 6320 à notre Conseil, B. CHESNE - 57, rue Charles Monod - 44000 NANTES.

هكذا من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE

emp

Banque Populaire

RESPON

ENTENTIEUX

1000 F

MES VES

UN HOMME

DE CHAL

D'ACTION

CONSEIL

LA BANQUE EURO

un Chef de

entre 35 et 40 ans

Responsable de

et un Analyst

entre 35 et 40 ans

tranche de

et un Analyst

entre 35 et 40 ans

tranche de

et un Analyst

entre 35 et 40 ans

tranche de

et un Analyst

entre 35 et 40 ans

REPRODUCTION INTERDITE

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Une énergie nouvelle en Auvergne

Banque Populaire Auvergne et Corrèze

recherche pour son siège de Clermont-Ferrand

un(e) RESPONSABLE DU SERVICE CONTENTIEUX et ACTES JURIDIQUES

Profil : - diplôme d'études juridiques supérieures ;
- expérience professionnelle minimum 5 ans ;
- pratique de la procédure et du recouvrement ;
- sens de la relation et la négociation ;
- rigueur, ordre, méthode, efficacité ;
- capacité d'animer une équipe.

Candidature manuscrite, accompagnée d'un C.V. détaillé, photo, rémunération actuelle et prétentions à adresser à :

Direction des Relations Humaines
BANQUE POPULAIRE AUVERGNE ET CORRÈZE
18, bd Jean-Moulin - 63002 CLERMONT-FERRAND CEDEX.

Ingénieur animateur de l'information scientifique et technique

CREAUS

Centre de Recherche et d'Analyses de la Branche Produits Sacs : une équipe de 50 spécialistes qui participent activement au développement de 6 sociétés représentant une très grande variété de produits : farines infantiles, aliments en pots, plats cuisinés, potages, sauces, confitures, moutardes, condiments, confiseries, pâtisseries.

Ingénieur INA, ENSIA, ENSAIA... vous avez acquis 5 à 10 années d'expérience en industrie agro-alimentaire. Esprit de synthèse, rigueur scientifique, ouverture intellectuelle, excellentes aptitudes à la communication orale et écrite et une bonne maîtrise de l'anglais, sont vos atouts.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. R 32 M en précisant votre rémunération actuelle, à B.S.N., Service Recrutement Cadres, 7 rue de Téhéran, 75381 Paris Cedex 08.

BSN

LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

350.000 F +

ANIMEZ NOS VENDEURS A L'EXPORT

NOUS NE RECHERCHONS NI un spécialiste de l'exportation et de sa logistique, NI un stratège de la vente à partir d'un fauteuil, NI un homme qui veut un titre, MAIS

UN HOMME DE CHALLENGE, D'ACTION COMMERCIALE

qui assume aujourd'hui, des responsabilités opérationnelles, qui dynamise lui-même ses troupes et dont les résultats sont probants.

NOTRE SOCIÉTÉ fabrique et commercialise des biens d'équipements légers durables, réputés pour leur fiabilité, vers des utilisateurs professionnels.

Bien sûr, ce poste est un POSTE DE DIRECTION. Il se situe en BOURGOGNE à CHALON SUR SAONE.

Adresser lettre manuscrite : C.V. - photo et salaire actuel avec la Réf. 3307.

CONSEIL EN RECRUTEMENT

7 place Darcy - BP 1362 - 21051 DIJON Cedex

RESULTATS

Le Conseil Général de la Haute-Vienne

recrute pour sa direction des interventions sociales et de la solidarité départementale.

● PAR VOIE DE DÉTACHEMENT
Un cadre « A » des collectivités territoriales (attaché, directeur des services administratifs) ayant une bonne connaissance de la législation sociale et une expérience informatique.

● PAR VOIE DE MUTATION
Un cadre « A » des collectivités territoriales (attaché, directeur des services administratifs) ayant une bonne connaissance de la législation sociale et une expérience informatique.

Il sera chargé de la préparation de l'information des services prévue à l'échéance 1987 et occupera le poste de correspondant informatique de cette direction.

Les candidatures devront être adressées avant le 30 AVRIL 1986 à : Monsieur le Président du conseil général de la Haute-Vienne, 43, avenue de la Liberté, 87031 LIMOGES Cedex. Tél. : 55-77-42-81.

Ingénieur mécanicien

Futur responsable méthodes - Cette société, filiale d'un important groupe industriel français, est spécialisée dans la fabrication de produits de grande consommation. Elle recherche, pour son usine (1.800 personnes) située à proximité de Lille, un ingénieur mécanicien appelé à prendre en charge le service méthodes. Après une période de formation et d'intégration, il se verra confier la mise au point de nouveaux procédés de fabrication, le suivi du lancement des nouveaux produits ainsi que l'organisation des postes et l'amélioration des conditions de travail. Cette fonction s'adresse à un ingénieur mécanicien de type AM possédant une première expérience industrielle de deux à trois ans acquise dans un service méthodes, contrôle, fabrication ou entretien. Le sens du crei, la créativité et le goût de la relation sont indispensables dans cet établissement ou dans d'autres perspectives d'évolution sont possibles dans cet établissement ou dans le groupe. La rémunération sera liée à l'acquis professionnel et au potentiel du candidat. Ecrire à Françoise ORANGE en précisant la référence A/4795M.

PA

19, Résidence Flandre - 59170 CROIX - Tél. 20.72.52.25

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

emplois internationaux (et départements d'Outre Mer)

emplois internationaux (et départements d'Outre Mer)

emplois internationaux (et départements d'Outre Mer)

LA BANQUE EUROPEENNE D'INVESTISSEMENT

Institution bancaire de la Communauté Européenne pour le financement à long terme, finance des projets dans les pays membres de la CEE et dans plus de soixante-dix pays de la Méditerranée, d'Afrique, du Pacifique et des Caraïbes.

Ses agents, recrutés dans les pays membres, travaillent en équipes multinationales.

Actuellement la Banque recherche

un Chef de Projet (h/f) (entre 35 et 40 ans) Réf. AG 8603

Responsable de :
□ l'équipe « Info-Centre » regroupant le support numérique, textuel et « help-desk » ;
□ l'étude et la promotion d'outils destinés aux utilisateurs non-informaticiens dans le domaine numérique (APL, APLDI, QMF, etc.) et textuel (SCRIPT, PROFS, DISPLAY, WRITE, 370 ou 3, STAIRS, etc.) sur ordinateur central et sur PC. Aide aux utilisateurs dans la mise en route d'applications dans l'environnement VM/CMS/APL et sur PC's.

Une bonne connaissance des outils « Info-Centre » tels que APL, APLDI, ADPS, SQL, DCF, STAIRS, EXEC 2, etc. et une expérience professionnelle de 5 à 10 ans en informatique, si possible en tant que chef d'une équipe d'analystes « Info-Centre », sont indispensables.

Il serait également souhaitable de connaître un langage classique de programmation (COBOL, ASSEMBLEUR, outils DB/DC) et une méthodologie d'analyse.

L'ordinateur utilisé est un IBM 4381 32MB fonctionnant sous VM/CMS et DOS/VSE.

Le poste requiert une bonne connaissance du français et de l'anglais.

et un Analyste Système (h/f) (entre 35 et 40 ans) Réf. AG 8604

Rattaché au chef de division, chargé :
□ de l'analyse préalable de tous les projets informatiques comprenant notamment :
- l'analyse des besoins des utilisateurs ;
- l'évolution économique (coûts et rendement) des projets ;
- la prise en compte des questions organisationnelles en liaison avec « organisation et méthodes » ;
□ de l'établissement d'un cahier des charges ;
□ de la planification des projets ;
□ de la conception de systèmes informatiques en liaison avec les équipes de développement et le DB Manager.

Formation universitaire ou expérience équivalente. Sans et expérience de l'organisation.

Expérience : □ de 5 à 10 ans en informatique dont 3 années au moins dans les fonctions d'analyste ou de chef de projet ; □ de quelques années en programmation et bonne connaissance technique de l'environnement VM/CMS, DOS/VSE ; □ approfondie en DB/DC de préférence en bases de données relationnelles (SQL).

Bonne connaissance du français et de l'anglais indispensable.

Pour chaque poste, le traitement initial se situera pour une personne mariée, en fonction de la qualification, entre FB 126.000 et FB 144.000 par mois net d'impôt et de contributions sociales. Il sera complété, par des allocations pour enfants à charge. La Banque offre par ailleurs des avantages sociaux intéressants (régime de pension et caisse de maladie autonomes, allocations scolaires, etc.).

Les personnes intéressées, possédant la nationalité d'un des pays membres de la Communauté, sont priées d'envoyer leur curriculum vitae détaillé, et une photographie, en indiquant la référence adéquate, à la :

BANQUE EUROPEENNE D'INVESTISSEMENT
Division Recrutement-Formation
100, Bd. Konrad Adenauer
L-2950 Luxembourg.

Les candidatures seront traitées avec la discrétion de rigueur.

JAKARTA

spécialiste du transfert de technologies

Mission : Conseiller du Ministre Indonésien de la recherche et de la technologie. Chargé de la conception et de la mise en œuvre de la politique de coopération industrielle.

Profil : 40 ans min. - Ingénieur Grande Ecole. Forte crédibilité industrielle (expérience professionnelle de l'entreprise). Excellent contact. Motivation claire pour les problèmes du développement. Bonne connaissance des circuits financiers internationaux - ayant résidé dans un pays du Tiers Monde. Anglais courant écrit, parlé. Intérêt en Asie souhaitées.

Adresser dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, et rémunération actuelle) sous réf. 162 à C.K. 22, rue de l'Assommoir 75016 Paris

Chantal Kenvyn

UNA DE LAS PRIMERAS SOCIEDADES CONSULTORAS EUROPEAS

BOSSARD CONSULTANTS

Busca, para su FILIAL ESPANOLA (Madrid - Barcelona)

JEFES DE PROYECTO INFORMATICA E ORGANIZACION

- De 3 a 6 años de experiencia en la dirección de proyectos informáticos.
- Bilingüe Francés-Español (Español lengua materna).
- Recibirá una formación complementaria en París durante un año después de la cual se integrará en el equipo de Bossard consultants España para desarrollar su actividad de consultoría informática.

DIRECCIÓN LAS CANDIDATURAS A PL. GIRAUD
BOSSARD CONSULTANTS
12 bis rue Jean-Jaures 92807 PUTEAUX
Téléphone 47.76.42.01

X. SOLE MALLOL

BOSSARD CONSULTANTS España
Calle de Pelayo 38 MADRID 28006
TEL. 4.02.26.97

مركز من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

LES EDITIONS

HATIER

Responsable Éditorial HF secteur Sciences

Rattaché à la Direction des Éditions Scolaires, véritable homme-produit de son secteur, il assurera la réalisation d'une gamme d'ouvrages principalement destinés à l'enseignement secondaire.

Le candidat doit posséder une formation scientifique de niveau universitaire ou équivalent.

Une première expérience professionnelle d'environ 5 ans est souhaitée, de préférence dans le secteur de l'édition ou dans un secteur apparenté.

Rigueur et esprit pratique sont indispensables, mais c'est la créativité et le sens de l'animation qui conditionnent la réussite dans ce poste passionnant et évolutif.

Adresser CV détaillé, lettre manuscrite, photo et prétentions à : Éditions HATIER, Direction du Personnel 8, rue d'Assas 75006 Paris qui garantira la plus totale discrétion.

INGÉNIEURS LOGICIELS

DECISION INTERNATIONAL S.A., implantée en France et aux États-Unis, recherche pour ses Directions Opérationnelles de PARIS, TOULOUSE, MARSEILLE-AIX, des Ingénieurs Informaticiens ayant au moins deux ans d'expérience en logiciel de base et en applications CAO, Scientifique, Temps Réel dans les environnements :

VAX/VMS - FORTRAN
UNIX, C, PASCAL

MITRA MMT2-LTR
MINI 6 GECOS

Merci d'adresser C.V. et prétentions à :
DECISION INTERNATIONAL
Direction du Personnel
112, rue de Paris
92100 BOULOGNE



Des hommes au cœur de l'intelligence informatique.

Entreprise d'importance nationale exploitante de services PUBLICS D'EAU, D'ASSAINISSEMENT, et assurant les TRAVAUX PUBLICS CONNEXES, recherche

Ingénieurs Confirmés

Diplômés Grandes Ecoles

ayant de 5 à 10 ans d'expérience sur le terrain, dans la DISTRIBUTION D'EAU, L'ASSAINISSEMENT ou les TRAVAUX PUBLICS.

Ils devront être motivés pour assurer à terme des responsabilités importantes.

Les postes à pourvoir sont basés dans des villes moyennes de Province.

Mobilité pour une mutation dans toutes les régions de Métropole, éventuellement à l'étranger souhaitée. Une disponibilité rapide sera un avantage.

Merci d'adresser votre candidature manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétention sous réf. 880 à CURRICULUM 4, rue Tronchet 75008 PARIS.

AVON MAGAZINE :

UN CATALOGUE POUR VENDRE EN BEAUTE.



AVON propose l'aventure : pour faire partie d'une équipe décidée à bien communiquer pour mieux vendre et prête à diffuser une nouvelle culture créative au service du marketing.

AVON MAGAZINE, c'est la vitrine N° 1 du N° 1 mondial des cosmétiques. En France, nous avons bien l'intention de profiter du know-how du groupe en matière d'édition et d'y mettre «the french touch».

DIRECTEUR DE LA CREATION ET DE LA COMMUNICATION

Habile technicien et créatif averti, il est responsable au premier chef de l'élaboration et de la mise en place des stratégies de communication : un job sur mesure pour un homme ou une femme qui a de l'étoffe. (Rét. DC).

DIRECTEUR ARTISTIQUE

La tentation, c'est une «personnalité», un professionnel de la mise en page, à l'écoute de la création et de l'édition publicitaire, sensible au concept productif, il allie à chaque instant rigueur et créativité, en harmonie avec le Directeur de la Création. (Rét. DA).

REDACTEURS

Capables de s'implémenter de la copy-strategy anglo-saxonne pour mieux l'adapter aux mentalités françaises, ils travaillent «ensemble» pour que le mot soit phare... et le produit star. Rédacteurs juniors : à vos plumes ! Si vous aimez les techniques de Direct Marketing vous serez vite des pros. (Rét. R).

CHEF DE FABRICATION-PRODUCTION

C'est l'homme-clé de la production et de l'édition des documents promotionnels, le négociateur habile, le lien entre la création et les fournisseurs. Passé maître en arts graphiques, il bénéficie du savoir-faire européen du groupe en matière d'édition et deviendra à terme le Directeur de Fabrication. (Rét. FP).

MAQUETTISTE-METTEUR EN PAGE

Typo, photo, repro, il connaît bien ! Et met ainsi son talent au service des créatifs, passionnés de qualité, il gère scrupuleusement les délais du planning de fabrication. Avec lui, toutes les trois semaines, les mots et les produits deviennent des images. (Rét. MM).

CHEFS DE PRODUITS JUNIORS

ESC, Sciences Po, anglophones et «vendeurs», ils gèrent les campagnes de promotion, leur ambition : devenir des surdoués du Direct Marketing. La compétition sera rude, les budgets en jeu considérables ; ensemble, ils gagneront leurs galons sur le champ de bataille des ventes. (Rét. CP).

Toutes ces fonctions sont portées d'avenir. Pour plus d'informations, écrivez-moi, en précisant votre rémunération actuelle. Je garantis la plus stricte confidentialité. Aymar d'Humières, Directeur du Marketing, AVON S.A. 60290 Ransigny.

AVON



emploi régional

SOCIÉTÉ DE SERVICES ET D'INGÉNIERIE INFORMATIQUE (820 personnes, C.A. 300 M.F.)
PARTENAIRE D'UN GROUPE INDUSTRIEL DE TAILLE INTERNATIONALE
recherche pour
LA BRETAGNE

INGÉNIEURS- INFORMATIQUES

- débutants ou ayant quelques années d'expérience
- compétences souhaitées en microprocesseur INTEL 8088 et en langage Assembleur, PLM ou C.
- Lieu de travail QUIMPER

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo, prétentions à N. 5188 - PUBLICITES REUNIES 112, Bd Voltaire - 75011 Paris qui transmettra.

RESPONSABLE PERSONNEL et ADMINISTRATION

Cet établissement de 500 personnes doit entretenir et développer une bonne symbiose avec les services centraux du siège, tout en assumant sur place une autonomie de fait dans sa gestion interne, notamment sociale, administrative et budgétaire. Pour y atteindre, et maintenir haute la fonction Personnel, nous recherchons un cadre de vive-eau et d'absolute probité qui, dans le domaine confié, sera le point d'appui adéquat et sûr de sa Direction. Une formation supérieure (Droit, Sup de Co, ou équivalent), plusieurs années d'expérience, et une motivation de genre sont indispensables.

Merci d'adresser sous identification C 931, un dossier d'ensemble très complet (C.V., références, photo, indication de salaire) au :

CEIP Conseil d'Entreprises
56270 PLOMEUR

BRETAGNE
COTIERE

IMPORTANTE BANQUE NATIONALE

recherche

UN SECOND POUR SON AGENCE DU HAVRE CLASSE V OU VI

- Titulaire d'un diplôme universitaire, école de commerce, I.T.B. ou C.E.S.E.
- Expérience réussie d'un an à 5 ans acquise dans un établissement bancaire sur une clientèle industrielle et commerciale.
- Evolution de carrière assurée.

Prérez d'adresser votre candidature (lettre, C.V., photo et rémunération actuelle) s/v 7 124 LE MONDE PUBLICITE 5, rue de Montessuy, Paris-7.

Société produisant des biens d'équipement
recherche

INGÉNIEUR ELECTRONICIEN

pour conception et développement de la partie électronique de nouveaux matériels.

- Formation Ecole d'Ingénieurs en Electronique.
- Expérience industrielle de quelques années.
- Connaissances étendues imprimés souhaitées.
- Possibilité d'évolution.
- Résidence ville agréable de province.

Adresser C.V. détaillé sous réf. 59213 à PROJETS 12, rue des Pyramides 75001 PARIS



CAE
International

General Electric CAE International Inc
31, boulevard des Bouvets, 92000 Nanterre France.
Tél. : (33-1) 47-78-14-45.

SDRC

RECHERCHENT UN

INGÉNIEUR SUPPORT LOGICIELS ÉLÉMENTS FINIS (SUPERTAB)

Nous sommes chargés du marketing, de la vente, de la formation et du support des logiciels d'ingénierie assistée par ordinateur SDRC qui incluent :

- La conception volumique 3 D ;
- Le calcul de structures ;
- L'analyse modale ;
- Le dessin 2 D.

Pour faire face à la croissance exceptionnelle de notre marché (industries automobile, aéronautique et de l'énergie) en France, Italie et Espagne, nous recherchons :

Contactez-nous rapidement à l'adresse mentionnée ci-dessus.

• 1 ingénieur support éléments finis.
Vous avez une formation d'ingénieur complétée d'une solide expérience dans le domaine du calcul des structures. Nous vous offrons de travailler sur des produits de pointe, pour une rémunération motivante, et dans la perspective d'un développement de carrière en France et à l'étranger. La connaissance de l'anglais est indispensable.

Débutants, réussissez dans l'informatique



Filiale informatique des Assurances Générales de France, nous organisons un

stage de formation

intensif et rémunéré de cinq mois, aux techniques de l'informatique (langage de programmation, bases de données...) débutant mi-mai 1986.

Vous êtes diplômés

maîtrise ou DEA scientifique

Vous êtes fermement décidé à devenir un professionnel de l'informatique, réalisez cet objectif avec nous.

A l'issue de ce stage, vous participerez activement dans l'une de nos équipes, au développement de projets importants et variés sur un matériel IBM haut de gamme (3300 terminaux répartis en France), dans un environnement jeune, motivant et offrant de réelles perspectives d'évolution.



Pour rejoindre nos équipes, adressez votre candidature (CV + photo) sous la réf. M 406 à GIE - Service du Recrutement
Tour Franklin - 92081 Paris La Défense Cedex 11

مركزنا من الأصل

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Nous sommes un grand groupe français leader (prestations de services destinées au grand public) composé de plusieurs filiales performantes et à taille humaine.

Nous recherchons :

• **Le Chef de service marketing et ventes d'une de ses filiales - banlieue nord-ouest**

Rattaché au Directeur de celle-ci, il aura une activité complète impliquant réflexion et action sur le terrain :

- étude des marchés,
- élaboration des produits,
- promotion des ventes,
- communication, image de marque, relations extérieures, négociation avec les collectivités locales.

Ce poste conviendrait à un ESC désireux de valoriser une première expérience en marketing de 2 à 3 ans et capable d'assumer une responsabilité globale. Dynamisme, capacités de contact, rigueur et imagination lui permettront de s'affirmer dans ce poste.

réf. ZS 426 CM

• **L'Adjoint du chef de service marketing et ventes d'une autre filiale - Yvelines**

Il collaborera étroitement à toutes les activités du service : études, élaboration des produits, communication, promotion, relations extérieures, négociation avec les collectivités locales.

Ce poste conviendrait à un ESC ou équivalent, débutant ou ayant une première expérience dans le marketing. Dynamique, rigoureux et de bon contact.

réf. AT 427 CM

Ces deux postes ouvrent de réelles perspectives d'évolution de carrière dans le groupe.

Ecrire en précisant la référence.

Discretion absolue.

Membre de Syntec

4, rue Massenet 75116 Paris

etap

Au sein de l'équipe de direction

Diriger la production

La filiale emballage d'un groupe important recherche le Responsable de Production de l'une de ses unités régionales (275 personnes) située à 100 km au nord de Paris, chaque unité ayant la vocation et la structure d'un centre de profit.

Il aura fait la preuve de ses qualités d'animateur dans une expérience réussie de direction d'équipes importantes en production (5 ans environ). Il saura à la fois être présent sur le terrain, réfléchir aux évolutions techniques et sociales dans le moyen terme et les mettre en œuvre.

Il sera en effet étroitement associé à l'élaboration de la politique générale de l'unité au sein de l'équipe de direction qui regroupe également la fonction commerciale et relations sociales.

Une formation d'ingénieur, des qualités de battant et d'ascendant personnel, le volonté de s'impliquer fortement dans la vie de l'entreprise ouvriront dans l'avenir au candidat retenu une évolution intéressante dans le groupe.

Ecrire sous réf. FM 354 AM

Discretion absolue

Membre de Syntec

4, rue Massenet 75116 Paris

etap

Paris - Ile-de-France

UTRA

Ingénieurs études de prix T.C.E.

Si vous êtes un vrai professionnel, vous nous connaissez, car vous nous rencontrez.

Filiale du groupe SPIE BATIGNOLLES, nous réalisons 2 Milliards de CA en France avec une progression particulièrement significative ces dernières années. Vous connaissez aussi notre niveau d'exigences, nos moyens, nos réalisations et notre conception de l'entreprise. C'est dans cet esprit que nous voulons étoffer notre structure études de prix.

Si vous maîtrisez bien tous les coûts des ouvrages, si vous possédez de très solides bases techniques (gros œuvre et second œuvre), nos exigences et les vôtres doivent se rencontrer.

Si vous maîtrisez bien tous les coûts des ouvrages, si vous possédez de très solides bases techniques (gros œuvre et second œuvre), nos exigences et les vôtres doivent se rencontrer.

Si vous maîtrisez bien tous les coûts des ouvrages, si vous possédez de très solides bases techniques (gros œuvre et second œuvre), nos exigences et les vôtres doivent se rencontrer.

Si vous maîtrisez bien tous les coûts des ouvrages, si vous possédez de très solides bases techniques (gros œuvre et second œuvre), nos exigences et les vôtres doivent se rencontrer.

Si vous maîtrisez bien tous les coûts des ouvrages, si vous possédez de très solides bases techniques (gros œuvre et second œuvre), nos exigences et les vôtres doivent se rencontrer.

Si vous maîtrisez bien tous les coûts des ouvrages, si vous possédez de très solides bases techniques (gros œuvre et second œuvre), nos exigences et les vôtres doivent se rencontrer.

Si vous maîtrisez bien tous les coûts des ouvrages, si vous possédez de très solides bases techniques (gros œuvre et second œuvre), nos exigences et les vôtres doivent se rencontrer.

Si vous maîtrisez bien tous les coûts des ouvrages, si vous possédez de très solides bases techniques (gros œuvre et second œuvre), nos exigences et les vôtres doivent se rencontrer.

Si vous maîtrisez bien tous les coûts des ouvrages, si vous possédez de très solides bases techniques (gros œuvre et second œuvre), nos exigences et les vôtres doivent se rencontrer.

Si vous maîtrisez bien tous les coûts des ouvrages, si vous possédez de très solides bases techniques (gros œuvre et second œuvre), nos exigences et les vôtres doivent se rencontrer.

Si vous maîtrisez bien tous les coûts des ouvrages, si vous possédez de très solides bases techniques (gros œuvre et second œuvre), nos exigences et les vôtres doivent se rencontrer.

Si vous maîtrisez bien tous les coûts des ouvrages, si vous possédez de très solides bases techniques (gros œuvre et second œuvre), nos exigences et les vôtres doivent se rencontrer.

Si vous maîtrisez bien tous les coûts des ouvrages, si vous possédez de très solides bases techniques (gros œuvre et second œuvre), nos exigences et les vôtres doivent se rencontrer.

Si vous maîtrisez bien tous les coûts des ouvrages, si vous possédez de très solides bases techniques (gros œuvre et second œuvre), nos exigences et les vôtres doivent se rencontrer.

Si vous maîtrisez bien tous les coûts des ouvrages, si vous possédez de très solides bases techniques (gros œuvre et second œuvre), nos exigences et les vôtres doivent se rencontrer.

Si vous maîtrisez bien tous les coûts des ouvrages, si vous possédez de très solides bases techniques (gros œuvre et second œuvre), nos exigences et les vôtres doivent se rencontrer.

Si vous maîtrisez bien tous les coûts des ouvrages, si vous possédez de très solides bases techniques (gros œuvre et second œuvre), nos exigences et les vôtres doivent se rencontrer.

Si vous maîtrisez bien tous les coûts des ouvrages, si vous possédez de très solides bases techniques (gros œuvre et second œuvre), nos exigences et les vôtres doivent se rencontrer.

Si vous maîtrisez bien tous les coûts des ouvrages, si vous possédez de très solides bases techniques (gros œuvre et second œuvre), nos exigences et les vôtres doivent se rencontrer.

Si vous maîtrisez bien tous les coûts des ouvrages, si vous possédez de très solides bases techniques (gros œuvre et second œuvre), nos exigences et les vôtres doivent se rencontrer.

Si vous maîtrisez bien tous les coûts des ouvrages, si vous possédez de très solides bases techniques (gros œuvre et second œuvre), nos exigences et les vôtres doivent se rencontrer.

Si vous maîtrisez bien tous les coûts des ouvrages, si vous possédez de très solides bases techniques (gros œuvre et second œuvre), nos exigences et les vôtres doivent se rencontrer.

Si vous maîtrisez bien tous les coûts des ouvrages, si vous possédez de très solides bases techniques (gros œuvre et second œuvre), nos exigences et les vôtres doivent se rencontrer.

Si vous maîtrisez bien tous les coûts des ouvrages, si vous possédez de très solides bases techniques (gros œuvre et second œuvre), nos exigences et les vôtres doivent se rencontrer.

Si vous maîtrisez bien tous les coûts des ouvrages, si vous possédez de très solides bases techniques (gros œuvre et second œuvre), nos exigences et les vôtres doivent se rencontrer.

Si vous maîtrisez bien tous les coûts des ouvrages, si vous possédez de très solides bases techniques (gros œuvre et second œuvre), nos exigences et les vôtres doivent se rencontrer.

Si vous maîtrisez bien tous les coûts des ouvrages, si vous possédez de très solides bases techniques (gros œuvre et second œuvre), nos exigences et les vôtres doivent se rencontrer.

Si vous maîtrisez bien tous les coûts des ouvrages, si vous possédez de très solides bases techniques (gros œuvre et second œuvre), nos exigences et les vôtres doivent se rencontrer.

Si vous maîtrisez bien tous les coûts des ouvrages, si vous possédez de très solides bases techniques (gros œuvre et second œuvre), nos exigences et les vôtres doivent se rencontrer.

Si vous maîtrisez bien tous les coûts des ouvrages, si vous possédez de très solides bases techniques (gros œuvre et second œuvre), nos exigences et les vôtres doivent se rencontrer.

Si vous maîtrisez bien tous les coûts des ouvrages, si vous possédez de très solides bases techniques (gros œuvre et second œuvre), nos exigences et les vôtres doivent se rencontrer.

Si vous maîtrisez bien tous les coûts des ouvrages, si vous possédez de très solides bases techniques (gros œuvre et second œuvre), nos exigences et les vôtres doivent se rencontrer.

Si vous maîtrisez bien tous les coûts des ouvrages, si vous possédez de très solides bases techniques (gros œuvre et second œuvre), nos exigences et les vôtres doivent se rencontrer.

Si vous maîtrisez bien tous les coûts des ouvrages, si vous possédez de très solides bases techniques (gros œuvre et second œuvre), nos exigences et les vôtres doivent se rencontrer.

Si vous maîtrisez bien tous les coûts des ouvrages, si vous possédez de très solides bases techniques (gros œuvre et second œuvre), nos exigences et les vôtres doivent se rencontrer.

Si vous maîtrisez bien tous les coûts des ouvrages, si vous possédez de très solides bases techniques (gros œuvre et second œuvre), nos exigences et les vôtres doivent se rencontrer.

Si vous maîtrisez bien tous les coûts des ouvrages, si vous possédez de très solides bases techniques (gros œuvre et second œuvre), nos exigences et les vôtres doivent se rencontrer.

Si vous maîtrisez bien tous les coûts des ouvrages, si vous possédez de très solides bases techniques (gros œuvre et second œuvre), nos exigences et les vôtres doivent se rencontrer.

Si vous maîtrisez bien tous les coûts des ouvrages, si vous possédez de très solides bases techniques (gros œuvre et second œuvre), nos exigences et les vôtres doivent se rencontrer.

Si vous maîtrisez bien tous les coûts des ouvrages, si vous possédez de très solides bases techniques (gros œuvre et second œuvre), nos exigences et les vôtres doivent se rencontrer.

Si vous maîtrisez bien tous les coûts des ouvrages, si vous possédez de très solides bases techniques (gros œuvre et second œuvre), nos exigences et les vôtres doivent se rencontrer.

Si vous maîtrisez bien tous les coûts des ouvrages, si vous possédez de très solides bases techniques (gros œuvre et second œuvre), nos exigences et les vôtres doivent se rencontrer.

Si vous maîtrisez bien tous les coûts des ouvrages, si vous possédez de très solides bases techniques (gros œuvre et second œuvre), nos exigences et les vôtres doivent se rencontrer.

Si vous maîtrisez bien tous les coûts des ouvrages, si vous possédez de très solides bases techniques (gros œuvre et second œuvre), nos exigences et les vôtres doivent se rencontrer.

Si vous maîtrisez bien tous les coûts des ouvrages, si vous possédez de très solides bases techniques (gros œuvre et second œuvre), nos exigences et les vôtres doivent se rencontrer.

Si vous maîtrisez bien tous les coûts des ouvrages, si vous possédez de très solides bases techniques (gros œuvre et second œuvre), nos exigences et les vôtres doivent se rencontrer.

Si vous maîtrisez bien tous les coûts des ouvrages, si vous possédez de très solides bases techniques (gros œuvre et second œuvre), nos exigences et les vôtres doivent se rencontrer.

Si vous maîtrisez bien tous les coûts des ouvrages, si vous possédez de très solides bases techniques (gros œuvre et second œuvre), nos exigences et les vôtres doivent se rencontrer.

Si vous maîtrisez bien tous les coûts des ouvrages, si vous possédez de très solides bases techniques (gros œuvre et second œuvre), nos exigences et les vôtres doivent se rencontrer.

Si vous maîtrisez bien tous les coûts des ouvrages, si vous possédez de très solides bases techniques (gros œuvre et second œuvre), nos exigences et les vôtres doivent se rencontrer.

Société de forte notoriété et leader dans son domaine : systèmes électroniques et électrotechniques, rattachée à une société internationale recherche un

Ingénieur production

AM, INSA, ESME...

4/5 ans d'expérience

Dans le cadre du développement de sa production, il prendra en charge sous la responsabilité du directeur industriel les ateliers de fabrication, la sous-traitance et le contrôle d'équipements sophistiqués.

La gestion et la planification de la production, l'animation des équipes et l'optimisation de l'organisation et des moyens seront les objectifs essentiels de la fonction. Ingénieur diplômé en électronique ou électrotechnique, le candidat aura 4 à 5 ans d'expérience méthodes, fabrication dans l'industrie électronique, des capacités réelles d'animation et d'initiative.

Poste : banlieue ouest Paris.

Rémunération : 240.000 + selon expérience.

Ecrire sous réf. GV 323 AM

Discretion absolue

Membre de Syntec

4, rue Massenet 75116 Paris

etap

INDUSTRIE PAPETIÈRE

Chef de fabrication

Un groupe papeter français solidement implanté, recherche le Chef de Fabrication de l'une de ses usines.

Rattaché au Directeur d'une unité à taille humaine (200 personnes), il gère la production d'une machine rapide et animerait un effectif de 70 personnes travaillant en continu.

Ce poste conviendrait à un ingénieur diplômé, ayant une très solide expérience de l'industrie papetière, témoignant de qualités marquées d'organisation et d'animation et d'un goût réel pour le commandement.

Poste : région Midi-Pyrénées.

Ecrire sous réf. MF 416 AM

Discretion absolue

Membre de Syntec

4, rue Massenet 75116 Paris

etap

ECP, Mines, AM... débutants

Plâtres Lafarge

(CA 1,2 milliard, 1.300 personnes) importante branche de Lafarge Coppée et représentant un ensemble industriel de douze usines très automatisées, offre un début de carrière en usine.

Nous recherchons un ingénieur débutant de fort potentiel, dynamique et résolu, qui, intégré à l'une des usines et rattaché au Directeur de celle-ci, sera formé en vue de se voir confier à terme des responsabilités opérationnelles.

Ce poste comporte de nombreux aspects relationnels et permet de connaître l'ensemble des activités d'une unité à taille humaine (140 personnes). Les perspectives d'évolution sont réelles dans les différentes branches du Groupe. Une connaissance de l'anglais, une familiarisation avec l'informatique ainsi qu'une mobilité géographique sont nécessaires.

Premier poste : ville de province.

Ecrire sous réf. UN 422 CM

Discretion absolue

Membre de Syntec

4, rue Massenet 75116 Paris

etap

Société d'expertise comptable

Paris-Est recherche

ASSISTANT

confirmé DECS complet, expérience cabinet indispensable, poste évolutif pour élément dynamique. Adressez C.V., curriculum vitae et références AMB à : 30010 Paris, rue Olivier-de-Serres, PARIS-18^e, tel. 71.

Pour septembre 1986

ÉCOLE DE COMMERCE

présente au BTS

de commerce international

recherche

PROFESSEURS

- Économie et organisation

- Géographie économique,

produits et marchés,

- Techniques du commerce international.

Impérativement exp. de 5 ans

de préparation aux BTS.

Vaccins, qq heures semaine.

Envoyer C.V. et références à :

Publicité Claude Michel,

52, bd de Sébastopol,

75003 Paris qui transmettra.

GENIOUS SYSTEMES rech.

3 INGENIEURS

LOGICIELS T.R.

POP. VAX, SOLAR,

95000, 80/88

Tél. : 46-06-36-80.

Important installateur en télé-

phonie privée recherche 1 techn-

icien supérieur de mainte-

nance, grande capacité, pour

région Provence.

Ecrire sous le n° 7 117

5, rue de Montmoussy, Paris-7^e.

Assoc. rech. RESPONSABLES

études linguistiques, Angla-

terre, Fluens zone 1, anglais

courent. Tél. 45-00-13-41.

SSH en forte expansion

recherche

CHEFS DE PROJETS

+ 4 ans d'expérience grandes écoles

ANALYSTES PROGRAMMEURS

+ 2 ans d'expérience - bac + 4

pour mener des missions

après de clients importants.

- Expérience milieu bancaire.

- IBM/BULL/VAX/EP.

- Expérience des SGBD :

ADABAS/IDMS/IDS/OL.

INGÉNIEURS COMMERCIAUX

GRANDS COMPTES

pour commercialiser des prestations de conseil

d'ingénierie et d'assistance.

- 1^{re} expérience réussie en SSH.

- Salaire motivant.

Capable d'assurer à terme

une direction d'agence.

Ecrire avec C.V. et photo LP 1.

26, rue du Renard, 75004 Paris.

Direction Informatique

PEUGEOT S.A.

recherche spécialiste

RÉSEAUX LOCAUX INDUSTRIELS

Ingénieur ou universitaire bénéficiant d'une spécialisation en informatique industrielle, il devra connaître les nouvelles techniques d'interconnexion d'équipements programmables hétérogènes.

Il est indispensable qu'il parle couramment anglais.

Il participera à l'étude des besoins correspondants aux projets du Groupe, à l'étude de l'offre, aux tests menés dans un centre de validation des réseaux locaux, à des projets internationaux.

L'expérience acquise chez un constructeur ou dans une société de services sera appréciée.

Adressez lettre de candidature, curriculum vitae et photo à PEUGEOT S.A. - Gestion du Personnel 75, avenue de la Grande-Armée - 75116 PARIS.

DISCRETION ASSURÉE.

FACTOFRANCE HELLER

recherche

ATTACHÉ (E) DE CLIENTÈLE

Établissement financier leader sur son marché (financement, assurance et gestion de créances commerciales), offre à un jeune cadre AMBITEUX ET VOLONTAIRE l'opportunité de se joindre à son Département exploitation.

Au sein d'une équipe jeune et dynamique, vous vous confierez le suivi et le développement d'un portefeuille très varié de PME-PMI tant sur le plan des relations commerciales que sous l'aspect analyse de risque. Vous devrez assurer l'entretien d'une équipe ainsi que la responsabilité d'un centre de profit.

Ce poste exige une PASSIONNANTE, basé à Paris, requiert une formation supérieure de type SUP de CO, MAÎTRISE DE GESTION, une expérience professionnelle réussie de 2 à 3 ans orientée vers la finance commerciale.

Nous recherchons une personnalité affirmée :

- sens commercial et aptitude à la négociation à tous

niveaux ;

- esprit d'analyse et de synthèse ;

- faculté d'adaptation ;

- rigueur et diplomatie.

Des déplacements de courte durée

seront à prévoir en France.

La rémunération ne sera pas inférieure à 140.000 F + 13^e

indemnité de participation.

Envoyez C.V., photo et références

sous le n° 7 125 M. LE MONDE PUBLICITÉ

5, rue de Montmoussy, PARIS-7^e.

LE MONDE PUBLICITÉ

5, rue de Montmoussy, PARIS-7^e.

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Grande Ville du littoral méditerranéen

Responsable organisation informatique

- Ingénieur Grande Ecole ou Universitaire Maîtrise Scientifique/Informatique -

Entreprise BTP Innovante

Leader sur son marché

800 personnes en France

CA = 500 Millions

Rattaché à la Direction Générale,

- Il assurera la mise en œuvre du nouveau plan informatique lié à des objectifs d'amélioration de la gestion au siège, dans les agences et les installations techniques.
- Cette mise en œuvre comporte la prise en charge des problèmes d'organisation liés aux développements informatiques.
- L'évolution permanente du plan informatique en liaison avec les utilisateurs.
- Il dirige une équipe informatique d'environ 10 personnes.
- Il a un rôle de coordinateur/animateur pour les moyens informatiques décentralisés.

Cette fonction implique une expérience de 5 ans environ comme chef de projet ou la responsabilité d'un service organisation informatique; elle convient à une personnalité bien affirmée et rigoureuse, possédant une vision large des problèmes et ayant d'excellentes qualités de contacts en vue d'établir un dialogue constructif avec les divers utilisateurs. La connaissance du matériel DEC et l'expérience BTP sont appréciées.

Adresser lettre man., CV détaillé et photo, sous réf. 71715/M à R. VERDET, S&I-CEGOS Informatique Tour Chénouet, 92516 BOULOGNE CEDEX.

séle CEGOS INFORMATIQUE

Des logiciels pour de grands projets

CHEFS DE PROJETS ET INGÉNIEURS D'ÉTUDES

Nous sommes une importante société de systèmes informatiques, filiale d'un grand groupe de notoriété internationale. Nous avons la responsabilité du développement des logiciels dans nos systèmes d'informatique du commandement, de réseaux, intégrés de communication, de télécommande et de supervision. La croissance de nos activités nous amène à renforcer nos équipes et à recruter des INGÉNIEURS GRANDE ÉCOLE. Nous vous offrons un environnement de travail mettant en œuvre les méthodes les plus modernes en conception, réalisation et qualification des logiciels. Nous apprécierons vos compétences en logiciel temps réel, en visualisation, en communications et en bases de données. Pour un premier contact, merci d'adresser votre candidature sous référence 857 M à l'Agence CURRICULUM, 4, rue Tronchet 75008 PARIS qui transmettra en toute confidentialité.

CHEFS DE PRODUITS

PARIS
Produits de consommation durable et d'équipements intermédiaires.

Une Société française (C.A. 2,5 Milliards F - Effectif 2.900 personnes), filiale d'un groupe industriel allemand, leader mondial sur plusieurs lignes de produits techniques de haut de gamme, et qui accorde une importance particulière à sa politique Marketing, recherche DEUX CHEFS DE PRODUITS. Ils seront responsables, chacun pour sa ligne de produits, de la détermination de la stratégie en fonction des données du marché, du plan marketing, de l'établissement des prix de vente, de leur chiffre d'affaires et de leurs marges. Ils proposeront des mesures susceptibles d'améliorer le positionnement et les parts de marchés de leurs produits. Ils se tiendront au courant de l'évolution du marché et de la concurrence et ils garderont un contact constant avec les différents types de distribution (GMS, grossistes, détaillants). Ils auront un rôle de proposition en matière d'évolution des gammes, de fixation des prix, de conditionnement, en fonction des spécificités du marché français. Les candidats retenus, âgés d'environ 30 ans, de formation Ingénieur ou Grande Ecole de Commerce, constitueront si possible la langue allemande et ils posséderont plusieurs années d'expérience acquise dans le marketing de produits de consommation durable ou d'équipements intermédiaires. Écrire sous référence 827/M à :

GRH Conseils
3, avenue de Ségur 75007 PARIS. Discretion assurée.

Ingénieur commercial

Secteur aéronautique

Vente de composants - Notre société, filiale française d'un groupe multinational en expansion distribue des composants plastiques utilisés dans l'industrie électrique et électronique. Nous recherchons pour notre équipe de vente basée au sud-ouest de la région parisienne, un ingénieur commercial. Rattaché à notre direction, il aura la responsabilité d'un chiffre d'affaires et devra faire progresser nos ventes et l'homologation de nos produits auprès d'une clientèle technique, principalement en bureaux d'études. Le secteur confié sera celui de l'aéronautique et de l'électronique professionnelle. Il aura à en analyser les besoins et à proposer, si nécessaire, une adaptation de nos produits à des applications spécifiques. Cette fonction implique à la fois une formation supérieure technique (BTS ou de préférence école d'ingénieur) et une première expérience réussie de 3 à 5 ans de la vente de biens industriels. L'anglais est souhaité. Le poste est basé au sud-ouest de la région parisienne. La rémunération proposée sera fonction de l'expérience et comprend une voiture. Écrire à PA en précisant la référence S/8073M.

PA

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

SILEC

Importante Société de Construction
Électrique, recherche

INGÉNIEUR ELECTRO-TECHNICIEN

pour son équipe chargée des études techniques en relation avec la clientèle sur les problèmes d'énergie (BT - MT - HT) et des télécommunications (en particulier de liaisons à fibres optiques).

Lieu de travail : Région FONTAINEBLEAU
Ce poste permet d'envisager un avenir professionnel rapidement évolutif au sein de la société et conviendrait donc à un Ingénieur E.S.E., I.E.G. ou de formation équivalente.

Quelques années d'expérience industrielle seront appréciées.
Adresser C.V. et lettre manuscrite au Service du Personnel - SILEC
64 bis, rue Monceau - 75008 PARIS

the
YankeeGroup
europe

Nous sommes :
• Leader mondial d'études et de conseils dans les domaines télécom, informatique, télématique, et productique;
• En forte croissance aux États-Unis, au Japon, en Australie, et en Europe;
• À la recherche d'un responsable commercial confirmé pour la France.

Si Vous Êtes :
• Fort d'une expérience réussie de commercialisation dans notre secteur;
• Capable de prouver sans délai votre potentiel;

Nous devrions nous en entretenir.
Adresser lettre, C.V., et prétentions à :
The Yankee Group Europe
The Old Free School, George Street,
Watford, Herts. WD1 8EX, Grande Bretagne.
Anglais indispensable

ALIMENTAIRE

Le meilleur chef de groupe produits pour la meilleure marque mondiale

Groupe international de tout premier plan recherche pour développer et gérer une gamme de produits correspondant aux marques les plus prestigieuses, un jeune Chef de Groupe Marketing de haut niveau et de fort potentiel.

HEC, ESSEC, ESCP + MBA apprécié, il aura 5 ans à 8 ans d'expérience marketing produits grand public acquise chez un des "grands" de la profession et impliquant la gestion de budgets importants, l'animation d'équipe de chefs de produits, et la motivation des forces de vente.

L'ensemble des techniques publicitaires promotionnelles sera bien maîtrisé : publicité (liée son avec agences renommées), sponsoring... et les qualités de rigueur dans la précision et dans la gestion, ainsi que celles de créativité pour le développement de nouveaux produits auront été solidement prouvées.

La réussite dans ce poste stratégique constituera la première étape d'une carrière brillante dans le groupe.

Poste : ville côte méditerranéenne
Ordre de grandeur de rémunération : 350.000 F. +

Écrire sous réf. BU 428 AM
Discretion absolue

Membre de Syntec

4, rue Massenet 75116 Paris

etap

Ingénieurs chefs de projets études et développement chez un leader mondial

SAT leader mondial dans le domaine de l'énergie autonome, recherche deux Chefs de Projets pour travailler sur des produits de haute fiabilité destinés à l'industrie de l'armement.

Ils seront chargés d'animer, contrôler, coordonner toutes activités permettant le bon déroulement et l'aboutissement de projets de développement, en liaison étroite avec les clients et avec tous les services internes participant à la réalisation de ces projets.

Deux postes sont à pourvoir :

• PILES - ARGENT - ZINC

Ingénieur ECP, AM, ENSL., ayant environ 5 ans d'expérience dans le développement de matériels d'armement de haute technologie. réf. WP 424 AM

• PILES THERMIQUES

Ingénieur ECP, AM, ENSL., ayant 1 an d'expérience professionnelle ou débutant. réf. YR 425 AM

Ces deux postes impliquent capacités d'adaptation à la mise en œuvre de techniques variées, rigueur, dynamisme et excellentes qualités de contact. Ils nécessitent également la connaissance de l'anglais.

Ces deux postes se situent en proche banlieue est de Paris.

CGE

Membre de Syntec

4, rue Massenet 75116 Paris

etap

Adjoint du secrétaire général

Une société industrielle de 1500 personnes leader mondial dans son domaine filiale d'un des premiers groupes français recherche l'Adjoint de son Secrétaire Général.

Le secrétaire général traite l'ensemble des problèmes économiques, juridiques, financiers et comptables de la société et de ses filiales. Il délèguera à son collaborateur des responsabilités qu'il assumera avec autonomie dans les domaines :

- préparation et suivi des délibérations des conseils d'administration de la société et de ses filiales,
- préparation et suivi des contrats faits par la société avec les différents administrations et organismes publics,
- préparation et suivi des accords entre la société et ses partenaires français et étrangers, y compris des opérations juridiques et financières impliquées par la politique de croissance externe de la société.

La réussite dans ce poste important nécessite :

- une formation HEC, ESSEC, ESCP, Sciences Po...
- 5 ans d'expérience au sein des services centraux d'une banque, d'un grand groupe international ou d'un organisme public,
- le goût de la négociation, le sens des contacts, la capacité de maîtriser des disciplines différentes,
- la connaissance de l'anglais et éventuellement de l'espagnol.

Poste : Paris-La Défense.

Écrire sous réf. CV 429 AM

Discretion absolue.

Membre de Syntec

4, rue Massenet 75116 Paris

etap

Société d'expertise comptable recherche d'urgence

2 SPÉCIALISTES

Consolidation groupes multinationaux et commissariats. Déplacements province à prévoir.

Adresser candidature sous n° 7.121 M, LE MONDE PUBLIKITE 5, rue de Montcaury, PARIS-7.

مركزنا من الأصل

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

directeur commercial

FRANCE
350/400.000 F

Important Département (C.A. de l'ordre de 2 milliards de francs), d'une ENTREPRISE INDUSTRIELLE FRANÇAISE réputée - tant pour la progression et les résultats en France et à l'Étranger que la politique de haute qualité poursuivie à tous niveaux - renforce sa structure Produits/marchés et crée une DIRECTION COMMERCIALE FRANCE.

Dépendant du Directeur de Département et en liaison avec une structure spécialisée par ligne de produits, il prendra personnellement en charge la négociation des contrats avec les Clients importants. Il animera sur le terrain une petite équipe de Collaborateurs Commerciaux de haut niveau et performants auxquels il apportera ses connaissances en technique moderne de gestion des ventes. Il gèrera son budget.

Ce poste - essentiellement de contact et d'action - consistera à un DIPLÔME HEC, ESSEC, ESCP... âgé de 35/38 ans, ayant appliqué avec succès des techniques de gestion commerciale acquises dans une Société de Biens de Consommation durables. Il possèdera une expérience réussie de la négociation de grands contrats de fournitures industrielles par exemple, avec des Grossistes ou des Clients Transformateurs. Son professionnalisme ira de pair avec un rayonnement personnel qui lui permettra de s'imposer.

Les dossiers de candidatures - sous réf. 3171 M à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris

LE GROUPE

Casino

l'un des tout premiers

GROUPE FRANÇAIS DE LA DISTRIBUTION
(près de 40.000 personnes)
recherche

spécialiste sélection

JEUNES CADRES

Directement rattaché au Responsable de la Gestion des Cadres, il sera le CONSEIL des Directions opérationnelles dans le choix des collaborateurs à haut potentiel devant représenter l'encadrement futur du Groupe.

Ce poste - basé à Saint-Etienne - consistera à un PSYCHOLOGUE CLINICIEN, âgé de 30 ans minimum, possédant une première expérience de 5 ans environ de la SÉLECTION de CADRES (entrevues approfondies, tests métriques et projectifs) acquise au sein d'une grande Entreprise réputée notamment par la qualité de ses méthodes et procédures en matière de Gestion du Personnel. Ses compétences professionnelles iront de pair avec des qualités de contact, de bon sens et de rigueur, indispensables pour réussir dans cette fonction.

Les dossiers de candidatures - sous réf. 3179 M - à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris

Société industrielle : production grandes séries
(3.000 personnes - 950 millions de C.A.)
filiale d'un groupe en pleine expansion
réalisant un C.A. de 2,7 milliards

recherche

SON CONTROLEUR DE GESTION

Rattaché au directeur de la gestion, le candidat retenu aura la responsabilité :

- de participer à l'élaboration des budgets et d'en effectuer le suivi ;
- d'assurer pour l'ensemble de la société la coordination de toutes les tâches relevant de la fonction en exerçant à ce titre une autorité fonctionnelle sur les contrôleurs de gestion en place dans les usines et au siège ;
- d'assurer les liaisons avec la gestion informatisée de la production.

Pour mener à bien ces différentes missions, il bénéficiera du concours d'une équipe de collaborateurs - comptabilité analytique - qu'il lui appartiendra d'encadrer.

Le poste convient à une personnalité dynamique, de formation supérieure et de fort potentiel, ayant au moins 5 années d'expérience dans les activités similaires, acquise sur le terrain en milieu industriel.

Le poste est à pourvoir au siège de la société située aux confins de la banlieue sud de Paris.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, rémunération et photo sous n° 7.122
LE MONDE PUBLICITE
5, rue de Montessuy, PARIS-7.

ROWNTREE MACKINTOSH

LEADER FRANÇAIS DU CHOCOLAT...
...et à deux pas de PARIS, recherche

ASSISTANT CHEF DE PRODUITS

HEC, ESSEC, ESCP... DEBUTANT

Considéré comme un véritable Chef de Produits en formation, vous vous familiariserez tout d'abord avec notre marché et nos méthodes de travail. Vous serez associé à toutes les phases de la gestion et du développement d'un produit pendant 1 an environ. Après une expérience vente (6 mois sur le terrain) vous serez en mesure d'assumer les responsabilités complètes d'un Chef de Produits. Si vous êtes attiré par ce projet et les perspectives qu'il vous ouvre, merci d'envoyer lettre, C.V., photo et prétentions à Michel DASSE, ROWNTREE MACKINTOSH SA, Noisiel, 77422 Marne-La-Vallée cedex 2.



LION
Pour rugir
de plaisir

REVE NOIR
REVE DORE
Le Réve !

FOLKY
C'est plein
de vie

LANVIN

SVP, GROUPE INTERNATIONAL
DE CONSEIL EN INFORMATION

leader de son marché, existant depuis 50 ans,
implanté dans 18 pays, vend à ses clients, dirigeants,
cadres d'entreprises, professions libérales,
le savoir-faire de 500 experts et spécialistes
avec lesquels ils peuvent dialoguer pour
résoudre leurs problèmes dans les meilleurs délais.

SVP France recherche un délégué commercial

PARIS

Le poste à pourvoir nécessite
une bonne culture générale socio-
économique,
une expérience réussie
de 3 à 5 ans.

Vous êtes intéressé,
envoyez votre C.V. détaillé
à SVP Madame LIPUSCEK
54, rue de Monceau - 75008 PARIS.



F.F.F.

GROUPE IMMOBILIER, S.A. D'HEM
D'IMPORTANCE NATIONALE, 1 300 PERSONNES
CHERCHE POUR SON SIÈGE A PARIS :

DES PROSPECTEURS FONCIERS

- Sous l'autorité du Chef d'Agence, ils seront
chargés de la recherche de terrains sur PARIS et la
région parisienne.
- Formation supérieure + expérience indispensable.

UN RESPONSABLE DE PROGRAMMES

- Chargé de la maîtrise d'ouvrages dans tous ses
aspects juridiques, financiers et techniques, sa
mission sera d'en assurer la responsabilité
entière.
- Il sera diplômé de l'enseignement supérieur et
aura acquis pendant plusieurs années une expé-
rience effective dans ce domaine.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et salaire actuel à :



GROUPE F.F.F.
159, rue Nationale
75012 PARIS

COMMERCIALISER NOS PROGICIELS

De formation supérieure, vous avez une expérience réussie de 2 à 5 ans dans l'un des domaines suivants :

**Informatique - gestion commerciale
comptabilité - gestion du personnel**

Vous savez

ECOUTER, COMPRENDRE, CONSEILLER, GUIDER.

Vous recherchez une entreprise moderne en pleine expansion qui vous confiera rapidement des responsabilités.

Alors vous devez nous rencontrer d'urgence car vous êtes l'un de nos futurs

Ingénieurs d'affaires



"SP, Société de Services et d'Ingénierie en Informatique, filiale de PECHINEY, c'est aujourd'hui près de 500 personnes."

La Division Progiciels connaît une très forte progression de C.A. en France et à l'Étranger car nos progiciels intéressent les plus grandes entreprises nationales et internationales. En 1986, nos perspectives sont ambitieuses, et je souhaite étudier nos équipes commerciales et informatiques d'hommes et de femmes de qualité."

Daniel Pelletier
directeur division progiciels

"Responsable Commercial de la Division Progiciels, ma conception de la vente est résolument tournée vers le dialogue, le conseil et l'accompagnement à la décision. Voilà donc le projet que je vous propose : après une formation intensive et complète (technique et commerciale), je vous confierai un portefeuille d'entreprises que vous prendrez en charge au sein de notre équipe. Par votre expérience d'informaticien, ou de gestionnaire ouvert à l'informatique, vous saurez conduire avec succès les négociations commerciales avec les Directions utilisatrices de ces entreprises. Ce que j'attends de vous : le sens du dialogue et des capacités de synthèse qui vous permettront d'instaurer un climat de confiance et de coopération. Pensez toujours que, pour le prospect, vous êtes celui qui sait rassurer, conforter, et apporter la réponse la plus adéquate à toute question soulevée."



Olivier Chastenet de Gély
chef du département commercial



Services et Progiciels
Informatiques

Si ce projet vous intéresse, adressez votre candidature manuscrite, avec C.V., photo et prétentions, en prédisant la référence AM, à notre Responsable de ce Recrutement, Jean-Pierre LEMONNIER
SP - 98, boulevard Victor Hugo - 92115 CLICHY



MEMBRE DE SYNTHEC-Informatique

GROUPE
SYSECA

ingénieurs informaticiens

Vous exercerez votre activité dans les domaines suivants : systèmes temps réel - informatique industrielle - logiciel de base - systèmes de gestion - systèmes de communication - systèmes de gestion de bases de données.

Merci d'adresser votre manuscrite, C.V. photo et prétentions sous réf. M243 A à GROUPE SYSECA Direction du personnel, 315, Bureau de la Colline, 92213 SAINT-CLOUD CEDEX.

SYSECA
(300 MF de C.A., 820 collaborateurs dont 85% d'ingénieurs) est une Société de services et d'ingénierie informatique, possédant un groupe industriel de taille internationale.

Jeune Chef de Projet



Ciments Lafarge

Dans le cadre de la mise en place de notre nouveau Schéma Directeur lié à la relance complète de nos circuits et systèmes d'information, nous souhaitons intégrer à l'équipe existante (50 personnes) un Chef de Projet junior connaissant bien la comptabilité. Vous avez impérativement une formation supérieure (École de Commerce ou Maîtrise de Gestion + DECS) et avez acquis une expérience de deux ans au sein d'une Direction Comptable ou d'un Cabinet d'Audit.

Nous attendons pas de vous de fortes compétences techniques en informatique mais plutôt la compréhension de nos mécanismes comptables. Celle-ci vous permettra de développer et de superviser la mise en œuvre des applications "comptabilité clients" et gestion de trésorerie, ainsi que la formation des utilisateurs qui vous seront confiés.

Vos aptitudes à l'organisation et à la communication, ainsi que votre capacité à gérer vos projets en animant une équipe de 6 personnes vous permettront d'être l'interlocuteur privilégié de l'ensemble du service comptable. La dimension de notre groupe vous donne la possibilité d'évoluer ultérieurement vers des fonctions plus diversifiées.

Ce poste est situé à ST-CLOUD. Si cette opportunité vous intéresse, merci d'adresser à notre conseil, sous réf. 1491, INFORMAMA 7, rue Pasquier 75008 Paris.



la technique par la formation
MEMBRE DESYNTEC

OFFRES

Gilbert Roy

Groupe Antoin

POUR CHER

Natalie

Redacteur

sur l'histoire

CHARGE DE

GESTION INFO

PARIS

CHARGE DE

GESTION INFO

PARIS

CHARGE DE

GESTION INFO

PARIS

CHARGE DE

GESTION INFO

PARIS

CHARGE DE

GESTION INFO

PARIS

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

Gilbert Raynaud

15 ans de Conseil de Direction, Senior-consultant chez PA, puis Directeur d'ARGOS Paris, s'associe au

Groupe Antoine Benoit

Ses activités : l'organisation prospective, l'aménagement d'espace architectural, le génie informatique.

POUR CREER

GILBERT RAYNAUD PARTNERS : Conseil de Direction, recrutement des Cadres et Dirigeants, 18 avenue des Champs-Élysées 75008 Paris. Tél. (1) 47 23 78 20.



Gilbert Raynaud & Partners

Les consultants d'Actiman ont le plaisir de vous communiquer la nouvelle adresse à laquelle vous pourrez les joindre à partir du 2 avril 1986

20 rue Pergolèse 75116 Paris Téléphone 45.01.27.27 Télécopieur 45.00.97.00



Rédacteur juridique aux Éditions DALLOZ

Nous recherchons pour nos Codes DALLOZ un jeune juriste à qui nous confierions la responsabilité d'un ou de plusieurs de nos Codes.

Cette fonction nécessite un grand sens de la rigueur, l'esprit de méthode, des qualités d'application et le souci du détail. Vous avez un DEA de Droit Privé et une première expérience professionnelle, si possible dans la documentation juridique ; vous souhaitez maintenant intégrer une équipe hautement spécialisée.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (CV + prétentions) à notre conseiller Roland CHABRIER sous réf. M 111.

13, rue Royale 75008 Paris



CHARGE DE MISSIONS

Au sein d'une petite équipe il participera à la mise en place et au suivi de la

GESTION INFORMATISÉE

dans les Centres Régionaux. Il aura ensuite la responsabilité de l'adaptation et de l'évolution des applications.

23 ans environ, maîtrise de l'anglais, Sup de Co ou équivalent, son expérience professionnelle lui a permis d'acquiescer son sens de l'organisation et son goût du dialogue et de la formation.

Nombreux déplacements de courte durée en Province. Formation technique assurée.

Envoyer dossier de candidature sous référence 427 M



Elisabeth FRENCH conseil, recrutement 17 rue Malesherbes, 75016 Paris Discretion assurée.

DSM France INGENIEURS COMMERCIAUX

Paris réf. M6/142F Lyon réf. M16/142G

Filiale française de l'un des premiers groupes européens de l'industrie chimique, DSM France commercialise et distribue des matières plastiques. Elle dispose d'une structure nationale avec une agence à Paris et une agence à Lyon. C'est au sein de chacune de ces agences qu'un poste d'ingénieur commercial est à pourvoir.

Rattaché au directeur de l'agence et en liaison fonctionnelle avec le chef de produit concerné, l'ingénieur commercial est chargé de suivre, d'organiser et de développer un courant d'affaires auprès d'une clientèle d'industriels et de transformateurs per un courant d'affaires auprès d'une clientèle d'industriels et de transformateurs.

Nous recherchons rencontrer un candidat possédant une formation technique et/ou commerciale et ayant acquis une expérience (3/5 ans) de la vente et de la commercialisation de produits, en milieu industriel.

La connaissance des matières plastiques, des techniques et du milieu professionnel qui y sont liées, sera considérée comme un atout important. Les postes sont basés respectivement à Lyon et à Paris, avec, bien évidemment, des déplacements sur les secteurs géographiques dont les ingénieurs commerciaux auront la charge.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, en précisant la référence choisie, à :

EGOR RHONE ALPES

Tour Crédit Lyonnais

129, rue Servient - 69431 LYON CEDEX 3

EGOR S.A.

8, rue de Berri

75008 PARIS



PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL TOKYO

OFFRES D'EMPLOIS

Chef de ventes export département feuilles



Société française en expansion, un des grands de l'emballage plastique, cherche dans le cadre du développement de ses structures un Responsable Export.

Rattaché au Directeur Commercial, le Responsable de ce poste aura pour missions :

- de développer la pénétration de la société à l'étranger, à l'échelon mondial,
- d'organiser dans différents pays l'activité commerciale d'agents, de les animer et de coordonner leur action suivant la stratégie de l'entreprise et l'environnement économique,
- d'animer au siège une équipe commerciale et administrative.

Ce poste implique une formation supérieure, école de commerce ou équivalent et une expérience commerciale à l'export d'environ 8 ans, acquise dans la vente auprès des industries alimentaires.

Perspectives d'évolution pour candidat dynamique, organisateur, disposant de qualités d'animateur et possédant le goût des voyages et une parfaite pratique de l'anglais et de l'allemand. Rémunération motivante pour candidat de valeur.

Poste basé à 60 km sud-ouest de Paris.

Ecrire sous réf. TA 405 AM

Discretion absolue

Membre de Syntec

4, rue Massenet 75116 Paris



OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Responsable des ressources humaines



Filiale d'un des premiers groupes industriels français leader européen dans les produits d'emballage (500 personnes - 2 usines, implantation Allemagne - U.S.A.).

Cette société performante qui poursuit son expansion en France et à l'étranger souhaite donner une nouvelle dimension à la fonction personnel, et offre un poste intéressant et motivant à un gestionnaire des Ressources Humaines.

Le titulaire du poste :

- aura la responsabilité du Service du Personnel,
- travaillera en relation étroite avec la Direction Générale, participera aux choix stratégiques dans le cadre d'une politique visant à développer conjointement la performance de l'entreprise et la motivation de ses équipes,
- sera chargé de poursuivre les actions déjà engagées, mais aussi initier de nouvelles opérations, de jouer un rôle déterminant dans le maintien d'un bon climat social et un rôle moteur dans la gestion dynamique des ressources humaines ; évolution des carrières - formation - information - relations sociales - assistance aux directions opérationnelles.

Ce poste attractif et réellement évolutif conviendrait à un candidat de formation supérieure HEC, ESSEC, Sciences Po, Droit... ayant environ 5 ans d'expérience "terrain" dans la fonction personnel, ouvert, imaginatif et réaliste, organisateur, animateur et négociateur.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. VO 423 AM

Discretion absolue

Membre de Syntec

4, rue Massenet 75116 Paris



Importante société française de produits industriels, leader dans sa branche, offre un poste de

Chef de zone exportation

à un candidat disposant d'une formation supérieure (ESC ou Ingénieur) ainsi que d'une expérience de 3 à 5 ans de vente à l'exportation de biens de consommation ou d'équipements industriels, si possible dans le domaine TP ou minier.

Il sera chargé de suivre, de développer et de gérer une clientèle, d'apporter une assistance aux filiales.

Ce poste s'adresse à un candidat fortement motivé par l'Exportation, ayant le goût des déplacements, des qualités de dynamisme, d'autonomie, alliées à l'esprit d'équipe.

Bonne connaissance de l'anglais indispensable.

Poste basé à Paris.

Ecrire sous réf. UB 406 AM

Discretion absolue

Membre de Syntec

4, rue Massenet 75116 Paris



Jeune ingénieur responsable recherche et développement

Une société française à taille humaine (130 personnes) - faisant partie d'un groupe bien implanté - qui étudie, réalise et installe des systèmes automatisés et de haute performance de maintenance et de tri, recherche un jeune ingénieur généraliste (AM - ENSI - ENI - INSA) ayant de bonnes connaissances en automatismes.

Rattaché directement au directeur Technique, il sera chargé :

- d'améliorer les produits existants,
- de développer des produits nouveaux.

Moteur des progrès techniques de la société, il se tiendra systématiquement informé de tout ce qui existe, à l'échelon international, dans le domaine d'activités concerné et il fera preuve de créativité, de réalisme et de bonnes capacités d'adaptation à des types de clientèle très diversifiés. Connaissance de l'anglais indispensable.

Poste basé à Paris.

Ecrire sous réf. PI 419 AM

Discretion absolue

Membre de Syntec

4, rue Massenet 75116 Paris



Chef des ventes FRANCE

emballage plastique alimentaire

Société française, transformation matière plastique, recherche dans le cadre de son expansion et pour développer sa principale ligne de produits, un Chef des Ventes France.

Ce responsable aura pour mission d'accroître la vente des feuilles extrudées et complexes auprès des industries alimentaires (secteur produits laitiers, viande, surgelés...). Il s'appuiera au départ sur une équipe qui pourra évoluer et se développer en fonction de la pénétration des produits. Le poste implique une formation supérieure, Ecole de Commerce ou équivalent, une expérience de vente, 8 ans environ auprès des entreprises industrielles et aussi des qualités de dynamisme, de contact, d'excellent négociateur et d'animateur. Possibilités d'évolution pour candidat de valeur.

Poste basé : 60 km sud-ouest de Paris.

Ordre de grandeur de rémunération : 250.000 F. +

Ecrire sous réf. LE 415 AM

Discretion absolue

Membre de Syntec

4, rue Massenet 75116 Paris



Chefs services comptables et financiers

Un groupe industriel français de tout premier plan recherche les Chefs de Services Financiers et Comptables de deux de ses filiales.

Une de celles-ci a un CA de 400 millions, l'autre de 250 millions.

Ces postes conviendront à des candidats ESC, DECS ou équivalent, ayant une solide expérience professionnelle, capables d'assumer la responsabilité :

- de la comptabilité générale et analytique,
- de la gestion de la trésorerie,
- de l'animation d'une équipe.

Les postes sont à pourvoir :

- en Normandie
- dans le Pas-de-Calais

Ecrire en précisant la référence.

Discretion absolue

Membre de Syntec

4, rue Massenet 75116 Paris



référence RK 420 AM

référence TM 421 AM

Importante Entreprise de Travaux Publics Spécialisée Activité Internationale recherche

adjoint au chef du service juridique

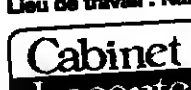
Il aura pour mission d'assister celui-ci principalement dans les domaines suivants :

- contentieux contractuel,
- suivi de filiales principalement en France et occasionnellement à l'étranger,
- assurances brevets.

Une formation supérieure en Droit des Sociétés (Maîtrise - DESS), complétée par une première expérience professionnelle (T.P. apprécié). Son rôle nécessite en outre une certaine aptitude à assimiler les techniques particulières de l'Entreprise.

Anglais indispensable.

Lieu de travail : Nantes.



4, rue Amiral Courbet 75116 PARIS Réf. 50288

nous garantissons la qualité de collaboration offerte par nos clients.

Dans le cadre de l'expansion de son activité SYSTÈMES DE COMMUNICATIONS nous recherchons

ingénieurs informaticiens

confirmés (3 à 5 ans d'expérience)

Spécialistes : Solar, Mini 6, Vax, Intel 80186, 80286.

Domaines : Télécommunications, Réseaux de données, Télématique, Micro-informatique.

Nous accorderons une attention particulière aux candidats désirant s'investir dans le cadre de notre rapide expansion, ayant le sens des responsabilités et du contact à haut niveau dans les administrations et les grandes entreprises nationales ou internationales et capables de s'intégrer dans des équipes dynamiques.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf.

M243 à GROUPE SYSECA - Direction du Personnel,

115, Boulevard de la Colline, 92213 SAINT-CLOUD CEDEX.



SYSECA

(300 MF de CA, 820 collaborateurs dont 85% d'ingénieurs) est une Société de services et d'ingénierie informatique, partenaire d'un groupe industriel de taille internationale.

هكذا من الأصل

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Ingénieurs Ensia - Ensia

des usines du futur pour l'Agro-Alimentaire

Serete (800 personnes) est leader sur le marché de l'Ingénierie Agro-Alimentaire en France. Nos équipes conseillent et assistent nos clients dans la conception et la réalisation de leurs projets les plus diversifiés et les plus ambitieux :

études d'optimisation, plans directeurs industriels, restructurations ou constructions d'unités...

Pour consolider son avance, Serete renforce son potentiel de Technologues Agro-Alimentaires ayant acquis une première expérience de la production ou de la modernisation d'unités industrielles dans les domaines suivants :

boissons, laiteries, plats cuisinés...

Vous aspirez aujourd'hui à prendre en charge des missions plus globales de diagnostics, confirmer vos compétences et valoriser un savoir-faire en découvrant des horizons technologiques nouveaux. Le poste que nous vous proposons correspond à vos aspirations. Merci d'adresser votre candidature en précisant la référence 83.60-M à Serete, Service du Recrutement, 86, rue Régnault, 75640 Paris Cedex 13.



jeune ingénieur d'affaires

Serete, leader sur son marché, recrute pour consolider son avance, un jeune Ingénieur d'Affaires motivé par les négociations de projets industriels complexes dans un ou plusieurs des domaines suivants :

Economies d'énergies, réseaux de distribution d'unités, centrales thermiques, ...

Vous avez acquis une première expérience dans l'un de ces domaines. Vous êtes attiré par le marché des économies ou substitutions d'énergie : charbon, électricité, déchets, ... Vous aspirez maintenant à prendre en charge des missions plus globales de diagnostics, confirmer vos compétences et évoluer au sein d'une direction commerciale dynamique. Merci d'envoyer votre candidature à SERETE, Service du Recrutement, 86, rue Régnault, 75013 Paris en précisant la référence 86.16-M



La Direction Financière d'une importante banque française

recherche

RESPONSABLE DE SA CLIENTÈLE DES ASSOCIATIONS H/F

pour assurer au sein d'une équipe des missions se développant autour des quatre axes suivants :

- l'assistance technique auprès du réseau,
- la démarche directe auprès de la clientèle,
- l'animation des campagnes,
- le montage de produits.

Son expérience de plusieurs années dans la fonction ou au sein d'une institution (caisse de retraite, compagnie d'assurances...) lui a permis d'acquies une bonne technicité dans le domaine des marchés financiers et de prouver ses qualités d'animation et de créativité.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 1572 à PLAIN CHAMPS - 37, rue Froidevaux, 75014 PARIS, qui transmettra.

DROIT DU TRAVAIL ET DES RELATIONS SOCIALES un cadre spécialiste expérimenté

Formation : doctorat de droit ou équivalent avec orientation souhaitée droit du travail.

La poste : le candidat dépendra directement du Directeur du Département. Il sera chargé :
- d'études de jurisprudence et de la rédaction de documents concernant l'évolution du droit du travail et de la jurisprudence. Il devra organiser et animer des réunions d'information des professionnels dans les domaines de sa compétence.

Profil : une expérience du droit du travail acquise en entreprise ou dans un organisme professionnel et ouvert aux contacts et à la communication et homme de dossiers et de relations publiques également.

Le poste est basé à PARIS 17e.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 86-114 M à notre Conseil qui vous garantira une totale discrétion.

nicole outin

15 rue marcel renault, 75017 paris.



UNITED AIRLINES

recherche pour poursuivre l'implantation en Europe du système informatique "Apollo Services" à destination des utilisateurs (tours operators, compagnies aériennes, agences de voyages, etc.).

Automation Manager Europe

Rattaché au Directeur des Ventes, basé à Paris, il aura à animer et gérer une équipe dont la mission porte sur :

- l'adaptation, la mise en place, l'assistance technique des systèmes vendus par les commerciaux,
- la formation et la réactualisation des connaissances des utilisateurs,
- la maintenance technique.

Expérience exigée de 5 ans minimum dans la vente ou le suivi de systèmes informatiques de haute technologie. La connaissance du secteur voyage - tourisme serait un plus.

Formation supérieure commerciale ou informatique, et parfaite maîtrise de l'anglais.

De 35 ans environ, le candidat devra justifier de qualités de communication allées aux compétences techniques. Des déplacements sont à prévoir.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo, prétentions et téléphone privé (joindre enveloppe pour réponse plus rapide) sous réf. 26006 M à Danielle Chapuis

MRI conseil

13, rue Madeleine-Michelle, 92522 Neuilly



Leader sur le marché européen des soufflets métalliques. C.A. 100 MF. DOURDAN (91).

Futur Directeur Technique

Rattaché à la Direction, son rôle consistera à superviser, animer et coordonner le bureau d'études, les services techniques, le contrôle-qualité, les laboratoires, et gérer une équipe d'environ 15 personnes.

Expérience réussie de 8 à 10 ans dans une fonction technique, si possible dans une entreprise de mesure et régulation.

Très bonnes connaissances de la technologie de transformations des métaux en feuilles et de la production en petites séries.

Ingénieur diplômé Arts et Métiers, ICAM, ECAM ou équivalent (spécialisation métallurgie). Anglais apprécié.

De 35 ans environ, le candidat devra justifier de ses compétences d'homme de terrain et de communication. La rémunération sera liée à son acquis professionnel.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo, prétentions et téléphone privé (joindre enveloppe pour réponse plus rapide), sous réf. 26007 M à Danielle Chapuis

MRI conseil

13, rue Madeleine-Michelle, 92522 Neuilly.

Linguistique et informatique

ENI, première société de Conseil et d'Etudes en Linguistique et Informatique. Sa forte croissance (CA x 2 en 85) l'amène à recruter un

INGÉNIEUR COMMERCIAL

Sa mission consistera en priorité à développer les ventes et à renforcer la présence d'ENI auprès des grands comptes.

Ce poste très évolutif s'adresse à un candidat diplômé de l'enseignement supérieur (Ingénieur ou IUT), passionné de l'intelligence artificielle et de la linguistique. Il a acquis une expérience de quelques années dans la vente de logiciels sophistiqués et il a l'habitude des négociations à haut niveau. L'anglais est indispensable.

Lieu de travail : proche banlieue Sud-Est.

Merci de nous adresser CV, photo récente et rémunération actuelle sous la réf. 602 136 M (à mentionner sur l'enveloppe).



BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue de Bâle - 75007 Paris

PRÉSIDENT

Directeur Régional

Rattaché au Directeur Commercial du Département "vente à la coupe", il devra développer les ventes des différents produits, animer et gérer une équipe de "spécialistes" sur le secteur Paris et Région Parisienne.

Expérience réussie de quelques années dans la vente ou les achats de produits similaires, et très bonne connaissance des réseaux de distribution GMS et spécifiques exigées. Bonne formation commerciale.

De 30 ans minimum, le candidat devra justifier d'une excellente présentation, de dynamisme et de rigueur.

Rémunération motivante liée à l'expérience professionnelle du candidat.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo, prétentions et téléphone privé (joindre enveloppe pour réponse plus rapide), sous référence 26008 M à Danielle Chapuis

MRI conseil

13, rue Madeleine-Michelle, 92522 Neuilly.

Ingénieur d'Application Télé. maintenance

Si vous êtes un professionnel de l'informatique vous connaissez sans doute le sérieux de notre société.

Nous vous proposons d'intégrer notre division basée au Vésinet, spécialisée dans la vente de matériels informatiques à la Grande Distribution.

Rattaché au Directeur Logiciel, vous êtes l'interlocuteur privilégié des clients qui nous appellent pour tous problèmes d'applications nécessitant un conseil standard ou spécifique. Vous intervenez également pour suivre un certain nombre d'applications, soit par téléphone, soit chez nos clients : pour ce faire, il vous faut bien connaître l'informatique et dans l'idéal, les applications adaptées à la Grande Distribution.

Voire rémunération tiendra bien sûr compte de votre expérience.

Si vous avez déjà l'expérience de cette fonction ou si vous venez des services informatiques d'un grand de la distribution, si vous avez 25/35 ans environ, le goût de l'assiduité technique et l'envie de participer à notre expansion et à nos réels succès, adressez votre CV à notre Conseil qui vous donnera toutes les informations complémentaires.

Merci d'écrire à Mina UGUEN

Cabinet YELLOW'S, 70, rue de Parthenay, 75008 PARIS.



Le Groupe CARNAUD, un des leaders européens de l'emballage métallique et plastique (7 milliards de C.A.) renforce le potentiel de sa fonction LOGISTIQUE-ACHATS au sein de son Entité Carnaud Afrique Orient - 6 sociétés implantées en Afrique, à Madagascar et au Liban - et crée le poste de

Responsable de la logistique et des achats

Rattaché au Président, vous aurez à rationaliser et optimiser les achats effectués en Europe et à mettre en œuvre les méthodes et outils appropriés de la Logistique et des Achats dans les filiales.

Diplômé Ingénieur ou Sup de Co, avec si possible une formation type MAI Bordeaux et parlant couramment l'anglais, vous voulez valoriser une première expérience de 3 ans mini en milieu industriel.

Le poste basé à Paris entraîne d'étroites contacts avec les usines et de fréquentes missions (50% du temps à l'étranger).

Il permettra au titulaire qui aura su créer cette fonction-clief - les consommations représentent 70% du C.A. - d'évoluer au sein du Groupe.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à MERCURI URVAL, 14 bis, rue Dard, 75008 PARIS, s/réf. 47.1191.



ÉDITEUR SPÉCIALISÉ DANS LA PUBLICATION DE LIVRES PRATIQUES

RECHERCHE EN FREE-LANCE

ATTACHÉ(E) DE PRESSE CONFIRMÉ(E)

POUR OPÉRATIONS PROMOTIONNELLES PONTUELLES. EXPÉRIENCE DE L'ÉDITION INDISPENSABLE.

Prière d'envoyer lettre de candidature C.V. et photo sous n° 7.098 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Montessuy, Paris-7e.

ASSOCIATION GESTIONNAIRE de foyers d'hébergement pour travailleurs immigrés, recherche pour ses foyers, des

GESTIONNAIRES

ayant le sens du contact. Gestion informelle.

Logement de fonction sur foyer dans appartement confortable. Envoyer C.V. détaillé, lettre manuscrite et photo ainsi que prétentions à : A.D.E.F., 16, rue du Filles, 75004 Paris.

Editeur cherche traducteurs chevronnés pour ouvrages de gestion grand public, parfaite connaissance de l'anglais et du français d'entreprise. Tél. N° Nees 43-27-74-80.

PARIS. Petite école privée laïque, sous contrat unique, cherche pour rentrée 86-87 instit. dipl. d'Etat, pouvant enseigner l'anglais. Travail d'équipe. Expérience demandée. Téléphoner le soir : 48-24-03-31 ou 46-60-78-01.



TROIS RÉALISATEURS

de radiodiffusion par voie de concours destiné à sélectionner des professionnels de haut niveau conjuguant technicité, créativité et aptitude à animer des équipes de production et à diriger des artistes interprètes.

Ce concours est ouvert aux titulaires d'un diplôme d'études supérieures (maîtrise ou équivalent) ou justifiant de quatre années au moins de références professionnelles dans le domaine de l'audiovisuel ou du spectacle.

Les renseignements ou le dossier d'inscription peuvent être obtenus au service avant le 28 MARS 1986 à la Direction de la Formation Professionnelle Service Sélection - INSTITUT NATIONAL DE L'AUDIOVISUEL 4, avenue de l'Europe - 94366 Bry-sur-Marne Cedex.



42, rue Camille-Desmoulins 94230 CACHAN ☎ (1) 47 40 06 36 + 103, avenue de Crimée 92100 RENNES ☎ (1) 98 53 65 55

OFFRES D'EMPLOIS
BERRELL D...
Stras...
pharmacolog...
armées
recherche une...
discipline de...
environnement
national de noi...
Décentra...
système
Chef d...
se
H.S.D. JUR...
JURISTE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

MERRELL DOW RESEARCH INSTITUTE Strasbourg Research Centre

Pharmacologues confirmés

Venez rejoindre une équipe multidisciplinaire dans un environnement international de haut niveau

Créé en 1972, notre Centre de Recherche fondamentale a su acquérir une excellente réputation au sein de la communauté scientifique internationale. Nous cherchons aujourd'hui à compléter nos équipes de pharmacologie, de neuropharmacologie et de pharmacologie moléculaire.

Nous souhaitons rencontrer des candidats expérimentés et fortement motivés par la recherche fondamentale. La créativité et l'originalité qu'ils auront su démontrer dans leur carrière scientifique seront des atouts importants dans notre sélection.

Nos principaux axes de recherche actuels incluent les maladies cardiovasculaires et le CNS ainsi que le cancer, mais nous invitons les candidats ayant d'autres centres d'intérêt à nous écrire également.

Des qualités de supervision et d'animation des hommes sont indispensables pour réussir dans ces postes. Une bonne connaissance de l'anglais est exigée.

Merci d'adresser C.V. + 3 références à M^{me} M.J. BILDSTEIN, Service du Personnel, Centre de Recherche Merrell Dow, 16, rue d'Ankara, 67084 Strasbourg Cédex.

DOW

Négocier nos achats de services

Nous sommes un important groupe international. Pour notre siège européen, basé à Paris, nous recherchons un

ACHETEUR CONTRATS DE SERVICES

Vous aurez pour mission d'acquies un ensemble de prestations auxquelles nous consacrons d'importants budgets : Etudes marketing, formation, communications, programmation... Vous serez ainsi responsable, sur un plan international :
• de la recherche et de l'évaluation des fournisseurs potentiels,
• du lancement des appels d'offres et de l'analyse de leurs résultats,
• de la conduite de l'ensemble des négociations commerciales et contractuelles,
• de la gestion informatisée des commandes.
Vous êtes diplômé(e) d'une Grande Ecole de Commerce, vous avez une expérience réussie dans les achats, d'environ 5 ans.
Votre formation spécifique (type E.S.A., I.N.A., M.A.I.) sera un atout supplémentaire. Notre environnement de travail implique l'utilisation permanente de l'anglais parlé et écrit.
Merci d'adresser votre dossier de candidature (C.V., lettre manuscrite, photo récente) à Jacques Giuliano - Conseil en Achats - 38, bis bd du Château - 92200 Neuilly sur Seine

EUREST

Décentraliser notre système de gestion

Paris

Nous sommes l'une des premières sociétés européennes de restauration filiale de la Compagnie Internationale de Wagons-Lits et du Tourisme. Notre forte expansion en France + 20% par an doit s'accompagner d'une décentralisation de notre système de gestion.

Chief de Projet «utilitaires» rattaché au Directeur Financier, vous avez un rôle de conception, d'animation et de coordination ; en collaboration avec le Chef de Projet informatique et les équipes comptables, vous établissez les cahiers des charges, contrôlez la réalisation du projet et participez à sa mise en œuvre.

Une mission à votre mesure si, diplômé d'une grande école, vous possédez une expérience d'au moins 5 ans dans le contrôle de gestion ou l'audit et si possible dans la mise en place de systèmes informatiques.

Adressez votre lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions à EUREST, Service Recrutement et Développement, 14 rue d'Athènes, 75009 PARIS.

Directeur du personnel

GEO prima

Paris - Filiale d'un groupe de renommée internationale, PRIMA PRESSE est devenue en sept ans l'un des leaders de la presse magazine en France, grâce à la réussite commerciale de ses titres et à ses méthodes de gestion.

A ce jour elle cherche à consolider ses acquis en développant une politique active de gestion du Personnel. Rendant compte au Directeur Administratif et des Relations Humaines, vous :
• participez étroitement à la définition des objectifs humains et sociaux de l'entreprise et veillez à leur mise en œuvre ;
• apportez des solutions originales et créatives, dans le recrutement, l'animation et la formation des hommes ainsi que dans les méthodes de gestion du personnel ;
• conseillez les responsables opérationnels dans l'application de la législation sociale spécifique à cette profession.
Agé(e) d'au moins 30 ans, de formation supérieure (juridique ou de gestion), vous justifiez d'une expérience réussie de la fonction de gestionnaire, de préférence au sein d'une entreprise prestataire de services, où vous avez pu mettre en valeur vos compétences de gestionnaire, votre coefficient de personnel et votre ouverture d'esprit. Vous parlez couramment l'anglais ou l'allemand. Gilbert RAYNAUD vous remercie de lui adresser votre candidature, qu'il traite confidentiellement, sous la référence 8602, au

GRP &

Gilbert Raynaud & Partners
CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

18 Avenue des Champs-Élysées 75008 Paris Tél. : (1) 47 23 78 20.

Jeune chargé d'études

Homme d'interface : commercial, finance, informatique 140-160 000 F

Paris

ALLIANCE VIDEO

GIE de création récente, nous distribuons pour le compte de deux Editeurs de renom international des Produits VIDEO, et réalisons un C.A. de 100 M.F. La maîtrise de notre développement, une meilleure connaissance prospective du marché, nous font rechercher un Jeune Chargé d'Études. Rattaché au Directeur Général, en liaison permanente avec le commercial, la finance et l'informatique, vous :
• assurez la maintenance d'un programme informatique de segmentation de la clientèle, les faibles coûts, et prévoyez son évolution ;
• produisez des synthèses mensuelles, à partir des statistiques commerciales, et procédez à toute analyse destinée à la D.A.F. ;
• effectuez des études ciblées de marché, des analyses de coût à la demande de la Direction Générale.

Vous serez chargé de tous les travaux statistiques permettant de construire notre plan de développement et d'en assurer sa mise en œuvre. Agé(e) d'au moins 25 ans, vous avez une formation commerciale ou de gestion (DUT, ESCA...). Vous justifiez d'une première expérience d'un à trois ans d'études ou d'organisation en gestion commerciale informatique. Votre réussite à ce poste est liée à votre fièvre d'organisateur et à la qualité de vos contacts humains. Gilbert RAYNAUD vous remercie de lui adresser votre candidature, qu'il traite confidentiellement, sous la référence 8602, au

GRP &

Gilbert Raynaud & Partners
CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

18 Avenue des Champs-Élysées 75008 Paris Tél. : (1) 47 23 78 20.

Chef de produit senior

Notre laboratoire de produits cosmétiques, filiale d'un groupe français à vocation internationale, recherche pour son département Marketing, un(e) :

Il sera responsable de deux lignes de produits représentant 30 % du CA FRANCE.

Il aura pour mission d'assurer la rentabilité des produits, de lancer des produits nouveaux, et ce en accord avec la stratégie générale de la marque. Il couvrira le marché français mais suivra également ses produits sur les marchés export.

Le candidat, diplômé d'une grande école de commerce (HEC, ESC...) dispose d'au moins 5 ans d'expérience réussie dans le Marketing de produits cosmétiques. La connaissance de l'anglais est indispensable. Ce poste est à pourvoir dans la proche banlieue Nord Ouest de Paris.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions, sous réf. 5685 à Média-System, 2 rue de la Tour-de-Dames, 75009 Paris.

MARKETING DIRECT

Groupe réalisant plus de 18 milliards de C.A., nous renforçons notre service marketing et créons le poste de

Responsable de la cellule analyse commerciale en marketing direct

Paris

Sous la responsabilité du Directeur Marketing et Développement, en liaison étroite avec les services informatique, publicité, promotion, vous serez chargé de tous les travaux statistiques permettant de construire notre plan de développement et d'en assurer sa mise en œuvre. Vous disposerez d'un fichier clients déjà très important (un million d'adresses) et vous le ferez évoluer en fonction d'objectifs stratégiques que nous élaborons ensemble.

De formation supérieure scientifique avec option statistiques, ISUP, ENSAE..., vous avez acquis une première expérience de 3 ans au moins dans une fonction de ce type, soit dans la VPC, soit dans un service utilisant le marketing direct. Votre créativité, vos motivations vous permettront de bâtir pour et avec nous un service de première importance pour notre entreprise. Nous vous remercions d'écrire sous réf. 521 M à A.L. CONSEIL 102, Bd. Malesherbes 75017 PARIS, chargé de cette mission, et qui vous garantit discrétion et réponse.

ORGANISME DE FORMATION recherche

INTERVENANTS VACATAIRES

dans les domaines suivants :
- Comptabilité ;
- Finance ;
- Droit des sociétés ;
- Droit du travail ;
- Marketing ;
- Techniques de ventes ;
- Relations humaines ;
- Informatique.

Merci d'envoyer C.V. + photo à : ISEF FORMATION, B.P. 118, 92100 Nanterre, 75008 PARIS.

Ecole privée mixte hors contrat bilingue sud Paris recherche MAITRE D'INTERNAT Libre immédiatement. Ecrire avec C.V. à L.H.G. B.P. 17, 94320 THIAIS.

L'OFFICE DE LA JEUNESSE D'AUBERGENVILLE recherche

1 DIRECTEUR POUR M.I.C.

1 ANIMATEUR POUR SECTEUR ENFANCE

Adressez en main 78410 Aubergenville, lettre manuscrite + C.V. + photo, préciser exigences.

Groupe Société Paris-4° recherche

RESPONSABLE ADMINISTRATIF

avec expérience en secteur privé. Carrrière évolutive pour BTS comptabilité ou ECIP. Ecrire à M. S. 933 BLEU 17, rue Label, 94307 Vincennes Cédex qui transmettra.

OFFICE COMPTABLE

recrute pour Montigny-Bauchamp 95

3 COMPTABLES B pour OPERA :

1 CHEF COMPTABLE (expérience informatique) pour LE BLANC-MESNIL

1 CHEF COMPTABLE 1 AGENT DE MAINTIEN (gestion client)

pour Paris et déplacements à TOULOUSE :

1 CADRE COMPTABLE 5 COMPTABLES DE CABINET (1° et 2° assistant).

Vous présenter munis de vos références professionnelles ainsi qu'une photo d'identité à nos bureaux, PARIS-10° :

1, rue de Rome, PARIS-9° : TOUR EST, 3, r. de l'Arrivée (19°), 6° étage, bureau 618.

Important installateur en téléphonie privée recherche 1 technicien supérieur de maintenance. Grande expérience : pour région Provence. Ecrire sous le n° 7.117 LE MONDE PUBLICITE 5, rue de Montessuy, Paris-7°.

Filiale française d'une société allemande nous recherchons pour PARIS notre

RESPONSABLE ADMINISTRATIF

Il devra dans un premier temps assurer la tenue de la comptabilité générale et analytique, et faire appel à son expérience réussie d'utilisateur d'un système informatique.

Il sera ensuite responsable des autres services administratifs (gestion clientèle, stocks et statistiques).

Ce poste nécessite une grande pratique du reporting et le respect des délais est un impératif absolu.

La connaissance de l'allemand ou de l'anglais serait appréciée.

Nous offrons un salaire motivant et de réelles perspectives d'évolution.

Merci d'adresser votre dossier, sous n° 7.123 M, LE MONDE PUBLICITE 5, rue de Montessuy, PARIS-7°.

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

L'immobilier

NOTRE MISSION : L'ENTREPRISE

AGEFOS PME Ile de France
se développe et recherche
conseillers en formation
ESCAE, SC. ECO, I.A.E.,

Vous avez la réputation d'être curieux et votre ouverture, vos qualités d'écoute, vous ont déjà formé aux dialogues constructifs et à la négociation. Cadre Diplômé de 25 à 35 ans, votre expérience de l'entreprise et votre ambition vous portent à rechercher un poste évolutif au sein d'une équipe dynamique. Notre mission est de promouvoir la formation et l'emploi des jeunes auprès de plus de 20.000 PME et de leur apporter les solutions nécessaires à leur développement économique. Le terrain des Entreprises d'Ile-de-France vous permettra de mesurer vos capacités, et vos performances seront reconnues. Envoyer, en précisant vos motivations, lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions à AGEFOS/FORMADIS-SELECTION - 11, rue Hélène 75017 PARIS

THOMSON-CSF DIVISION EQUIPEMENTS AVIONIQUES

UN CADRE COMMERCIAL

— Homme de contact, vous possédez le sens des responsabilités.
— De formation supérieure, vous justifiez d'une expérience réussie de quelques années dans une fonction commerciale.
— Vous êtes intéressé par la gestion des contrats export.
— Vous avez une bonne expérience des pays du Moyen-Orient.
— Vous parlez l'anglais.
Si vous souhaitez participer à la gestion de nos grands contrats, rejoignez-nous. Vous animeriez une petite équipe de commerciaux.
De larges possibilités d'évolution au sein de notre Division ou du Groupe vous seront offertes en fonction de vos résultats.
Merci d'adresser lettre manuscrite + photo + CV, sous réf. 90942/M, à HAVAS CONTACT, 1, place du Palais-Royal, 75001 PARIS, qui transmettra.

THOMSON-CSF

RECHERCHE DE CADRES

Professionnel de notre métier (femme ou homme) et gestionnaire au sens plein du terme, d'un portefeuille de clients capités, vous souhaitez intégrer une structure où votre investissement tant sur le plan personnel que financier (participation au capital) trouvera ses motivations dans notre développement commun. Nous vous proposons de nous rejoindre comme

CONSULTANT et PARTENAIRE

Nous existons depuis 8 ans et appartenons depuis 5 ans à Syntec-Recrutement. Nous utilisons pour nos missions, les méthodes appropriées au besoin de nos commettants et en fonction du marché (annonces, recherche multiple et approche directe) et nous intervenons dans le domaine des ressources humaines (dont les évaluations) chez nos clients avec une philosophie de conseils de direction. Si vous pensez avoir le profil de la personne que nous recherchons, merci d'envoyer votre dossier sous réf. 59411 M à Roland Cardeux - Sérifo - 47 bis, avenue Bisquet, 75007 Paris.

SERIFO

Chargé de mission export

Nous sommes un important organisme de coordination et de promotion du secteur de la construction.
Le Chargé de Mission occupe chez nous une fonction clé. Il anime un club d'industriels exportateurs : prospection de nouveaux adhérents, organisation de missions à l'étranger, participation à la publication d'un bulletin export, préparation des journées export pour les industriels du secteur.
Si vous avez une quarantaine d'années, si vous parlez parfaitement l'anglais, si vous avez une solide expérience de l'exportation, de préférence dans le secteur industriel, alors répondez vite avec CV et rémunération sous référence 105/01 à :

LES CONSEILS EN RECRUTEMENT ASSOCIES

CE RA 33, rue Galilée 75116 Paris.

REJOIGNEZ UNE

CHARGE D'AGENTS DE CHANGE A PARIS

comme gestionnaire de portefeuilles et attaché(e) de clientèle

L'ENTREPRISE : Un des leaders de la profession, c'est une P.M.E. très dynamique, en forte croissance dans un marché en évolution rapide, reconnue pour la qualité de ses analyses et de ses produits de gestion collective.
LE POSTE : Au sein d'une équipe, votre mission sera de gérer des comptes sous mandat et d'entretenir et de développer une clientèle de particuliers.
LE CANDIDAT : Agé(e) de 30 ans environ, vous avez un esprit précis et rapide. Le sens de la décision et un goût prononcé des contacts humains. Vous avez une bonne connaissance des valeurs mobilières françaises et étrangères, acquise de préférence dans une fonction similaire. Vous possédez, de plus, une formation supérieure (Ecole de Commerce...) ou équivalente.
Merci d'envoyer lettre manuscrite avec C.V., photo et rémunération souhaitée sous n° 7.120
LE MONDE PUBLICITE 6, rue de Montreuil, PARIS-75.

RADIAL

recherche

ADJOINT AU RESPONSABLE

ADMINISTRATION DES VENTES EXPORTATION
— Formation : BTS commerce international.
— 1^{re} expérience souhaitée dans service exportation.
— Anglais courant.
Adresser C.V. et réf. 101, rue Philibert-Hoffmann, 93118 Rosny-sous-Bois Cedex.

SOCIETE D'ETUDES EN ELECTRONIQUE

recherche
une secrétaire assistante technique
ayant une formation BTS ou équivalent et une de secrétariat technique.
Ecrire sous le n° 7.115
LE MONDE PUBLICITE 6, rue de Montreuil, Paris-75.

travail à domicile

Artisane effectue sous contrat de traitement de texte et dactylographie. Tél. 34-61-15-22.

secrétaires

Bur. d'études économiques
Boulogne (92)
cherche

DACTYLO TRES CONFIRMEE

Contrat durée déterminée. Fin mars/octobre 1986. Envoyer C.V. sous n° 7.119
LE MONDE PUBLICITE 6, rue de Montreuil, Paris-75.

propositions diverses

Les possibilités d'emplois à l'étranger sont nombreuses et variées. Demandez une documentation (gratuite) sur la revue spécialisée RECRUTATIONS (L.M.) S.P. 281.08. PARIS CEDEX 09.

representation offres

Petite société dynamique. Permis de conduire. V.P. EXCLUSIF pour création nouvelle activité, exp. signification technique, développement : 02. 71. 34. 30. Si sérieux et motivé. 240 000 F assurés. Lettre manuscrite + CV + photo. ROBERT, BP 811, Paris 15.

capitiaux propositions commerciales

IRAN

Société de services, établie à Genève, commencent à bien le marché iranien. Offre son assistance pour la négociation, la relance d'affaires ou la rédaction de contrats en souffrance. Ecrire sous réf. Q.1211102. PUBLICITAS, CH 1211 Genève 3.

REPRESENTATION

admission et introduction pour couvrir marché belge ou belgo-allemand. Correspondance. Robert OGER, rue de Rome, 11 4800 Verviers (Belgique).

DESSINATEUR INDUSTRIEL

senior, compétent. Attend toutes propositions. Téléphonez-moi 46-09-51-78.

REPRESENTATION

Un professionnel de l'ÉAO arrive dans votre région. C. Martel-Morvan, 71 avenue D1610 VIREUX-LE-GRAND.

REPRESENTATION

Moniteur 43 ans, commercial, bonne présentation, bilingue français-allemand cherche

REPRESENTATION

Trésorier adjoint international quadrilingue, formation : bancaire et financière, cherche poste similaire ou directeur financier. Ecrire : 129 LE MONDE PUBLICITE 6, rue de Montreuil, Paris-75.

appartements ventes

6^e arrdt.

JARDIN DU LUXEMBOURG 6 pièces, vue agréable, 180 m² sans vis-à-vis. 4.500.000 F. SERGE KATZER (1) 45-22-60-60.

16^e arrdt.

MONTREUIL-PALE 2/3 p., 40 m², cuisine, salle de bain, 2 ch., 2 s., 2 WC, 22. RUE MACEBONELLE.

92 Haute-de-Seine

MONTREUIL 3^e PARIS 1^{er} lot, 100 m², 2 ch., 2 s., 2 WC, 22. RUE MACEBONELLE.

appartements achats

ORPI

1^{er} lot de 100 m² à PARIS, 1^{er} lot, 100 m², 2 ch., 2 s., 2 WC, 22. RUE MACEBONELLE.

ORPI - 45-85-79-73

Recherche 1 à 3 p. Paris, avec ou sans terrain. PAYS COMPTANT chez nous : 46-73-50-57, même le soir.

LA DEMANDE DE CLIENTS

ÉCHANGES D'IMMOBILITÉS DANS QUARTIERS D'INTERÊT. SERGE KATZER (1) 45-22-60-60.

AGENCE LITRE

Recherche pour clientèle française et étrangère, après et avant part. dans quartiers intéressants. Colonnez, char. nous. Téléphone : 46-44-44-45.

immobilier information

POUR VENTES OU ACHETER, nous recherchons : maison, appartement, château, propriété, terrain, commerce, etc. sur toute la France. PUBLICITAS LAGARDE, Fondé en 1876.

DEMANDES D'EMPLOIS

Recherche 1 à 3 p. Paris, avec ou sans terrain. PAYS COMPTANT chez nous : 46-73-50-57, même le soir.

DESSINATEUR INDUSTRIEL

senior, compétent. Attend toutes propositions. Téléphonez-moi 46-09-51-78.

REPRESENTATION

Un professionnel de l'ÉAO arrive dans votre région. C. Martel-Morvan, 71 avenue D1610 VIREUX-LE-GRAND.

REPRESENTATION

Moniteur 43 ans, commercial, bonne présentation, bilingue français-allemand cherche

REPRESENTATION

Trésorier adjoint international quadrilingue, formation : bancaire et financière, cherche poste similaire ou directeur financier. Ecrire : 129 LE MONDE PUBLICITE 6, rue de Montreuil, Paris-75.

REPRESENTATION

admission et introduction pour couvrir marché belge ou belgo-allemand. Correspondance. Robert OGER, rue de Rome, 11 4800 Verviers (Belgique).

REPRESENTATION

Trésorier adjoint international quadrilingue, formation : bancaire et financière, cherche poste similaire ou directeur financier. Ecrire : 129 LE MONDE PUBLICITE 6, rue de Montreuil, Paris-75.

REPRESENTATION

admission et introduction pour couvrir marché belge ou belgo-allemand. Correspondance. Robert OGER, rue de Rome, 11 4800 Verviers (Belgique).

REPRESENTATION

Trésorier adjoint international quadrilingue, formation : bancaire et financière, cherche poste similaire ou directeur financier. Ecrire : 129 LE MONDE PUBLICITE 6, rue de Montreuil, Paris-75.

REPRESENTATION

admission et introduction pour couvrir marché belge ou belgo-allemand. Correspondance. Robert OGER, rue de Rome, 11 4800 Verviers (Belgique).

REPRESENTATION

Trésorier adjoint international quadrilingue, formation : bancaire et financière, cherche poste similaire ou directeur financier. Ecrire : 129 LE MONDE PUBLICITE 6, rue de Montreuil, Paris-75.

REPRESENTATION

admission et introduction pour couvrir marché belge ou belgo-allemand. Correspondance. Robert OGER, rue de Rome, 11 4800 Verviers (Belgique).

REPRESENTATION

Trésorier adjoint international quadrilingue, formation : bancaire et financière, cherche poste similaire ou directeur financier. Ecrire : 129 LE MONDE PUBLICITE 6, rue de Montreuil, Paris-75.

REPRESENTATION

admission et introduction pour couvrir marché belge ou belgo-allemand. Correspondance. Robert OGER, rue de Rome, 11 4800 Verviers (Belgique).

REPRESENTATION

Trésorier adjoint international quadrilingue, formation : bancaire et financière, cherche poste similaire ou directeur financier. Ecrire : 129 LE MONDE PUBLICITE 6, rue de Montreuil, Paris-75.

REPRESENTATION

admission et introduction pour couvrir marché belge ou belgo-allemand. Correspondance. Robert OGER, rue de Rome, 11 4800 Verviers (Belgique).

REPRESENTATION

Trésorier adjoint international quadrilingue, formation : bancaire et financière, cherche poste similaire ou directeur financier. Ecrire : 129 LE MONDE PUBLICITE 6, rue de Montreuil, Paris-75.

REPRESENTATION

admission et introduction pour couvrir marché belge ou belgo-allemand. Correspondance. Robert OGER, rue de Rome, 11 4800 Verviers (Belgique).

locations non meublées demandes

Paris

EMBAISSY SERVICE 8, avenue de Malesherbes, 75008 PARIS.

Recherche en location ou à l'achat APPTS DE 2 à 6 pièces, 2 à 6 p., 2 s., 2 WC, 22. RUE MACEBONELLE.

locations meublées demandes

Paris

OFFICE INTERNATIONAL RECHERCHE pour un appartement de 2 à 3 pièces, 2 s., 2 WC, 22. RUE MACEBONELLE.

bureaux

Locations

ÉTOILE - GEORGE Y

Recherche en location ou à l'achat APPTS DE 2 à 6 pièces, 2 à 6 p., 2 s., 2 WC, 22. RUE MACEBONELLE.

DOMICILIATION 8, 2^e

Secrétariat, s.d., s.d., Location bureaux, Toutes démarches. Téléphone : 43-59-77-55.

AGTE - 43-59-77-55

SIÈGE SOCIAL

bureaux, secrétariat, télex. Constitution STES. Prix compétitifs. Délais rapides. ASPAC 42-93-60-50 +

VOUS RECHERCHONS

Secrétaires, s.d., s.d., Location bureaux, Toutes démarches. Téléphone : 43-59-77-55.

ÉTOILE

Recherche en location ou à l'achat APPTS DE 2 à 6 pièces, 2 à 6 p., 2 s., 2 WC, 22. RUE MACEBONELLE.

BUREAUX

Recherche en location ou à l'achat APPTS DE 2 à 6 pièces, 2 à 6 p., 2 s., 2 WC, 22. RUE MACEBONELLE.

SIÈGE SOCIAL

Secrétariat + bureaux route de Nemours. Téléphone : 43-41-81-81.

fonds de commerce

Ventes

A vendre, AGENCE IMMOBILIERE STATION DE SKI des PYRÉNÉES dans très beaux locaux, près des pistes. Location à long et court terme. Téléphone : 43-41-81-81.

propriétés

AD. BANQUE - EXCEPT. De bestiaux, abattoirs, apt. de gde. 200 m², PROX. S/VALEUR. 1.500.000 F. Téléphone : 91-37-06-21.

formation professionnelle formation professionnelle formation professionnelle formation professionnelle

JEUNES INGENIEURS!

QUE SAVEZ-VOUS DE L'INFORMATIQUE INDUSTRIELLE ?

Venez nous rejoindre à BREST à l'INSTITUT D'INFORMATIQUE INDUSTRIELLE

TÉL. : 98-41-64-46

UNE ANNÉE DE FORMATION INTENSIVE DE HAUT NIVEAU

- UNE PROMOTION DE 30 ÉLÈVES
- Frais de scolarité pris en charge, étude personnalisée du financement.

Renseignements et dossiers : INSTITUT D'INFORMATIQUE INDUSTRIELLE 6, boulevard de l'Europe, 29200 BREST.

ville de BREST

Demandeurs d'emploi

L'INSTITUT DE GESTION SOCIALE

vous propose un stage gratuit de huit mois

INFORMATIQUE ET CONTROLE DE GESTION

participants : BAC + 3 minimum - 21 ans et +
habitant Paris depuis plus d'un an - Connaissances de base en comptabilité générale

Cette formation vous apportera une compétence double en informatique et gestion

Début du stage 14 Avril 1986 - recrutement immédiat.
Renseignements : Tél. : 47.66.54.22 poste 25

INSTITUT DE GESTION SOCIALE
63, Avenue de Villiers, 75017 PARIS

DEMANDEURS D'EMPLOI

ADIP

vous propose UN STAGE GRATUIT

Responsables Technico-Commerciaux en micro-informatique

participants : niveau bac + 2 (21 ans et +) durée 7 mois
Habitant Paris depuis plus d'un an
Début du stage : Avril 1986
recrutement immédiat.
Renseignements : 45.72.02.06 - Michèle ZILBERMAN

Le Monde

ECONOMIE

SPIE-BATIGNOLLES EN INDONÉSIE

Le chantier du bout du monde

Construire un laminoir à Java, c'était réunir 5 milliards de francs et cinq mille travailleurs.

CILEGON. On croirait entendre le nom d'une cité du Texas où poussent les derricks. C'est en réalité celui d'une ville de Java, en Indonésie, dont le renom reste éclipsé par celui de la ville voisine, le Krakatau. Il y a un peu plus d'un siècle que ce volcan est entré dans l'histoire en explosant littéralement, projetant jusque dans la stratosphère des tourbillons de cendres qui graviteront plusieurs années autour de la terre (1).

Comme pour apaiser la fureur de Volcan, les Indonésiens ont planté leur unique forge en face de ce monstre assoupi, sur la côte ouest de Java à 120 kilomètres de Djakarta. En l'espace, un laminoir à chaud capable de produire 950 000 tonnes d'acier par an, et qu'ils ont évidemment baptisé Krakatau Steel. Cela dans les années 70.

Dans le cadre d'une politique d'intérêt national, le gouvernement indonésien décide d'assurer lui-même la finition de ce produit en faisant construire à proximité de l'usine un atelier de laminage à froid, d'une capacité de 850 000 tonnes par an et dont l'ouverture est prévue pour l'année prochaine. Mais, alors que Krakatau Steel est entièrement la propriété de l'Etat, le nouveau complexe est revenu en majorité à des intérêts privés, prenant le nom de PT Cold Rolling Mill of Indonesia Utama, ce qui, en langage courant, se résume à CRMI.

Restait à réaliser ce projet « clés en main » de 600 millions de dollars (à l'époque, près de 5 milliards de francs) que se partagent finalement, après deux ans de négociations, Français et Espagnols réunis dans un consortium avec pour la partie française SPIE-Batignolles et sa nouvelle filiale, Clecim, et pour la partie espagnole Tecnicas Reunidas et Centum.

SPIE-Batignolles, responsable de ce consortium, dispose de nombreuses références dans la région puisque, présent depuis vingt-huit ans en Indonésie, il a déjà livré entre autres la plus grande usine de trisulphate de phosphate du

monde à Gréat, et le complexe hydroélectrique de Saguling. Mais, au dire de son président, M. Georges de Buffévent, tout cela n'aurait pas suffi.

Une opération de cette importance dans un pays en voie de développement ne peut se réussir que si, en plus du savoir-faire, on peut également assurer le meilleur montage financier. Exemple type de ce que représente un grand contrat à l'étranger et comment on le gère, l'opération CRMI mérite d'être regardée quelque peu dans le détail.

En fait, explique M. Louis Delattre, président de Clecim, il

mais évidemment pas le gros œuvre. Il s'est alors tourné vers SPIE-Batignolles, dont il est devenu par la suite une filiale.

Les Espagnols de Tecnicas Reunidas et de Centum apportent de leur côté leur savoir-faire dans la production des fluides énergétiques, pour les premiers, et dans les charpentes de mière, et dans les seconds. Ainsi pouvait-on lutter à armes égales contre les Japonais, qui font pour

jouer sur le déport du dollar à long terme.

Pour le projet indonésien, les promoteurs français ont pu régler une partie du problème grâce à un crédit acheteur garanti par la COFACE (Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur), au taux de 7,75 %, fourni par le Crédit lyonnais et Paribas. L'Espagne, de son côté, assurait par la Banco Exterior de Espana 600 millions de francs au taux de 8,5 %, les deux crédits acheteurs valant pour une durée de dix ans après la mise en service de l'atelier. Pour compléter la mise, SPIE-Batignolles a pu obtenir un eurocrédit, de 218 millions de dollars, piloté par la Citibank à New-York.

Il fallait des compétences professionnelles internationales pour réussir cette opération, affirme M. de Buffévent, car il n'y a pas eu moins de dix-neuf banques pour participer à cet eurocrédit. Il était difficile de les persuader toutes, alors que chacune voulait connaître le détail du montage des garanties. La Citibank a su mettre au point un dispositif très sophistiqué. Qui plus est, la BFCE (Banque française du commerce extérieur) a accepté d'être « security adjoint » et donc de reprendre le projet en cas de défaillance du client.

Pour un groupe comme SPIE-Batignolles, qui réalise près de 60 % de son chiffre d'affaires (18 milliards de francs en 1985) à l'étranger, les problèmes financiers ne cessent de prendre de l'importance.

La visite du chantier de Cilegon, aujourd'hui en voie d'achèvement, ne laisse pas d'impressionner. En chiffres, cela donne 1,5 million de mètres cubes de terrassement, 16 000 tonnes de charpentes métalliques, 150 000 mètres cubes de béton, 33 000 tonnes de matériel et

1 000 kilomètres de câbles répartis sur 30 hectares.

Mais les chiffres, évidemment, ne disent rien sur les difficultés rencontrées ni sur l'énorme effort de ces hommes qui, au plus fort de la construction, se croisaient à au moins cinq mille sur le chantier. Terrassiers, charpentiers, électriciens, sidérurgistes, soudeurs, ont dû jouer des coudes pour gagner contre la mousson dans un pays où le climat n'est pas toujours apprécié à sa valeur touristique. Les pluies de la mousson ont vite fait de transformer la moindre excavation en piscine dont il fallait pomper l'eau, les premiers mois, presque avec les moyens du bord.

Crûment

« C'est un projet pluridisciplinaire que nous avons su mener à bien, et nous ne nous sommes pas plantés », a pu dire, tout crûment, le président de SPIE-Batignolles devant l'ensemble du personnel réuni pour un chaleureux banquet à l'occasion de la visite de quelques journalistes parisiens.

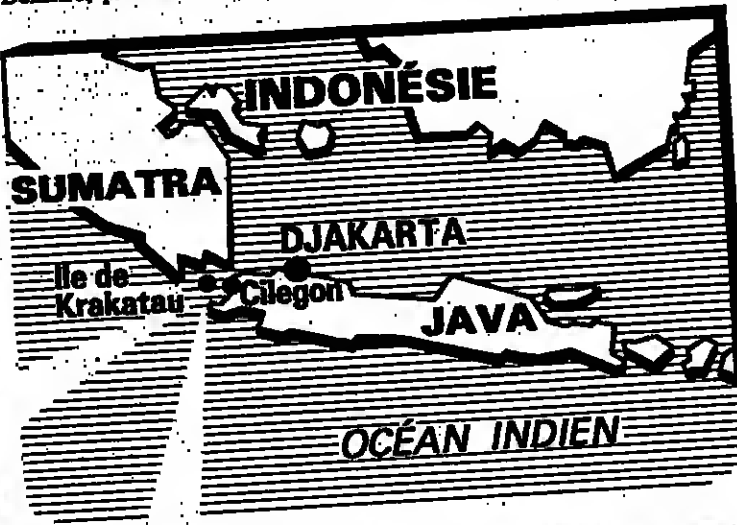
Cette autosatisfaction s'explique par le fait que nombreux étaient ceux qui voyaient SPIE-

Batignolles perdre pied dans les rizières javanaises en se lançant, pour la première fois, dans la fabrication d'un complexe sidérurgique. Ou à tout le moins perdre de l'argent. C'est le contraire qui va se produire, si l'on en croit les dirigeants, car non seulement les délais ont été tenus - ce qui est l'essentiel si l'on ne veut pas perdre en quelques jours tout le bénéfice de l'opération - mais l'entreprise française, grâce à une organisation originale (voir encadré) a pris de l'avance sur le planing.

Dans un an, les premières bobines de 20 tonnes arriveront aux portes de l'usine. On saura alors si le pari aura été définitivement gagné, et si les sidérurgistes français, qui auront fait vivre au laminoir de Cilegon ses premières semaines, pourront laisser sans remord aux Taiswanais de China Steel le soin de maintenir les cadences.

FRANÇOIS SIMON.

(1) Les 26 et 27 août 1883, l'éruption du Krakatau, volcan d'une petite île située entre Java et Sumatra, provoqua la mort de plus de trente-trois mille personnes, des vagues de 30 à 40 mètres de haut ayant balayé les côtes.



Des soucis et des hommes

MENER à bien un chantier aussi important que celui de CILEGON, à plus de 10 000 kilomètres de la mère patrie, n'est pas une petite affaire. Le comportement des « expatriés », y joue un rôle primordial. Aussi le président de SPIE-Batignolles avait-il pris grand soin d'analyser en détail ce qui avait contribué au succès ou aux échecs des grands travaux entrepris auparavant. Au vu des conclusions qu'il a tirées de cette analyse, M. Georges de Buffévent a pris la décision radicale d'autant qu'originale de déléguer complètement les pouvoirs.

Un chef de projet, M. Raymond Durand, a eu en charge de constituer une équipe, qui a elle-même défini le projet qu'elle aurait à réaliser. Avec la maîtrise du budget à la clé. Une autonomie complète qui se répercute d'échelon en échelon, chaque ingénieur, chef de zone, recevant lui aussi, parfois avec effort, sa part de délégation et devenant responsable de ses coûts et de ses délais. Titulaire de l'ensemble des pouvoirs, le chef de projet sait qu'il sera jugé sur ses résultats.

« Cela perturbe un peu les structures permanentes de l'entreprise », reconnaît M. de Buffévent, mais c'est tout à fait effaçable. Sur place, on a tenté de l'admettre, en constatant les efforts qui sont faits pour que la participation se réalise (il existe notamment des séminaires de cohésion de groupe). On est un peu surpris par l'ambiance « commando » qui règne par-

fois. Selon le chef de site, adjoint direct de M. Georges Durand, il ne peut en être autrement. Baselier et ancien paracutiste, M. René Miramant a un fan air de Lino Ventura jouant les colonels de la légion. Sorti du rang, il connaît toutes les petites misères de la « troupe » et tient à s'assurer que chacun vit bien à son rythme. « Sans lui, il y a des moments où on ne s'en sortirait pas », nous confie un ingénieur en économe ces heures passées en sous-sol à faire courir tout à la fois les câbles électriques, les tuyaux d'aération et les conduits de toutes sortes.

Le chantier a fonctionné avec quelque deux cents expatriés franco-espagnols, trois cent vingt ingénieurs et superviseurs taiwanais et coréens, et, aux plus beaux jours, cinq mille ouvriers indonésiens. Une formation est fournie sur place à deux cent soixante-dix stagiaires et, en Europe, à cent soixante-dix autres, afin de fournir l'encadrement des mille deux cents personnes qui assureront l'exploitation du laminoir.

Une attention particulière a été donnée à cette formation, les stagiaires n'étant pas « en grandeur nature » grâce au matériel installé sur place. Selon le responsable de l'enseignement à CILEGON, les Indonésiens font preuve d'une grande capacité d'apprentissage. Là aussi, les délais seront facilement respectés.

F. S.

OU EN SONT LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT ?

Le glas des accords de stabilisation

Café, cacao, étain... l'instabilité des matières premières est la règle dix ans après Nairobi.

par PHILIPPE CHALMIN (*)

VINGT-TROIS octobre 1985, 9 décembre 1985, 19 février 1986, 7 mars 1986, quatre dates qui ont sonné le glas de bien des espoirs nés dans les années 70 sur les marchés internationaux des matières premières.

Le 23 octobre 1985, le directeur du stock régulateur de l'accord international de l'étain faisait défaut pour plus de 70 000 tonnes de « papier » achetées sur le London Metal Exchange. Cela précipitait une crise qui n'est toujours pas résolue, mais qui a fait au moins une victime, l'accord lui-même - considéré jusqu'à présent comme un modèle de stabilisation - étouffé par la surproduction mondiale et l'apparition de nouveaux fournisseurs.

Le 9 décembre 1985, les pays membres de l'OEPEP décidaient d'adopter une nouvelle politique fondée non sur le soutien d'un prix, mais sur la défense de leurs parts de marché. En clair, l'OEPEP abandonnait le marché à lui-même, refusant un rôle de gardien, de plus en plus contourné et marginalisé par les « voleurs ». Depuis, le prix du pétrole n'a cessé de diminuer, passant, en janvier, en dessous de la barre des 20 dollars le baril ; et le 19 février, en dessous de celle des 15 dollars.

Le 19 février 1986, justement, le Conseil international du café se voyait contraint de lever toutes les mesures de contrôle de

l'offre sur le marché mondial, les quotas, qui avaient fait son succès depuis 1980. L'accord du café disparaissait, pour des raisons inverses de celles évoquées pour le pétrole et l'étain : la sécheresse de l'été et de l'automne 1985, au Brésil, et en effet provoquée une flambée des cours, qui, depuis le mois de novembre 1985, se sont largement maintenus au-dessus du niveau supérieur de la fourchette de stabilisation de cet accord. Il est en quelque sorte mort d'une « overdose », car on imagine mal, une fois l'excitation passée, les consommateurs et, au premier rang les Etats-Unis, revenir à la table de négociation.

Le 7 mars 1986, enfin, les négociateurs de l'ultime conférence internationale sur le cacao, se séparaient sur un constat d'échec. Il avait été impossible d'accorder producteurs et consommateurs, même sur un programme minimal de stabilisation. L'accord international sur le cacao a vécu.

Pétrole, café, étain, cacao, quel lien y a-t-il entre ces quatre produits ? C'est que chacun était d'une 1985 l'alliance symbolique, celle de la période désormais révolue, celle où l'on pensait qu'il était possible, de manière multilatérale ou unilatérale, de stabiliser les cours des grandes matières premières internationales, tout en améliorant le sort des producteurs.

On se souvient encore un peu de 1973 et du premier choc pétrolier, de la prise de conscience que les producteurs unis pouvaient imposer leur loi au marché. Toutes les matières premières commencent à cette époque, souvent en sympathie avec le pétrole, des crises brutales mais brèves.

(Lire la suite page 40.)

Une offensive commerciale forcée

Dettes obliges, le tiers-monde accroît ses ventes de produits manufacturés.

par JEAN LEMPERIÈRE (*)

UNE nouvelle répartition des marchés mondiaux était en cours depuis longtemps avec l'expansion japonaise, puis le développement d'industries compétitives au Sud. Sous la pression de la dette qui entraîne des fermetures de marchés dans les pays du tiers-monde, mais joue comme aiguillon pour les exportateurs de ces pays, ce mouvement s'est encore accentué depuis 1980, en prenant toutefois en même temps un tour nouveau.

Très net pour l'ensemble des produits manufacturés, il touche maintenant des secteurs qui présentaient jusqu'ici plutôt des réserves, comme l'équipement industriel. Progressivement les positions dominantes sont menacées.

Pendant douze ans, se retrouvait la même hiérarchie des grands pays exportateurs mondiaux de produits manufacturés : Allemagne, Etats-Unis, Japon. Mais les écarts se sont atténués. Les Etats-Unis ont pris la première place en 1981. Après une reprise de l'Allemagne, c'est le Japon qui occupe nettement la tête en 1984 avec 14,3 % des ventes et conserve cette position en 1985, selon les chiffres de l'OCDE.

Une autre modification plus lourde de conséquences pour l'avenir : les pays exportateurs du tiers-monde ont doublé leur part en neuf ans. Ils fournissent maintenant 13 % des exportations mondiales de produits manufacturés

et ont pris en 1984 la deuxième place devant l'Allemagne et les Etats-Unis. Leur position a sans doute légèrement fléchi en 1985.

Cette progression spectaculaire s'inscrit dans une restructuration générale des échanges correspondant à une nouvelle répartition de la production ; mais il faut y voir aussi pour certains le reflet tragique de leur difficultés de développement.

La percée de ces pays sur le marché mondial a été suivie d'une diversification très rapide de leurs ventes : après les vêtements et les chaussures, l'audiovisuel et les télécommunications, l'acier et les navires, puis les montres et une partie de l'informatique. Maintenant pour les machines-outils, Taiwan est devenu le quatrième fournisseur des Etats-Unis, au niveau de la Suisse, second exportateur européen.

Aux Etats-Unis, en Asie, en Amérique latine et même au Moyen-Orient, les reculs sensibles des pays européens pour les produits manufacturés depuis 1980, et singulièrement ceux de l'Allemagne et de la Grande-Bretagne, apparaissent bien plus liés aux progrès des exportateurs du Sud qu'à la concurrence du Japon. La France trouve évidemment là des rivaux directs.

Cette nouvelle répartition des marchés est précaire : elle s'efface en une période de stagnation économique, alors que les producteurs et exportateurs du Sud se trouvent dans une situation intenable, pris entre l'effondrement de leurs marchés intérieurs et la pression de la dette.

(Lire la suite page 40.)

(*) Conseiller commercial.

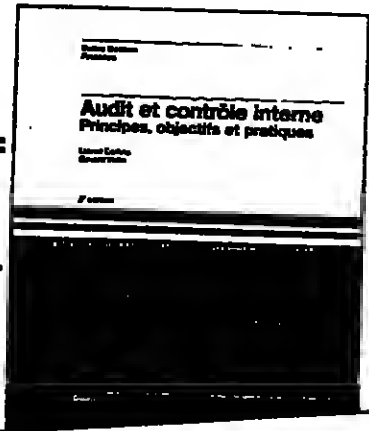
La référence

Audit et contrôle interne
Principes, objectifs et pratiques

Lionel COLLINS
et Gérard VALIN

Nouvelle édition 86 avec :
• L'audit informatique,
• L'audit social,
• L'audit fiscal,
• L'audit de la trésorerie.

DALLOZ



مركزنا من الأصل

Une offensive commerciale forcée

(Suite de la page 39.)

1984 a pu faire illusion, mais les échanges mondiaux n'auraient pas dépassé leur chiffre de 1981 sans l'accroissement de 36 % des importations américaines de produits manufacturés, revenu en 1985 aux environs de 11 %.

Les économies des pays exportateurs du tiers-monde ne parviennent à un meilleur équilibre que progressivement, par l'orientation de leur production vers une consommation de masse. Mais cela exige une volonté politique et une mentalité nouvelle qui n'apparaissent guère dans les classes dirigeantes.

Ces pays demeurent donc à la merci des fluctuations de la demande, de plus en plus accrues à l'offensive sur les marchés étrangers. En deux ans, ils ont accru de 28 milliards de dollars leurs livraisons de produits manufacturés au monde industriel (+ 45 %). Mais il leur faut bien payer !

Selon la même logique, la part du tiers-monde comme acheteur de produits manufacturés s'est réduite de 5 % en trois ans et sans doute de près de 1 % en 1985. La perte de ces marchés (- 43 milliards de dollars) aura porté aux économies industrielles un coup plus sensible que la concurrence directe des nouveaux pays exportateurs et n'a pas été compensée par une reprise générale.

Sur ces marchés en repli le fait majeur a été la progression continue jusqu'en 1984 de la part des échanges Sud-Sud (17,6 % des importations du tiers-monde), malgré les handicaps que représentent la supériorité technique et les moyens financiers beaucoup plus puissants des pays concurrents. Confirmation d'une compétitivité industrielle et commerciale : jusqu'en 1984, seuls les échanges Sud-Sud sont, en valeur, nettement supérieurs à leur chiffre de 1981, tandis que même les livraisons du Japon au tiers-monde sont inférieures de 6 milliards de dollars.

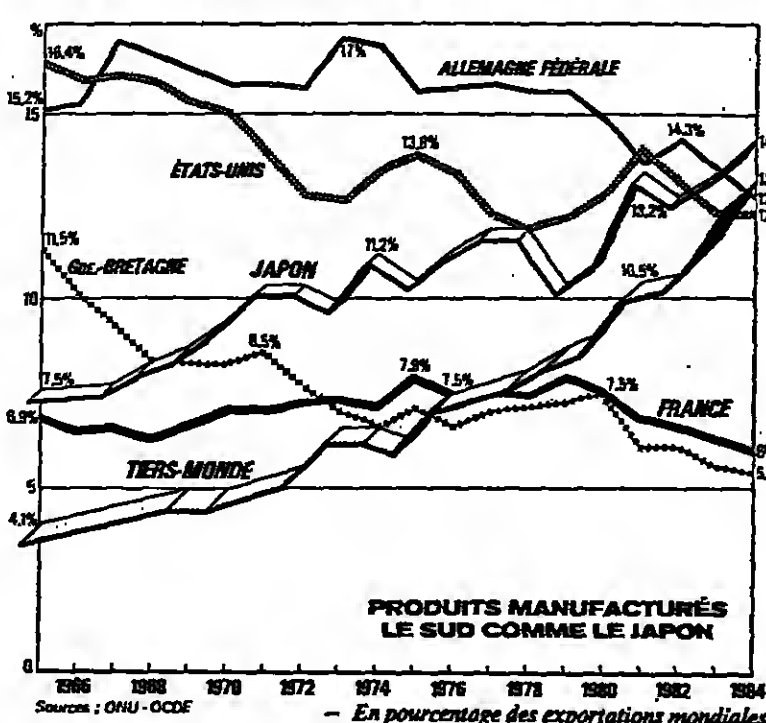
A part entière

Pour l'organisation de leur production et l'orientation des ventes, les pays industriels doivent tenir pleinement compte de cette nouvelle production ainsi que de sa dynamique, qui rend les analyses vite périmées (1). Conscients ou inconscients, les prétextes sont multiples pour ne pas considérer les nouveaux pays exportateurs comme des concurrents à part entière : gamme supposée limitée de leurs produits compétitifs, maîtrise insuffisante

des techniques, pénuries de capitaux, étroite dépendance à l'égard des économies industrielles, contrôle des multinationales et, à présent, fragilité devant la stagnation de la demande et poids croissant de la dette.

Sur quinze ans pourtant, l'évolution a été telle, avec la diversification étonnante de leurs productions compétitives, qu'elle devrait frapper ceux qui doutaient d'un décollage industriel du tiers-monde. Le rôle des multinationales, considérable également en Europe, ne signifie pas que l'économie de ces pays dépende

Il faut pourtant démythifier le spectre de la dette, en évitant de la globaliser par pays comme il est fait généralement, et en distinguant au contraire les diverses sources d'endettement. La question n'est pas du volume des dettes, mais de savoir à quoi l'argent a servi, car l'endettement n'est pas toujours malsain. Mais, à côté d'emprunts productifs, d'autres ont été dépensés sans discernement, d'autres enfin sont à si court terme qu'il s'agit plutôt d'arbitrages comptables, extorquant au passage une commission non négligeable au pays concerné.



entièrement de décisions extérieures. L'édification d'industries complètes et leur diversification se sont effectuées contre le désir des pays industriels.

Du poids de la dette certains attendent maintenant confusément non pas un retard, mais un arrêt de l'expansion des nouveaux producteurs du tiers-monde. Courte vue, car les exportateurs les plus dynamiques ne sont pas justement parmi les pays les plus endettés. Il ne faut pas surtout se dissimuler que les pays industriels sont au centre de cette économie d'endettement organisée par leurs banques et leurs exportateurs, qu'ils en souffrent actuellement et sont menacés directement par ses retombées redoutables : un ébranlement du système de crédit qui n'éviterait pas la récession.

Certes, les versements fortement majorés par l'augmentation des taux d'intérêt et la hausse du dollar ont contribué à l'élimination de concurrents gênants. Il s'agit de milliers de fermes d'usines et d'arrêts de chantiers, de millions d'hommes privés de travail, d'une chute des revenus par habitant de 10 % en trois ans en Amérique latine. Une longue souffrance et un recul économique !

ANALYSES DE SECTEURS

le groupe DAFSA KOMPASS vient de publier une étude sur

LES INDUSTRIES DE MATÉRIELS DE TRAVAUX PUBLICS DANS LE MONDE

La grave crise qu'a subie, entre 1981 et 1983, l'industrie des matériels de travaux publics dans le monde s'explique par la conjonction de deux phénomènes :

- la seconde crise industrielle, en provoquant l'insolvabilité de la quasi-totalité des pays du tiers-monde, a entraîné l'arrêt ou le report des grands chantiers de travaux publics (barrages, autoroutes, complexes industriels, etc.) ;
- la saturation des marchés des équipements collectifs et bâtiments dans les pays développés a entraîné une évolution qualitative de la demande vers les petits matériels adaptés aux travaux de rénovation et d'entretien.

La brutale chute de la demande a donc ouvert une période de mutation qualitative des matériels durant laquelle le marché demeurera - de l'après 1981, à un niveau significativement plus bas que celui atteint en 1980-1981.

Ces contraintes ont imposé à l'industrie une importante concentration du capital (dont la fusion Volvo-BM-Clark Equipment est l'illustration la plus significative), d'amples mouvements de fermetures d'entreprises ou d'établissements.

La plupart des sociétés ou groupes - notamment de l'automobile ou de la mécanique - qui n'étaient pas principalement engagés dans le secteur ou sont sortis. Les sociétés et groupes dont c'était l'activité principale n'ont eu d'autre choix que de s'engager dans une restructuration profonde, qui a porté sur les points suivants :

- automatisation des procédés de production accompagnée d'un double mouvement de standardisation des composants et de recours accru à la sous-traitance ;
- accroissement de la gamme de produits proposés pour être présents sur l'ensemble des créneaux du marché, soit par rachats de sociétés, soit par accords ;
- mondialisation des ventes et de la production, quand cela n'était pas déjà le cas, et restructuration des réseaux commerciaux.

Ces restructurations ont nécessité d'importantes ressources que seuls les grands groupes, avec l'aide de leurs actionnaires ou de par leur capacité de négociation avec leur système bancaire et les pouvoirs publics de leur pays, ont réussi à obtenir.

A l'issue de la période étudiée, les groupes qui ont survécu présentent des résultats financiers différenciés, mais la plupart ont réussi leur évolution industrielle et commerciale. La convalescence sera cependant plus ou moins longue selon l'ampleur des restructurations qui ont dû être menées, d'une part, et selon l'évolution du marché, d'autre part. L'hypothèse la plus probable étant celle d'une stagnation ou d'une très légère croissance dans les années à venir.

Cette étude est en vente à : DAFSA, 7, rue Bergère, 75009 PARIS - Téléphone : 42-33-21-23

Du temps

Pris sous cet angle, qui ramène au possible, le débat sur la dette prend un sens différent ! Il n'y a pas de réel service de la dette sans une activité de production et d'échanges, dans l'ensemble prospère des pays endettés, qui représente justement la mise en valeur du capital prêté. Et pour cela il faut du temps ! Dans l'immédiat, les versements exigés ne peuvent être assurés que par une offensive commerciale désespérée des pays endettés, et la fermeture de leurs marchés. Avec toutes les suites et contradictions pour les économies industrielles.

La somme prêtée est couverte en sept ans et trois mois par des intérêts cumulés à 10 %, en cinq ans par des intérêts à 15 %. Cela éclipse sur le profit des banques, même lorsque le capital initial n'est pas intégralement remboursé. Les banques effectuent leurs prélèvements sur les pays débiteurs qui ont réussi à dégager un solde bénéficiaire. Elles font pression pour que leur soit ouvert le mar-

ché américain. Et c'est en partie aux dépens d'industriels, d'exportateurs, de travailleurs des États-Unis qu'est assuré ce service provisoire de la dette.

Aux niveaux atteints maintenant, qui tient l'autre des créanciers ou des gros débiteurs ? Avec sept grandes banques américaines engagées dans des pays à risques pour plusieurs fois leurs fonds propres, les pays industriels sont les premiers intéressés à des refinancements où quelques milliards de dollars sont avancés, qui seront reversés dans les mois qui suivent avec commission intéressante. Afin que les bilans restent positifs, que les pays débiteurs apprennent tous solvables et que la confiance ne soit pas ébranlée.

Politique de l'apparence, mais qui, malgré les protestations, rencontre l'accord tacite de la plupart des dirigeants du tiers-monde. La décision péruvienne n'a pas été suivie jusqu'ici, et d'ailleurs elle ne propose pas d'arrêter les paiements, mais de les limiter à 10 % des exportations. En tout état de cause, l'interdépendance entre pays industriels et tiers-monde ne peut être contournée et transparent dans les recherches d'aménagement de la dette.

Le débat ne se situe plus aujourd'hui sur le plan financier entre débiteurs et créanciers. Après la grande peur de 1982, il revient, non sans conflit, à l'économie avec le souci de relancer l'activité ou d'éviter la récession au niveau mondial.

Mais les points de vue ne sont pas les mêmes pour aménager le financement indispensable des économies du Sud.

Objectif irréalisable toutefois tant que les sommes prêtées sont considérées comme portées d'intérêt avant même d'être productives ! Parviendront-ils à traiter les pays du tiers-monde sur pied d'égalité, autrement que comme sources naturelles de profit ? L'importance des transferts nets de ressources du Sud au Nord menace la stabilité des pays en développement. Les risques d'explosion sociale ont été d'ailleurs soulignés avec une force exceptionnelle par la plupart des pays intervenants à la dernière réunion de la CNUCED (Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement) en septembre 1985, à Genève.

En cette situation d'urgence, il faut briser un silence maintenu au Sud comme au Nord. Des deux côtés, la course aux armements englobant des moyens énormes qui pourraient servir le développement : plus de 800 milliards de dollars par an, 170 dollars pour chaque homme, femme ou enfant de la planète ; l'équivalent de la dette du tiers-monde.

JEAN LEMPERIÈRE.

- (1) Juger, comme on le fait souvent dans les services officiels, les résultats de la finance par rapport à ceux de l'OCDE ou même seulement aux sept principaux pays industriels donne une image faussée, myope sur les perspectives, puisqu'elle écarte certains des concurrents directs avec qui il faudra le plus compter.

INSTITUT DE GESTION SOCIALE

3^e CYCLE MANAGEMENT AVANCÉ

9 mois de formation de haut niveau
7 mois de missions opérationnelles en entreprise
L'admission est réservée aux diplômés de l'enseignement supérieur (écoles d'ingénieurs, I.E.P. maîtrise, écoles scientifiques) et à de jeunes cadres.

Prochaine session de recrutement le 11 avril 1986

Nom _____
Age _____
Diplôme _____
Adresse _____

souhaite recevoir une brochure détaillée du 3^e cycle Management avancé.
63, avenue de Villiers, 75017 PARIS
établissement privé d'enseignement supérieur

IGS

Le glas des accords de stabilisation

(Suite de la page 39.)

Mais la dynamique de l'OPPEP provoqua une onde de choc entraînant deux types de réaction : les producteurs cherchant à s'organiser en cartel, tandis que les consommateurs étaient amenés à faire des concessions et à adopter des attitudes positives dans les différentes négociations.

La première réaction, celle de la cartellisation, tourna assez vite court : après de premiers succès (phosphates, beurres, café même avec le groupe de Bogota), les organisations de producteurs (CIPEC pour le cuivre, IBA pour la bauxite...) devinrent d'amaillables clubs de discussions et de concertations statistiques. Ils souffraient déjà, dans leurs velléités d'action économique, du mal dont allait mourir l'OPPEP : l'absence de certains producteurs qui préféraient jouer leur propre jeu, ou bien qui se trouvaient déjà dans un état de dépendance trop avancé.

Toutefois, c'est la deuxième réaction, celle de la négociation, qui marqua le plus d'espoir. Les objectifs mêmes de la négociation étaient assez ambivalents : d'un côté, l'on parlait de stabiliser les marchés ; de l'autre, d'améliorer les termes de l'échange en faveur des producteurs. On faisait d'ailleurs un amalgame erroné entre les producteurs de matières premières et le tiers-monde, les consommateurs et les pays du Nord. Cela était vrai pour certains produits (café, cacao, étain, caoutchouc), mais ne l'était pas pour d'autres où des pays du Nord jouaient un rôle non négligeable : les États-Unis pour le cuivre, la CEE pour le sucre, la Grande-Bretagne pour le pétrole, sans bien sûr parler du cas des céréales.

Un échec

Mais ces contradictions n'apparaissent pas encore clairement, alors que dans le cadre des négociations Nord-Sud, le problème des matières premières était l'une des principales revendications des pays du Sud. On crut d'ailleurs que cette revendication avait enfin trouvé une solution avec l'adoption par la quatorzième CNUCED (Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement), tenue à Nairobi en 1976, de sa célèbre résolution 93.IV. Celle-ci prévoyait la mise en place d'un programme intégré sur les produits de base consistant en un Fonds commun de stabilisation des marchés, organisme central autour duquel s'articuleraient des accords internationaux, visant à stabiliser les marchés des produits les plus importants pour le développement des pays du Sud.

Ce programme fut un gigantesque échec : l'accord sur le fonds commun, dont le volume a diminué de 6 milliards à 400 millions de dollars - ce qui est en soi ridicule, n'a toujours pas été ratifié ni par les États-Unis ni par l'URSS, et n'entraînera probablement jamais en vigueur. Des innombrables négociations qui se sont déroulées à Genève ne sont sorties que deux accords : ne comportant pas de clauses économiques (jute et bois tropicaux) et un seul accord de stabilisation (caoutchouc). Par contre, des accords qui existaient déjà (bié, sucre et cacao) ont été renouvelés. Seul les accords du café et de l'étain donnaient encore, début 1985, satisfaction.

L'ensemble de la communauté internationale porte les responsabilités de cet échec : les consommateurs d'abord, qui sont vite revenus de leurs promesses initiales lorsqu'ils ont vu l'état de faiblesse et de dépendance de nombreux producteurs. Après les années de grâce de la présidence Carter, les États-Unis, soutenus par le clan des « faucons » (Japon, Grande-Bretagne, RFA), ont été le principal obstacle aux négociations.

Le vent du marché

Les producteurs portent aussi de lourdes responsabilités : par la politisation de leur discours, sur le modèle du pétrole, au début, par leur désunion et même leurs conflits, ensuite. En voulant trop obtenir, sous forme de révalorisation des termes de l'échange, dans les premières années de négociation, ils ont même échoué, plus tard, sur l'objectif minimal de la stabilisation.

Depuis longtemps, le « modèle » de l'OPPEP n'est plus ni pour les producteurs d'autres matières premières, et son effondrement n'a été une surprise pour personne. Mais on voulait encore croire aux vertus de négociations multilatérales, et le café comme l'étain étaient là pour

en rappeler les bienfaits. L'accord international sur le café apparaissait notamment comme un modèle d'équilibre et de gestion concertée d'un marché. En quelques mois, ces derniers témoins d'une concertation réussie ont été balayés par le vent du marché. Aujourd'hui, seul demeure l'accord du caoutchouc, bien menacé lui aussi.

Une constatation s'impose : dans le cadre conceptuel imaginé dans les années 70 (et remontant en fait aux écrits de Keynes), il est désormais impossible d'orienter et de stabiliser durablement un marché. L'instabilité est devenue la règle. C'est là un premier problème que les matières premières partageaient d'ailleurs avec les systèmes financiers et monétaires : la nouveauté est de voir cette instabilité s'étendre au marché du pétrole, soit au quart - en valeur - du commerce mondial. Car il ne faut pas se leurrer : si le pétrole a pu, en deux mois, tomber de 30 à 15 dollars le baril, rien ne l'empêchera de remonter aussi soudainement à 40 dollars.

Peut-on imaginer ce que seront les conséquences de tels « à-coups » sur la croissance économique mondiale ? Mais ne disait-on pas la même chose, au début des années 70, de « système » des échanges flottants et n'a-t-on pas supporté les errements du dollar de 4 à 10 francs aller et retour ? Le dossier de la stabilité reste largement ouvert, et force est de constater qu'il a peu de chance d'évoluer positivement dans les années à venir.

Le seul espoir réside dans la proposition récente du gouvernement Rocard de tenir une conférence sur le système monétaire international, car il ne faut pas se leurrer : la stabilisation des marchés des matières premières passe par celle des marchés des changes. N'est-il pas futile de chercher à stabiliser le prix d'un produit exprimé en une monnaie qui, elle, est instable ?

Toutefois, il reste un second problème, celui des termes de l'échange et de la dépendance dans laquelle se trouvent de nombreux pays en voie de développement, vis-à-vis des matières premières, alors que ces produits sont entrés, pour une période assez longue, qui devrait au moins durer jusqu'à la fin de la décennie, dans une phase de dépression. L'exemple de l'OPPEP montre que les producteurs ont bien peu de chance de s'en sortir par eux-mêmes.

Libéralisme

Au niveau multilatéral, ou avait beaucoup parlé de facilités de financements compensatoires, d'une sorte de « Stabex » élargi à l'échelle mondiale. Là aussi l'impasse est complète, les projets trop flous et les pays développés réticents, voire hostiles. En cette année 1986, où tombent les dernières barrières qui protégeaient des pays producteurs, force est de constater la faillite des projets hérités des années 70, et plus grave l'absence de pensée nouvelle qui pourrait être à l'origine d'autres solutions.

Les grands pays développés, capitalistes ou socialistes, ont choisi la voie du libéralisme, celle du clientélisme et de l'aide directe. Mais pourrions-nous régler de cette manière les faillites qui se profilent à l'horizon pour tant de pays du tiers-monde producteurs de matières premières ?

L'objectif le plus urgent est incontestablement de « stabiliser en tendance » les marchés internationaux, tous les marchés, afin de mieux gérer ce que l'on appelle désormais « l'après-crise ». La plupart des responsables économiques internationaux s'accordent pour dire que l'instabilité a aujourd'hui dépassé le stade du supportable. Mais un accord international ça ou là n'est qu'une reprise dans une étoffe complètement mitée.

Imaginer un nouveau Bretton Woods, uniquement monétaire sans tenir compte des matières premières - qui représentent la moitié en valeur du commerce international - est aussi erroné que de chercher à stabiliser les marchés du pétrole ou de l'étain sans tenir compte des fluctuations monétaires. Plus que jamais, l'heure est à une négociation globale portant sur l'ensemble des marchés et des échanges.

Peu à peu les plus farouches tenants du libéralisme semblent s'y rallier. Parallèlement aux négociations du GATT qui se déroulent à partir de l'automne, n'est-ce pas l'occasion de mettre sur la table, une bonne fois pour toutes, le lourd dossier de l'instabilité mondiale ?

PHILIPPE CHALMIN.

sports

AUTOMOBILISME

PIQUET (WILLIAMS-HONDA) VAINQUEUR DU GRAND PRIX DU BRÉSIL

Nelson et son second

Le Grand Prix du Brésil, première épreuve du championnat du monde de formule 1 automobile 1986, a été remporté, dimanche 23 mars, par le Brésilien Nelson Piquet (Williams-Honda), grand favori de la compétition. L'écurie britannique et le moteur japonais, qui avaient gagné les trois derniers grands prix de la saison 1985, ont, semble-t-il, bien maîtrisé la nouvelle réglementation limitant de 220 litres à 195 litres la consommation maximale de carburant (le monde du 23 mars).

Nelson Piquet n'avait sans doute jamais eu autant à cœur de gagner le Grand Prix du Brésil. Pour Frank Williams, d'abord. « Ne vous inquiétez pas, Frank, on s'occupe de la bouillotte ». Cette pancarte placée devant la voiture du Brésilien peu de temps avant le départ s'adressait à son directeur d'écurie, immobilisé à Londres sur un lit d'hôpital. Accidenté le 9 mars dernier en quittant Le Castellet (Var) après une séance d'essais avec Piquet et le Britannique Nigel Mansell, Frank Williams, victime d'une fracture à la colonne vertébrale, risque de rester paralysé à vie des membres inférieurs.

Sa deuxième source de motivation était plus personnelle : au moment où les sondages indiquent qu'un Brésilien le sport automobile est en passe de rejoindre le football dans le cœur des foules, il tenait à dominer son compatriote, Ayrton Senna, devant les spectateurs cariocas. Déjà champion du monde en 1981 et 1983 avec Brabham et vainqueur de seize grands prix, Piquet, âgé de trente-trois ans, supporte de plus en plus mal la popularité croissante de son jeune rival, Benjamin de la Formule 1 à vingt ans et déjà qualifié de nouveau prodige après ses deux victoires de la saison dernière au Portugal et en Belgique. La rivalité entre les deux hommes est tellement exacerbée qu'ils évitent désormais de se rencontrer et que Piquet ne parle plus que de « l'autre » lorsqu'il évoque son compatriote.

Dès le départ, Ayrton Senna, qui avait réussi à extraire le meilleur temps des essais, avait montré toute sa détermination. Sous la poussée des chevaux bruyamment lubrifiés, la Lotus-Renault avait esquissé un mouvement de travers. Attaqué par Mansell dès le premier tour, le Brésilien lui avait « fermé la porte » dans un virage. Le Britannique avait fini prématurément sa course contre le rail de sécurité.

Dans des gerbes d'étincelles provoquées par le frottement au sol des deux monoplaces lourdement pleins de carburant, les deux Brésiliens, roues dans roues, semblaient devoir se livrer à un *mano a mano* dans la course. Mais, dans ce bras de fer, Ayrton Senna n'a résisté que trois tours. Plus puissante, la Williams-Honda le passait dans la grande ligne droite avant de dépasser inexorablement Nelson Piquet, qui ne cédera plus que très provisoirement la première place à Senna (19^e tour), puis à Prost (du 20^e au 27^e tour) et encore à Senna (42^e tour), à l'occasion de ses deux changements de pneumatiques.

Bonne affaire

Après huit années passées chez Brabham, Nelson Piquet a sans doute réussi la meilleure affaire de l'histoire en venant remplacer le Finlandais Keke Rosberg chez Williams-Honda. Et pas seulement au plan financier avec un salaire annuel qui atteindrait 4 millions de dollars. De tous les motoristes, Honda est sans doute celui qui a le plus investi - quarante millions de dollars, dit-on - pour développer son moteur.

Désormais, le V6 Honda, suralimenté par deux turbo-compresseurs, n'est pas seulement le plus puissant, mais il est devenu l'un des plus fiables. « J'ai déjà couvert plus de 5 000 kilomètres à l'entraînement », dit Piquet. Et la voiture roule, roule toujours jusqu'à l'épuisement de son pilote. Jusqu'à ce que l'on ne sente plus ni ses pieds ni ses mains. « Comme, de son côté, l'ingénieur britannique Patrick Head a considérablement amélioré l'aérodynamisme de la nouvelle Williams, notamment en surélevant d'une quinzaine de centimètres les pontons

latéraux qui recouvrent des radiateurs réduits en volume, la limitation de la consommation a, semble-t-il, été bien maîtrisée.

Il faudra bien sûr attendre pour mesurer toutes les conséquences de l'accident de Frank Williams, amateur jusqu'à l'omniprésence et principal actionnaire de la Williams Grand Prix engineering Ltd. Dans l'immédiat, Patrick Head continue de s'occuper de la voiture de Piquet tandis que Frank Dernie, un autre ingénieur de l'écurie, a remplacé son directeur auprès de Mansell. Même si la plupart des équipes par Renault de celles équipées par Renault - connaissent encore des problèmes de fiabilité pour s'adapter à la nouvelle réglementation, la marge de sécurité des Williams-Honda a fait forte impression. Le Grand Prix du Brésil a d'ailleurs souvent été un bon test pour la suite de la saison, puisque Nelson Piquet l'avait gagné en 1983 avant de remporter son deuxième titre mondial, tout comme Alain Prost y avait triomphé l'an dernier au seul d'un campagne mémorable pour le sport automobile français.

GÉRARD ALBOUY.

JUDO

Plus de muscles que d'imagination

Une semaine après le triomphe européen des Français à Londres (3 médailles d'or et 5 d'argent), les garçons passaient leur revue de catégorie des moins de 65 kg, le judo international. Mais une ombre au tableau : le judo français masculin a paru manquer singulièrement d'inspiration ce week-end.

Pendant quelques minutes, Angelo Parisi a jonglé avec quatre adversaires. Boum et badaboum ! Un vrai feu d'artifice. Certes, il ne s'agit pas d'une exhibition, car l'acte aux championnats olympiques a bel et bien été renoncé à la compétition. Mais en voyant enlister ainsi ses adversaires, le public du stade Coubertin a apprécié à tout rompre, comme sagittaire, la charme de ces projections spectaculaires opérant toujours. Nostalgie ?

« Je ne veux pas avoir l'air de jouer les anciens combattants, mais je n'ai pas souvent été enthousiasmé par les assauts au cours de ces championnats », nous a dit l'ancien champion du monde et des Jeux olympiques, Thierry Rey, en quittant le stade de la Porte de Saint-Cloud. Et voilà bien tout le problème du judo français, à l'heure actuelle. Panache, où est-ce ?

La génération des champions romains a pris sa retraite. Il reste sur les tapis des garçons qui ont un potentiel physique extraordinaire. Du plus léger au plus lourd, ils font la démonstration, à chacun de leurs combats, d'une puissance et d'une endurance hors du commun.

Mais on se demande parfois s'ils ne se sont pas trompés de sport, s'ils ne sont pas passés d'un tapis d'indivertance en sortant d'un tapis

de lutte. Le judo est un art du combat où la subtilité des sensations et des réactions doivent être extrêmes. Or, combien sont montés sur le podium à force d'être malaxés, de hrover leurs adversaires ? Cela a souvent tenu des jeux de la force basque où il s'agit d'arracher du sol des charges considérables. Mais cela n'a eu qu'un vague rapport avec l'art enseigné jadis par Jigoro Kano.

Ne parlons même pas de Michel Nowak ou de Roger Vachon qui s'imposent chacun à la force du biceps, depuis si longtemps, qu'ils finit s'incliner devant leurs performances. Mais le cas de Richard Mellio, qui a été champion du monde en 1983, est intéressant. Il n'est pas devenu champion d'Europe en 1983 alors qu'il n'était que remplaçant. Forcé à Marseille par Jean-Paul Coche, c'était un petit Mozart en kimono. Il interprétait toute la gamme du judo avec une facilité déconcertante.

Toutefois, le succès ne devait guère lui réussir. Pendant deux ans, il est resté en panne d'inspiration. Le petit Marseillais s'est alors décidé à entrer dans un grand club de la région parisienne. Il n'y a pas retrouvé l'éclat qui avait fait de lui un champion fulgurant. Mais il y a gagné en puissance et en réalisme. Résultat : le titre national - et la sélection européenne qui va avec - après lequel il courait depuis deux

ans, ne lui a pas échappé. Mais dans quelles conditions ? L'artiste est devenu un exécutant robuste qui construit ses victoires comme on s'échappe de prison en limant les barreaux.

Pour les responsables de l'équipe nationale, une telle situation est à la fois rassurante et inquiétante. Rassurante parce qu'à l'exception de Hansen (moins de 65 kilos), trop feu follet au goût des sélectionneurs, ils disposent d'une équipe de judoka capable de relever le défi physique de toutes les formations européennes. Inquiétante parce que cette phalange voit ses résultats internationaux décliner inexorablement depuis les Jeux de Los Angeles. La qualité des hommes et de l'environnement n'est certes pas mise en cause. Sans grand résultat toutefois. Les champions nationaux sont comparables à des moteurs Diesel incapables d'accélérer brutalement. Or, le judoka moderne idéal, comme il se dessine au Japon et en URSS, doit être capable d'une vitesse d'exécution foudroyante pour dépasser techniquement les problèmes de force pure. En conservant les schémas d'entraînement qui ont fait leurs preuves au cours des années 70 mais qui ne correspondent plus au standard des années 80, les techniciens de la fédération française risquent de conduire le judo masculin dans une impasse.

ALAIN GIRAUDO.

ATHLÉTISME

Le cross-country au rythme africain

De notre envoyé spécial

Néchetel. - L'attente du Kenya John Ngegi a remporté, dimanche 23 mars, à Colombar, près de Néchetel (Suisse), le quatrième championnat du monde de cross-country devant l'Éthiopien Abebe Mekonnen et un autre Kenyan, Joseph Kiptum. Autant

Colombier, petit village africain près de Néchetel. Une fois de plus, les coureurs africains ont écrasé de leur supériorité le mondial de cross-country. Non contents de s'adjuger - comme à l'accoutumée - des titres par équipes, ils n'ont laissé cette année aucune Européen ni aucun Américain s'approcher des podiums. Dans le classement de la course des juniors, il faut descendre à la huitième place pour découvrir le premier Européen : un Espagnol. Tandis que chez les seniors, seul le quadruple champion des États-Unis de cross-country, Pat Porter (6^e), et le champion olympique du 10 000 mètres, l'Italien Alberto Cova (9^e), ont pu s'accrocher aux trousses des cinq Kenyans et des deux Éthiopiens.

Il faisait pourtant un temps idéal sur la Suisse. Les rafales glaciales qui balayaient la campagne nécheteloise promettaient une course dans la pure tradition britannique. La pluie, la boue, le vent, le froid : tout souriait aux héritiers des « inventeurs » (1876) de la course à travers champs. La cote de l'Anglais Tim Hutchings était au plus haut. On ne l'a jamais vu. Englobé par un déferlement de neiges nouvelles.

Le Kenyan John Ngegi, vainqueur à l'énergie après une hallucinante chevauchée solitaire, est un inconnu. A vingt et un ans, cet athlète à l'ample foulée court sa première compétition internationale. On attendait plutôt un compatriote, Paul Kiptum (5^e) ou Somé Mugé (8^e). Son second, l'Éthiopien Abebe Mekonnen, vingt et un ans, est lui-même un néophyte du cross-country, ayant préféré le marathon, sur lequel il a réussi à Tokyo, en février dernier, 2 h 8 mn 39 s. Avant le départ, les favoris Éthiopiens s'appelaient Mohamed Kedir (27^e) et Bekel Debele (4^e), champions du monde de cross en 1982 et 1983.

Richesse et fragilité

La victoire de ces « seconds couteaux » illustre à la fois la richesse et la fragilité de l'athlétisme africain : ces prodigieux athlètes déboussant de leur classe aux courses de cross-country ont dû mal à confirmer dans les stades. Le Kenyan Yifter demeure sans succession.

Dans le cross-country, nos athlètes retrouvent les conditions qu'ils connaissent depuis leur plus jeune âge. Sur les hauts plateaux, d'où viennent 70 % de nos coureurs, les gens donnent l'impression de toujours courir, comme s'ils n'avaient pas appris à marcher. Ils remanquent avec une pointe d'humour Ngegi Roba, patron de l'athlétisme

d'une course d'ensemble courageuse, les Français ont obtenu une quatrième place par équipes derrière le Kenya, l'Éthiopie et les États-Unis.

Dans l'épreuve féminine, dominée de bout en bout par l'Anglaise aux pieds nus, Zola Budd, les Françaises ont également causé une

agréable surprise. La Lyonnaise Annette Sergent, double championne de France de la spécialité, a obtenu la troisième place, dépassant dans les derniers hectomètres, sa compatriote Martine Fays (4^e). Par équipes, la France réalise un exploit en terminant troisième derrière l'Angleterre et la Nouvelle-Zélande, mais devant les États-Unis, vainqueurs l'an dernier.

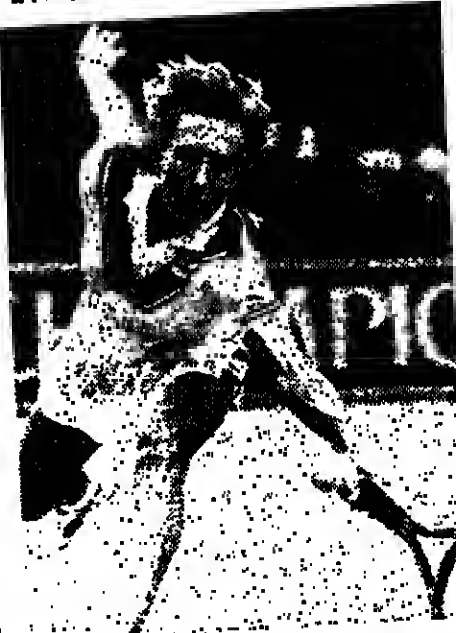
L'Éthiopie compte actuellement six marathoniens sous les 2 h 11 mn. « Dans peu d'années, nous en aurons quarante », affirme M. Ngegi Roba, qui travaille actuellement sur un échantillon de six dix-neuf coureurs chronométrés en 2 h 15 mn sans préparation spécifique.

Soucieux de progresser lui aussi sur piste, le Kenya a choisi, depuis quelques années, d'envoyer ses meilleurs représentants aux États-Unis. Dans la tournée de Néchetel, John Ngegi a sans doute gagné son visa.

JEAN-JACQUES BOZONNET.

TENNIS

Navratilova en quatre manches



L'Américaine Martina Navratilova a gagné pour la troisième année consécutive le Masters féminin de tennis doté de 500 000 dollars en battant la Tchèque Hana Mandlikova en quatre manches (6-2, 6-0, 3-6, 6-1) lors de la finale disputée le 23 mars au Madison Square Garden de New York. Depuis que cette finale est disputée au meilleur des cinq sets, c'est la première fois que Navratilova est contrainte de disputer quatre manches.

ESCRIME

Jean-Michel Oprendeck ira au terme de son contrat de directeur technique

Un compromis est intervenu dans le conflit qui opposait le président de la Fédération française d'escrime, Pierre Abrie, et son directeur technique national. Après arbitrage du nouveau secrétaire d'État à la jeunesse et aux sports, M. Christian Bergelin, Jean-Michel Oprendeck, dont le président de la FFE avait demandé la cessation des fonctions le 9 février dernier, a été maintenu à son poste de DTN jusqu'au 15 septembre 1986, terme de son contrat.

Dans un communiqué lu en ouverture de l'Assemblée générale qui s'est tenue le 23 mars à Paris, le président Abrie a tenu à « apporter un démenti solennel aux déclarations qui ont mis en cause l'intégrité et l'honneur de Jean-Michel Oprendeck et qui ont gravement détérioré le climat de la fédération ».

Le communiqué a précisé : « Un programme d'action permettrait de préparer la succession de Jean-Michel Oprendeck mis en œuvre avec le président de la fédération. Ainsi, la nouvelle organisation souhaitée pourra être mise en place progressivement et sera opérationnelle dès le début de la prochaine saison sportive, date à laquelle sera nommé le nouveau DTN ».

FOOTBALL : forfaits de Platini et de Papin. - Déjà privé d'Alain Giresse et de José Touré blessés, Henri Michel, le directeur de l'équipe de France de football a enregistré, dimanche 23 mars, les forfaits de Michel Platini et de Jean-Pierre Papin pour le match contre l'Argentine, mercredi 26 mars au

Parc des Princes. Le capitaine de l'équipe de France souffre d'une inflammation au talon d'Achille gauche, tandis que le nouvel avant-centre de la sélection ne sera pas libéré par le Football club de Bruges, qui doit disputer mercredi un match important en Coupe de Belgique.

LES RÉSULTATS

Automobilisme

GRAND PRIX DU BRÉSIL

FORMULE 1
A. Nelson Piquet (Bré, Williams-Honda), les soixante et un tours, soit 306,891 km en 1 h 39 mn 32 s (moyenne 184,980 km/h) ; 2. Senna (Bré, Lotus-Renault), à 34 s ; 3. LaFitte (Fra, Ligier-Renault), à 59 s ; 4. Prost (Fra, Renault), à 1 min 11 s ; 5. Brundle (G-B, Tyrrell-Renault), à 2 tours ; 6. Berger (Aut, Benetton-BMW), à 2 tours ; 7. Strelliff (Fra, Tyrrell-Renault), à 2 tours, etc.

Basket-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE

(Phase finale, sixième journée)
*Limoges b. Villeurbanne... 101-100
*Orthez b. Monaco... 86-78
*Saint-Etienne b. Challes... 77-71
Classement. - 1. Orthez, 11 pts ; 2. Villeurbanne, 10 ; 3. Angers, Monaco, Challes, Limoges et Saint-Etienne, 9 ; 4. Tours, 6, etc.

Cyclisme

CRITÉRIUM INTERNATIONAL DE LA ROUTE

(A Antibes-Juan-les-Pins)
Le Suisse Urs Zimmermann, vainqueur de la course de côtes s'est imposé devant l'Irlandais Sean Kelly qui a triomphé dans l'étape en ligne et dans le contre la montre.
Classement. - 1. Zimmermann (Sui), 7 h 13 mn 38 s ; 2. Kelly (Irl.), à 35 s ; 3. Lemoine (Bel), à 51 s ; 4. Motte (Fra), à 1 mn 4 s ; 5. Bernard (Fra), à 1 mn 3 s ; 6. P. Simon (Fra), à 1 mn 6 s, etc.

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE

Première division
(Trente-quatrième journée)
*Brest b. Monaco... 2-1
*Nice b. Metz... 2-0
*Le Havre et Lille... 0-0
*Nancy et Strasbourg... 1-1
*Paris-SG b. Toulon... 1-0

Rugby

CHAMPIONNAT DE FRANCE

(Machées de barrage)
A Dax b. Bayonne b. Pau... 6-3
A Toulouse b. Hagetman... 10-6
A Biarritz b. Oloron... 4-3
A Vichy b. Le Creusot... 30-6
A Perpignan b. Narbonne... 15-14
A Castres b. Valence... 15-4
A Clermont-Ferrand b. Grenoble b. Aurillac... 9-6
A Carcassonne b. Romans... 16-10

(Les huitièmes de finale, en matches aller (30 mars) et retour (6 avril) seront les suivants : Bayonne-Agen ; Béziers-Nîmes ; Racing-Perpignan ; Brive-Toulon ; Nice-Montauban ; Gairollet-Narbonne ; Grenoble-Biarritz ; Lourdes-Toulouse.

CHALLENGE DU MANOIR

(Quarts de finale)
A Brive b. Montferrand b. Agen... 24-9
A Narbonne b. Toulouse... 12-10
(Les demi-finales opposeront Béziers à Montferrand et Grenoble à Toulouse, le 13 avril.)

Hockey sur glace

CHAMPIONNAT DU MONDE B

(A Eindhoven, Pays-Bas)
Après la troisième journée, la France compte une victoire contre les Pays-Bas (4-3) et deux défaites contre le Japon (2-1) et la Suisse (8-2).

Patinage artistique

CHAMPIONNAT DU MONDE

(A Genève)
Dance. - 1. Bestemianova-Bukin (URSS) ; 2. Klimova-Ponomarev (URSS) ; 3. Wilson-McCall (Canada), etc.

Tennis

TOURNOI DE FORT MYERS

(315 000 dollars)
Demi-finales. - Lendl (Tch.) b. Gomez (Equ.), 6-3, 6-3 ; Connors (E-U) b. Mayotte (E-U), 7-5, 3-6, 6-3. Finale. - Lendl b. Connors, 6-2, 6-0.

TOURNOI DE BRUXELLES

(250 000 dollars)
Demi-finales. - Wilander (Sue.) b. Nyström (Sue.), 2-6, 6-4, 6-2 ; Dyle (Ans.) b. Meir (Tch.), 6-2, 6-3. Finale. - Wilander b. Dyle, 6-2, 6-3.

مركز من الأصل

Le Monde

L'UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde



Crédit National

Crédit National : un grand nom dans le financement des entreprises. Une gamme de produits et services originale et variée, une recherche permanente d'idées et de ressources nouvelles.

Crédit National : des équipes jeunes, une capacité d'expertise exceptionnelle.

AIDER ET CONSEILLER
LES ENTREPRISES
DANS LEURS FINANCEMENTS...

Analyser leurs besoins, monter les dossiers de crédit, proposer nos nouveaux produits et par là, promouvoir notre image : une mission passionnante à exercer à Paris ou dans nos Délégations Régionales. Cette mission, nous la destinons à des Cadres Financiers (GRANDES ECOLES SCIENTIFIQUES OU COMMERCIALES) ayant une expérience de quelques années dans une banque ou dans une entreprise industrielle ou commerciale.

Soucieux de la qualité de ces nouveaux collaborateurs c'est avec le plus grand soin que le Service du Personnel et des Relations Sociales étudiera votre candidature. Merci de lui adresser une lettre manuscrite avec curriculum vitae, photo, indication de votre salaire, au Crédit National, 45 rue Saint Dominique, 75007 PARIS.

CADRES FINANCIERS
(GRANDES ECOLES SCIENTIFIQUES OU COMMERCIALES)

Du Punch...et du Bon sens

Recentement implantés en France et bien positionnés sur un créneau porteur, nous commercialisons nos produits dans le monde entier. Notre fort développement (environ 60 MF de CA cette année) nous conduit à renforcer notre structure financière et nous recherchons un

Directeur Administratif
et Financier

Basé à Paris env. 300 000 F

Sa mission aura un double aspect :

- en France, il assurera les procédures administratives et comptables nécessaires à la bonne marche de la Société, et sera le garant du respect de celles-ci. Excellent technicien, il supervisera entièrement l'activité du service comptable. L'établissement des budgets et du bilan seront sous sa responsabilité.

- au niveau du Groupe, il aura la charge du reporting et assurera personnellement toutes les relations qui en résulteront avec la maison mère américaine.

Nous souhaitons rencontrer un professionnel diplômé de l'enseignement supérieur, ayant un grand sens de la gestion, une forte personnalité et une bonne connaissance de la PME. La parfaite maîtrise des principes comptables américains et la pratique courante de l'anglais sont indispensables.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + CV) s/n° 7116, au Monde Publiée, 5 rue de Montessuy 75007 PARIS qui transmettra.

Grande Ecole + Comptabilité

Nos interlocuteurs
sont les Directions Générales

Les consultants de notre cabinet réalisent des missions de haut niveau auprès des dirigeants d'entreprises, ce qui les amène à s'impliquer fortement. Notre développement rapide nous conduit à intégrer un jeune professionnel de formation financière. Diplômé d'une grande école, vous possédez une expérience de 2 ou 3 ans, de préférence en cabinet d'audit comptable et souhaitez évoluer vers le conseil opérationnel. Notre structure dynamique vous permettra de vous développer dans un contexte

Conseil
Opérationnel

enrichissant par la variété des missions. Vous aurez à court terme des responsabilités motivantes. Déplacements fréquents. Merci d'adresser votre dossier complet à Gérard Pont, 15, rue du Louvre 75001 Paris sous la référence 183G.



nervet pont conseil

GILSON

NOUS sommes constructeurs d'instruments de laboratoire que nous concevons pour la recherche scientifique mondiale. Pour faire face à notre croissance, Georges Le MOING, responsable du service G.P.A. (gestion de la production et des achats) crée un poste de :

RESPONSABLE
DE LA GESTION
DE PRODUCTION

pour faire progresser notre gestion des stocks, former une équipe de gestionnaires, superviser les magasins et participer activement à l'équipe de management du service.

VOUS avez une très solide expérience de la gestion de production (MRP), vous connaissez bien l'outil informatique et vous aimez le faire découvrir à d'autres, vous avez le goût de l'organisation et le sens des procédures simples. Vous pratiquez l'anglais.

Ecrivez à Vincent OBERTHÜR
GILSON MEDICAL ELECTRONICS
72, rue Gambetta
95400 VILLIERS LE BEL



هكذا من الأصل

Paris Banlieue Sud

200 - 240 000 F

Notre C.A. a doublé en trois ans
harmonisez les procédures - consolidez les comptes

Filiale française d'un Groupe chimique allemand de renommée mondiale, du fait de notre expansion, nous créons le poste :

Assistant du directeur des comptabilités

garant de la fiabilité des comptes, il assure le reporting mensuel à la maison-mère.

Il analyse et fait évoluer les procédures comptables et informatiques en fonction de l'accroissement de l'entreprise, des directives du Groupe et des textes fiscaux.

En collaboration avec les Chefs Comptables, il consolide les bilans des différentes unités industrielles et commerciales.

Il est en liaison avec les services informatiques, les gestionnaires internes et les Conseillers externes de l'entreprise.

Agé d'au moins 28 ans, diplômé d'une école supérieure de commerce, option finances/comptabilité, plus DECS, vous justifiez d'une expérience d'audit acquise en cabinet international ou de plusieurs années en entreprise à traiter des problèmes comptables et fiscaux. L'allemand courant est indispensable.

Sylvie CATHELAUD vous remercie de lui adresser votre candidature, qu'elle traite confidentiellement, sous référence 3163 LM.

argos

DEPARTEMENT CONSEIL EN RECRUTEMENT
135, avenue de Wagram - 75017 PARIS
Tél. : (1) 42.27.96.49

PARIS - LILLE - LYON - MONTREAL

MAISON
DU
CAFÉ

Deuxième sur le marché du café, filiale d'un important Groupe alimentaire d'importance mondiale, C.A. 2 milliards de francs, 500 personnes, recherche son

CHEF DU DEPARTEMENT COMPTABILITE
GENERALE ET ANALYTIQUE

Homme ou femme de formation supérieure ayant acquis une expérience de la comptabilité anglo-saxonne, le ou la candidate animerait une équipe d'une douzaine de personnes.

La pratique du reporting est nécessaire.

La connaissance de l'anglais est vivement souhaitée.

Une première expérience de la consolidation serait un plus.

Le poste est rattaché au D.A.F. et est à pourvoir rapidement en banlieue Nord de Paris.



Adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle sous réf. MC/03 à notre conseil.
Patrick BRUNETEAU

International Management
CONSULTANTS EN RECRUTEMENT FINANCIER
8, rue Georges-Ville, 75116 PARIS.

Chargés d'études :
accompagnez les entreprises
dans leur réussite

Jeunes diplômés (ESC ou équivalent), valorisez votre 1^{ère} expérience, même courte, au sein de notre société spécialisée dans le financement immobilier, filiale de la Compagnie Bancaire.

Votre rôle sera d'apprécier la qualité des projets qui nous sont présentés sur l'ensemble des plans : financier, économique, juridique et humain ; puis de les suivre jusqu'à leur complète réalisation. Notre marché vous permettra d'être en relation étroite avec des PME PMI qui innovent et se développent.

Des qualités naturelles d'écoute, un bon sens du dialogue et une grande ouverture d'esprit sont donc nécessaires. Votre formation à nos techniques et nos produits feront le reste. Des possibilités d'évolution existent tant chez nous que dans le Groupe pour peu que vous acceptiez une bonne mobilité géographique.

Pour un 1^{er} contact, merci de transmettre votre dossier de candidature : lettre, CV, photo et prétentions sous réf. 991 à Gilles Delalandre, Service Orientation-Recrutement, 5 avenue Kléber, 75116 Paris.



groupe de la compagnie bancaire

ASSISTANT
CONTROLEUR de GESTION
Paris

Notre Société est un organisme financier ayant pour vocation de participer au financement des entreprises industrielles et commerciales.

Dépendant du Contrôleur de Gestion, vous aurez pour mission de l'assister en prenant en charge les tâches suivantes :

- analyse des comptes,
- suivi des obligations de l'entreprise vis-à-vis des organismes de tutelle,
- participation à la mise en place d'un nouveau plan comptable pour une tenue de comptabilité informatisée,
- formation et assistance de l'ensemble du personnel comptable.

Vous avez une bonne pratique des techniques financières et une solide connaissance de la comptabilité informatisée.

De formation supérieure, BTS Comptabilité ou DECS, vous êtes âgé de 22 ans environ et vous avez une première expérience significative au sein d'un organisme financier ou d'une banque. Vous êtes prêt à valoriser cet acquis dans un poste évolutif.

Adresser C.V. détaillé sous réf. 662/03 à :
Espace Cadres
22, rue Saint-Augustin 75002 Paris.

Contrôleur de gestion

Prendre en charge l'ensemble de la fonction contrôle de gestion en :

- participant à l'élaboration des stratégies et des plans (budget, reporting, tableaux de bord...)

- développant les systèmes d'information efficace et optimisant l'outil de gestion

- assurant les relations fonctionnelles avec les unités opérationnelles dans un souci de cohérence et de communication.

C'est la mission très complète que vous propose cette société (1 Milliard de F de CA dont 45 % à l'export, 3000 personnes), filiale d'un puissant groupe international et figurant parmi les leaders dans son domaine d'activité : les composants électroniques.

Doté d'une formation supérieure commerciale (HEC, ESSEC, SUP de CO) vous justifiez d'une expérience de 5 ans minimum, acquise en cabinet ou dans l'industrie. Vous maîtrisez l'anglais.

Le poste est basé en proche banlieue Ouest de Paris.

Merci d'adresser CV complet, lettre manuscrite, sous réf. M.5135 A à

Etienne Simonnet, OC Conseil, 15 rue du Louvre 75001 Paris, à qui nous avons confié cette recherche.

OC conseil

ressources humaines

TOURNAI
Directeur Financier de Haut Niveau

350 pers. près de Tours, nous fabriquons et commercialisons des biens d'équipement destinés aux industries automobiles et de la réfrigération.

Membre de notre équipe dirigeante (moyenne d'âge 35 ans) notre directeur financier prendra en charge une équipe de six personnes jeunes et compétentes.

VOS PRIORITES :

- superviser et contrôler la comptabilité générale et analytique, la trésorerie, les budgets et les "reporting" au sein du groupe
- analyser les résultats et les écarts mensuels.

De formation supérieure, GESTION COMPTABILITE, vous avez la pratique informatique utilisatrice et vous parlez anglais; vous avez acquis au sein d'une ou plusieurs entreprises industrielles une expérience probante de la fonction ; nous vous proposons de très bonnes conditions de travail, un climat social excellent et une rémunération à la hauteur de vos ambitions.

Merci d'adresser votre dossier à Ph. Gauthier notre Conseil sous réf. LM 8614/2. Les entretiens auront lieu à PARIS.

Delalandre et Gautier Consultants
3, rue du Maréchal Foch 37000 TOURS

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde

L'UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde

Groupe de la distribution réalisant un C.A. annuel de plus de 18 milliards de Francs
Plus de 100 Etablissements en France aux activités diversifiées
recrute pour son Siège à PARIS avec fréquents déplacements de courte durée.

Responsable de l'AUDIT INTERNE

RATTACHÉ DIRECTEMENT AU DIRECTEUR COMPTABLE DU GROUPE, IL DIRIGE ET ANIME UNE ÉQUIPE DE 5 AUDITEURS ET UN CONTRÔLEUR. Bénéficiant d'une délégation certaine, il établit le programme annuel d'audit avec l'accord du Directeur Comptable et l'acceptation du Directeur Général du Groupe, il suit de près l'action, veille à la formation permanente de son équipe (en particulier en informatique), perfectionne les procédures pour les vérifications de différents types de services et activités. Il commente les rapports d'audit auprès des contrôlés, rend compte à sa hiérarchie et assure le suivi des recommandations.

Un « professionnel » expérimenté

- FORMATION COMPTABLE SUPÉRIEURE : DECS complet : + certificats supérieurs (organisation et Gestion - Révision)
- Déjà RESPONSABLE (en titre ou en second) du SERVICE D'AUDIT D'UN GROUPE IMPORTANT A ACTIVITÉS MULTIPLES ET FORTEMENT INFORMATISÉ OU SENIOR DANS UN DES GRANDS CABINETS D'AUDIT.

Expérience de la DISTRIBUTION appréciée.
S.C. vous garantit une DISCRÉTION ABSOLUE et vous remercie d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. dét., photo et rémunér.) sa réf. 8400 à

SC sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

FINANCIER NATIONAL

NOTRE METIER
La couverture des besoins bancaires et d'entreprises, le financement des entreprises et des métiers d'ouvrages.
NOTRE ÉTABLISSEMENT
- les plus hautes valeurs d'engagement et de responsabilité par tiers.
- une capacité prouvée, de croissance et d'évolution à toute épreuve.
- une recherche constante des hommes en capacité de se confirmer les meilleurs.
- le souci de leur réalisation personnelle dans nos équipes.

UN CHEF DE FILE TOUS TERRAINS

(FINANCIERS, ENTREPRISES, MAÎTRES D'OUVRAGES... A TOUS LES NIVEAUX).
DESTINÉ À PRENDRE EN CHARGE L'UNE DE NOS DIRECTIONS RÉGIONALES

- AVANT :
- notre âge (30/35 ans environ)
- un baccalauréat de gestion pour une carrière à la mesure de sa volonté et de nos ambitions.
- une formation Sup de Co, ESSEC, IAE ou équivalente.
- une première expérience de Technico-Commercial, dans un Etablissement Financier ou Bancaire (Crédit, épargne, agence bancaire et clientèle industrielle).

Adressez CV, lettre manuscrite, photo et prétentions sous réf. 4977 à l'agence DESSEIN, 115 rue du Louvre, 75001 Paris. Têles et approx. métrés s'abstien. Prévisions et discrétion assurées.

Un Etablissement bancaire régional du Nord-Est de la France, recherche un Collaborateur à fort potentiel d'évolution pour occuper les fonctions de

TRESORIER DE BANQUE

Le candidat retenu devra posséder une formation supérieure de préférence ESC + ITB et justifier de plusieurs années d'expérience dans la banque.
Le poste proposé requiert la volonté de progresser et de donner une orientation nouvelle à sa carrière, par l'acquisition de la maîtrise des techniques liées à la réforme des marchés monétaire et financier.
Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., rémunération actuelle et prétentions sous référence 2099 à AXIAL PUBLICITE - 27, rue Taitbout 75009 Paris, qui transmettra.

BANQUE POPULAIRE DE LA RÉGION OUEST-DE PARIS
1250 Collaborateurs, 85 Points de Vente

EXPLOITANTS Gradés, Cadres

Si vous voulez associer vos ambitions professionnelles à notre Projet d'Entreprise, nous vous proposons de valoriser vos compétences commerciales et techniques au sein de notre réseau.
Votre profil :
- Une Formation Universitaire et Bancaire
- Une expérience confirmée en matière de gestion et de développement d'une clientèle de Particuliers et/ou d'Entreprises
- De solides qualités dans le domaine de l'animation d'une Équipe.
Vos capacités d'évolution et d'adaptation ainsi que votre dynamisme seront déterminants.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature manuscrite, votre C.V. avec photographie et prétentions à :
BPROP - D.R.H. - 9, avenue Newton - 78183 St Quentin-en-Yvelines Cedex
UNE ÉNERGIE NOUVELLE EN FRANCE

Consultant chez Ernst & Whinney Conseil

ERNST & WHINNEY est l'un des tout premiers réseaux internationaux d'Audit et de Conseil, avec plus de 24 000 collaborateurs établis dans plus de 75 pays. Le Conseil en organisation connaît une forte progression, avec actuellement 2000 consultants dans le monde. En France, Ernst & Whinney Conseil a trois domaines d'intervention privilégiés : l'organisation comptable, l'organisation générale et l'organisation informatique. Face à nos perspectives de développement, nous souhaitons renforcer notre équipe et recherchons :

Un Consultant Senior en Organisation Comptable

qui sera chargé de la conception et la mise en place de systèmes comptables, et participera à la sélection et à la mise en œuvre de logiciels comptables et de gestion.
Diplômé de l'enseignement supérieur, expert comptable ou mémorialiste, le candidat justifiera d'une expérience de 3 à 4 ans acquise si possible en cabinet d'audit ou à un poste similaire au sein d'une grande entreprise. Réf. CO481

Un Consultant Senior en Organisation Générale

dont les principaux domaines d'intervention seront l'audit organisationnel et la revue des opérations.
Diplômé HEC, ESSEC ou Sciences Po, le candidat aura une première expérience d'environ 3 à 4 ans de la fonction, acquise dans une grande entreprise du secteur tertiaire ou à un poste de responsabilité au sein de l'Administration. Réf. CO491

Si, en plus de vos connaissances techniques et d'une bonne maîtrise de l'anglais, vous apportez dynamisme, esprit d'équipe et volonté de réussir, alors nous serons heureux de vous accueillir au sein de notre Cabinet.
Nous vous remercions d'écrire, en précisant la référence du poste choisi et votre rémunération actuelle, à Vincent Pierre, Responsable de l'activité Conseil d'Ernst & Whinney en France, qui étudiera confidentiellement votre candidature.
ERNST & WHINNEY Conseil, 150 Bd Haussmann, 75008 PARIS.

E&W Ernst & Whinney Conseil

NORMANDIE

Chef comptable adjoint

Groupe agro-alimentaire performant - CA 2,5 Milliards - recherche pour une de ses filiales en développement, taux de croissance 30% par an, fortement exportatrice, un diplômé d'études supérieures en gestion comptabilité, ayant une expérience de la comptabilité d'au moins 3 ans, acquise dans une structure très informatisée. Relevant du chef comptable, il est intégré dans les services administratifs, financiers et il sera en relation fonctionnelle avec le responsable des comptabilités du groupe.

- Ses missions :
- Contrôler les procédures de nos différents établissements et les faire évoluer.
- Animer et former le personnel du service dans le cadre de la mise en place d'un nouveau logiciel de comptabilité.
- Assister le chef comptable dans ses principales fonctions : tenue complète de la comptabilité générale jusqu'à l'établissement des bilans, compte de résultats...
- Enfin, assister le chef comptable comme un trampoline en vue de responsabilités élargies dans le groupe. Il implique un fort potentiel, de la disponibilité, un excellent niveau d'activité. Le DECS est exigé ; l'expérience audit et des financements à l'export sont appréciées. Lieu de travail : petite ville de Normandie, bord de mer.

Adressez lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions sous réf. 71712M à R. VERDET - 544-CEGOS, Tour Chenonceaux, 92518 BOULOGNE CEDEX.

sélé CEGOS

ALFAPAC

SP METAL

Responsable comptabilité et informatique.

Dix ans cette année et une position de leader sur le marché Grand Public des emballages ménagers : nous sommes une société de Distribution avec deux (bientôt trois) filiales de production. Déjà 150 personnes et 200 millions de francs de chiffre d'affaires en 1985 (140 en 1984) ; nous poursuivons une politique systématique d'investissement en hommes et en équipement.

C'est dans ce contexte particulièrement évolutif que nous recherchons le (la) responsable comptable et informatique qui devra non seulement maîtriser les techniques comptables, mais aussi être capable d'organiser, de contrôler et de prévoir avec une grande souplesse d'adaptation. La collaboration avec les autres services, distribution et production, est une nécessité.
Son profil : ESC + DECS ayant 4 à 7 années d'expérience dont 2 au moins dans la direction de services comptables et informatiques. Nous étudierons aussi les candidatures de cadres comptables confirmés connaissant si possible l'univers de la distribution et ayant travaillé sur des comptabilités informatisées. (IBM 361). Localisation : Paris 8^{ème}. Merci d'adresser votre dossier complet sous référence 506 512 M à notre conseil SIRCA 64 rue La Boétie, 75008 PARIS.

Sirca

Membre de Syntec

Banque Internationale quartier Opéra, recherche pour son Département Trésorerie

CAMBISTE CHANGE COMPTANT

Adjoint au responsable de cette activité, il aura la charge du Comptant \$/DMK.
Ce poste implique une parfaite connaissance des opérations de change, une expérience professionnelle de 5 ans minimum dans un poste similaire, le sens des responsabilités.
Français/Anglais parlé et écrit couramment, Allemand apprécié.
Merci d'adresser CV, détaillé avec prétentions, sous réf. 79046 M, à HANAS-CONTACT, 1, place du Palais-Royal, 75001 PARIS, qui transmettra.

HANAS-CONTACT

Sirca

Membre de Syntec

Une filière prometteuse : la gestion comptable des SICAV et FCP.

Le "boom" des marchés financiers et le développement prodigieux des placements collectifs ouvrent des perspectives séduisantes aux professionnels du secteur et à ceux qui souhaitent le devenir.

Une importante banque française réputée pour son expérience en matière d'investissement et de conseil en gestion de patrimoine, située à Paris 9^{ème}, vous propose de la rejoindre pour prendre la responsabilité d'un service comptable rassemblant dix personnes. Plus qu'un spécialiste, nous recherchons un bon animateur, adaptable, rigoureux, passionné, capable d'assimiler rapidement les techniques spécifiques.

ESC ou Maîtrise de gestion + DECS, vous avez 3 à 5 années d'expérience comptable en cabinet, banque ou entreprise. Pour un premier contact, merci d'adresser votre dossier complet en précisant votre rémunération actuelle aux consultants du cabinet SIRCA - 64 rue La Boétie 75008 Paris - sous référence 505 512 M.

JOURET

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

Le Monde L'UNIVERS DE LA GESTION Le Monde

Data General

Siège Européen du 3^e constructeur mondial de mini-informatique, + 1,2 milliard de \$ de C.A., présent dans 58 pays dans le monde, nous recherchons pour renforcer notre Direction financière, un

ANALYSTE FINANCIER

A 28 ans environ, vous avez une formation supérieure complétée par une expérience de 2 à 3 ans en analyse financière.

Naturellement, vous maîtrisez l'anglais qui sera votre langue de travail.

Rattaché au Directeur des Opérations européennes, vous serez responsable des budgets consolidés ainsi que de divers projets financiers de nos filiales européennes (14). Vous aurez également un rôle d'assistance et de conseil auprès de ces filiales.

Merci d'adresser, C.V., photo et prétentions, à DATA GENERAL EUROPE
Tour Manhattan - 56, place de l'Iris
92095 PARIS-LA-DEFENSE Cedex 21.

Data General
a Generation ahead.

Moisand & Associés

Cabinet national et international de conseils juridiques et fiscaux développe son implantation dans les grandes villes de France

Membres de
Price Waterhouse

présents dans le monde entier, nous connaissons un très fort développement de nos activités. A l'heure de la décentralisation, nous renforçons notre impact dans les grandes villes de France : Paris, Nantes, Lyon, Aix en Provence, Strasbourg, Toulouse.

Nous avons donc plusieurs opportunités à proposer à des

Fiscalistes, Juristes, Spécialistes Droit des Affaires

Après une formation supérieure (Grandes Ecoles ou Université), vous avez développé une expérience significative dans l'une des spécialités pendant au moins cinq ans, en cabinet ou dans une entreprise d'envergure internationale.

La diversité des missions qui vous seront confiées saura motiver les véritables professionnels que vous êtes.

Si vous êtes directement concerné, n'hésitez pas à prendre contact avec nous en indiquant la ville qui vous intéresse.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV détaillé, photo et salaire actuel en précisant la référence 52803 M à Paula Maun, 18 Place Henri Bergson, 75008 PARIS.

The Executive Group
Management

La BANQUE HERVET recherche pour l'équipe **gestion diversifiée** de sa filiale chargée de la gestion de portefeuilles de valeurs mobilières

GÉRANT DE PORTEFEUILLES H/F

pour participer à la gestion sous mandat de portefeuilles de clients particuliers et fonds communs de placement et, dans le cadre de l'équipe, à l'élaboration de la politique de gestion.

Ce poste s'adresse à un diplômé de l'enseignement supérieur :
- bénéficiant d'une première expérience d'un à deux ans dans le domaine de la gestion de portefeuilles ou de l'analyse financière,
- ou débutant animé d'une forte motivation pour les marchés boursiers.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à Monsieur MARCADET, Direction des Relations Sociales et du Personnel - BANQUE HERVET - 127, avenue Charles-de-Gaulle - 92201 NEUILLY-SUR-SEINE.

BANQUE HERVET

P.M.I. Ville moyenne de Charente-Maritime

FABRICATION MÉCANIQUE DE 110 PERSONNES
50 MILLIONS DE C.A.
FILIALE D'UN GROUPE INDUSTRIEL

recherche

RESPONSABLE ADMINISTRATIF

Chargé de :
- contrôle de gestion ;
- administration de personnel ;
- organisation générale informatique ;
- trésorerie ;
- administration des achats ;

Le candidat :
- diplômé d'une école de commerce ou équivalent, expérience de 3 à 5 ans ;
- possède des qualités d'initiative et de dynamisme.

Adressez C.V., photo et prétentions à :
FABRICATIONS ATLAS
B.P. 123 - 17105 SAINTES.

UN PROJET EXCEPTIONNEL POUR UN CONTROLEUR DE GESTION AMBITEUX

Notre importante entreprise de transport et de transit international crée le poste de

CONTROLEUR DE GESTION H/F

De formation supérieure, votre expérience réussie dans la mise en place d'opérations de gestion et la maîtrise complète de l'outil informatique (IBM 43-41 et 43-81) vous permettront de donner la pleine dimension à cette fonction.

Après une phase d'étude et de diagnostic vous serez chargé de :

- mettre en place les tableaux de bord, les systèmes d'information et les procédures pour une gestion budgétaire efficace ;
- assurer le suivi des applications informatiques de gestion ;
- assurer le fonctionnement du système d'information et l'expliquer au personnel concerné ;
- contrôler les réalisations par rapport aux prévisions ;
- analyser les écarts et les expliquer ;
- proposer des solutions déterminant les actions correctives.

Vos qualités humaines de relations, de contact et vos facultés d'adaptation constitueront le moteur de votre réussite.

Lieu de travail : Paris Nord Est.

Merci d'adresser votre dossier en toute confidentialité, sous référence 435 M à notre conseil : Nicole ANCESSI.

Soderhu
22 rue Saint Augustin, 75002 PARIS
MEMBRE DE SYNTHEC

LAMBERT

Lambert Frères et Cie - Société Mère d'un groupe spécialisé dans les composants industriels pour le Bâtiment (CA : 1,6 milliard de francs) recherche pour son siège parisien et pour le région lyonnaise

2 JEUNES INGENIEURS GESTIONNAIRES

de formation ingénieurs Grandes Ecoles (A&M, INSA, ENSI,...) + Gestion (ISA, IAE,...).

La double formation des candidats retenu leur donnera les moyens, au sein d'un service de contrôle de gestion, d'analyser les exploitations sous l'angle industriel afin de permettre la mise en œuvre d'actions d'amélioration de productivité et de rentabilité.

Ces postes présentent à un développement carrière de carrière pour des candidats à fort potentiel.

Merci d'adresser votre lettre de candidature (c.v., photo et prétentions) sous référence 2084 à Madame Lerède LAMBERT FRERES & CIE, 5, rue Vermet 75008 Paris.

P.M.I. Ville moyenne de Charente-Maritime

FABRICATION MÉCANIQUE DE 110 PERSONNES
50 MILLIONS DE C.A.
FILIALE D'UN GROUPE INDUSTRIEL

recherche

RESPONSABLE ADMINISTRATIF

Chargé de :
- contrôle de gestion ;
- administration de personnel ;
- organisation générale informatique ;
- trésorerie ;
- administration des achats ;

Le candidat :
- diplômé d'une école de commerce ou équivalent, expérience de 3 à 5 ans ;
- possède des qualités d'initiative et de dynamisme.

Adressez C.V., photo et prétentions à :
FABRICATIONS ATLAS
B.P. 123 - 17105 SAINTES.

Nous sommes une importante société de CONSTRUCTION et de GESTION IMMOBILIERE à caractère décentralisé. Notre développement et notre souci d'améliorer notre gestion nous conduisent à créer un poste (H/F) d'

AUDITEUR INTERNE

De formation supérieure Grande Ecole de Gestion ou Université + DECS, vous avez 3 à 4 ans d'expérience en cabinet et/ou en entreprise en qualité d'Auditeur.

Sous l'autorité du Directeur Financier - membre du Comité de Direction - vous mettrez en place le dispositif de contrôle interne pour l'ensemble des services administratifs, opérationnels, fonctionnels et financiers ; Audir de régularité, d'amélioration des performances, de diagnostic.

Il s'agit d'un poste évolutif pour un élément de valeur.

Lieu de travail : PARIS.

Merci d'adresser sous référence M/3102/A, un CV complet à notre Conseil qui vous adressera plus d'informations sur le poste avant de vous recevoir.

chp CABINET Henri PHILIPPE
106 boulevard Haussmann - 75008 Paris

RESEAU INTERNATIONAL D'AGENCES DE VOYAGES
700 points de vente - 34 pays - 3.750 agents
recherche

Pour son service de contrôle de gestion international :

UN ADJOINT
(Référence 1987 A)

Le poste s'adresse à un candidat français ou étranger, de formation supérieure, ayant une expérience dans la fonction de plusieurs années. Il participera à l'élaboration des plans et budgets, assurera le contrôle des réalisations de chaque pays ainsi que la tenue des tableaux de bord. La pratique de l'anglais est impérative.

Pour son secteur France :

UN RESPONSABLE COMPTABLE
(Référence 1987 B)

Le candidat devra élaborer, mettre en place et assurer le suivi de la comptabilité de plusieurs filiales françaises.

Ce poste évolutif requiert un candidat diplômé de l'enseignement supérieur, type ESC + DECS, ayant une première expérience réussie.

Ces deux postes sont à pourvoir à PARIS.

Envoyer lettre manuscrite + CV + photo en précisant la référence du poste choisi à :
Levi-Tourmay/Ascom
31, Bd. Bonne-Nouvelle 75003 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.

CABINET D'AUDIT FRANÇAIS VOCATION INTERNATIONALE
recherche

Auditeurs, 2 à 5 ans d'expérience
pour postes de
Premiers Assistants, Seniors ou Chefs de Mission.

Adressez C.V., manuscrit, photo, souhaits de carrière et prétentions s/réf. 9880 M à l'Agence Affiliée 48, avenue Trudaine 75008 PARIS - qui transmettra.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

Responsable des systèmes comptables

Futur "corporate controller". La holding financière d'un important groupe industriel français, leader dans son domaine et menant une politique active de diversification internationale, recherche le responsable de ses systèmes comptables. Rapportant au secrétaire général, il sera chargé dans un premier temps d'organiser et de superviser l'activité comptable au siège. A terme, dans le cadre des missions d'assistance et de contrôle de la holding, il assurera le suivi opérationnel et la mise en place des procédures comptables et financières au sein des différentes filiales. Le groupe a lancé un très important plan d'investissement. Ce poste s'adresse à un candidat de formation supérieure (type ESC plus DECS) justifiant d'une expérience d'au moins cinq années acquise soit dans une fonction comptable, soit dans le contrôle de gestion, familiarisé avec l'outil informatique et capable d'évoluer au sein d'une petite équipe de professionnels. La pratique de l'anglais est indispensable. La rémunération sera fonction de l'expérience et du potentiel du candidat retenu. Le poste est basé à Neuilly-sur-Seine. Ecrire en précisant la référence S 8075M.

PA
3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04
Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse.

La chronique de Paul Fabra

L'avenir de l'OPEP

OUTRE la question de savoir quel sera, au-delà des clichés faciles, sur la « manna pétrolière », l'effet le plus probable sur les économies occidentales de la baisse vertigineuse du prix des hydrocarbures liquides, l'ampleur et la rapidité dont a fait preuve depuis quelques mois le mouvement de retour du balancier conduisent à se demander s'il ne prépare pas, pour un avenir encore indéterminé, non seulement un nouveau renchérissement de l'or noir (il finira bien par se produire un jour ou l'autre), mais un renchérissement du même ordre de grandeur, et donc potentiellement aussi dévastateur que ceux de la fin 1973 et du printemps 1979.

Les observateurs attentifs n'auront pas manqué de remarquer que les deux précédents « chocs » ont chacun eu lieu à la suite d'un affaiblissement prolongé et plus ou moins chaotique du dollar, comme si l'OPEP, entre autres motifs pour agir, avait chaque fois cherché à compenser, et au-delà, ses pertes de recettes liées à la dévaluation de la monnaie de règlement.

Miracle de la « communication », le président Reagan et ses ministres, qui voyaient naguère dans un dollar fort à la fois le symbole et la conséquence du redressement de l'Amérique, se voient aujourd'hui de sa chute. Après un recul de 30 % environ obtenu en cinq mois, le secrétaire au Trésor, James Baker, en réclame encore : c'est comme si la ministre française de l'économie et des finances plaiderait publiquement en faveur d'une dévaluation du franc.

Ces circonstances pour la moins extraordinaires, même si elles ne sont pas toujours perçues comme telles, ne sont-elles pas une raison supplémentaire

de s'interroger sur les chances de l'histoire de se répéter. Autrement dit, le balancier du dollar de Ronald Reagan, dont on peut penser qu'elle n'est pas encore au bout de sa course, pourrait-elle être suivie — et pour ainsi dire sanctionnée — par une remontée spectaculaire du prix du pétrole (et d'autres matières premières) comme ce fut le cas après la baisse (1971/1973) du dollar de Richard Nixon et après celle (1977-1978) du dollar de Jimmy Carter ?

La tentative (risquée) de prévision à laquelle on se livre ici ne porte, il convient d'insister sur ce point, que sur l'éventualité d'un nouveau et très fort relèvement du prix du pétrole d'ici, disons, le fin de la présente décennie et au-delà. S'il n'y a guère de raisons — je vais essayer d'expliquer pourquoi — de redouter, au cours des prochaines années, après l'actuelle dépression du marché du pétrole, une initiative provoquant un troisième « choc », il est au contraire à peu près certain qu'on assistera à d'importantes variations de cours. Il serait du plus haut intérêt de déterminer autour de quel prix moyen ces fluctuations ont le plus de chances d'avoir lieu : 7 dollars, 10 dollars, 15 dollars, 18 ou 20 dollars ?

Tant dans le secteur pétrolier que dans celui des énergies concurrentes, les projets d'investissements en cours d'examen dépendent de l'idée que l'on se fera de ce niveau : s'il est trop bas, c'est à des milliards de dollars de dépenses d'équipements divers que l'on renoncera de par le monde. Selon des

calculs très approximatifs, un pétrole à 10 dollars permettrait aux installations nucléaires françaises de continuer à fonctionner sans perte. A l'approche de 5 dollars, il faudrait revenir à la production d'électricité par des centrales à l'énergie thermique (à condition bien sûr que l'on croie à la durée du phénomène).

L'évolution normale des cours du marché sera fonction de nombreux facteurs qu'on ne se hasarderait pas à évaluer ici : volume de la demande, continuation ou arrêt des efforts entrepris pour économiser l'énergie, mise en exploitation de nouvelles réserves comptées tenu du fait que le rythme de l'exploration va se ralentir, et sans doute très sérieusement, etc.

Il est au contraire moins difficile de supputer la probabilité d'un nouveau coup de force de la part de producteurs cartellisés. Pour que ces derniers aient la possibilité d'en tenter un avec un espoir raisonnable de succès, il conviendrait en effet que fussent réunies au moins deux conditions, et non pas, comme on le croit généralement, une seule. La question consisterait alors à se demander s'il est ou non probable qu'elles se trouvent remplies l'une et l'autre, et simultanément.

La première de ces conditions est de nature économique-politique. Il s'agit de savoir si l'on peut escompter que l'OPEP retrouve la cohésion nécessaire pour définir clairement des objectifs de prix et s'y tenir. Cela ne serait possible que si les forces du marché étaient déjà, par elles-mêmes, orientées à la hausse,

faut de quoi on continuerait à voir les pays producteurs, membres et non-membres de l'OPEP, faire passer en priorité le souci de conserver leur part des débouchés, et si possible de l'élargir, aux dépens des concurrents-partenaires d'un cartel de plus en plus mythique.

Supposons que, la demande mondiale s'accroissant sensiblement, il devienne plus facile aux pays membres de l'OPEP à la fois d'aplanir leurs divergences d'intérêt et, ce qui serait presque indispensable, de convaincre plusieurs des pays restés en dehors de l'entente, de rejoindre leurs rangs. Dans ces deux constances favorables pour eux, il faudrait, pour qu'ils puissent songer à imposer à nouveau leur loi au marché, qu'intervienne un autre facteur, de nature financière. Impossible pour eux de profiter d'un très fort relèvement de prix arbitrairement imposé à leurs clients si ceux-ci sont dans l'incapacité de payer. Cette deuxième condition est si évidente qu'on a tendance à l'oublier.

Tout en 1973 qu'en 1979, l'OPEP n'a été en mesure d'augmenter impunément ses prix dans les proportions que l'on sait qu'à cause de la perméabilité du système financier international. C'est là un point sur lequel on n'insistera jamais assez. On a parlé à n'en plus finir du recyclage des revenus soudainement entités des pays producteurs à travers les banques, celles-ci accueillant les dépôts de ceux-là et les prêtant aux pays acheteurs. Schéma ultra-simplifié, qui laisse sans explication l'essentiel, à savoir l'amorçage du processus. Ce qui, logi-

quement et pratiquement, est intervenu en premier lieu, c'est le prêt bancaire consenti aux acheteurs soudainement confrontés avec un quadruplement de leur facture. En l'absence de quoi, la décision de l'OPEP aurait fait long feu.

Les acheteurs auraient été obligés de réduire brutalement leur demande, ce qui aurait eu l'une des deux conséquences suivantes, ou les deux successivement : une crise économique immédiate et beaucoup plus brutale que tout ce que nous avons connu, ou bien une capitulation en masse campagne du cartel obligé d'annuler l'augmentation de prix. Tout la reste est littérature, et de mauvaise qualité.

Pour en revenir au dollar, et essayer de montrer à quels points tous les éléments du drame sont liés les uns aux autres, le relance de l'inflation mondiale sur une grande échelle, et partant une nouvelle frénésie de crédit, ne pourrait vraisemblablement provenir que d'un véritable effondrement du dollar auquel les instituts d'émission d'Europe et du Japon s'opposeraient en rachetant des quantités massives (contre émission de leurs propres monnaies), comme elles le firent précisément en 1971/73, puis de nouveau en 1977/79. Cette éventualité qu'il ne faut pas écarter tout à fait est peu probable.

Le temps est révolu, sans doute pour une bonne dizaine d'années, sinon pour une génération entière, où les banques étaient prêtes à répondre pratiquement sans limite à l'appât d'endettement des emprunteurs potentiels. Cela a les plus graves conséquences, sur les prix en général, et sur ceux du pétrole en particulier.

A travers les revues étrangères

Le bœuf et les marchés à terme

Une protection classique aux Etats-Unis contre la baisse des cours agricoles.

par DANIEL VITRY (*)

L'OUVERTURE, le mois dernier, du Marché à terme d'instruments financiers, le MATIF, exprime l'intérêt des opérateurs boursiers. Les Américains ont une très grande expérience des marchés à terme de marchandises, puisque ceux-ci existent depuis 1865 à Chicago. C'est aussi à Chicago que, depuis une quinzaine d'années, les MATIF se sont considérablement développés. La littérature financière, les analyses théoriques et les études économétriques ont accompagné ce développement.

Dans *The Journal of Finance*, K. Ramaswamy et S. Sundaresan ont publié une étude sur « L'évaluation des options sur les contrats à terme » (1). Les Américains disposent en effet maintenant d'options sur des contrats d'indices boursiers ou de taux de change cotés à terme. Les options

sur contrats financiers ne sont pas fondamentalement différentes, dans leurs principes, des options sur marchandises, puisque, dans les deux cas, elles donnent à leur porteur le droit d'acheter (ou de vendre) des valeurs ou des actifs financiers à un prix prédéterminé, le prix d'exercice. Une option d'achat (ou de vente) sur un contrat financier peut être levée avant la date d'exercice.

L'intérêt de cette étude est qu'elle montre clairement les difficultés d'évaluation des options sur les contrats du fait de la nature aléatoire des taux d'intérêt. L'option d'achat présente une limite supérieure que l'on peut exprimer en fonction de l'option de vente. En outre, l'auteur montre bien qu'il faut d'abord évaluer le contrat à terme, puis utiliser cette valeur pour déterminer la valeur de l'option.

Les opérations sur les options se sont très rapidement développées au cours de ces dernières années. M. Brenner, G. Courtadon et M. Subrahmanyam, se sont penchés sur « Les options sur les marchés au comptant et les options sur les marchés à terme d'instruments financiers » (2). L'idée de l'article est de comparer l'évaluation de deux types d'options relatives à la même valeur, car on trouve maintenant de plus en plus de produits financiers cotés au comptant et à terme et qui sont dotés d'options sur ces deux mar-

chés. Les bons du Trésor américain sont maintenant dans ce cas.

Les auteurs démontrent que pour des marchandises telles que l'or ou l'argent, cotées à la fois au comptant et à terme, les options d'achat du marché à terme valent plus que celles du comptant, alors que pour les options de vente c'est le contraire. Lorsqu'il s'agit d'actions avec versement de dividendes avant l'échéance du contrat, l'écart entre la valeur de l'option d'achat et celle de l'option de vente est d'autant plus faible que le montant du versement est élevé.

Dans *The Journal of Futures Markets*, Charles M. Oellermann et Paul L. Farris se posent la question suivante : « Entre le marché à terme et le marché au comptant, lequel des deux détermine le prix du bœuf sur pied ? » (3). La question est très délicate. En effet, l'existence d'une corrélation entre les prix au comptant et les prix à terme ne permet pas de conclure sur le sens de la causalité. Les auteurs cherchent à préciser le sens de la causalité en utilisant des tests qui ont fait leurs preuves depuis une quinzaine d'années en macro économie.

On dira que, compte tenu de l'ensemble des informations disponibles, le prix au comptant est la cause du prix à terme, si le prix à terme est mieux prévu en utilisant les prix au comptant relevés dans le passé qu'en les utilisant pas. Dans les cas simples, la causalité ainsi définie ne s'exerce que dans un seul sens, des prix au comptant vers les prix à terme ou l'inverse. Mais il peut arriver que la causalité se produise dans les deux sens à la fois, du fait d'effets en retour.

Les auteurs analysent la période 1966-1982 divisée en trois sous-périodes : 1966-1972, années au cours desquelles se développe le marché à terme ; 1973-1977, années marquées par une très grande instabilité des cours du bœuf ; 1978-1982, années plus calmes. Les échéances des contrats à terme se produisent tous les deux mois : février, avril... Mis à part deux échéances, les prix au comptant sont significativement déterminés par les prix des contrats à terme antérieurs.

Les auteurs déclinent aussi un certain nombre de cas où la causa-

lité inverse s'est produite du fait d'effets en retour. Cependant ces cas sont de moins en moins nombreux. La détermination des prix sur les marchés au comptant par ceux des marchés à terme passés peut s'expliquer par le fait que, au moment où un contrat au comptant est négocié, les marchés à terme passés permettent aux opérateurs d'avoir des informations claires et gratuites sur les conditions de l'offre et de la demande.

L'une des fonctions des marchés à terme est de se protéger contre les fluctuations de prix : l'agriculteur qui vend des tritiques récoltés de septembre — pratiquement à l'échéance du contrat — se protège contre la baisse des cours. Anthony F. Herbst s'interroge sur « La couverture contre l'inflation à l'aide de contrats à terme » (4). Un entrepreneur se couvre bien lorsque le prix du produit qu'il achète ou qu'il vend varie de la même façon sur le marché au comptant et sur le marché à terme, car alors le gain sur le marché à terme annule la perte sur le marché au comptant, ou l'inverse.

Il s'agit, dans l'étude citée, de savoir si une entreprise dont les contrats de travail sont indexés sur le coût de la vie ne pourrait pas se protéger grâce à un petit

nombre de contrats à terme qui varieraient comme l'indice des prix des biens de consommation. L'auteur utilise des données de trente-cinq contrats à terme, portant sur une période du cinquant-neuf mois, de janvier 1980 à novembre 1984.

Aucune des méthodes statistiques les plus sophistiquées utilisées ne donne des résultats bien convaincants. Il ne semble malheureusement pas possible de bien se couvrir contre l'évolution de l'indice des prix des biens de consommation en utilisant un petit nombre de contrats à terme : les marchés à terme ne peuvent pas tout faire.

- (1) Kristin Ramaswamy et Suresh Sundaresan, « The Valuation of Options on Futures Contracts », *The Journal of Finance*, décembre 1985.
- (2) Michael Brenner, Georges Courtadon et M. Subrahmanyam, « Options on the Spot and Options on Futures », *The Journal of Finance*, décembre 1985.
- (3) Charles M. Oellermann et Paul L. Farris, « Futures or Cash : Which Market Leads Beef Cattle Prices ? », *The Journal of Futures Markets*, vol. 5, n° 4, 1985.
- (4) Anthony F. Herbst, « Hedging Against Price Index Inflation with Futures Contracts », *The Journal of Futures Markets*, vol. 5, n° 4, 1985.

(Publicité)

ASSISTANAT ESSEC*

PRÉPARATION A L'ENSEIGNEMENT, A LA RECHERCHE ET AU CONSEIL EN GESTION

Vous êtes titulaire d'un D.E.A. en gestion

L'ESSEC sélectionne un nombre limité d'étudiants doctoraux parmi les candidats titulaires d'un D.E.A. souhaitant poursuivre des activités d'Enseignement, de Recherche et de Conseil en Gestion. Ces étudiants, dénommés Assistants, travaillent avec un professeur de l'ESSEC de leur choix qui les guide et les dirige dans leurs recherches doctorales. Ils bénéficient, par ailleurs, d'un encadrement rigoureux (administratif, informatique, bibliothèque, etc.) et du concours d'un corps professoral de renommée internationale.

Durée des travaux : environ deux ans.

Vous êtes titulaire d'un diplôme de second cycle, ou bien diplômé d'une grande école d'ingénieur ou de gestion

Grâce aux accords passés entre l'I.A.E. d'Aix-en-Provence et l'ESSEC, il vous est possible de postuler votre candidature pour l'admission au programme de D.E.A. Sciences de Gestion, organisé par ces deux institutions. L'obtention du D.E.A. vous permet d'accéder à l'Assistanat ESSEC.

Pour tous renseignements et dossier de candidature

S'adresser à la Direction du programme Doctoral ESSEC - BP 105, 95021 CERGY PONTOISE CEDEX - Tél. : 30-38-38-00.

Date limite des candidatures : 15 MAI 1986

L'Assistanat ESSEC, programme doctoral en Sciences de Gestion, reçoit le soutien de la F.N.E.G.E. (Fondation nationale pour l'enseignement de la Gestion des Entreprises).

* Ecole supérieure des Sciences économiques et commerciales. Etablissement privé d'enseignement supérieur.

(*) Professeur à l'université Paris-II.

Keynes et l'effet d'éviction

LA revue *Economic Policy*, à l'European Forum, vient de publier son premier numéro. Par le sous-titre, A European Forum, les créateurs de la revue ont voulu dire que la diffusion était européenne, mais le champ couvert par les articles n'est en rien limité à l'Europe. Il s'agit de mettre à la disposition des décideurs de la politique économique des spécialistes. En outre, tous les articles sont soumis, avant publication, à la critique d'un comité d'experts au cours d'un bref colloque. Cette pratique élargit considérablement le système traditionnel des revues.

Dans son article, Willem H. Buiter traite un « Guide de la dette et des déficits publics » (1). L'auteur présente une décomposition de l'évolution du rapport endettement public/produit intérieur brut de la Grande-Bretagne entre 1948 et 1981 en trois parties : l'accroissement de l'endettement du fait des déficits du secteur public, la baisse due à la dette et enfin les variations de la croissance réelle du produit intérieur.

Il apparaît que l'effet de l'accroissement de l'endettement est du même ordre de grandeur, mais de signe opposé naturellement, que la croissance réelle du produit intérieur. De ce fait, l'évolution du rapport endettement/produit intérieur peut être presque entièrement imputée à l'impact de l'inflation sur la valeur réelle de l'endettement public.

L'auteur se demande si l'accroissement du déficit budgétaire entraîne à terme une inflation. La crainte est en effet que la

déficit public ne soit monétisé et générateur d'inflation. L'Etat se heurte en effet à une contrainte : le déficit peut être financé soit par création monétaire, soit par endettement, soit par diminution des réserves de change.

W. H. Buiter montre qu'un accroissement donné du ratio endettement/produit intérieur financé par émission monétaire conduirait à une inflation de 4 % de plus, alors que, financé par l'impôt, il obligerait à augmenter le rapport impôt/produit intérieur de 0,20 % seulement. Il est donc déraisonnable de monétiser le financement de la dette britannique. Cela s'explique en particulier par la qualité de son système financier et par une large assiette fiscale.

L'auteur examine aussi le fameux effet d'éviction que Keynes avait mis en évidence. Il s'agit de mesurer l'impact d'un accroissement des dépenses de l'Etat, ou au contraire d'une diminution de la fiscalité sur la décomposition du produit intérieur, en particulier sur l'investissement privé. Les keynésiens ont largement traité de ce problème. Buiter montre comment l'intégration d'anticipations rationnelles dans cette problématique permet de mieux comprendre les effets de la politique fiscale sur la demande.

Les anticipations rationnelles font que les seules mesures de politique économique efficaces sont les mesures inattendues. L'auteur suppose que l'investissement dépend du taux d'intérêt à long terme plutôt que du taux à court terme. Cependant les taux courts et les taux longs sont liés par une anticipation sur la struc-

ture des termes : le taux à long terme d'aujourd'hui dépend du taux à court terme immédiat et des taux à court terme anticipés. Dans le cas d'une politique de choc inattendu, un abaissement fiscal avec effet immédiat a les mêmes effets à court terme que dans le modèle keynésien traditionnel.

L'originalité de l'article est de présenter l'évolution de l'économie dans la période transitoire qui sépare l'annonce inattendue d'une mesure fiscale de sa mise en place. Pour fixer les idées, imaginons une mesure fiscale inattendue pour l'année prochaine : l'annonce de cette mesure aura un effet paradoxallement défavorable à court terme. En effet, entre l'annonce et la mise en place, il n'y a rien pour soutenir la demande : celle-ci va fléchir. Elle ne se redressera qu'au moment où la mesure annoncée sera effective.

Les investisseurs vont immédiatement tenir compte de cette relance de la demande à venir. Ils vont prévoir que les taux d'intérêt à court terme seront plus élevés, une fois les mesures en place. Mais, en attendant, les taux à long terme vont s'élever, et de ce fait faire baisser l'investissement, la production, ainsi que le taux à court terme immédiat. Une fois la période transitoire passée, on retrouvera les effets favorables décrits par le modèle keynésien.

(1) Willem Buiter : « A guide to public sector debt and deficits », *Economic Policy*, A European Forum, n° 1, novembre 1985. Publié à Paris par la Maison des sciences de l'homme.

économie

REPÈRES

Dollar : un bond à plus de 7 F

Initialement un peu plus ferme lundi 24 mars sur les marchés des changes, à 2,28 DM contre 2,25 DM et 6,96 F contre 6,92 F, le dollar a fait un véritable bond à 2,29 DM et 7,04 F (après 7,07 F). Motif : une dépêche en provenance de Tokyo suivant laquelle le Japon et les États-Unis seraient d'accord pour estimer que le dollar avait assez baissé. Source : un haut responsable de la Banque du Japon qui, récemment, est intervenu pour freiner le recul du billet vert, ajoutant même que la Réserve fédérale américaine était devenue favorable à un coup d'arrêt au glissement du dollar. Les milieux financiers internationaux ont immédiatement fait le lien avec le départ du vice-président de la Réserve fédérale, M. Martin, partisan d'une dépréciation supplémentaire du dollar, alors que le président, M. Paul Volcker, juge « dangereuse » cette dépréciation.

Automobile : augmentation moyenne des prix de 2 %

Le prix des voitures de marque française augmente d'environ 2 % à partir du 24 mars. Renault augmentera ses prix de 2 % en moyenne, Citroën de 1,9 % et Peugeot de 1,8 % indiquent les constructeurs. La dernière augmentation, qui était comprise entre 1,5 % et 2 %, remonte à décembre dernier. Les prix des automobiles ont été libérés en juillet dernier, et une hausse de 4,5 % environ avait été décidée à cette époque par Renault et Peugeot pour rattraper un retard accumulé les années passées.

FINANCES

LA THÉORIE DES ANTICIPATIONS RATIONNELLES

Une clé pour interpréter Wall Street

Correspondance

Washington. — La théorie économique des anticipations rationnelles, qui domine Wall Street depuis un certain nombre de mois, est l'une des clés des événements financiers qui se déroulent actuellement aux États-Unis. Les autorités monétaires et les agents financiers jouent au chat et à la souris. Les opérateurs, que flatte le vocabulaire de *rational expectations*, se livrent en réalité à des réactions plus que jamais émotives au vu... de leurs propres réactions collectives. Cela explique les soubresauts spectaculaires des marchés financiers. A l'heure où la France semble vouloir s'engager plus avant dans la voie du libéralisme économique, il n'est pas sans intérêt de prendre en compte cer-

taines des objections qui s'élèvent déjà outre-Atlantique devant cette théorie hyperlibérale, qui ne saurait tarder à franchir l'océan.

En résumé, poussée à son extrême logique, cette théorie professe que, si le gouvernement ou la banque centrale veulent par leur action provoquer un résultat, ils obtiennent exactement le contraire parce que les opérateurs, prévoyant ce qui va se passer, cherchent à se protéger et font l'opposé de ce qu'on attend d'eux. Deux exemples sont désormais classiques, dont l'un est particulièrement évident en France et l'autre aux États-Unis. Si le gouvernement prend des mesures désordonnées pour freiner la montée du chômage, les chefs d'entreprise, se prévoyant contre l'interdiction de licencier, cessent d'embaucher, ce qui produit l'effet contraire au résultat escompté. De même, si les autorités monétaires cherchent à faire diminuer les taux d'intérêt en laissant croître la masse monétaire, les opérateurs, prévoyant une augmentation de l'inflation, commencent à vendre leurs obligations pour acheter des actions. Le résultat est que les taux d'intérêt augmentent et les obligations doivent se faire à des taux plus hauts, ce qui est l'inverse de l'objectif recherché.

L'enterrement du monétarisme

Considéré comme l'enterrement du monétarisme, qui a dominé la pensée économique américaine pendant toutes les années 70, la théorie des anticipations rationnelles est en réalité le reflet d'une inspiration politique. Alors que le keynésianisme en vigueur dans l'après-guerre était plutôt démocrate de gauche, le monétarisme plutôt dirigiste conservateur, cette nouvelle philosophie, arrivant à la suite de l'économie de la demande de l'administration Reagan et montrant les limites mêmes de celle-ci, débouche sur un libéralisme politiquement neutre, mais non moins tyrannique : celui du marché. Il est ainsi admis que le comportement des décideurs, donc du marché, ne dépend pas de ce qui a été fait, de ce qui a été décidé, mais de ce que l'ensemble des opérateurs pensent qu'il va arriver, chaque individu agissant en fonction de son seul intérêt personnel.

Dérivée des études conduites il y a vingt ans par un jeune chercheur du Carnegie Institute of Technology, qui avait étudié les comportements des fermiers par rapport aux fluctuations des prix agricoles, la théorie des anticipations rationnelles comporte des branches multiples. Le marché « fait son shopping » à la recherche d'idées qui lui paraissent plus saines que les autres et déterminent lui-même son comportement. Qui est le plus rationnel, du public ou des économistes ?

Le fait est que les fameux gourous de Wall Street que furent le

docteur Woinilower, de la First Boston, et Henry Kaufman, de chez Salomon Brothers, surnommés respectivement « Mister Doom » et « Mister Death » (la ruine et la mort), ne sont plus en odeur de sainteté. Les prévisions qu'ils établissaient dans un système financier relativement organisé et réglementé en période de hausse des taux d'intérêt, ne fonctionnent plus depuis que ce marché s'est libéré et que les nouveaux moyens de communication lui ont donné une dimension réellement planétaire. Cette délégalisation et cette mondialisation, qui ont transformé Wall Street en une demi-décennie, sont en train d'intervenir aussi sur les autres grands marchés financiers internationaux.

La théorie des anticipations rationnelles met en lumière l'avantage qu'il y a, dans de telles conditions, à avoir une société-démocratie plutôt qu'un régime totalitaire, car elle permet une adaptation spontanée plus rapide et meilleure du corps social aux changements. Elle met également en valeur l'importance de la décentralisation de l'information et de la multiplication des centres de décision.

« Nous ne disons pas que les politiques économiques sont sans importance », précise Robert Lucas, de l'université de Chicago. *Mais à la question de savoir si le gouvernement peut utiliser le budget et la fiscalité pour rétablir l'emploi, notre réponse est non.* De quoi perturber tous les acquis des étudiants de tous les instituts de sciences politiques de France et de Navarre. Au lieu de chercher à réglementer, stimuler ou freiner l'économie, le gouvernement a pour rôle, dans une telle perspective, de réduire la réglementation qui empêche les forces du marché de fonctionner et de s'assurer particulièrement de la fluidité des salaires et des prix, surtout en période de désinflation.

Le paradoxe est que la critique de la théorie des anticipations rationnelles, qui s'annonce déjà, débouche directement sur... un retour au dirigisme.

Cette théorie s'est en effet bâtie sur les ruines du monétarisme. Selon celui-ci, l'inflation était toujours et partout un phénomène monétaire, et la croissance de la masse monétaire était plus ou moins parallèle à la croissance du produit national brut en termes réels. D'où, pour les banques centrales, la responsabilité de maintenir une évolution économique stable, en calculant une progression régulière sur l'inflationnisme de la masse monétaire, plutôt que de chercher à ajuster les taux d'intérêt. Mais, au cours des dernières années, non seulement la masse monétaire américaine a constamment outrepassé les normes fixées sans entraver une reprise de l'inflation, mais les agrégats monétaires ont semblé mener leur propre vie sans beaucoup de rapports avec les autres. Une partie des fluctuations inexplicables de la masse monétaire américaine sem-

ble refléter des changements de stratégies financières des banques, qui peuvent désormais offrir des conditions différentes à leurs clients en fonction de leurs propres anticipations.

Vers un néo-dirigisme ?

Conclusion : le monnaie n'est plus une machine première qui peut être facilement dirigée par les banques centrales, et si elle reflète le comportement des agents économiques, la Banque centrale en est réduite à chercher à contrôler plutôt la croissance du produit national brut et à utiliser les taux d'intérêt comme instruments de politique économique. C'est exactement ce que fait, sans le dire, la Banque de réserve fédérale des États-Unis ; qui, après avoir embrassé publiquement la théorie monétariste en 1979, l'a ostensiblement abandonnée depuis 1982.

L'interprétation couramment admise est qu'elle s'est gardée de faire l'annonce officielle de ces changements de manière à pouvoir revenir à des explications traditionnelles le jour où il faudra assener à l'économie une nouvelle potion déflationniste. En attendant, ce sont bien les marchés qui déterminent les variations des agrégats financiers et dictent les taux d'intérêt.

Devant l'échec du monétarisme, les économistes universitaires, avec un incontestable instinct de survie, sont en train de se diviser. La désintégration, visant à améliorer le fonctionnement des forces du marché pour renforcer l'efficacité industrielle, reste généralement appréciée, mais nombre de théoriciens se détournent de la *rational expectations* en démontrant qu'elle aboutissent à des réactions émotives présentant « trop » d'inconvénients. Puisqu'en économie l'incertitude, aussi, est définitive, ils cherchent à démontrer que le laisser-faire n'est pas la meilleure des politiques et qu'en dépit même des « anticipations rationnelles », les politiques gouvernementales peuvent produire des effets appréciables.

Les jeunes chercheurs des grandes universités, notamment à Harvard, s'orientent massivement vers la recherche de formes prenant en compte des actions dirigistes efficaces. Mais, de même que les peintres néofiguratifs ont intégré l'abstraction à leur corps défendant, l'art abstrait, l'optique de ces nouveaux dirigistes est bien différente de celle de leurs ancêtres d'avant-guerre. La souplesse d'adaptation de la collectivité économique reste pour eux une donnée fondamentale. Comme le déclarait froidement à un journal l'un de ces jeunes du Massachusetts Institute of Technology : « Les keynésiens étaient, au fond de leur cœur, des idéologues de gauche qui croyaient que le plus faible niveau de chômage possible était le mieux. Ce n'est plus du tout notre cas. »

JACQUELINE GRAPIN.

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE LA BANQUE INTERAMÉRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

Premières passes d'armes sur l'allègement du coût de l'assainissement de l'Amérique latine

L'assemblée annuelle de la Banque interaméricaine de développement (BID), qui s'ouvre ce lundi 24 mars à San José, au Costa-Rica, pourrait marquer une étape dans la laborieuse élaboration d'une nouvelle stratégie à l'égard des pays endettés. Une étape discrète, dans la mesure où nul n'ose espérer voir résoudre les différends qui opposent toujours de façon feutrée l'administration américaine aux responsables de la Banque. Washington se déclare désormais favorable à un renforcement du rôle des banques régionales comme la BID, mais contre l'assurance, jugée inacceptable par les dirigeants de l'institution comme par les pays bénéficiaires et nombre de donateurs, d'une sévérité accrue dans l'attribution des prêts, une plus grande « conditionnalité », pour utiliser le jargon en cours. Une première passe d'armes, à la veille de l'ouverture officielle de l'assemblée, a prouvé la détermination des Latino-Américains d'empêcher les Américains d'obtenir un quasi-droit de veto. La proposition de Washington d'élever à 65 % la majorité

nécessaire à l'approbation des prêts de la BID a été repoussée à l'unanimité.

Deux facteurs devraient pourtant permettre d'avancer quelque peu, notamment dans l'évaluation des ressources dont la BID disposera, au titre de la septième reconstitution de ses fonds pour la période 1987-1990, étant donné qu'elle avait eu 15,7 milliard de dollars pour la période 1983-1986 : la nécessité pour elle de suivre le mouvement que doit lancer, le 25 mars, la Banque mondiale en entérinant un programme de prêts de 1 milliard de dollars pour quatre pays latino-américains, dont l'Argentine et le Mexique ; la réponse urgente à apporter aux problèmes créés au sein de la région la plus endettée du tiers-monde. A elle seule, l'Amérique latine représente près de 400 milliards de dollars de dettes, dont les trois quarts sont le fait de quatre pays, l'Argentine, le Brésil, le Mexique et le Venezuela. Ces États sont jugés, à des titres divers, aussi dangereux pour leurs créanciers en

cas de cessation de paiement qu'attractifs compte tenu de leur potentiel économique pour les investisseurs ; chacun à sa façon, ils se sont engagés ces derniers mois dans la voie d'un assainissement économique. L'accord, avec ou sans préalable du Fonds monétaire international.

Participer à la recherche d'un retour à la croissance dans les pays latino-américains exige des moyens financiers supplémentaires. Les responsables de la BID ne manquent pas de le souligner. Même si le bilan de l'année 1985, contenu dans le rapport annuel, prouve que l'institution a contribué à l'effort général en accélérant les décaissements de ses prêts, ces derniers ne peuvent être à la mesure des besoins ; soit dix-huit milliards de dollars en 1985 pour l'exécution de programmes et de projets d'un coût global de 106 milliards. Il suffit de rappeler que le seul service de la dette des quatre superendettés latino-américains absorberait autour de 40 milliards de dollars par an jusqu'en 1989 pour mesurer le chemin qui reste à parcourir.

Transferts nets de capitaux

Le tableau des tendances du développement latino-américain broché dans le rapport annuel ne fait d'ailleurs que le confirmer. Si la croissance du produit intérieur brut a sans doute dépassé la barre des 3 % comme en 1984, ce résultat est largement dû à la croissance impressionnante du Brésil (7 %), qui contribue pour plus d'un tiers au PIB de la région. Les autres pays se sont partagés une expansion nettement plus modeste, de près de 2 % en moyenne, soit moins que la poussée démographique.

Pour la troisième année consécutive, l'exédent commercial régional, qui avait représenté 37,73 milliards de dollars en 1984, aura constitué la principale source de devises permettant de rembourser le service de la dette. Mais, là encore, le Brésil intervient pour près du tiers dans ce solde positif. Et les auteurs du rapport citent les estimations préliminaires de la commission économique des Nations unies pour l'Amérique latine (CEPAL) qui soulignent que les pays de la région auront remboursé 30 milliards de dollars de plus qu'ils n'ont reçu de capitaux en 1985. Ce transfert négatif aurait ainsi représenté plus de 100 milliards de dollars en quatre ans, soit plus que la totalité des flux nets de fonds dont la région a bénéficié durant les huit années précédentes.

Ces premières évaluations ne plaident pas en faveur de l'abandon des politiques de restructuration économique dans les pays latino-américains. Mais elles illustrent les limites et donnent une idée de l'effort effectué ces dernières années, au prix d'un faible investissement productif et d'une forte poussée du chômage. Autant d'arguments qui sont repris à San José pour prouver une plus large mobilisation des ressources internationales et un accroissement des ressources de la Banque interaméricaine de développement au-delà de la diversification de ses types d'intervention : dès qu'un nombre suffisant de pays l'aura ratifiée, la création de la Société interaméricaine d'investissement (SII), chargée, à l'instar de la Société financière d'investissement de la Banque mondiale, de promouvoir le secteur privé en Amérique latine, deviendra effective.

FRANÇOISE CROUGNEAU.

UN PASSÉ TOUJOURS BRÛLANT

Le Monde

Procès d'après-guerre

« Je suis partout », René Hardy, Oradour-sur-Glane, Oberg et Knochen

Dossier présenté et établi par JEAN-MARC THEOLLEYRE

Une présentation détaillée inédite de Jean-Marc Théolleyre restitue les procès de « Je suis partout », René Hardy, Oradour-sur-Glane, Oberg et Knochen, dans le contexte agité de ces dix années où la France tenta de régler ses comptes avec elle-même et avec l'ancien occupant.

Une co-édition

La Découverte / Le Monde

LES SALAIRES DANS LA BANQUE INTERNATIONALE

Les métiers qui montent

Treasury, cambiste, spécialiste du marché monétaire, responsable de l'information... ce sont là quelques-uns des nouveaux métiers nés de l'ingénierie financière et de la déréglementation des grands marchés qui sont les plus recherchés dans le secteur bancaire international. A New-York et à Londres, à Paris et Hong Kong mais également dans des cités financières beaucoup plus modestes comme Caracas et Sydney, ces métiers qui montent peinent le plus, reléguant au second rang les responsables d'exploitation.

Pour le cabinet Korn-Ferry International, un chasseur de têtes qui étend ses ramifications dans le monde entier, cette nouvelle hiérarchie des fonctions et des rémunérations dans la banque s'explique par deux raisons :

« Plus la place financière est importante, plus le nombre de spécialistes recherchés est grand et plus le niveau de leurs compétences doit être à la hauteur ; il s'ensuit que les salaires pratiqués sur ces places sont plus élevés qu'ailleurs. »

« A l'inverse, la faible nombre de postulants de qualité recousse sur des places financières encore modestes (par exemple le poste de trésorier dans une banque de Sydney) se traduit par une hausse un peu artificielle des salaires sur ces marchés. »

En ce qui concerne Paris, on peut constater (voir tableau) que les salaires pratiqués dans notre pays sont bien inférieurs à ceux des grands marchés anglo-saxons mais plus élevés qu'à Hong Kong. Ce qui peut sembler assez paradoxal

compte tenu de l'importance généralement attribuée à cette place d'Extrême-Orient. La base de référence retenue précède les auteurs de cette étude (laquelle ne comprend pas Tokyo, et on peut le regretter), est celle d'un « salaire de marché ». Celui-ci ne correspond ni au salaire versé par une banque au centre qui s'exporte à l'étranger, ni au salaire déterminé par une grille bancaire interne. Il s'agit de salaires bruts ne tenant pas compte des avantages en nature consentis par les banques tels que la voiture de fonction à Londres, l'octroi d'un prêt à taux privilégié à Paris ou encore les primes de fin d'année à New-York. Par contre, les chiffres retenus tiennent compte du coût de la vie, de la fiscalité en vigueur dans le pays concerné et de la rareté relative de la fonction, précisée ci-dessous.

S. M.

SALAIRES ANNUELS (EN FRANCS)

FONCTIONS	PARIS	LONDRES	NEW-YORK	HONGKONG	BRUXELLES	CARACAS	SYDNEY
Directeur général	650 000	1 000 000	1 515 000	530 000	452 000	532 000	1 219 000
Directeur général adjoint	625 000	731 000	1 190 000	342 000	—	—	1 219 000
Dr de l'exploitation	450 000	—	—	—	—	—	—
Contrôleur de gestion	320 000	853 000	974 000	335 000	603 000	347 000	1 524 000
Analyste de crédit	300 000	365 000	453 000	167 000	339 000	232 000	975 000
Trésorier	525 000	1 065 000	1 623 000	419 000	300 000	229 000	1 524 000
Opérateur, marché monétaire	425 000	670 000	1 082 000	335 000	414 000	265 000	1 138 000
Cambiste	425 000	713 000	1 082 000	335 000	452 000	—	1 347 000
Opérateur, marché titres	425 000	670 000	1 299 000	419 000	349 000	232 000	1 341 000
Chef des opérations	300 000	609 000	801 000	347 000	445 000	—	975 000
Resp. crédits document	300 000	426 000	641 000	223 000	—	—	—
Chf de personnel	375 000	394 000	649 000	251 000	339 000	199 000	975 000
Contrôleur	400 000	457 000	866 000	251 000	373 000	295 000	975 000
Resp. informatique	425 000	579 000	829 000	278 000	384 000	199 000	—

Source : Korn-Ferry.

SOCIAL

LA POPULATION ACTIVE AUGMENTE, LE CHOMAGE ET LES EFFECTIFS SALARIÉS DIMINUENT

La situation de l'emploi ne se résume pas à des statistiques

Il y a des moments où les informations, données en vrac, paraissent se contredire. Ainsi peut-on apprendre successivement que le niveau du chômage baisse légèrement, que les effectifs salariés diminuent et, plus préoccupant pour l'avenir, que la population active augmente et continuera de le faire jusqu'en 2003.

Qu'elles proviennent de l'ANPE, du ministère du travail ou de l'INSEE, toutes ces statistiques sont pourtant bien réelles. Mais il se trouve aussi que chacune, par un éclairage particulier, fait ressortir tel ou tel aspect d'une réalité extrêmement complexe. En fait, les mécanismes du marché du travail, qui font l'objet de tant d'attentions, échappent à un jugement global ou péremptoire. Ils ne se réduisent ni à l'observation du chômage ni à l'évaluation de l'emploi.

Qu'on en juge en regardant d'un peu plus près ce que contiennent les notions les plus courantes, celles de population active, d'effectifs salariés et de chômeurs.

Pour commencer, la notion de population active se révèle d'un maniement délicat. Une série d'approximations l'entoure. La première définition, qui tient compte des générations théoriquement susceptibles de travailler, ne suffit pas. Il faut déjà évoquer une population active disponible aux contours plus imprécis puisque l'on sait, d'expérience, que tout le monde ne sera pas nécessairement actif.

Pour l'évaluer, les statistiques se basent donc sur des taux d'activité constatés selon les catégories. Or, qu'il s'agisse des femmes, des jeunes ou des plus âgés, la propension à se

déclarer candidat à une occupation dépend de plusieurs facteurs, variables dans le temps et l'espace. Il y entre une part de psychologie, d'évolution des mentalités, quand ce ne sont pas des habitudes nouvelles qui se créent. Les femmes sont de plus en plus présentes sur le marché du travail. Les jeunes choisissent de rester plus longtemps dans le système scolaire, ou y sont invités. Les anciens guignent la retraite ou sont condamnés à la préretraite.

Même le contexte économique vient modifier des frontières incertaines. Persuadés de ne pas trouver d'emploi, des personnes ne se manifestent pas en cas de crise. A l'inverse, elles sont plus nombreuses à rechercher et à obtenir un poste, en période de croissance. Les chômeurs découragés, comme on les appelle, disparaissent, inexplicablement, au rythme de 25 000 à 30 000 par an.

Au stade suivant, la population active disponible comprend donc les personnes exerçant une activité professionnelle, les chômeurs et les jeunes effectuant leur service militaire (plus de 200 000). Si elle peut croître, en raison essentiellement de la croissance démographique, comme l'estime l'INSEE (*le Monde* du 18 février 1986), cette masse indistincte ne doit cependant pas être confondue avec la population active occupée qui, elle, regroupe les personnes effectivement au travail.

Savoir prendre la mesure

Mais, là encore, les critères sont peu opérants et ne permettent pas de distinguer entre toutes les formes d'activité professionnelle. Les nuances encombrant le jugement dès lors qu'il faut classer le travail au noir ou clandestin, le travail à domicile, l'activité des conjoints ou des enfants d'âge adulte, le rôle des aides familiales, ou encore de définir la position des non-salariés, sans parler du temps partiel, du mi-temps et de tant d'autres variétés d'occupations, temporaires ou saisonnières. Cela est tellement vrai que la troisième conférence internationale des statisticiens du travail, réunie à

Genève en octobre 1982, a établi des définitions de la population active, de l'emploi, du chômage et du sous-emploi qui donnent encore lieu à des interprétations prudentes.

Selon une fâcheuse tendance, il serait pratique de croire que la mesure mensuelle du chômage fournit *a contrario* une photographie réelle de l'emploi. Or rien n'est moins vrai, et cela pour de multiples raisons.

Ainsi, l'ANPE comptabilise des demandeurs d'emploi en fin de mois qui correspondent, en même temps, aux personnes ayant droit à un certain nombre de prestations. Pour certaines catégories, peut-être surévaluées - les jeunes à la recherche d'un premier emploi, les femmes qui souhaitent revenir sur le marché du travail - cette nomenclature amène à considérer comme chômeurs des gens qui figurent sur les listes parce qu'ils peuvent escompter des indemnités versées au titre d'une politique sociale. En revanche, d'autres populations, sans doute sous-estimées, ne s'inscrivent plus - les chômeurs de longue durée, les plus âgés dispensés de la recherche d'un emploi, - soit parce qu'elles n'espèrent plus une allocation, soit parce que celle-ci leur est accordée automatiquement.

On constate d'ailleurs que l'INSEE, comme le BIT (Bureau international du travail), aboutit à des calculs sensiblement différents et, fréquemment, à des résultats inférieurs à ceux de l'ANPE.

En outre, les statistiques du chômage n'intègrent pas toutes les personnes qui ont effectivement perdu un emploi car, loin d'être un indice neutre, elles mesurent également l'effet des dispositions sociales prises et donc l'efficacité d'une politique donnée. Tout gouvernement a le légitime souci de rendre plus supportable la privation d'une activité. Ce que l'on nomme le traitement social. Il y aura des anciens chômeurs qui bénéficieront de préretraites, de contrats de solidarité, de stages de formation ou de congés de conversion. Il y aura d'éventuels futurs chômeurs qui pourront être accueillis dans des dispositifs parti-

culiers tels que, pour les jeunes, les stages seize-dix-huit ans, dix-huit-vingt-cinq ans, les formations en alternance dans les entreprises et, bien sûr, les travaux d'utilité collective.

La catégorie du sous-emploi

Certes, on pourra toujours envisager, comme le préconise le BIT pour l'ensemble des pays qui ont recouru à de telles dispositions, de reporter ces centaines de milliers de personnes dans la catégorie du sous-emploi, il n'en restera pas moins vrai que le nombre de demandeurs d'emploi diminue (*le Monde* du 15 mars 1986) ou, du moins, se maintient sous l'effet conjugué des interventions politiques et de l'évolution économique.

Dernier mode d'appréciation, la statistique trimestrielle des effectifs salariés par secteur, à première vue, la plus fiable. N'est-ce pas elle qui permet de constater que, au cours de l'année 1985, le nombre d'emplois salariés dans les secteurs marchands non agricoles n'a diminué que de 0,6 % (contre 1,8 % en 1983 et 1,5 % en 1984) et donc de conclure à une moindre régression de l'emploi ?

Là encore, les données ne garantissent pas tout. L'enquête ne comptabilise que les établissements fournis par les établissements de plus de dix salariés. Elle ne tient pas compte, de surcroît, des effectifs du secteur tertiaire non marchand, de l'agriculture et des non-salariés, qui représentent 35 % de l'ensemble. Enfin, elle ne concerne pas les effectifs de la fonction publique et ceux, plus difficiles à saisir, des collectivités locales et territoriales.

Retenir les tendances

Or, si l'emploi salarié « privé » diminue (- 75 000 en un an), on imagine que, en tendance, les non-salariés reculent de 1,7 % tandis que les secteurs non marchands connaissent un accroissement de 1,5 %. Les associations, l'ensemble du domaine para-social, semblent avoir augmenté leur poids en emplois, ne

serait-ce que pour répondre à une demande collective qui se traduirait par un mouvement d'embauche. Parallèlement, la régionalisation aurait entraîné une forte progression en postes de travail dans les administrations décentralisées.

Quand on sait que l'emploi total représente 20 millions d'actifs occupés, et que la baisse est estimée globalement à 45 000 emplois en 1985, il convient d'être circonspect, face à de telles zones d'ombre. Si un déplacement du travail se produisait vers des lieux imprévus, pourrions-nous le mesurer immédiatement ?

Quoi qu'il en soit, et puisque les données générales - population active, chômage, effectifs salariés - ne peuvent faire croire à une cohérence d'ensemble, il faut seulement retenir les tendances. A long terme, la population active disponible progressera de 190 000 par an jusqu'en 1991, de moins de 100 000 par an entre 1995 et 2000. Cela aura nécessairement en effet sur l'évolution du chômage, qui ne pourra se résorber, même en cas de croissance économique. Au mieux peut-on espérer voir les dispositifs sociaux en limiter les conséquences, comme cela est actuellement le cas avec 2,3 millions de chômeurs.

Quant aux effectifs employés, ils évoluent d'une façon plus satisfaisante depuis trop peu de temps pour qu'on puisse en tirer des conclusions. Toutefois, si les pertes d'emplois dans les secteurs marchands étaient compensées par des créations ailleurs, comme cela paraît se dessiner, on pourrait voir se dégager un nouvel équilibre, précaire. Mais tout dépend de la situation économique. De mi-1981 à fin 1984, 436 000 emplois ont été perdus en France quand, entre 1980 et 1984, la Grande-Bretagne en perdait 1,3 million, la RFA 1,1 million et la CEE 3 millions. A Londres et à Bonn, on enregistre maintenant une reprise des créations d'emplois. A Paris, où la politique a été différente, on retrouve péniblement une certaine stabilité.

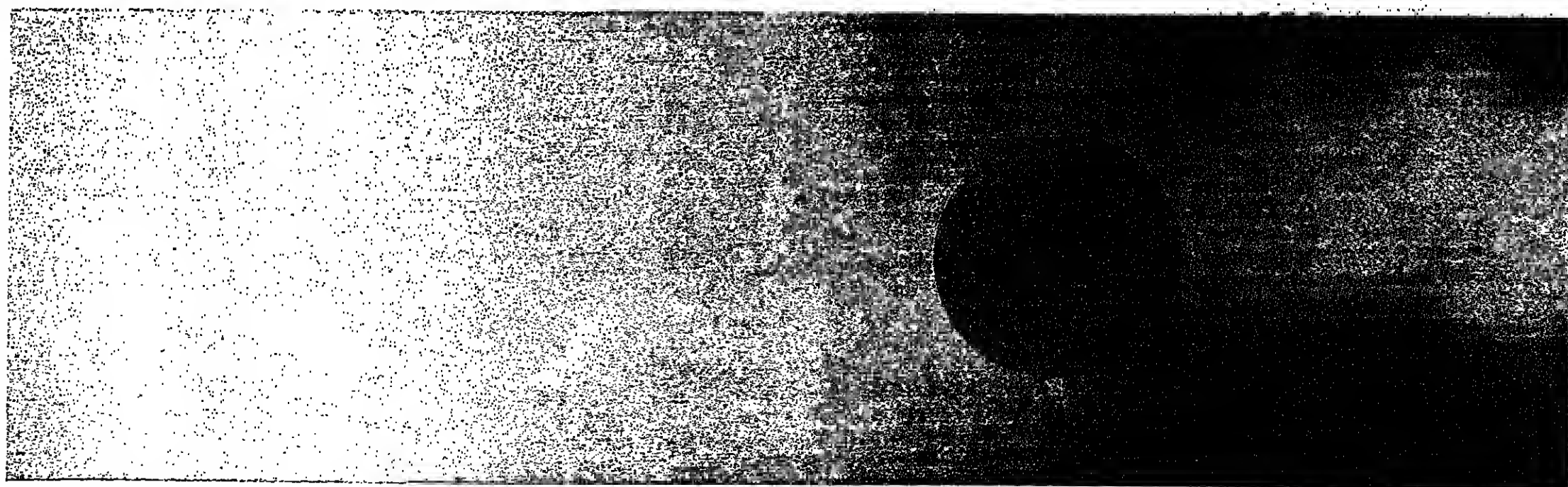
ALAIN LEBEAUCHE

2^e CYCLE DE L'INSTITUT DE GESTION SOCIALE
INSTITUT DE GESTION
DE PERSONNEL
IGP12 mois de formation de haut niveau
7 mois de stages spécialisés en entrepriseL'admission est réservée aux titulaires
d'un DEUG, DUT, BTS ou deux ans de Prépa.

Prochaine session de recrutement le 11 avril 1986

Nom _____
Age _____
Diplôme _____
Adresse _____

souhaite recevoir une brochure détaillée de l'institut
de gestion de personnel.
63, avenue de Villiers, 75017 PARIS
établissement privé d'enseignement supérieur

Paris-Miami direct. Pas de limitation
sur l'autoroute céleste.

27 Avril 1986, ouverture d'une nouvelle voie sur l'autoroute céleste Pan Am: Roissy-Charles de Gaulle/Miami sans escale. Une exclusivité Pan Am.

Départ tous les lundi, mercredi, jeudi et samedi à 13h10. Arrivée à Miami 16 h 45 heure locale, où de nombreuses correspondances vous seront offertes:

Tampa, Orlando, Houston ainsi que les Caraïbes, Mexico, Guatemala City et l'Amérique Latine.

Jamais les hommes d'affaires n'avaient eu tant d'occasions de goûter aux services exclusifs de Pan Am.

La First Class Pan Am, où luxe et raffinement viennent

s'ajouter au confort exceptionnel de nos sièges Sleeperettes®.

Le confort et l'espace de la Clipper® Class Pan Am qui sauront procurer quiétude et détente aux hommes d'affaires enclins au repos.

Contactez votre agence de voyages ou l'autoroute céleste Pan Am au 42.66.45.45.



Pan Am

Rien ne remplacera jamais l'expérience.

ÉTRANGER

SOCIAL

Quand Peugeot favorise l'insertion professionnelle des handicapés

De notre envoyée spéciale

Montbéliard. — C'est en 1952, dans le pays de Montbéliard, qu'est née l'UNAPEI (Union nationale des associations de parents d'enfants inadaptés), lorsque quelques parents décidèrent de créer pour les handicapés des structures que l'État n'avait pas mises en place. Aujourd'hui, entre les efforts pour aider les enfants à entrer dans le système scolaire et les centres d'accueil pour handicapés profonds, l'association est fière de la réussite économique de ses activités, permettant aux salariés handicapés et légers de s'insérer dans une structure spécialisée et même, pour certains d'entre eux, d'entrer en entreprise.

Dès la départ, l'UNAPEI a créé un « atelier protégé », où travaillent soixante-quinze personnes, et un Centre d'aide par le travail (CAT) (1), qui fait des travaux de sous-traitance (conditionnement de pièces détachées, petit mécanisme) pour l'usine toute proche de Peugeot-Sochaux.

Mais elle considère pas deux PME comme des établissements de production et non comme des ghettos sociaux. « Pour qu'ils fonctionnent bien, affirme leur directeur, il faut qu'on y travaille effectivement, sur des machines classiques. Nous devons livrer un produit réellement commercialisable (délais de livraison, qualité, prix). » L'association n'hésite pas à obliger d'organiser les tâches afin d'équilibrer les efforts des plus rapides et des moins productifs et d'obtenir un meilleur rendement. L'UNAPEI a voulu aussi que ses établissements soient insérés dans le tissu industriel local. Ils sont situés dans une zone industrielle et sont construits dans le même style que les PME voisines.

La chance de l'UNAPEI a été que l'usine Peugeot lui confie les travaux répétitifs qu'elle renonçait à faire faire par ses ouvriers. En prime, Peugeot livre purement et simplement ses propres machines (diminuant d'autant les investissements de l'association). Aujourd'hui, l'UNAPEI affiche fièrement son bilan financier : « Le chiffre d'affaires a atteint 32 millions de francs pour les deux établissements », affirme M. Pierre Clerc, président de l'association dans le pays de Montbéliard. Elle offre du travail à ses salariés, mais leur propose

également des activités de soutien afin de préparer leur insertion dans le monde du travail. Dans la région de Montbéliard, 40 % des handicapés adultes qui ne sont pas pris en charge ont été embauchés dans des PME (deux cent un), et cent dix-huit chez Peugeot.

Dans cette entreprise, les handicapés n'ont pas rencontré de difficultés d'insertion : les contraintes ne facilitent en général d'avoir des ouvriers qui ne renouvellent pas aux tâches répétitives et ne se font pas remarquer par leur absentéisme. Quant aux handicapés, ils affirment seulement que « le travail n'est pas trop dur », et qu'ils « ont des copains ».

L'usine de Sochaux, qui a entrepris un vaste plan de modernisation (5 milliards de francs sur dix ans) et s'est déjà perdu treize mille salariés depuis 1979, pourra-t-elle conserver le personnel « à capacités réduites » ? (ouvriers fatigués, accidentés, handicapés), ainsi que l'appelle la direction. « Les nouvelles technologies se mettront en place sur plusieurs années », nous assurent encore les responsables de l'association pour les secteurs non automatisés, remarque M. André Rabry, du service des relations sociales.

Il reste que l'UNAPEI ne cache pas ses craintes pour l'avenir de ses établissements : « Les handicapés vivent de plus en plus vieux », affirme M. Clerc. « Chaque année, dix nouveaux adultes entrent dans les ateliers mais personne n'en sort, et ce rythme ne sera pas soutenable. » L'UNAPEI se préoccupe donc de l'avenir de ses établissements, après sa modernisation, confiée de moins en moins de travaux de sous-traitance.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

Au Portugal Le budget prévoit une croissance de 4 %

De notre correspondant

Lisbonne. — Baisse du prix du pétrole ; recul du dollar ; augmentation des recettes fiscales, notamment par l'introduction, le 1^{er} janvier dernier, de la TVA ; transfert de fonds communautaires : dans ce contexte on ne peut plus favorable, le gouvernement de M. Cavaco Silva s'apprête à prendre une série de mesures visant à relancer l'économie portugaise.

Le budget, approuvé au Parlement le jeudi 20 mars — avec les votes favorables des socialistes, des démocrates et des centristes, les abstentions des socialistes et des rénovateurs (proches du général Spínola) et les votes hostiles des communistes, ainsi que des représentants du Mouvement démocratique portugais — prévoit une croissance de 4 % du produit intérieur brut (PIB) et de 10 % de l'investissement. La réalisation de ces objectifs entraînera, estime-t-on, une augmentation de 11 % des importations et de 8 % des crédits extérieurs.

Aussi la balance des transactions courantes, qui, à la suite de la politique draconienne menée par le gouvernement précédent, avait enregistré en décembre 1985 un solde légèrement positif, connaîtra-t-elle un nouveau déficit. Selon les chiffres officiels, celui-ci atteindra les 700 millions de dollars.

Il est prévu, en outre, une augmentation de 1 % du volume de l'emploi et de 3 % des salaires réels. L'inflation ne dépassera pas, assurément, les 14 %. Les entreprises qui ne respectent pas les limites fixées par le gouvernement en matière de salaires seront punies. Des dispositions seront prises dans le but de contenir le taux de croissance de la consommation privée autour de 3,5 %.

Les partis de l'opposition considèrent que ce budget, dont le déficit global représente 11,7 % du PIB, contre 13,4 % l'année dernière, n'exprime aucune politique de transformation des structures économiques et sociales du pays. Ils s'insurgent aussi contre l'augmentation des impôts (31,5 % du PIB en 1986 au lieu de 28,8 % en 1985), que, estiment-ils, « dans les circonstances actuelles, rien ne justifie ».

Avant d'être promulgué par le président de la République, le budget sera examiné à nouveau par les commissions parlementaires, qui peuvent y introduire des modifications postérieures. Etant donné le climat agité qui a dominé le débat de cette semaine, il est fort probable qu'une telle éventualité se vérifiera.

JOSE REBELO.

Au Danemark

Nouvel alourdissement de la fiscalité

De notre correspondante

Copenhague. — Le gouvernement de centre droit, qui préside le conservateur Poul Schlüter, a réussi, non sans mal, le 21 mars, à faire adopter par le Parlement (Folketing) un nouveau train de mesures destinées à procurer au trésor quelque 10 milliards de couronnes de ressources supplémentaires (environ 8 milliards de francs). Il s'agit d'une série d'augmentations — certaines très fortes — de taxes diverses sur l'énergie (y compris le charbon et l'électricité), les appareils électro-ménagers, le tabac, les alcools, les matières premières utilisées en confiserie et les voyages en charter.

Il y a à peine trois mois, ce même gouvernement avait pris des dispositions de nature identique. Mais les résultats se sont révélés insuffisants, les importations et la consommation courante ayant, depuis Noël, augmenté dans des proportions non prévues par le programme de redressement.

Ces nouvelles hausses, qui placent maintenant le prix de l'essence et du

malgré la baisse actuelle des tarifs pétroliers — au sommet de la pyramide européenne, ont provoqué une levée de boucliers dans de larges couches de la population, et surtout parmi les fonctionnaires et les employés des services publics.

Ceux-ci, en effet, s'estiment injustement traités par l'apparition de ces nouvelles charges, car leur pouvoir d'achat n'a pas bougé, quand il n'a pas régressé ces dernières années, alors que celui des salariés du secteur privé, en pleine reprise, est considéré comme le principal responsable du dérapage des dépenses.

Le gouvernement a pu arriver à ses fins en s'entendant avec les radicaux, ce compromis l'ayant obligé à renoncer à une hausse générale de 1 % de la TVA (qui est déjà de 22 % pour tous les produits et services), initialement envisagée. Il n'a à faire, au moment du vote décisif de ces textes, sauvé son existence que grâce à une seule voix, celle d'un député des îles Féroé pour compenser la défection des chrétiens populaires qui, à cette occasion, ont voté avec l'opposition.

CAMILLE OLSEN.

UNICEF

Si vous avez, dans l'immédiat après-guerre (1947-1950), bénéficié de l'aide fournie par l'UNICEF (ou FISE-UNICEF) aux enfants d'Europe, ou si vous avez, d'une manière ou d'une autre, participé à cette action de solidarité, faites-vous connaître au COMITÉ FRANÇAIS POUR L'UNICEF SERVICE DE L'INFORMATION 35, rue Faidherbe-David, 75016 Paris Tél. : 45-24-80-00 Vos témoignages ou vos documents personnels (photos notamment) enrichiront une étude actuellement menée par l'UNICEF sur cette période.

EN TUNISIE, AU CAP CARTHAGE, SUR LES SPORTS et LES LOISIRS METTEZ LE CAP A TOUT ÂGE. (ADAGE)

Plus de 30 courts de tennis, équitation, ping-pong, piscine et bien sûr tous les sports de plage et les sports nautiques... l'Hôtel Cap-Carthage, à quelques kilomètres seulement de Tunis, propose sports et loisirs pour tous les âges.

1 semaine en 1/2 pension au départ de Paris ou Lyon à partir de :

2880F

REPUBLIQUE TOURS
L'adresse de la République
75001 Paris
Tél. : 43.55.39.30
Tél. : 78.57.72.38

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Donnez des oreilles à la terre.

EMPRUNT A TAUX FIXE

Taux nominal : 9%.
Durée : 11 ans.
Prix d'émission : 98% soit 4.900 F par titre.
Date de jouissance et de règlement : 7 avril 1986.
Taux actuariel brut : 9,30%.
Amortissement en totalité à la fin de la 11^e année.
Remboursement anticipé possible au gré de la CNT à compter du 7^e anniversaire.

EMPRUNT A TAUX VARIABLE (T.M.O.)

Prix d'émission : 98,36% soit 4.918 F par titre.
Durée : 10 ans.
Date de jouissance et de règlement : 7 avril 1986.
Intérêt : 90% du TMO.
Taux minimum : 6,5%.
Amortissement en totalité à la fin de la 10^e année.
Remboursement anticipé possible au gré de la CNT à compter du 7^e anniversaire.

EMPRUNT A TAUX VARIABLE (T.A.M.)

Prix d'émission : 98% soit 4.900 F par titre.
Durée : 7 ans.
Date de jouissance et de règlement : 7 avril 1986.
Intérêt : (TAM x 2) - 8,80%.
Amortissement en totalité à la fin de la 7^e année.

Souscription dans les Banques, Bureaux de Poste, Trésor, Caisses d'Épargne.

CNT

Caisse Nationale des Télécommunications.

Prêtez l'oreille à nos emprunts.

BALO du 24 mars 1986.
Visa COB n° 86.103 du 19 mars 1986. Une note d'information est tenue gratuitement à la disposition du public.

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

● L'Argentine dans l'Europe. — L'Argentine participera au programme européen de recherche, Eureka, a indiqué à Buenos-Aires M. Dante Caputo, ministre des affaires étrangères, de retour d'une tournée en Europe. La France a accepté que des entreprises argentines sous-traitent des recherches en robotique, communication, informatique et biotechnologie, selon le ministre qui a précisé qu'un accord entre les gouvernements sera signé pour formaliser cette coopération. — (AFP.)

Agriculture

● La FNSEA est une incomparable pépinière de ministres. — estime M. Henri Gaudin, président de la Fédération française de l'agriculture, commentant la nomination de M. François Guillaume au ministère de l'Agriculture. « Il serait de très mauvais goût que le ministre, abusant de ses pouvoirs, en profite pour balayer de l'échiquier des gens qui ne sont pas obligatoirement d'accord avec lui. »

La FFA ne changera en rien sa façon d'envisager le devenir du monde rural et espère trouver auprès de M. Guillaume un ministre sachant faire la part de ce qui est bon pour le redressement du revenu des agriculteurs. Nous n'aurons pas à attendre pour juger de son efficacité puisque Bruxelles lui donnera l'occasion de prouver sa valeur. — a-t-il conclu.

Social

● Création d'un fonds salarial à la Compagnie financière de Suez. — M. Jean Peyrelevade, président de la Compagnie financière de Suez, et les syndicats CFDT, CGC et FO ont signé un accord créant un fonds salarial. Ce fonds, précise la Compagnie, « fonctionnera dans le cadre du plan d'épargne d'entreprise, les versements des salariés devant être affectés au fonds commun de placement de la Compagnie financière de Suez créé à cet effet ». Un comité paritaire — direction et syndicats — sera chargé de « déterminer l'orientation des placements du fonds commun et d'assurer le suivi des opérations réalisées ».

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ base	+ base	+ base	+ base
S.E.U.	7,8258	7,8258	+ 30	+ 45
S.c.m.	5,8258	5,8258	- 147	- 129
Yen (100)	3,5378	3,5422	+ 57	+ 78
DM	3,8731	3,8757	+ 89	+ 102
DM (100)	2,7282	2,7223	+ 68	+ 136
F.S. (100)	15,8289	15,8267	- 464	- 353
F.S.	3,6465	3,6722	+ 117	+ 135
L. (1 000)	3,5177	4,5235	- 298	- 261
L.	10,5867	10,5972	- 348	- 305

TAUX DES EUROMONNAIES

	7 1/2	7 1/4	7 1/2	7 1/2	7 1/2	7 1/2	7 1/2	7 1/2
S.E.U.	4 5/8	4 3/4	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2
DM	5 3/8	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2
F.S. (100)	9 3/4	10 3/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4
F.S.	15 1/2	16 1/2	15 1/2	15 1/2	15 1/2	15 1/2	15 1/2	15 1/2
L. (1 000)	12	12 1/4	11 3/4	11 3/4	11 3/4	11 3/4	11 3/4	11 3/4
L.	12	12 1/4	11 3/4	11 3/4	11 3/4	11 3/4	11 3/4	11 3/4
F. franc	9	9 3/8	11 3/4	11 3/4	11 3/4	11 3/4	11 3/4	11 3/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

Le Monde

POUR LA PREMIÈRE FOIS DEPUIS TROIS MOIS

Les Etats-Unis ont procédé samedi à un essai nucléaire

Les Etats-Unis ont procédé, le samedi 22 mars, sur le polygone de tir du Nevada, à une explosion nucléaire souterraine, la première depuis le 28 décembre et la septième depuis la proclamation par M. Gorbatchev d'un moratoire unilatéral sur les essais nucléaires à partir du 8 août 1985.

Cette explosion, ont rapporté des fonctionnaires américains, avait été reportée de plusieurs jours dans l'attente d'une réponse

de Moscou à la proposition faite par Washington, le 14 mars, d'étudier un nouveau système de détection mais au point par les techniciens américains et de recevoir des experts soviétiques sur le site du Nevada dans la troisième semaine d'avril. Moscou n'a pas répondu à cette offre, mais cette proposition a été critiquée par la presse soviétique.

L'explosion américaine a été critiquée,

contre par l'Union soviétique, par le vice-premier ministre de Nouvelle-Zélande, M. Palmer, qui a indiqué cependant qu'une protestation officielle « ne s'imposait pas », à la différence de ce qui est fait à Auckland en ce qui concerne les essais nucléaires français.

« Les essais français sont effectués dans notre région », a dit M. Palmer, alors que les Etats-Unis font les leurs sur leur territoire.

Un revers pour M. Gorbatchev

De notre correspondant

Moscou. - La réaction soviétique à l'essai nucléaire auquel ont procédé, samedi 22 mars, les Etats-Unis est intéressante à plus d'un titre. Moscou ne pouvait évidemment pas passer l'événement sans manifester de l'humour. Mais l'Union soviétique ne s'en tient pas non plus, malgré la manchette de l'éditorial publié ce lundi 24 mars en pages intérieures par la Pravda, un « tesson de protes-

En réalité, la dépêche que l'agence Tass a publiée à ce sujet samedi soir est quelque peu sibylline. L'agence soviétique annonce, si l'on comprend bien, que l'URSS s'en tient à la date butoir du 31 mars qu'elle s'était fixée. L'essai effectué le 22 mars dans le Nevada ne modifierait pas cette position « de principe ». Jusqu'à présent, la doctrine était que Moscou se sentirait délié de son engagement dès lors que les

Etats-Unis procéderaient à une nouvelle explosion. La querelle est byzantine et ne porte que sur un délai d'environ une semaine, mais les responsables soviétiques tiennent peut-être à écarter l'impression qu'ils suivent mécaniquement les aléas du programme de tir américain, dont le calendrier a beaucoup varié ces derniers temps.

On constate en tout cas, ici, que M. Reagan n'a pas cédé. La pression conjuguée d'une partie du Congrès, de plusieurs pays « amis » et de toutes sortes de personnalités ne l'a pas fait bouger d'un pouce.

La leçon est sans doute amèrement ressentie à Moscou. Il est en effet difficile d'imaginer que M. Gorbatchev ait imposé ce jeûne nucléaire de plus de sept mois à ses militaires sans avoir lui-même quel- que espoir de réussite. L'explosion de samedi met fin à cette illusion.

Le volontarisme spontané de M. Gorbatchev devrait donc logiquement faire place, dans les mois

qui viennent, à des analyses plus lucides. M. Reagan est impénétrable, dans certains domaines au moins, aux pressions de l'opinion publique. Il faudra que les nouveaux experts soviétiques de la scène américaine mettent leurs montres à l'heure. M. Dobrynine, ambassadeur à Washington pendant vingt-quatre ans et qui est désormais chargé des relations Est-Ouest au sein du parti, ne peut pas, en ce qui le concerne, confondre M. Carter et M. Reagan.

M. Chevardnadze n'a peut-être pas cette expérience. Le ministre soviétique des affaires étrangères a déjeuné, ce lundi, avec son homologue français, M. Jean-Bernard Raimond, qui quitte le même jour son poste d'ambassadeur à Moscou et qui avait été reçu, dans la matinée, par M. Gorbatchev. Le nouveau chef de la diplomatie française pourra ainsi constater, à chaud en quelque sorte, l'étendue de la déception soviétique.

LES MONTAGES DU KGB

Sakharov au secours du secrétaire général ?

Bonn (AFP). - Une nouvelle cassette vidéo montrant le dissident soviétique Andreï Sakharov dans sa résidence d'été à Gorki, à 400 kilomètres environ à l'est de Moscou, est parvenue au quotidien ouest-allemand à grand tirage Bild Zeitung.

« La cassette en couleurs, d'une durée d'un quart d'heure et de bonne qualité de prise de vues, montre un Sakharov apparemment en bonne santé. Les images ont été tournées entre décembre et février », indique le journal de ce lundi 24 mars. C'est la cinquième fois que Bild reçoit d'URSS des cassettes vidéo sur l'académicien soviétique.

Selon Bild Zeitung, le document présente notamment Sakharov parlant avec un inconnu « qui est sans doute un agent du KGB ». Au cours de cette conversation, Sakharov qualifie d'« excellente » la proposition de désarmement nucléaire

intégral d'ici à l'an 2000 du secrétaire général du Parti communiste soviétique, Mikhaïl Gorbatchev. Dans cette même conversation, il juge que l'initiative de défense stratégique américaine (IDS) « n'est pas une bonne chose ».

Bild précise que la cassette, provenant « des milieux du Kremlin », a visiblement fait l'objet de montages.

Signe de la permanence de l'appareil, les instances locales du PCT, réunies avant le congrès, ont confirmé dans leurs fonctions la quasi-totalité des responsables du parti, en place depuis les années 1969-1970. Aucun membre un des partis communistes au pouvoir n'était attendu à Prague.

A Prague

OUVERTURE DU XVII^e CONGRÈS DU PARTI COMMUNISTE

Prague (AFP). - Le XVII^e congrès du Parti communiste tchécoslovaque s'est ouvert, le lundi 24 mars à Prague. Alors que le PC soviétique, sous la houlette de M. Mikhaïl Gorbatchev, a procédé à un profond renouvellement de ses cadres, lors de son XXVII^e congrès, le PCT, dirigé depuis avril 1969, par M. Gustav Husak, ne devrait décider aucun remaniement important de l'équipe dirigeante, estiment les observateurs à Prague.

Signe de la permanence de l'appareil, les instances locales du PCT, réunies avant le congrès, ont confirmé dans leurs fonctions la quasi-totalité des responsables du parti, en place depuis les années 1969-1970. Aucun membre un des partis communistes au pouvoir n'était attendu à Prague.

STERN
GRAVEUR
depuis 1841
Pour votre Société
papiers à lettres et
imprimés de haute qualité
Le prestige
d'une gravure traditionnelle
Ateliers et Bureaux :
47, Passage des Panoramas
75002 PARIS
Tél. : 42.36.94.48 - 45.08.86.45

Le Monde Infos-Spectacles
sur Minitel
36-15-91-77 + ISLM

Le Monde
Six promenades
d'architecture à Paris

Le Monde
Six promenades
d'architecture à Paris

Guides et itinéraires
pour découvrir un Paris
ignoré des touristes
BON DE COMMANDE
« Promenades d'architecture »
Nom _____
Adresse _____
A renvoyer au Monde, Vente
au numéro, 5, rue des Italiens,
75427 Paris Cedex 09
avec votre règlement
(55 F, frais d'expédition inclus).

Sur CFM
à Paris (89 MHz)
à Lyon (100,3 MHz)
à Bordeaux (101,2 MHz)
à Nantes-Saint-Nazaire (94,5 MHz)
à Limoges (102,1 MHz)
à Toulouse (88,8 MHz)
à Caen (103,2 MHz)
à Brive (90,5 MHz)
à Saint-Etienne (96,8 MHz)
à Montpellier (88,8 MHz)
à Strasbourg (100,9 MHz)
à Douai (97,1 MHz)
à Valenciennes (97,1 MHz)
à Lens (97,1 MHz)

LUNDI 24 MARS
Allé « le Monde »
(16-1) 47-20-82-87
Où en sont les finances
de la France ?
avec FRANÇOIS SIMON
émission présentée
par LAURENCE PIVOT
MERCREDI 26 MARS
Allé « le Monde »
(16-1) 47-20-82-87
Les Français et la lecture
avec JOSYANE SAVIGNEAU
et PATRICK KECHICHIAN

« Société des cadres du Monde »
Les associés de la société civile à capital
variable « Les cadres du Monde » sont convo-
qués au siège social de la société, 7, rue des
Italiens, 75427 Paris Cedex 09, dans la
salle du restaurant d'entreprise.
le MARDI 8 AVRIL 1986
pour y tenir une assemblée générale extraordinaire
Ordre du jour :
• Modification de l'art. 8.
• Questions diverses.

Sur le vif

Haut perchés

Il est fou, Giscard ou quoi ? Ici, à sa place, je dirais que je n'en veux ni ou ni, c'est de ce tout-pourchoc. De toute façon, il n'est pas pour lui. Il est pour Chaban. On ne parlait que de ça, ce matin, à la conférence des chefs, au journal. Alors qui est-ce qu'il attend ? Je ne comprends pas. Comme d'habitude, il se va encore recevoir une de ces peines de claques ! Ça va faire bobo. Enfin ! Il devrait se méfier de Chirac depuis le temps. C'est pas son copain. Il a fait voter contre lui et pour Mitterrand aux der- nières présidentielles. Ça, il peut pas l'ignorer, Giscard.

Vous m'avez dit : ouais, d'accord, mais Chirac a fait voter pour lui contre Chaban, à celles d'avant, alors ça s'annule.

Pour être sûr, mais là, il y a une nouvelle donne. Vous vous rappelez la visite de Chaban à Chirac à l'Hôtel de Ville au début de la semaine dernière ? Il était venu lui demander s'il aurait le feu vert pour Mitterrand. Mon Mami l'avait pressenti, Chaban. L'autre lui a répondu : Niet, Mitterrand, c'est pour ma pomme.

Ben... Et moi ?
- J'en sais rien. Si vous vou- lez absolument faire président de

quelque chose, je ne vois plus que l'Assemblée nationale. Ce serait pas mal. Vous n'y avez pensé que des amis. Les hussiers vous adorent. Et puis la tribune est haute placée. Pensez à toutes les réunions que vous allez pou- voir présider et descendre en cou- rant, le mercredi après-midi, devant les caméras de télé. Faut soigner votre image.

Ca l'a réveillé, Chaban. Il est parti les coudes au corps consulter sa femme. Elle a com- mencé par tordre le nez et puis elle s'est souvenue de toutes les bonnes habitudes de bordonne- qu'elle a été obligée d'abandonner dans les caves de l'Hôtel de Ville. Aucune raison d'en faire cadeau à cette snobissime d'Anne-Aymon. Je n'ai la con- science pas, Anne-Aymon, mais je l'entends d'ici : Enfin, mon pauvre ami, pourquoi vou- lez à tout prix percher place du Palais-Bourbon. Ce n'est pas une bonne adresse. Attendez donc un peu de retourner au château. Faubourg Saint-Honoré, c'est tout simplement plus chic, non ?

Ben... Et moi ?
- J'en sais rien. Si vous vou- lez absolument faire président de

En Thaïlande

Epreuve de force entre le premier ministre et le chef de l'armée

De notre correspondant

Bangkok. - Le premier ministre thaïlandais, M. Prem Tinsulanonda, a annoncé, lundi 24 mars, qu'il était hors de question que les fonctions de commandant en chef de l'armée du général Arthit Kamlang-Ek soient à nouveau prolongées d'un an.

Depuis plusieurs semaines, les amis du général Arthit se livraient à une intense campagne dans les casernes et auprès de l'opinion publique afin d'obtenir que leur chef soit reconfirmé dans ses fonctions. Le général Arthit avait atteint l'âge de la retraite en 1984.

On savait le premier ministre, qui est aussi ministre de la défense, opposé à toute extension des ac- tivités militaires du général Arthit. Mais il s'était gardé jusqu'à présent

de manifester ouvertement son point de vue. « Si le gouvernement a peur des militaires, il ne peut conduire les affaires du pays », a notamment déclaré M. Prem. Pour le premier ministre, l'action de certains mili- taires, qui avaient organisé une conférence de presse, vendredi, pour soutenir, en termes jugés agressifs, l'extension du commandement du général Arthit, constitue « une faute contre le code militaire et pourrait être passible de sanctions discipli- naires ».

On ignore pour le moment jusqu'où ira cette épreuve de force et quelles sont les réactions du gé- néral Arthit lui-même à cette prise de position, considérée par la plupart des observateurs comme une nou- velle victoire de la démocratie.

JACQUES BEKAERT.

En Italie

Deux nouveaux décès portent à cinq le nombre des victimes du vin frelaté

Milan (AFP). - Deux hommes, âgés de quarante-trois et soixante- dix-neuf ans, sont morts, dans la région de Milan, après avoir bu du vin contenant une forte quantité d'alcool méthylique, a-t-on appris le samedi 22 mars. Trois autres per- sonnes étaient mortes au début de la semaine (le Monde daté 23-24 mars). Une vingtaine de per- sonnes ont, d'autre part, été placées sous surveillance à l'hôpital.

Deux viticulteurs du Piémont ont été arrêtés samedi et inculpés d'homicide volontaire et de violation des normes sur la préparation du vin. La loi italienne autorise un pourcentage de 0,9 % d'alcool méthylique - ou méthanol - dans le vin. Or, d'après les analyses, le vin « empoisonné » en contiendrait près de 6 %.

Les deux viticulteurs arrêtés, Gio- vanni Caravaggio, cinquante-six ans, et son fils Daniele, vingt-sept ans, propriétaires d'une entreprise dans la province de Cuneo, fournissaient la société Vincenzo Odore, installée près d'Asti, au sud de Turin. Cette dernière, qui assurait la commercialisation du vin, livrait chaque semaine entre 10 000 et 15 000 bouteilles à des supermarchés de la région. Quelque 9 000 bouteilles ont été mis sous séquestre dans les caves de la société de distribution dont les dirigeants sont actuellement interrogés par la justice.

Dans un communiqué publié ven- dredi à Rome, le ministre ouest- allemand de la santé a mis en garde les consommateurs contre plusieurs vins italiens contenant du méthanol. Il a demandé aux services compé- tent de tester tous les vins proven- ants des Pouilles (sud de l'Italie) et du Piémont, et interdit leur entrée en RFA jusqu'à nouvel ordre.

PASSATION DE POUVOIRS AU MINISTRE DE L'INTERIEUR

Initialement prévu au vendredi 21 mars à 17 h, (le Monde daté 23-24 mars), la passation de pouvoir entre M. Pierre Joxe et Charles Pasqua a eu lieu le samedi 22 mars, en fin d'après-midi. Le nouveau ministre de l'Intérieur est arrivé place Beauvau, à 17 heures, précédé de quelques minutes par M. Robert Padoa-Schioppa, ministre délé- gué chargé de la sécurité, et M. Ber- nard Bosson, secrétaire d'Etat chargé des collectivités locales.

« L'ambassadeur qui encadre cette passation de pouvoirs prouve que nous sommes dans une vraie démocra- tie », a déclaré M. Pasqua, soulignant l'atmosphère, sobre et déte- nant de cette cérémonie. Après s'être entretenus pendant une dizaine de minutes avec M. Joxe, les deux nou- veaux ministres et le secrétaire d'Etat ont rencontré les hauts fonction- naires responsables des différents services de l'administration centrale, des préfets, des collectivités locales et de la police, que leur a présentés le ministre partant. A cette occasion, M. Pasqua a tenu à rendre hommage « à l'efficacité et à l'hon- nêteté de l'administration fran- çaise ».

« M. Barrot : les limites de la décentralisation. - En réalité, a déclaré dimanche 23 mars M. Jaques Barrot, secrétaire général du CDS, en cours de l'Assemblée nationale, « des limites » car « elle est obligée de faire appel à des compromis qui ne naissent pas d'un consensus politique ».

STAGE LECTURE RAPIDE
15-16-17 avril 1986
possibilités de stages en entreprises
GEICA-FORMATION/42-96-41-12
56 bis, rue du Louvre, 75002 Paris

MBA University

- Programme 3^e cycle créé et développé par l'Institut Franco-Américain de Management (IFAM) en association avec PACE UNIVERSITY (New York)
- 11 mois d'études : 7 à Paris, 4 à New York
Septembre 86 - Août 87
- 2 diplômes : MBA de PACE UNIVERSITY
Certificat IFAM 3^e cycle
- Admission : diplôme 2^e cycle (grande école, maîtrise...) et ou expérience professionnelle + épreuves d'admission
- Renseignements : IFAM-MBA university
19 rue Cécile 75015 Paris
Tél : 47.34.38.23

IFAM

PACE UNIVERSITY

Le numéro du « Monde »
daté 23-24 mars 1986
a été tiré à 458 017 exemplaires

EN TOUTE OBJECTIVITE.
L'ECONOMIE FRANÇAISE
Tout comprendre sur l'économie française.
HATIER

A B C D E F G